



République Tunisienne
Ministère de l'économie, des finances
et de l'appui à l'investissement

Rapport sur Les entreprises publiques

Traduction française élaborée dans le cadre du projet d'appui aux réformes budgétaire et comptable mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Union Européenne.

La version arabe officielle fait foi.

TABLE DES MATIERES

Rubriques	Pages
-Introduction :.....	3-4
-Première partie :La situation économique et financière des entreprises publiques :.....	5-29
-Chapitre premier :Présentation des entreprises publiques.....	6-20
-Chapitre deux :Indicateurs d'activité et indicateurs financiers durant la période 2017-2018.....	20-29
-Deuxième partie :Analyse de la situation financière d'un échantillon de 33 entreprises publiques durant la période 2017-2019 :.....	30-134
-Chapitre premier :Les entreprises publiques actives dans le secteur financier et assimilé	34-45
-Chapitre deux :Les caisses sociales	45-53
-Chapitre trois :Situation financière de 23 entreprises publiques....	54-134
-Troisième partie :Relation financière entre l'Etat et les entreprises publiques :.....	135-179
-Chapitre premier :Dettes et créances entre l'Etat et les entreprises publiques.....	136-151
-Chapitre deux :Les besoins financiers des entreprises publiques et la charge de leur restructuration durant la période 2017-2020.....	151-165
-Chapitre trois :Liquidité des entreprises publiques.....	165-179

Introduction

Les entreprises publiques attirent l'attention du commun du peuple tunisien et ce outre les spécialistes de l'économie, de la politique et de la sociologie et les acteurs de la société civile. Cet intérêt résulte de la grande importance que constituent ces acteurs économiques dans le tissu économique national et ce par leur capacité de création de postes d'emploi et leur participation dans le produit intérieur brut ainsi que la valeur des paiements et des recouvrements au profit du budget de l'Etat d'une part et les transferts qui lui sont effectués d'autre part.

La plupart des entreprises publiques sont en étroite liaison avec le citoyen à travers ce qu'elles présentent comme services dans des secteurs stratégiques en relation avec le service public comme l'électricité, l'eau potable et la connexion des canaux d'assainissement et la fourniture du transport public, des services hospitaliers et de la couverture sociale. Aussi d'autres entreprises publiques représentent un levier de l'économie nationale par les prestations qu'elles assurent et qui contribuent directement dans l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale dans des secteurs aussi importants que ceux des mines, des engrais, des carburants, des communications et de l'infrastructure.

L'Etat actionnaire dans les entreprises publiques se charge de plusieurs missions en relation avec ces entreprises. En effet il délimite les orientations stratégiques des secteurs de production et contrôle les actes de gestion au regard de la législation et de la réglementation en vigueur. Aussi il intervient dans certains secteurs par l'ajustement des prix au niveau du marché des biens et services et prépare les conditions adéquates à la production à travers les grands projets qu'il réalise ce qui contribue à la création d'une dynamique économique à travers les marchés publics qu'il conclut avec le secteur privé.

Les entreprises publiques font face à plusieurs contraintes en raison de l'éparpillement de la tutelle et du suivi résultant de la multiplicité des autorités de tutelle entre la présidence du gouvernement et le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'investissement d'une part et les ministères de tutelle sectorielles d'autre part. Aussi les entreprises publiques trouvent des difficultés pour concilier entre la multiplicité des objectifs qui leurs sont assignés comme la réalisation des bénéfices et le transfert de ressources au profit du budget de l'Etat et l'ajustement des prix du marché et la garantie de l'employabilité et la prestation des services publics. Aussi elles sont appelées à sauvegarder leurs équilibres financiers et en même temps à contribuer à la politique sociale de l'Etat.

Le rapport sur les entreprises publiques annexé au projet de la loi de finances s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi organique n° 2019-15 du 13 février 2019, portant loi organique du budget de l'Etat, notamment son article 46 qui a prévu l'accompagnement du projet de la loi des finances pour l'année en cours entre autres, d'un rapport sur les entreprises publiques et aussi de l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'investissement du 15 mars 2019 relatif à la fixation du calendrier

du projet de la loi de finances de l'année en cours et de la circulaire du Président du Gouvernement n° 16 du 14 mai 2020 relative à la préparation du projet du budget de l'Etat pour l'année 2021.

La préparation de ce rapport est rendu nécessaire par l'utilité d'exposer la situation financière des entreprises publiques ainsi que la relation financière entre elles et l'Etat et ce dans le cadre des prescriptions de l'accès à l'information et de la consécration de la transparence et de la gouvernance ouverte et du renforcement du contrôle sur la gestion des fonds publics.

Ce rapport a été préparé sur la base d'un échantillon composé de 33 entreprises publiques touchant la plupart des secteurs d'activité qui représentent environ 90% du total des indicateurs financiers du nombre total des entreprises publiques totalisant 110 entreprises publiques.

Le rapport se divise en trois parties. La première partie a été consacrée à la présentation de ce type d'acteurs économiques et à la délimitation des actions de l'Etat et du reste des actionnaires publics dans ces entreprises et aux structures intervenantes dans le suivi et la tutelle et ce en plus de la classification de ces entreprises selon des critères clairs et objectifs et leurs répartitions selon les secteurs d'activité et l'autorité de tutelle. En outre, cette partie du rapport traite d'une manière regroupée des principaux indicateurs de gestion des entreprises publiques.

L'échantillon d'entreprises couvertes par ce rapport fera l'objet d'une partie qui lui est consacrée (la deuxième partie) qui contient une analyse détaillée de la situation financière de ces entreprises durant la période 2017-2019.

La troisième partie de ce rapport traite de la relation financière entre l'Etat et les entreprises publiques. Elle a couvert dans un premier niveau les créances et dettes des entreprises publiques à l'égard et au profit de l'Etat d'une part et l'ensemble des paiements au profit du budget de l'Etat ainsi que les subventions transférées de l'Etat au profit de ces entreprises d'autre part. Un deuxième niveau a été consacré à la délimitation des besoins financiers des entreprises publiques en fonds propres et fonds de roulement et ce en plus des crédits alloués pour la restructuration et ce dans le cadre de l'échantillon constituant le rapport comme cité ci-dessus et dans la limite de la période 2017 –juin 2020. Aussi le dernier niveau de la deuxième partie a couvert la liquidité des entreprises publiques à travers l'indication des politiques de placement adoptées et la taille de ces placements durant la période 2017-2019.

**Première partie -
La situation économique et financière des entreprises
publiques:**

Chapitre premier : Présentation des entreprises publiques :

I-Définition des entreprises publiques :

Selon l'article huit nouveau de la loi 1989-9 est considérée comme entreprise publique :

- Les établissements publics à caractère non administratif dont la liste est fixée par décret .
- Les sociétés dont le capital est entièrement détenu par l'Etat .
- Les sociétés dont le capital est détenu par l'Etat , les collectivités publiques locales , les établissements publics et les sociétés dont le capital est entièrement détenu par l'Etat à plus de 50% chacun individuellement ou conjointement.

II-Cadre juridique des entreprises publiques :

- La loi 1989-9 relative aux participations et entreprises publiques et tous les textes rectificatifs.
- Le code des sociétés commerciales.
- Le décret 2002- 2197 relatif aux modalités d'exercice de la tutelle sur les entreprises publiques, à l'approbation de leurs actes de gestion, à la représentation des participants publics dans leurs organes de gestion et de délibération et à la fixation des obligations mises à leur charge

III-Principales structures intervenant dans l'exercice de la tutelle et le suivi des entreprises publiques :

Structures intervenantes	Référence juridique
Ministère de tutelle sectorielle	Loi 1989-9
l'unité du suivi de l'organisation des établissements et des entreprises publics,du Ministère de la fonction publique	Décret 2002-2131
l'unité du suivi des systèmes de productivité dans les établissements et les entreprises publics,du Ministère de la fonction publique	Décret 2002-2131

La direction générale de la privatisation	Décret 1996-271 Décret 2002-2130
La direction générale des participations du Ministère des finances	Décret 2011-2856
Le comité du contrôle d'Etat	Décret 2002-2131 Décret 2013-5093

IV-Classification et répartition des entreprises publiques :

1-Classification des entreprises publiques selon la forme juridique :

Selon leur forme juridique , les entreprises publiques sont réparties en deux catégories :

A-Les sociétés anonymes :Elles sont créées conformément aux dispositions du code des sociétés commerciales.

B-Les établissements publics à caractère non administratif considérés comme entreprises publiques :

Ils sont créés en deux étapes :

La première étape : sont créés par lois ou par décrets comme établissements à caractère non administratif la deuxième étape : sont classifiés par décrets comme entreprises publiques conformément au premier tiré de l'article huit de la loi 1989-9 :

Type d'entreprises	Nombre
Sociétés anonymes	64
Etablissements publics à caractère non administratif considérés comme entreprises publiques	46
Total	110

2- Classification des entreprises publiques selon la participation de l'Etat :

Les entreprises publiques peuvent être réparties en entreprises publiques à participation directe ou indirecte de l'Etat :

A-Les participations directes :Ce sont les participations de l'Etat en son nom et sa qualité et elles sont indiquées dans la liste des actionnaires par le terme Etat.

B-Les participations indirectes :sont les participations des structures suivantes :

-Les collectivités publiques locales ,

-Les établissements publics à caractère non administratif dont la liste est fixée par décret

-Les sociétés dont le capital est entièrement détenu par l'Etat ,

Types d'entreprise	Nombre
Entreprises à participation directe de l'Etat (Etat individuellement ou avec d'autres actionnaires)	71
Entreprises à participation indirecte de l'Etat(l'Etat n'y ayant pas de participations directes)	39
Total	110

3- Classification des entreprises publiques selon la stratégie de la réforme et de la gouvernance des entreprises publiques :

Afin de faciliter l'opération de la réforme et de la gouvernance des entreprises publiques ,ces derniers ont été réparties comme suit :

A-Entreprises opérant dans un secteur concurrentiel:Ce sont les entreprises concernées par les dispositions de l'Article 22 ter de la loi 1989-9 et qui peuvent faire l'objet d'une association avec un partenaire stratégique tout en conservant leur caractère public .

B-Entreprises opérant dans un secteur stratégique:Ce sont les entreprises considérées par l'Etat comme stratégiques et vitales pour le pays .

C-Entreprises de service public :Ce sont les entreprises considérées comme prolongement de l'administration publique et des organismes de l'Etat à but non lucratif .

D-Entreprises qui détiennent un monopole : Ce sont les entreprises à travers lesquelles l'Etat détient le monopole de certaines prestations de services ou la vente de certains produits .

Il convient d'indiquer que jusqu'à présent la liste définitive des entreprises selon ce classement n'a pas été arrêtée .

4- Classification des entreprises publiques selon l'autorité de tutelle et le secteur d'activité:La classification des entreprises selon l'autorité de tutelle sectorielle est l'unique classification adoptée et approuvée par la Présidence du gouvernement à travers le décret 2005-910 du 24 mars 2005 relatif à la désignation de l'autorité de tutelle des entreprises publiques et des établissements publics à caractère non administratif .Ce décret a été amendé et complété par le décret 2010-90.

Aussi la classification selon le secteur d'activité est considérée comme approximative puisqu'on peut classer plusieurs entreprises dans plus qu'un secteur à cause de la spécificité et de la diversité de leurs activités .

Autorité de tutelle	Nombre	Domaine d'activité	Nombre	Nom de l'entreprise
Présidence de la république	1	Services et résidences	1	1-Société des services nationaux et des résidences
Présidence du gouvernement	5	Entreprises de la presse et de l'information et de la documentation	5	1-Imprimerie officielle de la république tunisienne, 2-Agence tunis Afrique presse , 3-La radio tunisienne , 4-La télévision tunisienne , 5- Société nouvelle d'impression ,de presse et d'édition
Ministère de l'économie et des finances et de l'appui à l'investissement	11	Entreprises en situation de monopole	4	1-Régie nationale des tabacs et des allumettes, 2-Manufacture des tabacs de kairouan , 3-Régie des alcools, 4-Agence tunisienne de solidarité .
		Entreprises opérant dans le secteur bancaire	5	1- Banque nationale agricole , 2- Banque de l'habitat , 3- Société tunisienne de banque , 4- Banque tunisienne de solidarité , 5-Banque de financement des petites et moyennes entreprises .
		Autres services	2	1-Société tunisia trade net 2-Société el bouniène
Ministère des affaires sociales	3	Caisses sociales	3	1-Caisse nationale de sécurité sociale , 2-Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale, 3-Caisse nationale d'assurance maladie ,
Ministère des transports et de la logistique	25	Transport aérien	3	1-Société Tunis air , 2-Office de l'aviation civile et des aéroports , 3-Centre des recherches et études aériennes,
		Transport maritime	2	1-Office de marine marchande et des ports, 2- Compagnie tunisienne de navigation,

		Transport terrestre	20	<ul style="list-style-type: none"> 1-Agence technique de transport terrestre, 2-Société des transports de Tunis , 3-Société des travaux ferroviaires , 4-Société nationale des chemins de fer tunisiens, 5-Société du réseau ferroviaire rapide de Tunis , 6-Société nationale de transport interurbain, 7-Société régionale de transport de Sfax, 8- Société de transport du Sahel, 9- Société régionale de transport de Béja, 10- Société régionale de transport de Jendouba, 11- Société régionale de transport du Kef, 12- Société régionale de transport de Kasserine, 13- Société régionale de transport de Gabès, 14- Société régionale de transport de Médenine, 15- Société régionale de transport de Nabeul, 16- Société régionale de transport de Kairouan, 17- Société régionale de transport de Bizerte, 18-Office national des postes frontaliers terrestres, 19- Société du métro léger de Sfax, 20- Société régionale de transport de Gafsa,
Ministère de l'industrie ,de l'énergie et des mines	17	Secteur de l'énergie	8	<ul style="list-style-type: none"> 1-Entreprise tunisienne des activités pétrolières, 2-Société tunisienne des industries de raffinage , 3-Société nationale de distribution des pétroles AGIL, 4-Société tunisienne de l'électricité et du gaz , 5-Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien, 6-Compagnie tunisienne de forage , 7-Société tunisienne de transport par pipes lines, 8-Compagnie des transports par pipe-lines au sahara,
		Industries	5	<ul style="list-style-type: none"> 1-Société nationale de cellulose et de papier alfa, 2-Société les ciments de Bizerte , 3- Société les ciments d'oum el kelil, 4-Société tunisienne de sidérurgie el fouladh, 5-Société tunisienne de sucre ,

		Secteur du phosphate et des mines	3	1-Groupe chimique tunisien , 2-Compagnie des phosphates de Gafsa, 3-Société du Djebel djerissa,
		Autres services	1	1-Agence foncière industrielle,
Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche	9	Entreprises de services publics	2	1-Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux , 2-Société d'exploitation du canal et des adductions des eaux du nord,
		Entreprises d'intervention	2	1-Office des céréales, 2-Office national de l'huile ,
		Entreprises agricoles	5	1-Office des terres domaniales, 2-Société tunisienne d'aviculture , 3-Société nationale de protection des végétaux , 4-Société des courses Tunis, 5-Agence des ports et des installations de pêche ,
Ministère de l'équipement et de l'habitat et de l'infrastructure	11	Equipement et travaux publics	3	1-Société tunisie autoroutes , 2-Société générale d'entreprises, de matériel et de travaux , 3-Société d'études et de promotion de Tunis sud ,
		Habitat	6	1-Société nationale immobilière de Tunisie, 2- Société nationale immobilière de Tunisie centre, 3- Société nationale immobilière de Tunisie nord, 4- Société nationale immobilière de Tunisie sud, 5-Agence foncière d'habitat, 6-Société de promotion des logements sociaux ,
		Aménagement	2	1-Office de la topographie et du cadastre, 2-Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine ,
Ministère de la santé	3	Entreprises de monopole	1	1-Pharmacie centrale de Tunisie ,
		Usines	1	1-Société des industries pharmaceutiques de Tunisie ,
		Autres services	1	1-Office national de la famille et de la population ,
Ministère de l'éducation	1	Education	1	1-Centre national pédagogique ,
Ministère des technologies de	3	Communication et diffusion	2	1-Office national de la télédiffusion ,

la communication				2-Société nationale des télécommunications (Tunisie télécom)
		Autres services	1	1-Office national des postes ,
Ministère du commerce et du développement des exportations	6	Secteur du commerce	6	1-Office du commerce de la Tunisie , 2-Société Ellouhoum, 3-Centre de promotion des exportations , 4-Société de la foire de Nabeul , 5-Société tunisienne des marchés de gros , 6-Société des marchés de production du centre de légumes et fruits,
Ministère de la jeunesse et des sports et de l'intégration professionnelle	2	Entreprises de sport	2	1-Société tunisienne du tourisme des jeunes 2-Société de promotion du sport,
Ministère du tourisme	3	Secteur du tourisme	2	1- Société des loisirs touristiques , 2-Société tunisienne de développement de golf ,
		Autres services	1	1-Agence foncière touristique ,
Ministère des affaires locales et de l'environnement	4	Etablissements de services publics	2	1-Office national de l'assainissement , 2-Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales,
		Autres services	2	1-Agence municipale des services environnementaux , 2-Agence municipale de gestion ,
Créations nouvelles			6	1-Société d'environnement et plantation et jardinage de Tataouine, 2-Société de gestion du pôle industriel et technologique de Kasserine, 3-Société de développement et d'investissement de Kebili, 4- Société de gestion du pôle industriel et technologique de Jendouba, 5- Société de développement et d'investissement de Tataouine , 6-Société des services de développement multi activités de Kerkennah,

V-Participation de l'Etat dans les entreprises publiques :

Sociétés anonymes								
Nom de la société	Abréviation	Capital (MD)	Structures du capital (%)					
			Participations publiques					
			Etat		Autres actionnaires publics		Autres actionnaires	
			%	(MD)	%	(MD)	%	(MD)
Société des travaux ferroviaires	SOTRAFER	4,112	0,000%	0,000	99,990%	4,112	0,010%	0,0004
Société Tunis air	TUNISAIR	106,199	64,860%	68,881	9,560%	10,153	25,580%	27,166
Société du réseau ferroviaire rapide de Tunis	RFR	10,000	99,994%	9,999	0,003%	0,000	0,003%	0,0003
Compagnie tunisienne de navigation	CTN	126,000	86,210%	108,625	9,880%	12,449	3,910%	4,927
Société régionale de transport de Bizerte	SRTGBizerte	1,500	0,000%	0,000	55,660%	0,985	34,340%	0,515
Société régionale de transport de Nabeul	SRTGNabeul	3,000	0,000%	0,000	53,000%	1,590	47,000%	1,410
Société régionale de transport de Jendouba	SRTGJendouba	0,220	0,000%	0,000	75,420%	0,166	24,580%	0,054
Société régionale de transport de Béja	SRTG Beja	0,090	0,000%	0,000	57,120%	0,051	42,880%	0,039
Société régionale de transport de Kasserine	SRTGKasserine	0,709	0,000%	0,000	99,840%	0,708	0,160%	0,001
Société régionale de transport de Kairouan	SRTGKairouan	0,151	0,000%	0,000	79,530%	0,120	20,470%	0,031
Société de transport du Sahel	SRTGSahel	0,400	0,000%	0,000	57,300%	0,229	42,700%	0,171
Société régionale de transport de Sfax	SORETRAS	1,197	37,590%	0,450	53,460%	0,640	8,950%	0,107
Société régionale de transport du Kef	SRTG Kef	0,333	0,000%	0,000	56,000%	0,220	34,000%	0,113

Société régionale de transport de Gafsa	SRTG Gafsa	0,144	0,000%	0,000	57,800%	0,097	32,200%	0,046
Société régionale de transport de Médenine	SRTG Médenine	0,130	0,000%	0,000	73,100%	0,095	26,900%	0,035
Société régionale de transport de Gabès	SRTG Gabes	0,407	0,000%	0,000	84,540%	0,344	15,460%	0,063
Société des services nationaux et des résidences	SNR	19,291	98,092%	18,923	0,389%	0,075	1,521%	0,293
Société nouvelle d'impression, de presse et d'édition	SNIPE	5,526	19,180%	1,060	53,702%	2,967	27,120%	1,499
Agence tunis Afrique presse	TAP	0,196	98,390%	0,193	0,000%	0,000	1,610%	0,003
Banque nationale agricole	BNA	320,000	35,260%	112,825	14,970%	47,920	49,77%	159,254
Banque de l'habitat	BH	238,000	33,370%	79,421	22,260%	52,978	44,37	105,600
Société tunisienne de banque	STB	776,875	71,540%	555,800	11,85%	92,042	16,61%	129,033
Banque de financement des petites et moyennes entreprises	BFPME	100,000	60,000%	60,000	30,000%	30,000	10,000%	10,000
Banque tunisienne de solidarité	BTS	60,000	59,180%	35,509	10,080%	6,049	30,740%	18,441
Société el bouniène	EL BOUNIANE	2,500	99,980%	2,500	0,016%	0,000	0,006%	0,0002
Société tunisia trade net	TTN	2,000	0,000%	0,000	85,250%	1,705	14,750%	0,295
Société tunisienne de sidérurgie el fouladh	EL-FOULADH	53,340	91,650%	48,886	1,990%	1,061	6,360%	3,392
Compagnie des phosphates de Gafsa	CPG	267,935	99,922%	267,726	0,023%	0,062	0,055%	0,147
Groupe chimique tunisien	GCT	476,084	99,998%	476,075	0,001%	0,005	0,001%	0,005
Société tunisienne de transport par pipes lines	SOTRAPIL	20,691	0,000%	0,000	52,951%	10,956	47,050%	9,735
Compagnie des transports par pipe-lines au sahara	TRAPSA	7,200	64,990%	4,679	35,000%	2,520	0,010%	0,001

Société nationale de distribution des pétroles- AGIL	SNDP AGIL	96,500	99,990%	96,491	0,005%	0,0045	0,005%	0,0045
Compagnie tunisienne de forage	CTF	10,500	0,000%	0,000	97,997%	10,290	2,003%	0,210
Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien	SOTUGAT	0,200	0,000%	0,000	00,000%	0,200	0,000%	0,000
Société nationale de cellulose et de papier alfa	SNCPA	19,806	98,649%	19,539	1,352%	0,268	0,004%	0,001
Société tunisienne de sucre	SOTUSUCRE	3,400	11,760%	0,400	42,920%	1,459	45,320%	1,541
Société les ciments de Bizerte	CIMENT BIZ,	44,047	79,810%	35,154	0,000%	0,000	20,190%	8,893
Société du Djebel djerissa	SDD	2,289	99,987%	2,289	0,004%	0,000	0,006%	0,000
Société les ciments d'oum el kelil	CIOk	34,000	99,999%	34,000	0,001%	0,000	0,001%	0,000
Société tunisienne d'aviculture	SOTAVI	5,460	0,000%	0,000	77,870%	4,252	22,130%	1,208
Société de promotion des logements sociaux	SPROLS	5,000	0,000%	0,000	00,000%	5,000	0,000%	0,000
Société tunisie autoroutes	T, AUTOROUTES	179,529	99,08%	168, 670	0,42%	4,913	0,50%	5,945
Société d'études et de promotion de Tunis sud	SEPTS	1,000	0,000%	0,000	71,000%	0,710	29,000%	0,290
Société nationale immobilière de Tunisie	SNIT	5,610	100,000%	5,610	0,000%	0,000	0,000%	0,000
Société nationale immobilière de Tunisie sud	SNIT Sud	1,200	0,000%	0,000	00,000%	1,200	0,000%	0,000
Société nationale immobilière de Tunisie nord	SNIT Nord	0,850	0,000%	0,000	00,000%	0,850	0,000%	0,000
Société nationale immobilière de Tunisie centre	SNIT-Centre	0,950	0,000%	0,000	00,000%	0,950	0,000%	0,000
Société générale	SOMATRA-GET	16,500	53,201%	8,778	35,287%	5,822	11,512%	1,899

d'entreprises, de matériel et de travaux								
Société tunisienne de développement de golf	STDG	7,606	0,000%	0,000	98,840%	7,518	1,160%	0,088
Société tunisienne des loisirs touristiques	SLT	0,220	0,000%	0,000	98,020%	0,216	1,980%	0,004
Société tunisienne du tourisme des jeunes	SOTUTOUR	3,779	0,000%	0,000	87,320%	3,300	12,680%	0,479
Société des industries pharmaceutiques de Tunisie	SIPHAT	9,000	0,000%	0,000	79,990%	7,199	20,010%	1,801
Société nationale des télécommunications (Tunisie télécom)	T, TELECOM	400,000	65,000%	910,000	0,000%	0,000	35,000%	490,000
Société de la foire de Nabeul	SFN	0,322	0,000%	0,000	90,802%	0,293	9,198%	0,030
Société tunisienne des marchés de gros	SOTUMAG	13,200	37,50%	4,950	12,54%	1,655	49,96%	6,594
Société Ellouhoum	S, ELLOUHOUM	3,000	0,000%	0,000	99,620%	2,989	0,380%	0,011
Société de développement et d'investissement de Kebili	SODIK-SECAR	5,000	0,000%	0,000	88,000%	4,400	12,000%	0,600
Société de développement et d'investissement de Tataouine	SODIT-SECAR	5,000	0,000%	0,000	96,000%	4,800	4,000%	0,200
Société des marchés de production du centre de légumes et fruits	SOMAPROC	5,800	0,000%	0,000	89,670%	5,201	10,330%	0,599
Société des services de développement multi activités de Kerkennah	SOSERDK	2,500	0,000%	0,000	99,956%	2,499	0,044%	0,001

Etablissements publics à caractère non administratif considérés comme entreprises publiques

Nom de la société	Abréviation	Capital (MD)	Structures du capital (%)					
			Participations publiques					
			Etat		Autres actionnaires publics		Autres actionnaires	
			%	(MD)	%	(MD)	%	(MD)
Société nationale des chemins de fer tunisiens	SNCFT	162,055	100,00%	162,055	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office de l'aviation civile et des aéroports	OACA	64,200	100,00%	64,200	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office de la marine marchande et des ports	OMMP	15,594	100,00%	15,594	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence technique de transport terrestre	ATTT	12,653	100,00%	12,653	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société du métro léger de Sfax	SMLS	5,622	100,00%	5,622	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national des postes frontaliers terrestres	ONFPLT	1,497	100,00%	1,497	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société des transports de Tunis	TRANSTU	115,942	100,00%	111,400	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société nationale de transport interurbain	SNTRI	8,500	100,00%	8,500	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Imprimerie officielle de la république tunisienne	IORT	1,225	100,00%	1,225	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Centre national pédagogique	CNP	1,309	100,00%	1,309	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national de la télédiffusion	ONT	79,406	100,00%	79,406	0,00%	0,000	0,00%	0,000
La radio tunisienne	RADIO TUN,	68,955	100,00%	68,955	0,00%	0,000	0,00%	0,000
La télévision tunisienne	TUN,TELEVISION	61,763	100,00%	61,763	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Manufacture des tabacs de kairouan	MTK	22,985	100,00%	22,985	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Régie nationale des tabacs et des allumettes	RNTA	42,783	100,00%	42,783	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Régie des alcools	R,DES ALCOOLS	1,451	100,00%	1,451	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence tunisienne de solidarité	ATS	2,300	100,00%	2,300	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Entreprise tunisienne des activités pétrolières	ETAP	138,555	100,00%	138,555	0,00%	0,000	0,00%	0,000

Société tunisienne de l'électricité et du gaz	STEG	75,195	100,00%	75,195	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société tunisienne des industries de raffinage	STIR	3,200	100,00%	3,200	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence foncière industrielle	AFI	30,800	100,00%	30,800	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société des courses Tunis	S,DES COURSES	7,358	100,00%	7,358	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence des ports et des installations de pêche	APIP	45,400	100,00%	45,400	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société nationale de protection des végétaux	SONAPROV	0,132	100,00%	0,132	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office des céréales	O, CEREALES	7,646	100,00%	7,646	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office des terres domaniales	OTD	23,524	100,00%	23,524	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société d'exploitation du canal et des adductions des eaux du nord	SECADENORD	3,630	100,00%	3,630	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national de l'huile	ONH	1,586	100,00%	1,586	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national de l'assainissement	ONAS	1141,088	100,00%	1141,088	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	SONEDE	657,100	100,00%	657,100	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office de la topographie et du cadastre	OTC	9,335	100,00%	9,335	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence foncière d'habitat	AFH	7,500	100,00%	7,500	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	ARRU	1,717	100,00%	1,717	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence foncière touristique	AFT	7,100	100,00%	7,100	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Agence municipale des services environnementaux	AMSE	0,226	0,00%	0,000	100,00%	0,226	0,00%	0,000
Agence municipale de gestion	AMG	0,050	0,00%	0,000	100,00%	0,050	0,00%	0,000
Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	CPSCL	86,161	100,00%	86,161	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Pharmacie centrale de Tunisie	PHCT	17,800	100,00%	17,800	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national de la famille et de la population	ONFP	15,400	100,00%	15,400	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Office national des postes	POSTE	189,379	100,00%	189,379	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Société de promotion du sport	PROMOSPORT	0,020	100,00%	0,020	0,00%	0,000	0,00%	0,000
Centre de promotion des exportations	CEPEX	0,650	100,00%	0,650	0,00%	0,000	0,00%	0,000

Office du commerce de Tunisie	OCT	0,500	100,00%	0,500	0,00%	0,000	0,00%	0,000
-------------------------------	-----	-------	---------	-------	-------	-------	-------	-------

Informations non disponibles	
Société de gestion du pôle industriel et technologique de Kasserine	Information non disponible à la date de préparation du rapport
Société d'environnement et plantation et jardinage de Tataouine	Information non disponible à la date de préparation du rapport
Société de gestion du pôle industriel et technologique de Jendouba	Non réalisation par les actionnaires des procédures de création
Centre des recherches et études aériennes	Activité en état d'arrêt

❖ Pour les trois caisses sociales :

A-Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale :

Les états financiers de la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale ne comportent pas un compte dénommé « capital » ;Mais ils comportent un compte dénommé « provisions pour les régimes sociaux». Les régimes sociaux se composent du régime de la retraite et du régime du capital décès .Lors de la création de cette caisse en 1976 par la fusion de ces deux établissements ,une commission a été désignée pour évaluer le solde de départ conformément aux dispositions de la loi de création (la loi de finances pour l'année 1976).Depuis, les états financiers font apparaître **un solde positif variable** à l'occasion de la conversion des provisions sous forme d'excédent ou de déficit de ces régimes et ce à la clôture de chaque gestion et jusqu'à 2013 ;Depuis, le solde est devenu **négatif** suite au déficit des régimes sociaux et notamment du régime de la retraite et l'érosion du solde positif .

B-Caisse nationale de sécurité sociale :

Les états financiers de la caisse nationale de sécurité sociale ne comportent pas un compte dénommé « capital » ;Mais ils comportent un compte dénommé « provisions » qui est constitué par les soldes des différents régimes sociaux de retraite et les assurances sociales qui sont gérés par la caisse depuis sa création ;Et lors de la création de la caisse par la loi n°1960-30 un solde existant à cette période a été viré dans un compte de la trésorerie générale dénommé « compte de l'augmentation de la compensation des indemnités familiales »pour constituer les premières réserves dans les états financiers pour l'année 1960.Il convient aussi de préciser que les états financiers de la caisse font ressortir un autre compte relatif aux résultats reportés de chaque gestion qui vient en déduction du compte des réserves sus cité ce qui constitue les fonds propres avant distribution des résultats .

C-Caisse nationale d'assurance maladie :

Les états financiers de la caisse nationale d'assurance maladie ne comportent pas un compte dénommé « capital » ;Mais ils comportent un compte dénommé « provisions » qui est constitué par les

soldes des différents régimes sociaux d'assurance maladie et d'accidents de travail et de maladies professionnelles qui sont gérés par la caisse depuis sa création ; Les réserves financières ont été virées aux régimes que la CNRPS et la CNSS ont chargé la CNAM de gérer. Ces réserves ont atteint durant la première année comptable de la caisse un montant de 247 MD au titre des régimes d'assurance maladie et de 20 MD au titre des régimes d'assurance sociales .

Réserves (en MD)		
Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale	CNRPS	-1031,766
Caisse nationale de sécurité sociale	CNSS	1762,650
Caisse nationale d'assurance maladie	CNAM	1970,178

Chapitre deux : Indicateurs d'activité et indicateurs financiers durant la période 2017-2018 :

L'étude de la situation financière agrégée a concerné 78 entreprises publiques sur un ensemble de 110 entreprises pour la période 2017-2018 et ce exception faite de :

- 12 entreprises publiques pour non transmission de leurs états financiers au titre de 2018 ,
- 6 entreprises publiques récemment créées ,
- 3 entreprises publiques ayant enregistré un retard dans la préparation de leurs états financiers,
- 7 entreprises publiques opérant dans le secteur financier et assimilé,
- 3 caisses sociales ,
- 1 entreprise publique en arrêt d'activité .

I-Indicateurs globaux des entreprises publiques :

Tableau 1 :Les indicateurs financiers globaux groupés de 78 entreprises publiques pour la période 2017-2018(en million de dinars) :

Indicateurs	2017	2018	Evolution 2017/2018
Total Produits d'exploitation	25445,8	30745,2	20,8%
Total charges de personnel	3372,9	3578,6	6,1%
Total charges d'exploitation	25944,3	31565,5	21,7%
Total résultats d'exploitation positifs	736,3	1191,4	61,8%
Total résultats d'exploitation négatifs	-1234,8	-2011,6	-62,9%
Total résultats d'exploitation	-498,5	-820,2	-64,6%
Total résultats nets positifs	308,7	546,5	77,0%
Total résultats nets négatifs	-3031,9	-4733,6	-56,1%
Total résultats nets	-2723,1	-4187,1	-53,8%

1- Produits d'exploitation :

Les produits d'exploitation agrégés de 78 entreprises publiques durant la période 2017-2018 ont enregistré une augmentation importante de 20,8% et d'une valeur d'environ 5299,4 MD pour atteindre un montant de 30745,2 MD en 2018.

Cette évolution résulte notamment d'une augmentation significative des ressources d'exploitation de 56 entreprises publiques parmi 78 entreprises dont les plus importantes :

-Augmentation des produits d'exploitation de la société tunisienne des industries de raffinage durant la période 2017-2018 d'un montant de 1945,7 MD suite à l'accroissement de ses ventes d'une part et à l'ajustement des prix d'autre part .

- Augmentation des produits d'exploitation de la société tunisienne de l'électricité et du gaz durant la période 2017-2018 d'un montant de 1024,8 MD en raison de l'accroissement de ses ventes d'une part et de l'ajustement des prix d'autre part .

- Augmentation des produits d'exploitation de l'entreprise tunisienne des activités pétrolières durant la période 2017-2018 d'un montant de 461,2 MD suite à l'évolution de la valeur du dollar par rapport au dinar (le dollar étant la devise de facturation).

- Augmentation des produits d'exploitation de l'office des céréales durant la période 2016-2018 d'un montant de 440,3 MD suite à l'accroissement de ses ventes durant cette période .

-Augmentation des produits d'exploitation de la société nationale de distribution des pétroles durant la période 2017-2018 d'un montant de 432,6 MD suite à l'augmentation de ses ventes et de la tarification des carburants durant cette période .

2- Charges d'exploitation :

Les charges d'exploitation agrégées de 78 entreprises publiques durant la période 2017-2018 ont enregistré une augmentation importante de 21,7% et d'un montant de 5621,2 MD évoluant de 25944,3 MD en 2017 à 31565,5 en 2018 . Cette évolution est imputable notamment à l'augmentation des charges d'exploitation de 56 entreprises publiques parmi 78 entreprises dont les plus importantes :

-Augmentation des charges d'exploitation de la société tunisienne des industries de raffinage durant la période 2017-2018 d'un montant de 2410,5 MD suite à l'accroissement des prix de carburants dans les marchés internationaux d'une part et à la chute de la valeur du dinar par rapport au dollar (le dollar est la devise de facturation) d'autre part .

-Augmentation des charges d'exploitation de la société tunisienne de l'électricité et du gaz durant la période

2017-2018 d'un montant de 1426,5 MD suite à l'accroissement des prix du gaz dans les marchés internationaux d'une part et à la chute de la valeur du dinar par rapport au dollar (le dollar est la devise de facturation) d'autre part .

-Augmentation des charges d'exploitation de la société nationale de distribution des pétroles durant la période 2017-2018 d'un montant de 454,3 MD suite à la hausse de la valeur de ses achats en produits consommés.

-Augmentation des charges d'exploitation de l'office des céréales durant la période 2017-2018 d'un montant de 395,3 MD suite à la hausse de la valeur de ses achats en produits consommés et notamment ceux importés dont le coût a augmenté suite à la chute de la valeur du dinar face aux principales devises étrangères.

-Augmentation des charges d'exploitation de la société Tunis-air durant la période 2017-2018 d'un montant de 219,1 MD suite à la hausse de la valeur de ses achats en produits consommés d'une part et des charges de location et d'équipement des avions d'autre part.

3- Résultats d'exploitation :

Les 78 entreprises publiques ont enregistré durant la période 2017-2018 des résultats d'exploitation agrégés négatifs successivement de -498,5 MD en 2017 et -820,2 MD en 2018 soit une régression d'une valeur relative de 64,6% et d'un montant de -321,7 MD.

Cette grande régression dans les résultats d'exploitation de 2018 est attribuable à l'enregistrement de résultats négatifs par 43 entreprises publiques d'un montant de -2011,6 MD .Les deux sociétés, soit la société tunisienne des industries de raffinage avec un résultat négatif de -821,1 MD et la société tunisienne de l'électricité et du gaz -552,8 MD ,occupent les deux premières places .Aussi 35 entreprises publiques ont enregistré des résultats d'exploitation agrégés positifs en 2018 de 1191,4 MD dont l'entreprise tunisienne des activités pétrolières avec un résultat positif d'exploitation de 697,4 MD suivie par l'office de la marine marchande et des ports d'un montant de 84,5 MD.

4-Résultats nets :

Les 78 entreprises publiques ont enregistré en 2018 des résultats nets agrégés négatifs d'un montant -4187,1 MD soit une baisse importante en comparaison avec 2017 de -53,8% et d'une valeur de 1464 MD .

Cette régression importante des résultats nets agrégés de 2018 en comparaison avec 2017 est due notamment à l'augmentation des charges financières agrégées suite à l'évolution des pertes de change sur les crédits extérieurs en 2018 suite à la baisse de la valeur de la devise locale en 2018 en comparaison avec le dollar et l'euro en plus de la régression des résultats d'exploitation des entreprises publiques durant la période 2017-2018.

Aussi 33 entreprises publiques parmi 78 entreprises ont enregistré en 2018 un résultat net positif d'un montant total de 546,5 MD .L'entreprise tunisienne des activités pétrolières occupe la première place avec un résultat

net positif de 297,5 MD alors que 42 entreprises parmi les 78 entreprises ont enregistré un résultat net négatif global d'un montant -4733,6 MD .La société tunisienne de l'électricité et du gaz occupe la première place parmi les entreprises enregistrant des résultats nets déficitaires avec un déficit de -2093,5 MD suivie par la société tunisienne des industries de raffinage avec un déficit de -1159,5 MD et la pharmacie centrale de Tunisie avec un déficit de -234,6 MD .

II-Les dix premières entreprises suivant les différents indicateurs :

Tableau 2 :Les dix premières entreprises publiques classées suivant leurs produits d'exploitation (en million de dinars) :

Produits d'exploitation				
Ordre	Entreprises	Indicateur 2017	Entreprises	Indicateur 2018
1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	4785,9	Société tunisienne des industries de raffinage	6489,9
2	Société tunisienne des industries de raffinage	4544,1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	5810,7
3	Office des céréales	1903,5	Office des céréales	2343,8
4	Société nationale de distribution des pétroles	1603,8	Société nationale de distribution des pétroles	2036,4
5	Société Tunis air	1395,5	Société Tunis air	1720,0
6	Groupe chimique tunisien	1314,6	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	1712,9
7	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	1251,8	Pharmacie centrale de Tunisie	1325,5
8	Pharmacie centrale de Tunisie	1249,2	Société nationale des télécommunications Tunisie télécom	1225,3
9	Société nationale des télécommunications Tunisie télécom	1117,7	Groupe chimique tunisien	1205,8
10	Office du commerce de la Tunisie	647,7	Office du commerce de la Tunisie	676,9
Total		19813,6		24547,2
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		77,9%		79,9%

Tableau 3 :Les dix premières entreprises publiques classées suivant leurs charges d'exploitation (en million de dinars) :

Charges d'exploitation				
Ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	4936,9	Société tunisienne des industries de raffinage	7310,9
2	Société tunisienne des industries de raffinage	4900,5	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	6363,5
3	Office des céréales	1871,1	Office des céréales	2266,4
4	Société nationale de distribution des pétroles	1603,6	Société nationale de distribution des pétroles	2057,9
5	Société Tunis air	1520,6	Société Tunis air	1739,8
6	Groupe chimique tunisien	1276,8	Pharmacie centrale de Tunisie	1350,1
7	Pharmacie centrale de Tunisie	1242,0	Société nationale des télécommunications - Tunisie Télécom	1208,0
8	Société nationale des télécommunications - Tunisie Télécom	1117,4	Groupe chimique tunisien	1196,5
9	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	880,3	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	1015,5
10	Office du commerce de Tunisie	673,1	Office du commerce de Tunisie	663,1
Total		20022,4		25171,7
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		77,2%		85,4%

Tableau 4 :Les dix premières entreprises publiques classées suivant les charges de personnel (en million de dinars) :

Charges de personnel				
Ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	428,0	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	462,7
2	Société nationale des télécommunications - Tunisie Télécom	265,8	Société nationale des télécommunications - Tunisie Télécom	324,1
3	Groupe chimique tunisien	256,2	Groupe chimique tunisien	268,9
4	Société Tunis air	242,6	Société des transports de Tunis	255,1
5	Société des transports de Tunis	239,4	Compagnie des phosphates de Gafsa	240,5
6	Compagnie des phosphates de Gafsa	231,2	Société Tunis air	219,6
7	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	179,4	Office de l'aviation civile et des aéroports	187,8
8	Office de l'aviation civile et des aéroports	162,0	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	186,3
9	Société nationale des chemins de fer tunisiens	119,9	Société nationale des chemins de fer tunisiens	118,9
10	Office national de l'assainissement	102,2	Office national de l'assainissement	105,3
Total		2226,7		2369,2
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		66,0%		71,6%

Tableau 5 :Les dix premières entreprises publiques classées suivant les résultats d'exploitation positifs (en million de dinars) :

Résultats d'exploitation positifs				
Ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	371,5	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	697,4
2	Office national de l'assainissement	53,2	Office de la marine marchande et des ports	84,5
3	Office de la marine marchande et des ports	38,2	Office national de l'assainissement	78,2
4	Groupe chimique tunisien	37,8	Office des céréales	77,4
5	Office des céréales	32,4	Office de l'aviation civile et des aéroports	45,0
6	Compagnie tunisienne de navigation	32,3	Office des terres domaniales	29,0
7	Office de l'aviation civile et des aéroports	28,6	Compagnie des transports par pipe-lines au Sahara	26,3
8	Compagnie des transports par pipe-lines au Sahara	22,8	Société Tunisie télécoms	17,3
9	Agence foncière d'habitat	22,1	Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien	15,9
10	Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien	13,2	Compagnie tunisienne de forage	14,1
Total		652,1		1085,1
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		90,1%		92,4%

Tableau 6:Les dix premières entreprises publiques classées suivant les résultats d'exploitation négatifs (en million de dinars) :

Résultats d'exploitation négatifs				
ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Société tunisienne des industries de raffinage	-356,4	Société tunisienne des industries de raffinage	-821,1
2	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	-151,1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	-552,8
3	Société des transports de Tunis	-139,1	Société des transports de Tunis	-163,3
4	Société Tunis air	-125,2	Société nationale des chemins de fer tunisiens	-68,4
5	Compagnie des phosphates de Gafsa	-80,0	Société nationale de cellulose et de papier alpha	-49,8
6	Société nationale des chemins de fer tunisiens	-64,4	Compagnie des phosphates de Gafsa	-47,5
7	Office des terres domaniales	-44,0	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	-45,0
8	Société nationale de cellulose et de papier alpha	-39,6	Régie nationale du tabac et des allumettes	-39,4
9	Régie nationale du tabac et des allumettes	-38,8	Manufacture du tabac de Kairouan	-24,8
10	Manufacture du tabac de Kairouan	-31,8	Pharmacie centrale de Tunisie	-24,5
Total		-1070,4		-1836,6
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		86,7%		91,2%

Tableau 7:Les dix premières entreprises publiques classées suivant les résultats nets positifs (en million de dinars) :

Résultats nets positifs				
Ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	111,2	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	297,5
2	Office de la marine marchande et des ports	42,2	Office de la marine marchande et des ports	72,3
3	Office de l'aviation civile et des aéroports	26,6	Office de l'aviation civile et des aéroports	45,3
4	Société générale d'entreprises ,de matériel et de travaux	23,2	Office des terres domaniales	22,6
5	Société nationale de transport interurbain	17,3	Compagnie des transports par pipe-lines au Sahara	10,7
6	Agence foncière d'habitat	14,2	Office national de l'assainissement	10,5
7	Compagnie des transports par pipe-lines au Sahara	9,4	Société Tunisie télécoms	9,1
8	Société nationale immobilière de Tunisie	8,7	Compagnie tunisienne de forage	8,4
9	Imprimerie officielle de la république tunisienne	8,1	Agence foncière d'habitat	8,2
10	Société de transport des hydrocarbures par pipelines	6,2	Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	8,1
Total		267,1		492,8
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		86,5%		90,2%

Tableau 8:Les dix premières entreprises publiques classées suivant les résultats nets négatifs (en million de dinars) :

Résultats nets négatifs				
Ordre	Entreprises	Indicateur en 2017	Entreprises	Indicateur en 2018
1	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	-1193,7	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	-2093,5
2	Société tunisienne des industries de raffinage	-429,9	Société tunisienne des industries de raffinage	-1159,5
3	Société Tunis air	-206,6	Pharmacie centrale de Tunisie	-234,6
4	Société des transports de Tunis	-167,3	Société des transports de Tunis	-187,5
5	Pharmacie centrale de Tunisie	-144,8	Compagnie des phosphates de Gafsa	-130,8
6	Compagnie des phosphates de Gafsa	-128,9	Groupe chimique tunisien	-108,8
7	Groupe chimique tunisien	-122,2	Société Tunis air	-96,8
8	Société nationale des chemins de fer tunisiens	-82,2	Société nationale des chemins de fer tunisiens	-91,1
9	Office des terres domaniales	-51,9	Office des céréales	-76,0
10	Régie nationale du tabac et des allumettes	-49,6	Société Tunisie autoroutes	-73,1
Total		-2576,9		-4251,7
Pourcentage des 10 entreprises parmi 78 entreprises		85,4%		89,6%

Deuxième partie –

**Analyse financière d'un échantillon de 33 entreprises
publiques durant la période 2017-2019 :**

Un échantillon portant sur 33 entreprises publiques d'un total de 110 entreprises a été constitué à partir des données disponibles dans les états financiers de l'année 2017 et comportant :

✓ 5 entreprises publiques opérant dans le secteur financier et assimilé couvrant 3 banques publiques en plus de l'office national des postes et de la caisse des prêts et de soutien des collectivités locales,

✓ 3 caisses sociales ,

✓ 4 entreprises publiques à savoir :

-La manufacture des tabacs de Kairouan MTK ,

-La Société tunisienne de sidérurgie EL FOULADH ,

-La Société nationale des télécommunications TUNISIE TELECOM,

-La Société nationale de cellulose et de papier alpha SNCPA

✓ Aussi un échantillon de 21 entreprises publiques d'un total de 71 entreprises publiques opérant dans des secteurs divers et considérés comme les plus importantes a été constitué en se basant sur 9 critères détaillés comme suit :

Tableau 9 : Pourcentage des valeurs des indicateurs des 21 entreprises en comparaison avec les indicateurs de 71 entreprises

	Nombre du personnel	Charges de personnel	Ressources d' exploitation	Charges d' exploitation	Subvention d' exploitation	Résultat positif d' exploitation	Résultats négatifs D' exploitation	Bénéfices	Pertes
Taux 21 entreprises du total de 71	78,6%	82,3%	92,8%	93,0%	94%	83,8%	91,70	64%	95,8%
Total 71 entreprises(MD)	89350	2963,31	23906,94	24318,75	1790	721,09	-1145,85	289,48	-2897,87
Total 21 entreprises(MD)	70261	2437,71	22191,74	22624,62	1683,18	604,46	-1050,30	185,23	-2775,73

Tableau 10 : Méthodologie de choix de l'échantillon.

	Nombre		Détail
Nombre total des entreprises publiques	110	-	-
Entreprises publiques constituant l'échantillon	33	Secteur financier et assimilé	-3 banques publiques, -3 caisses sociales, -1 La poste tunisienne, -1 Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales
		Autres secteurs	4 entreprises publiques : -MTK, -EL FOULADH, -TUNISIE TELECOM, -SNCPA.
			21 entreprises publiques choisies en fonction de l'importance de leurs indicateurs financiers en comparaison avec les autres 71 entreprises publiques.
Entreprises ne faisant pas partie de l'échantillon	27		2 banques publiques : -Banque tunisienne de solidarité, -Banque de financement des petites et moyennes entreprises.
			- 6 nouvelles créations(1), -1 en état d'arrêt d'activité(2) , -15 dont états financiers non parvenus(3), -3 retard de préparation des états financiers (4).
Mode de calcul de la base de l'échantillon	71=110(nombre total des entreprises)-8(nombre entreprises opérant dans le secteur financier et assimilé)-4(MTK+ELFOULADH+TUNISIE TELECOM+SNCPA)-27(nombre d'entreprises ne faisant pas partie de l'échantillon)		

- (1)-Société d'environnement et plantation et jardinage de Tataouine,
-Société de gestion du pôle industriel et technologique de Kasserine,
-Société de développement et d'investissement de Kebili,
- Société de gestion du pôle industriel et technologique de Jendouba,
- Société de développement et d'investissement de Tataouine ,
-Société des services de développement multi activités de Kerkennah,
- (2)-Centre des recherches et études aériennes,
- (3)-Société tunisienne du sucre ,
-Société de transport du Sahel,
-Société régionale de transport de Gabès ,
- Société régionale de transport du Kef,
- Société régionale de transport de Jendouba,
- Société régionale de transport de Béja,
- Société régionale de transport de Gafsa,
-Société tunisienne d'aviculture,
-Société nationale de protection des végétaux ,
-Agence municipale des services environnementaux ,
-Agence municipale de gestion,
-Société des loisirs touristiques,
-Société tunisienne de développement du golf,
-Société tunisienne du tourisme des jeunes ,
-Société nationale du transport interurbain ,(liste arrêtée en date du 17 août 2020)
- (4)-Société nouvelle d'impression ,de presse et d'édition,
-La télévision Tunisienne,
-Office national de la famille et de la population .

Tableau 11 :Liste des entreprises publiques composant l'échantillon relatif au rapport

1	STB	12	STIR	23	SONEDE
2	BNA	13	SNDP	24	ONAS
3	BH	14	TRANSTU	25	OCT
4	POSTE	15	SNCFT	26	RNTA
5	CPSCL	16	TUNISAIR	27	MTK
6	TUNISIE AUTOROUTES	17	OACA	28	GCT
7	CNSS	18	CTN	29	CPG
8	CNRPS	19	OMMP	30	PCT
9	CNAM	20	OFFICE DES CEREALES	31	EL FOULADH
10	STEG	21	ONH	32	SNCPA
11	ETAP	22	OTD	33	TUNISIE TELECOM

Chapitre premier -Les entreprises publiques actives dans le secteur financier et assimilés :

L'État participe au capital de plusieurs entreprises actives dans le secteur financier dont les plus importantes sont les trois grandes banques publiques : la Société Tunisienne de la Banque, la BH Bank et la Banque Nationale Agricole en plus de la Poste Tunisienne et de la caisse des Prêt et de Soutien des Collectivités Locales.

I- Les Banques Publiques

Le tableau ci-dessous montre les principaux indicateurs relatifs aux trois banques : la société tunisienne de banque , la BH Bank et la banque nationale agricole.

Tableau 12 : Les principaux indicateurs d'activité et financiers pour ces trois banques publiques

STB : Société tunisienne de banque, BNA : Banque nationale agricole, BH :BH Bank,

Banques	Indicateurs	Ressources Humaines		Indicateurs financiers					Ratios financiers					
		Nombre d'agents	Charges de personnel	Total des actifs	Engagements	Dépôts	Résultat bancaire net	Résultat net	Indicateur d'exploitation	Part des créances classées	Taux de couverture des créances classées par les provisions	Ratio de solvabilité financière (minimum 10%)	Tier 1 (min 7%)	LCR (Taux minimum 80% en 2017 et 90% en 2018 et 100% à partir de 2019)
		Année	Agent	MD	MD	MD	MD	MD	MD	%	%	%	%	%
STB	2017	2051	141,5	9 050	6114	5963	390	51,7	49,9	24,4	80,2	11,5	7,7	88,3
	2018	1855	143,3	10520	7133	6357	473	80,8	46,4	20,7	75,4	10,4	7,5	96,9
	2019	1928	150,6	11302	7978	7371	601	157,3	39	18,3	75,4	12,6	9,2	142,8
BNA	2017	2518	179,3	10690	8726	7633	444	199	49,7	18,4	57,5	12,4	8	107
	2018	2413	196,3	11663	9322	7800	553	175	48	17,2	59,3	14,7	9,9	181,2
	2019	2305	212,8	13015	10447	8537	654	123	44,3	16,9	63,6	18,2	14,4	176,6
BH	2017	1792	124,3	9 988	7735	5942	385	115	43	13	80	10,9	7,9	87,3
	2018	1753	125,3	11912	9118	6551	456	136	41,5	11,4	77,8	10,5	7,6	101,6
	2019	1691	133,8	12208	9647	6879	493	142	41,9	12,5	76,4	11,14	8,5	100,4

1. Société Tunisienne de Banque (STB)

La Société Tunisienne de Banque est une société anonyme, créée le 18 janvier 1957 avec un capital de 776,9 MD. Les contributions de l'État et des actionnaires publics s'élèvent à 83,3%.

1.1-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés a enregistré une augmentation de 3,9% en 2019 par rapport à 2018 et une diminution

de 6% par rapport à 2017 . Cela est dû aux recrutements effectués et à la mise en œuvre du plan d'assainissement qui a conduit au licenciement de 378 agents : 136 agents fin 2017, 75 agents au mois de mai 2018 et 75 agents au mois de septembre 2018 et le départ de 92 agents au mois de Février 2019.

-Les charges de personnel ont atteint une valeur de 150,6 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 5,1 % par rapport à 2018 et de 6,4 % par rapport à 2017 en raison de l'inclusion de la prime de départ parmi les charges de personnel de la banque , des augmentations légales de salaire et des recrutements effectués.

1.2-Les principaux indicateurs financiers

-L'actif total de la banque au cours de l'année 2019 s'est élevé à 11302 MD enregistrant une évolution de 7,4% par rapport à 2018 et de 24,9% par rapport à 2017 qui est due principalement au niveau élevé des engagements qui ont atteint 7978 MD en 2019 contre 7133 MD en 2018 et 6114 MD en 2017.

-La valeur des dépôts bancaires a connu un accroissement de 16% en 2019 par rapport à 2018 et de 23,6% par rapport à 2017.

-Le produit net bancaire a atteint 601 MD fin 2019, enregistrant une augmentation de 128 M.D, au rythme de 27,1% par rapport à 2018 et ce, en raison principalement de l'évolution des marges nettes d'intérêts de 108,3 M.D.

-Le résultat net a atteint 157,3 MD en 2019, enregistrant une augmentation importante de 94,7% par rapport à l'année 2018.

1.3-Les ratios financiers les plus importants

-Le coefficient d'exploitation a atteint 39% en 2019, enregistrant une baisse par rapport à l'année 2018, où il avait atteint 46,4%. Cette diminution est due à l'évolution des charges opérationnelles de 6,8% comparativement au rythme d'évolution du produit net bancaire (27,1%).

-Le taux des créances classées au cours de l'exercice 2019 a atteint 18,3% contre 20,7% en 2018 et 24,4% en 2017. Les créances du secteur touristique occupent la part la plus importante des créances classées de la STB.

-Le ratio de solvabilité a augmenté en 2019 pour atteindre 12,6% contre 10,4% en 2018 et 11,5% en 2017, s'éloignant ainsi du taux minimum légal (10%). De même l'indice TIER 1 a augmenté (taux minimum de 7%) pour atteindre 9,2% en 2019 contre 7,5 % en 2018 et 7,7% en 2017 .

-Le ratio de liquidité (LCR) a atteint 142,8% au mois de décembre 2019 contre 96,9% en 2018 et 88,3% en décembre 2017 et ce en raison de l'augmentation du rythme de l'évolution des actifs liquides de haute qualité par rapport au rythme d'évolution des flux de trésorerie nets payés.

2- Banque Nationale Agricole (BNA)

La Banque Nationale Agricole est une société anonyme tunisienne, créée le 31 mai 1959. Son capital est de 320 MD fin 2019 contre 176 MD en 2018 . Cette augmentation de capital résulte d'une participation de l'Etat dans cette opération par la conversion de créances certaines , échues et dont le montant est connu en participation au capital de la banque en application de l'article 28 de la loi 2018-56 du 27 décembre 2018. La part de la participation de l'État et des actionnaires publics dans le capital s'élève à 50,23%.

2.1-Les principaux indicateurs des ressources humaines

- Le nombre d'employés en 2019 a enregistré une baisse de 4,5% par rapport à 2018 et de 8,5% par rapport à 2017 et ce suite aux départs à la retraite.
- Les charges de personnel ont augmenté en 2019 de 8,4 % par rapport à 2018 et de 18,7% par rapport à 2017, en raison des augmentations légales des salaires.

2.2-Les principaux indicateurs financiers

- L'actif total de la banque au cours de l'année 2019 s'est élevé à 13015 MD, enregistrant une évolution de 11,6% par rapport à 2018 et de 21,7% par rapport à 2017. Cette évolution est principalement due à la hausse des engagements qui ont atteint en 2019 la valeur de 10.447 MD avec un accroissement de 12,1 % par rapport à 2018 et de 19,7 % par rapport à 2017.
- Les dépôts ont atteint une valeur de 8537 MD en 2019, augmentant, ainsi, de 9,4% par rapport à 2018 et de 11,8% par rapport à 2017.
- Le produit net bancaire pour l'année 2019 s'est élevé à 654 MD, enregistrant une augmentation de 101 MD et un taux de croissance de 18,3% par rapport à 2018, en raison principalement de l'évolution des marges nettes d'intérêts qui ont augmenté de 73,9%.
- Malgré l'évolution du produit bancaire net, le résultat net de la banque a baissé au cours de 2019 de 29,7 % par rapport à 2018 soit une régression d'un montant de 52MD pour atteindre 123 MD à cause des charges exceptionnelles liées à l'augmentation du capital de la banque .

2.3-Les ratios financiers les plus importants

- Le coefficient d'exploitation continue sa régression en 2019 atteignant un taux de 44,3% contre 48% en 2018,

et cette baisse résulte de la diminution du rythme d'évolution des charges opérationnelles au taux de 9,1% comparativement à l'évolution du produit bancaire net (18,3%).

-Au cours de l'année 2019, le taux des créances classées a diminué pour atteindre 16,92% alors qu'il était de 17,2% en 2018 et 18,4% en 2017 et ce, en raison de l'augmentation des créances productives et de la baisse des créances improductives.

-Le ratio de solvabilité financière a augmenté au cours de l'année 2019 pour atteindre 18,2% contre 14,7% en 2018 et 12,4% en 2017, s'éloignant du taux minimal légal. Cette hausse est due à l'amélioration de la qualité des nantissements ainsi qu'à l'évolution positive des fonds propres de la banque suite à l'opération d'augmentation du capital. L'indice TIER 1 a également augmenté pour atteindre 14,4% en 2019 contre 9,9% en 2018 et 8% en 2017.

-Le ratio de liquidité (LCR) a atteint 176,6% fin décembre 2019 contre 181,2% au cours du mois de décembre 2018 et 107,1% au mois de décembre 2017. La variation de cet indicateur mensuel s'explique par l'évolution des actifs liquides de haute qualité à un rythme plus élevé que celui de l'évolution des flux de trésorerie payés.

3-Banque de l'habitat (BH)

La Banque de l'habitat est, une société anonyme bancaire tunisienne, fondée en 1974 en tant que fonds national d'épargne-logement avant d'être transformée en banque en 1989, sous tutelle du Ministère de l'économie et des finances et de l'appui à l'investissement. Le capital de la Banque de l'Habitat est de 238 MD et l'Etat et le reste des actionnaires publics y contribuent à raison de 55,6%.

3.1-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés a enregistré une baisse de 3,5 % en 2019 en comparaison avec 2018 et de 5,6% comparativement avec 2017 en raison notamment de l'avancement du programme de licenciement volontaire. A ce titre, le premier lot de départs a été effectué en 2016 concernant 169 agents. De même, la banque a licencié respectivement 40 et 20 employés au titre des années 2018 et 2019.

-Malgré la diminution du nombre d'employés, les charges de personnels ont atteint 133,8 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 6,8% par rapport à 2018 et de 7,6 % par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par l'inclusion de la prime de départ volontaire parmi les charges de la banque et par les augmentations légales de salaire.

3.2-Les indicateurs financiers les plus importants

-L'actif total de la banque s'est élevé en 2019 à 12208 MD, enregistrant un accroissement de 2,5% par rapport à 2018 contre un taux d'accroissement de 19,3% entre 2018 et 2017. Cette régression importante du rythme d'évolution des actifs est principalement due à la diminution du volume des financements annuels octroyés entre 2019 et 2017 et concrétisée par la diminution de la valeur des engagements supplémentaires sur clients

qui a atteint 529MD en 2019 contre 1383 MD en 2018.

-Les dépôts ont enregistré une valeur de 6879MD en 2019 soit un taux d'augmentation de 5% par rapport à 2018 contre un taux d'évolution de 10,2% entre 2017 et 2018 .Cette régression du rythme d'évolution des dépôts résulte du manque de disponibilité de la liquidité dans le secteur bancaire .

-Le produit net bancaire a atteint fin 2019 un montant de 493 MD enregistrant une augmentation de 37 MD soit 8,1% par rapport à 2018 contre un taux d'accroissement de 18,4% entre 2017 et 2018. Cette régression significative du rythme d'évolution du résultat net bancaire est notamment due à la régression du bénéfice net du portefeuille des participations de 27,1MD.

-Le résultat net a atteint 142 MD en 2019 enregistrant une légère augmentation de 4,4% par rapport à 2018.

3.3-Les principaux ratios financiers

-L'indice d'exploitation a atteint en 2019 un taux de 41,9% enregistrant une légère augmentation par rapport à 2018 où il avait atteint 41,5% en raison notamment de l' évolution au même rythme des charges de travail et du produit net bancaire.

-Au cours de l'année 2019, le taux des créances classées a atteint 12,5% contre 11,4% en 2018 .Cette augmentation est principalement due à l'accroissement du volume des créances classées de 140 MD soit 10,4%.

-Le ratio de solvabilité financière a augmenté en 2019 pour atteindre 11,14% contre 10,5% en 2018 et 10,9 % en 2017 s'éloignant du taux minimal légal de 10%.Aussi l'indice TIER 1 (taux minimal de 7%) a augmenté pour atteindre 8,5% en 2019 contre7,6% en 2018 et 7,9% en 2017 consécutivement notamment à l'augmentation des fonds propres de 113,8 MD.

-L'indice de couverture de liquidité à court terme (LCR) (taux minimal 100%) a atteint 100,4 % fin décembre 2019 contre 101,6% en décembre 2018 et 87,3% en décembre 2017 en raison notamment de la régression significative de la trésorerie ce qui a poussé la banque à réduire sa demande en matière de refinancement auprès de la banque centrale de Tunisie .

II-Les autres entreprises publiques actives dans le secteur financier assimilé

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs relatifs aux activités de l'Office National des Postes et ONP la Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales CPSCL ,

Tableau 13 : Les principaux indicateurs d'activité et indicateurs financiers pour les autres entreprises publiques actives dans le secteur financier assimilé

CPSCL			ONP			Etablissement		
						Indicateur		
2019 (*)	2018	2017 (*)	2019 (*)	2018 (*)	2017 (*)	Agent	Nombre de personnel	Ressources humaines
169	171	159	9263	9332	9601	MD	Charges de personnel	Indicateurs d'activité
6,8	6,1	5,6	340,8	329,1	305	Mille	Nombre de bulletins de paie	
416	319	401	2389,1	2127,4	1057,9	nombre	Nombre de comptes d'épargne	Indicateurs financiers
205,9	73	120,5	4006,8	3893,1	3755,2	MD	Produits d'exploitation	
379	362	460	6220,1	5643,8	4980,4	MD	Charges d'exploitation	Investissements
157,2	92,1	141,1	448,8	408,9	375,4	%	Résultats d'exploitation	
30,3	30,6	29,9	462,4	441,6	405,7	MD	Charges/ Produits	Dettes
18,2	16,8	20,4	-13,6	32,7-	30,3-	MD	Résultat net	
13,1	13,8	9,5	103	108	108,1	MD	Résultats reportés	Investissements
58,1	54,9	68,2	-3	13,8 -	15,5-	MD	Capitaux propres	
44,9	31,4	22,6	-107,7	-93,9	-78,3	MD	Subventions d'exploitation	Dettes
271,3	241,4	221	190	204,8	194,4	MD	Valeurs d'exploitation	
406,8	361,8	330,4	-	20	-	MD	Total dettes	
150,9	182,2	59,2	25	38,1	40,4	MD		
37,8	43,6	71,6	119,4	136	124,9	MD		
178	139,3	149,9				MD		

(*) provisoire

1-Office National des Postes

L'office de la poste Tunisienne a été créé par le décret 1998-1305 du 15 juin 1998 et révisée par le décret 2016 -681 du 3 juin 2016. C'est un établissement public à caractère non administratif considéré comme une entreprise publique sous la tutelle du Ministère des technologies de la communication . L'activité de l'office de la Poste Tunisienne est soumise au code postal mis à jour par la loi 1998- 38 du 2 juin 1989. Plusieurs missions ont été attribuées à la Poste Tunisienne dont les plus importantes sont:

-Les activités postales : collecte, transport et distribution de courrier et de colis, collecte, transport et distribution d'articles de courrier rapide et services d'impression et de poste immatérielle et production et impression de timbres postaux.

-Les activités financières : dépôt et retrait de fonds : Comptes courants postaux et comptes d'épargne, transfert d'argent, prestation de services de change et de courtage dans le domaine de l'assurance.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Le nombre de cartes de paiement pour le courrier électronique tunisien a atteint 2127,4 mille cartes en 2018 soit une augmentation de 101% par rapport à 2017. Cette augmentation est principalement due à l'introduction des cartes e-dinar par toutes les institutions de micro finance et à la création de nouvelles cartes postales pour les différentes catégories d'âge de jeunes et retraités ,ce qui répond à leurs besoins et contribue à l'augmentation du nombre total de cartes et de transactions .

-Le nombre de cartes de paiement devrait augmenter de 261,1 mille en 2019 par rapport à 2018.

- Le nombre de comptes d'épargne postale a enregistré en 2018 une augmentation de 3,6% par rapport à 2017 pour atteindre 3893,1 mille comptes en 2018 avec un solde de 5643,8 MD. Il est possible que le solde des comptes d'épargne atteindra 6220,1 MD en 2019 en raison de l'augmentation du taux d'intérêt de l'épargne ce qui contribue à l'augmentation des montants déposés à la poste tunisienne .

1.2-Les indicateurs des ressources humaines les plus importants

-Le nombre d'employés de l'Office en 2018 était de 9332 agents, enregistrant une baisse de 2,8% par rapport à 2017, en raison notamment de l'augmentation du nombre de retraités par rapport au nombre de recrutés. Le nombre d'employés devrait atteindre 9263 agents en 2019 soit une diminution de 69 agents en comparaison avec 2018 en raison du détachement de certains agents de l'office et de la diminution du nombre de contractuels.

-En revanche, les charges de personnel pour l'année 2018 ont augmenté de 7,9% par rapport à 2017 soit une augmentation de 24,1 MD suite aux augmentations légales des salaires et des primes spécifiques et aux promotions. Les charges de personnel pourront augmenter en 2019 de 3,56% par rapport à 2018 pour atteindre 340,8 MD.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat de l'exploitation de l'office a chuté en 2018 de 7,9% et d'une valeur de 2,4MD par rapport à 2017. Cette baisse est due essentiellement au fait que le rythme de croissance des charges d'exploitation est beaucoup plus élevé que celui des revenus d'exploitation. Les charges d'exploitation de l'office ont atteint 441,6MD en 2018 enregistrant une augmentation de 8,9% soit 35,9MD par rapport à 2017 alors que l'ensemble des produits d'exploitation ont été 408,9 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 8,9% soit 33,5MD par rapport à 2017. Cette situation résulte notamment de l'augmentation des prix des produits et services postaux les plus importants et du développement de nouveaux services financiers numériques en plus de l'évolution du nombre de cartes de paiement de la poste.

- Il est probable que le résultat d'exploitation sera de -13,6 MD en 2019 enregistrant une régression de 58,4% en comparaison avec 2018, ce qui est dû à l'augmentation des produits d'exploitation de 9,8% pour atteindre 448,8 MD en 2019. Aussi les charges d'exploitation ont enregistré une augmentation de 4,7% pour atteindre 462,4 MD en 2019.

-Le résultat net au cours de l'année 2018 a atteint une diminution de 11% soit -13,8 MD en comparaison avec 2017. Il est attendu que le résultat net serait en 2019 dans la limite de -3 MD notamment suite à l'amélioration légère enregistrée au niveau du résultat d'exploitation de l'office.

-L'ensemble des capitaux propres de l'office ont atteint en 2018 un montant de 204,8 MD contre 194,4 MD en 2017 enregistrant ainsi une augmentation de 10,3 MD et de 5,3%. Cette augmentation résulte principalement des facteurs suivants :

- ✓ -L'augmentation des subventions d'investissement durant la même période d'un montant de 24,1 MD.
- ✓ -La réduction des résultats reportés durant la même période d'un montant de 15,5MD,

Il est probable que les fonds propres atteindront 190 MD en 2019.

1.4-Les principaux indicateurs de L'investissement

-Les financements liés aux investissements de l'Office ont atteint un montant de 38,1 MD en 2018 enregistrant une baisse de 5,6% par rapport à 2017.

-Les investissements exécutés en 2019 ont atteint 25 MD financés par les ressources propres malgré l'allocation de crédits du budget de l'Etat au profit de l'office ce qui a engendré un déficit de trésorerie de l'office et une difficulté pour honorer ses engagements vis-à-vis des fournisseurs .

1.5-Les principaux indicateurs de L'endettement

-La dette de l'Office s'élève en 2018 à 136 MD contre 124,9MD en 2017 soit une augmentation de 8,8%.L'endettement de l'office vis-à-vis de l'Etat qui a atteint 44,5 MD représente 32,7% du total de l'endettement de l'office en 2018 . En revanche , l'endettement de l'office envers les caisses sociales a diminué pour atteindre 33,2MD en 2018 contre 46,1MD en 2017 enregistrant une régression de 27,9% .En contrepartie ,l'endettement de l'office vis-à-vis des entreprises publiques a augmenté en 2018 de 17% par rapport à 2017 dont l'endettement vis-à-vis de la société tunisienne de l'électricité et du gaz a été de 1,1 MD en 2018 .

- L'endettement de l'office national des postes pourrait atteindre 119,4 MD en 2019 accusant une baisse de 12,2% par rapport à 2018 . L'endettement de l'office vis-à-vis de l'Etat, atteignant 49,7 MD ,représente 41,6% de son endettement global pour l'année 2019.L'endettement de l'office vis-à-vis des fournisseurs privés a diminué de 31,6% pour atteindre 33,3MD en 2019.L'endettement vis à vis des entreprises publiques a régressé pour atteindre 5,8MD .Aussi l'endettement de l'office vis-à-vis des caisses sociales a accusé une diminution pour atteindre 30,6MD en 2019.

2-Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales (CPSCL)

La Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales est un établissement public à caractère non administratif, considérée comme une entreprise publique ,créée en vertu de la loi n °1975- 37 du 14 mai 1975 sous la tutelle du Ministère du développement local et de l'environnement.

Parmi les missions les plus importantes attribuées à La caisse le financement des projets inscrits dans le cadre des plans d'investissement des collectivités locales par l'octroi de prêts et l'assistance dans la gestion des aides dans le cadre de l'exécution du programme de développement urbain et de la gouvernance locale.

2.1-Les principaux indicateurs d'activité:

-Le nombre de projets ayant obtenu des approbations initiales a atteint 319 en 2018 enregistrant une régression d'une valeur de 73MD soit 20,4% par rapport à 2017 ;Cette situation résulte de la diminution du nombre de projets financés par les aides de réhabilitation des cités populaires.

-Il est probable que le nombre de projets obtenant les approbations initiales en 2019 augmentera de 97 projets

en comparaison avec 2018 .Il est attendu que la valeur globale des projets obtenant les approbations initiales en 2019 sera de 205,9MD et ce suite à l'augmentation du nombre de projets financés par les aides destinées à la réhabilitation des cités populaires et des prêts au titre du marché groupé d'achat de matériels .

Le nombre de projets ayant obtenu les approbations finales a atteint 362 en 2018 accusant une baisse de 21,3% et de 92,1MD par rapport à 2017 et ce suite à la diminution du nombre de projets financés par les aides de réhabilitation des cités populaires.

Il est possible que le nombre de projets obtenant les approbations finales en 2019 augmentera de 17 projets par rapport à 2018 pour atteindre une valeur globale de 157,2MD et suite à l'évolution du nombre de projets financés par les prêts et notamment au titre du marché groupé d'achat de matériels .

2.2-Les indicateurs de ressources humaines les plus importants

-Le nombre de personnel a atteint 171 en 2018, enregistrant une augmentation de 7,5% par rapport à 2017, en raison du recrutement de 7 cadres et 5 agents (gardiennage et propreté et agent technique et agent administratif).Le nombre des agents pourrait atteindre 169 en 2019 soit une diminution de deux agents par rapport à 2018 et ce suite à leur détachement.

-Les charges de personnel ont enregistré une augmentation de 8,9% en 2018 par rapport à 2017 soit une valeur de 0,5 MD et ce suite à l'augmentation annuelle des salaires et aux recrutements et certaines promotions dans les catégories et emplois fonctionnels . Les charges de personnel pourront augmenter en 2019 de 11,4% soit 6,8MD par rapport à 2018.

2.3-Les indicateurs financiers les plus importants

-Le résultat d'exploitation de la CPSCL a augmenté en 2018 de 45,2% soit 4,3MD par rapport à 2017 . Cette situation est dûe au fait que le rythme d'évolution des produits d'exploitation est supérieur au rythme d'évolution des charges d'exploitation. Ainsi le total des charges d'exploitation a atteint en 2018 un montant de 16,8MD enregistrant une diminution de 17,6% soit une valeur de 3,6MD par rapport à 2017 alors que le total des produits d'exploitation de la caisse a atteint 30,6 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 2,3% soit une valeur de 0,7MD par rapport à 2017 et ce notamment à cause de l'augmentation de la valeur de restitution des provisions.

-Le résultat de l'exploitation pourra atteindre 13,1MD en 2019 accusant une régression de 5% par rapport à 2018 suite à l'augmentation des charges d'exploitation de 8,3% pour atteindre 18,2MD en 2019 .Aussi les produits d'exploitation ont enregistré une augmentation de 2,3% pour atteindre 31,3MD durant la même période .

-Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une augmentation significative de 39% par rapport à 2017 en raison de l'augmentation du résultat d'exploitation et des intérêts de placement qui ont atteint

17,4MD en 2018 .Il est attendu que le résultat net de 2019 atteindra 44,9MD et ce suite à l'évolution des intérêts de placement qui ont atteint 29,6MD et les gains de change qui ont atteint 2,2MD ce qui a impacté positivement les équilibres financiers de la CPSCL.

-Aussi l'ensemble des capitaux propres de la CPSCL a enregistré une évolution de 9,5% en 2018 atteignant un montant de 361,8MD contre 330,4MD en 2017 qui résulte de l'augmentation du résultat net en plus de l'augmentation des résultats reportés atteignant 241,3MD en 2018 .Il est possible que le montant global des capitaux propres augmentera de 12,4% en 2019 soit une valeur de 406,8MD par rapport à 2018.

2.4-Les principaux indicateurs de l'investissement

-Les décaissements liés à l'investissement ont atteint 43,6MD en 2018 accusant une régression de 39,1% par rapport à 2017 .

-Les investissements réalisés en 2019 ont atteint un montant de 37,8MD répartis comme suit :

- Investissements financés par la caisse d'une valeur de 8,4MD.
- Investissements financés par les banques étrangères pour un montant de 29,4MD .

2.5-Les principaux indicateurs de l'endettement

Les dettes de la CPSCL se sont élevées à 139,3 MD en 2018 contre 149,9 MD en 2017 accusant une régression de 7%.L'endettement de la CPSCL vis-à-vis de l'Etat a représenté 14,2% de l'ensemble de son endettement de 2018 avec une valeur totale de 19,8MD et vis-à-vis des banques 85% soit un montant de 118,5 MD alors que l'endettement de la CPSCL vis-à-vis des caisses sociales a évolué pour atteindre 0,35MD en 2018 contre 0,24MD en 2017 soit une augmentation de 45,8%.

-Il est prévu que la dette de la CPSCL atteigne 178 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 27,7% en par rapport à 2018 .L'endettement de la CPSCL vis-à-vis de l'Etat a baissé de 8,5% alors que l'endettement vis-à-vis des banques a augmenté de 34% pour atteindre 159MD en 2019 .L'endettement de la CPSCL vis-à-vis des entreprises publiques a aussi évolué légèrement pour atteindre 0,18MD et surtout vis-à-vis des caisses sociales ou il a atteint 0,26 MD en 2019.

Chapitre deux : Les caisses sociales

Le Ministère des Affaires Sociales supervise trois caisses sociales à savoir la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale (C.N.R.P.S) et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM). Ce chapitre traitera la situation financière et celle de l'emploi de ces trois caisses.

Tableau 14 : les indicateurs d'activité et les indicateurs financiers les plus importants pour les trois caisses sociales.

CNAM		CNRPS			CNSS			Entreprises		Indicateurs	Indicateurs d'activité	Ressources humaines	Indicateurs financiers	Investissement	Dettes
2019 provisoire	2018	2017	2019 possible	2018	2017	2019 possible	2018	2017	Unité						
-	-	-	-	-	-	170	168	165	1000 affiliés	Nombre employés affiliés					
3100	3085	3041	764	766	782	2401	2364	2345	1000 affiliés	Nombre affiliés et assurés actifs					
			392	382	359	871	822	787	1000 bénéficiaires	Nombre bénéficiaires de pensions					
3441	3076	2835	4764	3944	3629	3495	3080	2794	MD	Ressources techniques					
2885	2876	2933	1433	1459	1512	5037	5206	5198	Agent	Nombre agents					
116,7	101,6	102,7	55,7	55,3	52,9	144,1	143,6	133,3	MD	Charges de personnels					
3441	3076	2835	4764	3944	3629	3495	3080	2794	MD	Ressources techniques					
2482	2236	2191	5728	4857	4380	3817	3412	3088	MD	Charges d'exploitation technique					
735,7	535,9	393,6	-1113	-991	-811	-699	-533	-527	MD	Résultat d'exploitation					
0	0	0	450	200	500	0	0	0	MD	Subvention Etat ou contribution sociale de solidarité					
736,1	574	393,9	-661,2	-787,4	-182,8	-700	-530	-525	MD	Résultat net					
3280,1	2544	1969	-2479,5	-1818,5	-	-1084	-384	147	MD	Fonds propres					
17,8	12,7	13,6	40,3	32,5	31,9	16,5	10,9	7,9	MD	Montant investissements					
0	0	0	2138,7	1922,9	1949	2452	1712	1247	MD	Caisses sociales					
0	11	234	505,1	326,1	33,9	0	0	0	MD	Etat					
950	864	783	0	0	0	0	0	0	MD	Etablissements et entreprises publiques					
0	0	0	206,5	63,3	13,2	0	0	0	MD	Banques					
1945	1815	1885	4010,6	3021,1	2259,7	2452	1712	1247	MD	Total dettes					

1-La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale(CNSS) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du ministère des affaires sociales, créée en vertu de la loi 1960-30 du 14 décembre 1960. Les missions de la CNSS sont principalement la gestion des pensions de retraite et leurs dérivées dans le secteur privé.

.1-Les principaux indicateurs d'activité

-La CNSS a enregistré en 2018 les résultats suivants comparativement avec 2017 :

✓ Une augmentation du nombre d'employeurs adhérents à la CNSS de 1,8% pour atteindre 168 milles employeurs contre une augmentation de 5,8% en 2017 par rapport à l'année 2016 ;Ce ralentissement du rythme d'évolution est dû essentiellement à l'effet de la conjoncture économique et à l'abaissement d'initiative en matière d'investissement dans le secteur organisé.

✓ Une augmentation du nombre d'employés actifs adhérents de 0,8% pour atteindre 2364 milles employés parmi lesquels 1290 milles employés dans le secteur non agricole contre une croissance de 2,9% en 2017 par rapport à l'année 2016 ;Cette décélération du rythme de progression résulte de la baisse remarquable du recrutement dans le secteur privé contre l'augmentation du nombre des départs à la retraite .

✓ Une augmentation du nombre de bénéficiaires des pensions de vieillesse ,d'invalidité et de survie de 4,4% pour atteindre 822 milles en raison notamment du facteur démographique relatif à l'augmentation de l'espérance de vie à 75 ans en plus de l'augmentation du nombre de départs à la retraite normale et anticipée pour des raisons économiques qui a concerné 3746 cas en 2018.

- Il est probable que les données prévisionnelles de la CNSS fin 2019 en comparaison avec 2018 seront comme suit :

✓ Une augmentation du nombre d'employeurs adhérents à la caisse de 1,2% pour atteindre 170 milles employeurs,

✓ Une augmentation du nombre d'employés actifs adhérents à la CNSS de 1,6% pour atteindre 2401 milles employés parmi lesquels 1321 milles employés dans le secteur non agricole,

✓ Une augmentation du nombre de bénéficiaires des pensions de vieillesse ,d'invalidité et de survie de 6% pour atteindre 871 milles à cause de l'évolution du nombre de départs à la retraite.

1.2-Les indicateurs de ressources humaines les plus importants

-Le nombre des employés de la CNSS a atteint 5206 agents à la fin de 2018, enregistrant une légère augmentation de 8 salariés par rapport à 2017, du fait de l'équilibre relatif entre le nombre des recrutés (228 agents) et des départs à la retraite et pour d'autres raisons(220 agents). Il est probable que le nombre d'employés à la fin de 2019 atteindra 5.037 agents soit une baisse de 169 agents 3,2% par rapport à 2018 et ce suite au départ de plusieurs agents à la retraite ou en détachement et à la baisse des recrutements.

- les charges de personnel pour l'année 2018 ont augmenté de 10,3 MD enregistrant un accroissement de 7,7% par rapport à 2017 et atteignant 143,6 MD consécutivement aux augmentations salariales et des indemnités spécifiques et au coût des promotions ,des nominations et des recrutements. Les charges de personnel pourront enregistrer en 2019 une légère augmentation de 0,5% par rapport à 2018 pour atteindre 144,1MD.

1.3- Les principaux indicateurs financiers

-Les résultats d'exploitation de la CNSS ont accusé une légère baisse de 1,1% pour se stabiliser à un résultat négatif de 533 MD en 2018 par rapport à 2017 .Cette stabilité relative est due essentiellement à l'amélioration du recouvrement ce qui a permis de réaliser un équilibre entre l'évolution du rythme des revenus avec les charges ; Les charges d'exploitation techniques ont atteint 3412 MD en 2018 contre 3088 en 2017 enregistrant une évolution de 324MD soit 10,5% suite notamment à l'augmentation des pensions résultant de l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'évolution du nombre de bénéficiaires de pensions de vieillesse ,d'invalidité et de survie de 4,4% pour atteindre 822 milles bénéficiaires. D'un autre coté les revenus d'exploitation technique ont atteint en 2018 un montant de 3080MD contre 2794 MD en 2017 soit une augmentation de 286MD représentant 10,2% . Cette augmentation est attribuable essentiellement à la révision de la grille des salaires dans le cadre des conventions sectorielles .

-Il est probable que Le résultat d'exploitation pourrait atteindre -699MD en 2019 enregistrant une détérioration significative de 31,1% comparativement avec 2018 à cause notamment de l'augmentation importante des dotations de provisions se rapportant à la baisse de la valeur prévisionnelle des comptes des assurés sociaux d'environ 200MD, alors que les revenus d'exploitation techniques vont enregistrer une progression de 13,5% pour atteindre 3495MD en 2019 et les charges d'exploitation techniques un accroissement de 11,9% au cours de la même période atteignant 3817MD en 2019.

-En conséquence, le résultat net de 2018 a accusé une baisse légère de 0,9% par rapport à 2017 et il est attendu qu'il baisse à -700MD soit 32,1% en 2019 et ce notamment à cause de la baisse enregistrée au niveau du résultat d'exploitation de la CNSS ce qui a impacté négativement ses équilibres financiers.

-Le total des fonds propres de la CNSS a enregistré une baisse significative de 361,2% en 2018 par rapport à 2017 atteignant à fin 2018 et pour la première fois dans l'histoire de la caisse un solde négatif de 384MD contre

147 MD en 2017 et ce suite notamment à l'accumulation des résultats négatifs qui ont atteint -1615MD en 2018, et il est prévu que les fonds propres atteignent un total de -1084MD en 2019 accusant une baisse de 182,3% par rapport à 2018 en tenant compte du résultat net probable de 2019.

1.4-Les principaux indicateurs de l'investissement

-Les investissements réalisés par la CNSS se sont élevés à 10,9 MD en 2018, enregistrant une augmentation significative de 38% par rapport à 2017. Cet accroissement est imputable essentiellement à l'amélioration du rythme de réalisation des investissements programmés au budget se rapportant notamment à l'acquisition et à l'aménagement de constructions et équipements administratifs et de bureautique au profit de ses services centraux et régionaux y compris les cliniques.

Les investissements réalisés en 2019 se sont élevés à 16,5MD financés totalement par la CNSS contre 37 MD programmés au budget soit un taux de réalisation de 45%.

1.5-L'endettement

-L'endettement de la CNSS a atteint 1712MD en 2018 contre 1247MD en 2017 enregistrant une hausse de 37,3% relative exclusivement à ses dettes vis-à-vis de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie. Cette situation résulte de l'incapacité de la CNSS, à partir de 2016, de transférer la totalité des contributions recouvrées pour le compte de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie afin de constituer les liquidités nécessaires pour payer les pensions des retraités.

-Il est probable que l'endettement de la CNSS atteigne 2452MD en 2019 soit une augmentation de 740MD et de 43,2% par rapport à 2018. Toutes ces dettes se rapportent aussi à des contributions non transférées à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

2-La Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale (CNRPS)

- La Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale (CNRPS) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère des affaires sociales , créée par la loi n°1975-83 du 30 décembre 1975 .C'est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère des affaires sociales. Plusieurs missions ont été assignées à la CNRPS dont la plus importante est la gestion des pensions de retraite et assimilés du secteur public .

2.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Le nombre d'affiliés de la CNRPS a atteint 766 milles adhérents fin 2018 contre 782 milles affiliés en 2017 soit une baisse de 2%. L'effectif prévisionnel à fin de 2019 est estimé à 764 milles adhérents, enregistrant une légère diminution de 0,3% par rapport à 2018.Cette baisse est essentiellement due aux facteurs suivants :

- ✓ La politique de l'Etat en matière de limitation des recrutements dans le secteur public,
- ✓ La mise à la retraite anticipée de plus de 5000 affiliés actifs dans le cadre de la loi 2017-51 portant

dispositions dérogatoires de mise à la retraite avant l'âge légal dans la fonction publique.

✓ Le départ volontaire d'environ 2000 agents publics affiliés dans le cadre de la loi 2018 -5 relative au départ volontaire des agents publics .

-Le nombre total des bénéficiaires de pensions s'est élevé à 382 milles bénéficiaires en 2018 contre 359 milles en 2017 soit une hausse de 23 milles bénéficiaires représentant 6,4%. Il est probable que le nombre prévisionnel de bénéficiaires en 2019 pourrait atteindre 392 milles bénéficiaires enregistrant une augmentation de 10 milles nouveaux bénéficiaires soit 2,6% par rapport à 2018 . Cette baisse du rythme d'évolution au cours de la période 2017-2019 s'explique par l'augmentation de l'âge de la mise à la retraite suite à l'entrée en vigueur de la loi 2019-47.

2.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines .

-Le nombre d'employés de la CNRPS a atteint 1459 agents à la fin de 2018, enregistrant une baisse de 3,5% par rapport à 2017, en raison de l'augmentation du nombre des partants qui n'ont pas été remplacés . Il est probable que le nombre d'employés pourrait atteindre 1.433 agents fin 2019, enregistrant une baisse de 26 agents par rapport à 2018, et ce suite aussi aux cas de départs.

-Les charges de personnel au cours de l'année 2018 ont augmenté de 2,4 MD, soit un taux de croissance de 4,5% par rapport à 2017 et ce malgré la baisse du nombre d'agents . Cette situation résulte du versement de la troisième tranche des augmentations salariales au titre des années 2015 et 2016 et ce à partir de janvier 2018 . Les charges de personnel en 2019 devraient connaître une légère augmentation de 0,7% par rapport à 2018 pour atteindre un montant de 55,7MD.

2.3-Les Principaux indicateurs financiers

-Les résultats d'exploitation de la CNRPS ont accusé en 2018 une baisse de 22,2% soit 180,1MD par rapport à 2017 . Cette régression est notamment due au fait que le rythme d'augmentation des revenus d'exploitation de la CNRPS est inférieur à l'évolution des charges d'exploitation . Le total des charges techniques a atteint 4857 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 10,9% soit une valeur de 477MD alors que les revenus d'exploitation techniques se sont élevés en 2018 à 3944MD enregistrant une augmentation de 8,7% soit 315 MD par rapport à 2017 et ce suite notamment à l'évolution de la masse des salaires résultant surtout des augmentations générales et spécifiques des salaires . Il est possible que le résultat d'exploitation sera de -1113MD en 2019 accusant une détérioration de 12,3% par rapport à 2018 qui est due à l'augmentation des pensions (liée aux augmentations générales et spécifiques des salaires) et du nombre de bénéficiaires de pensions alors que les revenus d'exploitation techniques et les charges d'exploitation techniques ont enregistré respectivement une augmentation de 20,8% pour atteindre 4764MD et 17,9% pour atteindre 5728MD en 2019.

-En conséquence , le résultat net de 2018 a accusé une détérioration importante de 330,7% par rapport à 2017 et

il est probable que le résultat net de 2019 atteindra -661,2 MD essentiellement à cause de la baisse enregistrée du résultat d'exploitation de la CNRPS durant la même période et de l'augmentation de ses charges financières résultant notamment du financement du manque aigu de liquidité pour couvrir ses engagements mensuels, ce qui a impacté négativement les équilibres financiers de la caisse.

-Aussi le total des fonds propres de la CNRPS a accusé une baisse de 76,4% par rapport à 2017 atteignant en 2018 un montant de -1818,5MD contre 1030,7MD en 2017. Cette régression résulte essentiellement de l'accumulation des résultats négatifs qui ont atteint un total de -2479,5 fin 2019.

2.4-L'investissement

-Les investissements réalisés par la CNRPS se sont élevés à 32,5 MD en 2018, enregistrant une augmentation de 1,9 % par rapport à 2017 résultant notamment de l'évolution des investissements financiers et surtout les prêts personnels accordés aux affiliés.

-La valeur des investissements réalisés en 2019 a atteint 40,3MD financés totalement par la CNRPS contre un montant de 45,7MD programmés soit un taux de réalisation de 88,2%.

2.5-L'endettement

-Au cours de l'année 2018, le total des dettes de la C.N.R.P.S s'est élevé de 33,7 %.L'endettement de la CNRPS envers l'Etat soit 326,1MD représente 10,8% de l'ensemble de ses dettes de 2018. L'endettement à l'égard des banques représente 2,1% avec une valeur de 63,3MD. Aussi l'endettement de la CNRPS auprès des caisses sociales et surtout vis à vis de la CNAM s'est élevé 1922,9MD en 2018 contre 1949 MD en 2017 soit une baisse de 1,3%.

-Il est probable que l'endettement de la CNRPS atteigne 4010,6 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 32,8% par rapport à 2018 où l'endettement de la caisse envers l'Etat a évolué de 54,9 %.L'endettement de la CNRPS auprès des banques a aussi augmenté de 226,2% atteignant 206,5 MD en 2019 alors que pour les caisses sociales l'endettement a évolué atteignant 2138,7MD et surtout vis à vis de la CNAM avec une augmentation de 215,8 MD soit 11,2%.

3-La Caisse Nationale d'Assurance Maladie(CNAM)

La caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère des affaires sociales, créée en vertu de la loi 2004-71 du 2 août 2004.La mission principale de la CNAM est de gérer le régime de base de l'assurance maladie et ses accessoires.

3.1-Les indicateurs d'activité les plus importants :

-À la fin de l'année 2018, le nombre des assurés sociaux atteignait 3.085 milles contre 3.041 milles en 2017, soit une augmentation de 44 milles et un taux d'accroissement de 1,4 %. Il est probable que le nombre des assurés atteigne 3.100 milles à la fin de 2019 avec une augmentation de 15 milles et un rythme d'accroissement de 0,5 % par rapport à l'année 2018 avec, toutefois, une augmentation significative de la part des assurés de la filière publique de soins et de la filière de remboursement des frais à partir de l'année 2017 contre une baisse de la part des assurés enregistrés dans la filière privée de soins durant la même période.

3.2-Les indicateurs des ressources humaines les plus importants :

-Le nombre d'employés de la CNAM a été de 2.876 agents fin 2018, enregistrant une baisse de 1,9% par rapport à 2017, en raison de l'accroissement du nombre des agents mis à la retraite et du retard des recrutements.

-Il est probable que l'effectif des employés se stabiliserait autour de 2.885 agents à la fin de l'année 2019, avec une légère augmentation de 9 agents par rapport à 2018 et ce suite à l'égalité relative entre les partants et les mis à la retraite (63 agents) et les nouveaux recrutements (72 agents) .

-Les charges de personnel ont accusé en 2018 comparé à 2017 , une baisse de 1,1% soit 1,1 MD et ce, suite à la diminution du nombre d'agents . En 2019, les charges salariales devraient connaître une hausse significative de 14,9% et pourrait atteindre un montant de 116,7 MD suite aux augmentations des salaires et indemnités spécifiques et au coût des recrutements , promotions et nominations .

3.3-Les indicateurs financiers les plus importants

- La CNAM a enregistré une augmentation des résultats d'exploitation en 2018 par rapport à 2017 de 36,2% soit 142,3 MD dûe notamment à la hausse plus que proportionnelle du rythme d'évolution des revenus d'exploitation technique par rapport aux charges d'exploitation technique qui ont atteint 2236MD en 2018 contre 2191 MD en 2017 soit une augmentation légère de 2,1% et d'une valeur de 45 MD. Cela est principalement dûe à la stabilité relative du rythme d'évolution des dépenses des régimes d'assurance maladie alors que le total des revenus d'exploitation technique a atteint en 2018 un montant de 3076MD enregistrant une augmentation de 241 MD soit 8,5% par rapport à 2017. Cette situation est attribuable à l'augmentation du volume des contributions du secteur public de 62 MD soit 6,1% et de celui du secteur privé de 179 MD soit 9,9 %.

-Le résultat d'exploitation pourrait atteindre 735,7 MD en 2019 soit un accroissement de 199,8 MD représentant 37,3 % par rapport à 2018 .La continuation du rythme de cette augmentation significative est imputable à la hausse du résultat technique brut qui pourrait atteindre 952 MD en 2019.

-En conséquence , le résultat net de 2018 s'est élevé à 574 MD enregistrant un accroissement significatif de 180,1 MD soit 45,7 % par rapport à 2017 en raison notamment de l'évolution importante du résultat technique brut .Le résultat net attendu à fin 2019 pourrait atteindre 736,1 MD soit une augmentation de 28,2% et d'une valeur de 162,1 MD par rapport à 2018 suite aussi à l'excédent technique relatif du régime d'assurance maladie.

-Aussi le total des capitaux propres de la CNAM a enregistré une augmentation de 29,2% atteignant 2544 MD

contre une valeur de 1969 MD en 2017. Cet accroissement résulte essentiellement de l'accumulation des résultats positifs et il est prévu que les capitaux propres atteindront 3280 MD en 2019 soit une augmentation de 28,9 % compte tenu du résultat net probable de 2019.

3.4-L'investissement

-Les investissements réalisés en 2018 ont atteint 12,7 MD, accusant une baisse de 6,6 % soit l'équivalent de 0,9 MD en raison du retard dans la réalisation de certains nouveaux projets. Il est probable que les investissements atteignent une enveloppe de 17,8 MD et un taux d'accroissement de 40,2% en 2019 soit 5,1 MD par rapport à 2018 suite à la continuation de la réalisation du projet du système d'échange électronique d'informations dans le cadre de la numérisation des services de la CNAM.

3.5- L'endettement

-L'endettement de la CNAM a atteint 1815 MD en 2018 contre 1885 MD en 2017 enregistrant une baisse de 3,7% parmi lequel 51,8 % représente les dettes relatives au règlement de prestataires de services sanitaires du secteur privé et des assurés sociaux alors que pour l'endettement de la CNAM auprès du secteur public ,la part de la dette vis-à-vis de l'Etat a baissé de 12,4% et d'une valeur de 234 MD en 2017 à 0,6% et une valeur de 11 MD en 2018 et ce suite au paiement de la dette relative au montant forfaitaire de l'appui au budget de l'Etat. L'endettement de la CNAM vis-à-vis des entreprises et établissements publics (notamment les structures de santé publique et la pharmacie centrale de Tunisie) a aussi augmenté pour atteindre 864 MD en 2018 contre 783 MD en 2017 soit une augmentation de 10,3% et de 81 MD et ce suite à l'insuffisance de liquidité nécessaire permettant à la CNAM d'honorer ses engagements

-Il est probable que les dettes de la CNAM enregistrent en 2019 une hausse de 7,2% par rapport à 2018 pour atteindre 1945 MD . Etant précisé que toutes les dettes de la CNAM vis-à-vis de l'Etat ont été réglées et son endettement vis-à-vis des entreprises et établissements publics ont enregistré un accroissement de 10% pour atteindre 950 MD en 2019 compte tenu de la continuation de la crise de disponibilité des liquidités dans la CNAM.

Chapitre trois : Situation financière de 23 entreprises publiques

I - Les indicateurs financiers et d'activité les plus importants pour les entreprises publiques sous la tutelle du Ministère de l'économie , des Finances et de l'appui à l'investissement

Tableau 15 : Les principaux indicateurs d'activité et financiers des entreprises publiques actives dans le secteur du tabac :

MTK	RNTA			Entreprises	Nature des indicateurs
	2017	2018	2019		
192,7	168,1	158,9	359,4	D	Production
69,4	83,5	73,6	207,9	MD	Achats
260,2	244,7	240,8	538,3	MD	Ventes
186	165,1	178	402,1	MD	Chiffre d' affaires
581,1	512,8	521,6	1304,8	MD	Recettes fiscalité tabac
426	483	411	1359	Agent	Nombre agents
19	21,5	20	55,8	MD	Charges personnels
3 716	3 709	4 055	3 421	MD	Salaire mensuel moyen
189	169	182	410,7	MD	Ressources d' exploitation
238,5	200,9	207,5	474,8	MD	Charges d' exploitation
-49,5	-31,9	-25,5	-64,1	MD	Résultat d' exploitation
10,4	-5,8	-23	12,9	MD	Charges financières
-38,9	-38,3	-46,8	-50,3	MD	Résultats nets
-222,7	-137,2	-172	-347,8	MD	Résultats reportés
-261,6	-146	-187,9	-318,6	MD	Fonds propres
10	7,3	10,4	52	MD	Valeur investissements
283	245,6	252	292	MD	Etat
8	5	4	7,7	MD	Banques
36	14	26	65	M	Entreprises publiques
1	1	1	2	M	Caisses sociales
152	106	184	251	M	Fournisseurs privés
480	371,6	467	617,7	M	Total dettes

1- La Régie Nationale des Tabacs et des Allumettes(RNTA)

La Régie Nationale des Tabacs et des Allumettes(RNTA) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances et de l'appui à l'investissement . Elle a été créée en vertu de la loi 1964-57 du 28 décembre 1964. Elle s'est vue attribuer la mission d'assurer l'exploitation du monopole fiscal pour le compte de l'Etat. Dans ce cadre, elle est chargée des tâches suivantes : fabrication et distribution des divers produits de tabac (Cigarettes, tabac

à priser et Cigares), importation et commercialisation des cigarettes étrangères et la supervision du secteur de la tabaculture tunisienne et le développement de la recherche en la matière.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

- Les ventes de cigarettes ont enregistré un accroissement de 3,51% en 2018 pour atteindre 515,4 millions de paquets contre 497,9 millions de paquets en 2017 et ce en raison de l'augmentation des ventes des cigarettes 20 mars gold de 24,7 millions de paquets et des cigarettes étrangères de 13,3 millions de paquets contre une régression des ventes des cigarettes cristal normal de 4,5 millions de paquets et surtout les cigarettes 20 mars international de 16 millions de paquets suite au transfert de la gestion de ce type de cigarettes à la manufacture des tabacs de Kairouan à partir d'octobre 2018.

- Les ventes de la RNTA en 2018 ont permis de réaliser des recettes au profit du budget de l'Etat de 1237,5 MD soit un accroissement de 8,41% et d'une valeur de 96MD par rapport à 2017 et ce suite notamment à l'impact prix de l'augmentation des prix de vente au public décidé le 1 juillet 2017 pour les ventes de l'année 2018..

- Il est probable que l'année 2019 verra une augmentation des ventes de 4,44% soit 22,9 millions de paquets par rapport à 2018 pour atteindre 538,3 millions de paquets suite à la hausse des ventes des deux types 20 mars, gold et cristal normal de 42 millions de paquets et des cigarettes étrangères d'environ 14 millions de paquets contre une baisse des ventes de cigarettes 20 mars international d'environ 33,1 millions de paquets après avoir chargé la manufacture des tabacs de Kairouan de la tâche de vente de ce type de cigarettes .

- Les revenus prévisionnels au profit du budget de l'Etat résultant des ventes de 2019 atteindront 1304,8MD soit une progression de 5,44% et d'une valeur de 67,3MD par rapport à 2018.

1.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

- Les effectifs de la RNTA ont été de 1.336 agents en 2018, accusant une baisse de 7,61% par rapport à 2017, en raison des départs à la retraite légale et anticipée .Le nombre prévisionnel des agents en 2019 sera de 1359 agents soit une augmentation de 23 agents par rapport à 2018 et ce suite à la réalisation du programme de recrutement .

- Les charges de personnel ont accusé une régression de 2,26% soit 1,3 MD en 2018 par rapport à 2017 suite à l'augmentation des mises à la retraite anticipée et légale .Il est attendu que les charges de personnel accusent en 2019 une régression de 0,53% par rapport à 2018 pour atteindre 55,8 MD consécutivement à la continuation des mises à la retraite .

1.3- Les indicateurs financiers les plus importants

- La régie nationale des tabacs et des allumettes a enregistré en 2018 une stabilisation du résultat négatif d'exploitation à concurrence de -39,4 MD par rapport à 2017 .Cette situation résulte notamment de l'absorption totale des produits d'exploitation de l'entreprise par l'évolution des charges d'exploitation dont le total a atteint

431,4 MD en 2018 soit une augmentation de 53MD représentant 14 % par rapport à 2017 .Cette situation résulte de l'augmentation des prix et des quantités des cigarettes étrangères achetées et des fournitures de fabrication et des matières premières alors que le total des produits d'exploitation a atteint 392MD en 2018 soit une augmentation de 15,43 % et de 52,4 MD par rapport à 2017.

- Le résultat d'exploitation prévisionnel de 2019 peut atteindre -64,1 MD accusant une détérioration de 62,69% par rapport à 2018 suite à l'accroissement des coûts d'achat des fournitures de fabrication et des matières premières relatives à la reconstitution des stocks du cycle de production .Les produits d'exploitation enregistreront une augmentation de 4,77 % pour atteindre 410,7 MD en 2019 et les charges d'exploitation un accroissement de 10,06% durant la même période pour atteindre 474,8 MD .

- En conséquence , le résultat net négatif de 2018 s'est stabilisé par comparaison avec 2017 au niveau de 49,5 MD .Il est prévu que le résultat net négatif atteigne 50,30MD en 2019 .La stabilité du niveau du résultat net négatif malgré la détérioration du résultat d'exploitation de 2019 est imputable à la baisse enregistrée au niveau des charges financières résultant essentiellement de la régression du taux de change du dollar et de l'euro ce qui a eu un effet positif sur les équilibres financiers de la régie.

- Le montant global des fonds propres de la régie a diminué de 22,98% atteignant -267 MD en 2018 contre -217,1MD en 2017 .Il est aussi prévu que les fonds propres diminuent de 19,32% à fin 2019 pour atteindre -318,6MD .La régression continue des fonds propres de la RNTA est due à l'accumulation des pertes négatives reportées qui se sont élevées à 300,1 MD en 2018 et il est prévu qu'elles atteignent -347,8 MD en 2019.

1.4-Les principaux indicateurs relatifs à l'investissement.

-La valeur totale des décaissements financiers liés à l'investissement en 2018 s'élève à 7 MD enregistrant une hausse de 29,62 % par rapport à 2017.Les décaissements liés à l'investissement enregistrés à fin 2019 peuvent atteindre 52 MD en 2019 soit une augmentation de 45 MD par rapport à 2018 en raison notamment de l'achat de trois nouveaux groupements pour augmenter la capacité de production.

1.5-Les principaux indicateurs de l'endettement

-L'endettement de la régie s'est élevé en 2018 à 491,5 MD, contre 395,780 MD en 2017 enregistrant une augmentation de 24,19 %.L'endettement de la régie vis-à-vis de l'Etat représente 43,74 % du total de sa dette en 2018 avec une valeur globale de 215 MD constituée essentiellement d'avances et prêts du trésor , de droit de consommation et de taxes à la valeur ajoutée .L'endettement vis-à-vis des fournisseurs privés y a représenté 40,3 % soit 198,1 MD .L'endettement vis-à-vis des caisses sociales a atteint 3,1 MD alors que l'endettement vis-à-vis des entreprises publiques (manufacture des tabacs de Kairouan) s'est accru de 25,91% pour atteindre 75,3 MD contre 59,8 MD en 2017.

- La dette de la régie pourrait atteindre 617,7 MD en 2019 soit un accroissement de 25,68 % par rapport à 2018 .en effet , l'endettement vis-à-vis de l'Etat augmente de 35,84 % pour atteindre 292 MD et vis-à-vis des fournisseurs privés de 26,7 % pour atteindre 251 MD et vis à vis des banques atteignant 7,7 MD alors que l'endettement de la RNTA vis-à-vis des entreprises publiques et des caisses sociales diminuera de 14,54% pour atteindre 67 MD suite au paiement d'une partie des créances de la manufacture des tabacs de Kairouan et de la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale en 2019 .

2-Manufacture des Tabacs de Kairouan(MTK)

La Manufacture des Tabacs de Kairouan est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique sous tutelle du Ministère de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement, créé en vertu de loi n ° 1981-14du 2 mars 1981 pour soutenir les efforts de la Régie Nationale des Tabacs et des allumettes dans l'exploitation du monopole fiscal au profit de l'Etat .Dans ce cadre elle est chargée de la production et de la distribution des différents types de cigarettes et de l'importation et la commercialisation des cigarettes étrangères .

2.1- Les indicateurs d'activité les plus importants:

-Les ventes de cigarettes ont enregistré en 2018 une baisse de 1,59% atteignant 240,8 millions de paquets contre 244,7 millions de paquets en 2017 et ce suite à la régression des ventes de cigarettes 20 mars international et cristal légère d'environ 11,9 millions de paquets et de cigarettes étrangères d'environ 1,6 millions de paquets contre une augmentation des ventes de cigarettes Safir et cristal normal de 9,6 millions de paquets .

-Les ventes de la MTK en 2018 ont permis la réalisation de recettes au profit du budget de l'Etat de 521,6 MD soit une progression de 1,71 % et d'un montant 8,8 MD par rapport à 2017 suite notamment à l'effet prix de l'augmentation des prix de vente au public décidé le 1 juillet 2017 et pour les ventes de l'année 2018.

-Les ventes de 2019 pourraient enregistrer un accroissement de 8,05 % soit 18,4 millions de paquets par rapport à 2018 pour atteindre 260,2 millions de paquets suite à l'augmentation des ventes du 20 mars international , safir et du cristal normal respectivement d'environ 22,5 millions de paquets et 14 millions de paquets contre une baisse des ventes des cigarettes étrangères d'environ 3,1 millions de paquets.

-Il est prévu que les ventes de 2019 permettent la réalisation de recettes au profit du budget de l'Etat de 581,1 MD soit une progression de 11,4 % et d'un montant de 59,5 MD par rapport à 2018 .Cet accroissement est dû au transfert de la gestion des ventes du 20 mars international à la MTK à partir du 1 octobre 2018.

2.2-Les indicateurs de ressources humaines les plus importants

- Le nombre d'employés a atteint 411 agents fin 2018, accusant une baisse de 14,91% par rapport à 2017, en raison de l'augmentation des départs à la retraite légale et anticipée, et il est prévu que le nombre des agents atteigne 426 agents en 2019 soit une augmentation de 15 agents par rapport à 2018 en raison de la réalisation du programme de recrutements.

- Les charges de personnel ont accusé en 2018 une régression de 6,98% soit 1,5 MD par rapport à 2017

suite à l'accroissement du rythme de mise à la retraite anticipée et légale dans la MTK et il est attendu que ces charges baissent en 2019 de 5% par rapport à 2018 pour atteindre 19 MD en conséquence à la continuation des départs à la retraite et ce malgré les recrutements nouveaux .

2.3-Les principaux indicateurs financiers

Les résultats d'exploitation négatifs de la MTK se sont accrus en 2018 de 20,06 % pour atteindre -25,5 MD contre -31,9 MD en 2017 et ce essentiellement à cause de l'évolution des produits d'exploitation de 7,69% pour atteindre 182 MD soit une augmentation de 13 MD alors que les charges d'exploitation ont évolué de 3,28% pour atteindre 207,5 MD soit une augmentation de 6,6 MD.

-Les résultats d'exploitation devraient atteindre -49,5 MD en 2019 accusant une détérioration de 94,11 % par rapport à 2018 suite à l'évolution du coût des achats des fournitures de fabrication et des matières premières pour la reconstitution des stocks du cycle de production, les produits d'exploitation vont connaître une évolution de 3,84% atteignant 189 MD en 2019 et les charges d'exploitation une hausse de 14,93% durant la même période pour atteindre 238,5 MD en 2019.

-En dépit de l'amélioration du résultat d'exploitation de l'usine en 2018 le résultat net négatif durant la même période a enregistré une augmentation de 22,19% par rapport à 2017 pour atteindre -46,8 MD à fin 2018 suite à l'évolution des cours de devises et à la prise en charge par l'usine de charges financières d'une valeur de 23 MD malgré la détérioration des résultats d'exploitation de 2019 par rapport à 2018 et il est prévu que le résultat net négatif de 2019 sera de 38,9 MD notamment à cause de la régression des charges financières résultant notamment de la baisse du coût du dollar et de l'euro ce qui a impacté positivement les équilibres financiers de l'usine .

-Le total des capitaux propres de la MTK a accusé à fin 2018 une régression de 28,69 % atteignant un montant de -187,9 MD contre -146 MD en 2017 .Aussi il est prévu que les fonds propres régressent de 39,22% à fin 2019 pour atteindre -261,6 MD .La continuation de la baisse des capitaux propres de la MTK est imputable à l'accumulation des résultats négatifs reportés qui ont atteint 172 MD à fin 2018 et il est prévisible que ces résultats s'élèvent à 222,7 MD en 2019.

2.4-Les principaux indicateurs de l'investissement

-La valeur totale des décaissements financiers liés à l'investissement à fin 2018 a atteint un montant de 10,4 MD enregistrant une augmentation significative de 42,46% par rapport à 2017 notamment suite à l'acquisition d'un nouveau groupe pour augmenter la capacité de production .Il est prévu que les décaissements au titre des investissements réalisés en 2019 atteindront 10 MD en continuation de l'exécution d'un programme d'achats visant à l'augmentation de la capacité de la production.

2.5-Les principaux indicateurs de l'endettement

L'endettement de la manufacture des Tabacs de Kairouan a atteint 467 MD en 2018 contre 371,6 MD en 2017 soit une augmentation de 25,67% .L'endettement de la MTK vis à vis de l'Etat a été de 252MD représentant 53,96% de l'ensemble de la dette de 2018 constitué essentiellement des avances et prêts de trésor

, du droit de consommation et de la taxe à la valeur ajoutée .L'endettement vis-à-vis des fournisseurs privés y a représenté 39,4 % soit 184 MD .L'endettement vis-à-vis des caisses sociales s'est stabilisé en 2017 et 2018 atteignant 1 MD .Aussi l'endettement de la MTK vis-à-vis des entreprises publiques (Régie nationale des tabacs et des allumettes) s'est accru de 85,71% pour atteindre 26 MD contre 14 MD en 2017.

-Il est prévu que l'endettement de la MTK atteindra 480 MD en 2019 soit une évolution de 2,78% par rapport à 2018 .En effet ,l'endettement de la MTK vis-à-vis de l'Etat s'est accru de 12,3 % atteignant 283 MD et vis-à-vis des banques et entreprises publiques représentées par la RNTA de 46,66 % atteignant 44 MD alors que l'endettement de la MTK vis-à-vis des fournisseurs privés accusera une régression de 17,39% pour atteindre 152 MD suite au règlement d'une partie de leurs créances en 2019 alors que l'endettement de la MTK vis-à-vis des caisses sociales continue sa stabilisation pour atteindre 1 MD en 2019.

II. Les indicateurs financiers et d'activité les plus importants pour les entreprises publiques sous tutelle du ministère des transports et de la logistique :

Les entreprises publiques sous tutelle du ministère des transports et de la logistique sont au nombre de 25 entreprises actives dans les domaines du transport terrestre, aérien et maritime et dans la logistique et la location de véhicules. Parmi ces entreprises, le choix va porter sur l'analyse de 6 entreprises publiques. Il s'agit en l'occurrence de :

- Deux entreprises publiques opérant dans le secteur du transport aérien à savoir la société Tunis air et l'Office de l'Aviation Civile et des Aéroports(OACA),
- Deux entreprises publiques œuvrant dans le secteur du transport maritime en l'occurrence la Compagnie Tunisienne de Navigation (CTN) et de l'Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP)
- et enfin deux entreprises publiques actives dans le secteur du transport terrestre à savoir la Société des Transports de Tunis (STT) et la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens (SNCFT)

- **Tableau 16 : Evolution des principaux indicateurs financiers et d'activité des plus grandes entreprises publiques sous tutelle du ministère des transports et de la logistique**

Transport maritime						Transport aérien						Secteur d' activité		
OMMP			CTN			OACA			TUNIS AIR					
2019	2018	2017	2019	2018	2017	2019**	2018	2017	2019	2018*	2017	Unité	Indicateurs	Nature des indicateurs
**	0,7	0,7	0,26	0,272	0,295	9,2	8,4	7,3	**	3,4	3,8	M .passagers	Nombre de passagers	Indicateurs
26,8	30,4	28,2	-	-	-	-	0,033	0,035	0,0072	0,0075	0,0074	M.Tonnes	Produits transportés	D' activité
1253	1298	1363	1156	1195	1176	3814	3870	3971	3708	3781	3765	Agent	Nombre agents	Ressources humaines
60,7	56,7	54,2	68,8	62,5	59,7	203	187,8	162	273,7	219,6	242,6	MD	Charges personnels	Indicateurs
207,6	202,9	141,	495,	455,2	418,5	564	513	412	1854	1719,9	1395	MD	Produits d' exploitation	Indicateurs financiers
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	MD	Subventions d' exploitation	
125,1	118,4	103,	481,	445,4	386,2	522,3	468,2	383	1772	1739,7	1520	MD	Charges d' exploitation	
82,5	84,5	38,2	14	9,8	32,3	41,7	44,8	29	82	-19,8	-125	MD	Résultat d' exploitation	
24	17,2	20,4	18,4	-57,5	-50,3	21,9	33	22,7	-35	-26	-17,3	MD	Charges financières nettes	
76,5	72,3	42,2	0,3	-48,4	-18,7	27,6	45,3	26,6	25	-96,7	-206	MD	Résultats nets	
68,6	40	0	-	-67,5	-48,8	18,2	-22,4	-25	-	-897,9	-671,5	MD	Résultats reportés	
541,8	486,4	416,	-	12	61,8	544,2	515,9	474	-	-421,4	-324	MD	Capitaux propres	
16,7	27,3	50,6	15,9	24,5	14	29	46,8	34,7	110	138	143,4	MD	Valeur investissements	Investissement
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	MD	Subventions investissements	
0	0	0	0	0	0	332	267	179	62	38,3	30	MD	Etat	
0	0	0	194-	208	236	0,9	1,8	2,2	917,4	1065,7	1059	MD	Banques	
0	0	0	96	73	53	20,4	20,45	14,5	-	791,9	607,6	MD	Entreprises publiques	Endettement
0	0	0	0	0	0	5,2	3,1	5,1	17,8	30,8	20,5	MD	Caisses sociales	
0	0	0	72	65	49	97,1	87,8	90,4	-	1172,1	850,4	MD	Autres	
0	0	0	362	346	338	455,7	380,2	291,2	-	3098,8	2567,5	MD	Total dettes	

Transport terrestre		SNCFT			STT		
		2019	2018	2017	2019	2018	2017
	**	37,5	39,98	40,99	**	**	232,5
		3,2	3,1	3,8	-	-	-
		4644	4612	4518	7454	7555	7529
		148,6	118,9	119,2	263,	255,1	239,4
		159,2	157,8	164,1	205,	203,9	214,6
		50	50	48	131	130	140,6
		251,9	226,2	228,5	375,	367,2	353,7
		-92,7	-68,4	-64,4	-	-163,3	-139,1
		-17,8	-23,5	-17,8	-26,2	-28,9	-33,2
		-108,8	-91,1	-81,3	-	-187,5	-167,3
		-674,6	-577,4	-496	-	-1226,7	-
		686,6	802,8	529,7	-	-708,7	-571,5
		163,9	125	48	59,5	28,1	41,7
		28,2	31	41,5	8,2	14,2	13,8
		43,7	39,8	344,4	723	640	568
		894	824,8	804,9	114	71	65
		100,4	60	28,5	86	61	31
		161,7	110,8	116,2	262	197	198,8
		114,8	60,8	32	0	0	0
		1314,6	1096,3	1326	1187	969	862

*=Etats financiers non approuvés **=note d'orientation/- les données n'ont pas été fournies par l'entreprise concernée.

1-La société Tunis Air

Tunis Air a été créée en vertu d'un décret du 21 octobre 1948. C'est une entreprise publique sous forme de société anonyme au capital de 106 MD. L'État y contribue à hauteur de 64,9% et son activité porte principalement sur le transport aérien des personnes et des marchandises.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

Les activités de la société Tunis air ont connu une amélioration remarquable au cours de l'année 2018 par rapport à l'année 2017. L'activité de transport de passagers a connu une augmentation significative de 8,6%, au cours de la même période pour atteindre un nombre total de 3,8 millions de passagers en 2018 contre 3,5 millions en 2017. Il est de même pour l'activité du fret et l'activité postale qui ont connu une amélioration en 2018 où le volume expédié a atteint environ 7531 tonnes contre 7442 tonnes en 2017 enregistrant une augmentation de 1%.

il est prévu que le nombre de passagers atteigne 3,4 millions en 2019 soit une baisse de 400000 passagers représentant 10,5 % par rapport à 2018. Aussi , il est prévu une légère baisse de 3% dans l'activité de fret et l'activité postale en 2018 pour que la quantité transportée atteigne environ 7291 tonnes en 2019 .

1.2--Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés de la compagnie Tunis Air a augmenté de 0,4% en 2018 par rapport à 2017 pour atteindre 3.781 agents contre 3565 agents en 2017. Ceci résulte principalement de l'achèvement du programme de recrutements par la compagnie (remplacement des agents mis à la retraite). Le nombre prévisionnel d'employés en 2019 pourrait accuser une baisse de 2% soit 73 agents par rapport à 2018 pour

atteindre 3708 agents .

- D'autre part les charges de personnel de la société Tunis air ont enregistré une régression importante en 2018 pour atteindre 219,6 MD contre 242,6 en 2017 . En 2019, il est prévu que les charges de personnel iront atteindre 273,7 MD, enregistrant une augmentation de l'ordre de 54,1 MD et un taux d'accroissement de 24,6%. Cette hausse serait attribuable à l'augmentation des salaires, à l'achèvement du programme des recrutements et, enfin, à l'effet financier consécutif aux promotions.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de la compagnie Tunis Air a atteint – 19,8 MD en 2018 enregistrant une augmentation par rapport à l'année 2017 de 105,2 MD et un taux d'accroissement de 84,2%. Cette amélioration est attribuée à l'accélération du rythme d'augmentation des produits d'exploitation de la compagnie durant la même période d'une valeur de 324,9 MD contre un rythme des charges d'exploitation moins élevé de la société d'une valeur de 219,7 MD durant la même période .

-Le résultat d'exploitation de la compagnie pourrait enregistrer en 2019 une augmentation importante de 82 MD et un rythme d'accroissement de 514,1% par rapport à 2018. Cette augmentation est imputable à l'amélioration des revenus d'exploitation de 134,1 MD soit un taux d'accroissement de 7,8% durant la même période pour atteindre 1854 MD contre une légère diminution des charges d'exploitation de 1,9% et d'une valeur de 32,3 MD par rapport à 2018 pour atteindre 1772 MD.

-Le résultat net a enregistré durant la période 2017-2018 un accroissement de 53% mais qui reste quand même négatif et insuffisant .En effet il est prévu qu'il atteigne -96,7 MD en 2018 . Cette augmentation est principalement due à la diminution des pertes de change de 6,7% par rapport à 2017 pour atteindre 109,6 MD à fin 2018 contre 117,5 MD en 2017.

-Il est probable que le résultat net enregistre en 2019 un accroissement significatif de 125,8 % par rapport à 2018 pour qu'il devienne positif et atteigne 25 MD et ce suite à l'amélioration du résultat d'exploitation d'un taux qui dépasse 500% par rapport à 2018 .

-Le total des capitaux propres de la compagnie a enregistré une baisse significative de 30 % par rapport à 2017, sachant que ces capitaux ont atteint – 421,4 MD en 2018 contre -324 MD en 2017 et ce, en raison de l'accumulation des pertes que l'entreprise n'a cessé de subir d'une année à l'autre. Cette situation place l'entreprise sous l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales puisque le montant des capitaux propres est inférieur à 50% du capital de l'entreprise.

1.4-Les principaux indicateurs relatifs à l'investissement.

-La valeur totale des décaissements financiers liés à l'investissement s'élève en 2018 à 138 MD contre 143,4 MD en 2017. La majorité de ces investissements est affectée aux travaux de réparation d'avions pour une valeur de l'ordre de 118 MD en 2017.

-La société a également enregistré, au cours de l'année 2019, une baisse de la valeur des investissements de 28 MD soit 20,3% pour s'établir à une valeur d'environ 110 MD dont 49,2 MD sont réservés aux travaux de

réparation des avions et 59,3 MD pour l'achat d'équipements de transport aérien et 1,5 MD destinés aux investissements divers.

1.5- Les principaux indicateurs de l'endettement.

Le total de la dette de la compagnie s'est élevé à 3098,8 MD en 2018 contre 2567,5 MD en 2017 enregistrant, ainsi, un accroissement de 20,7% par rapport à 2017. Les dettes de l'entreprise sont notamment réparties entre les fournisseurs dont les sociétés filiales et l'Office de l'Aviation Civile et des Aéroports pour une enveloppe cumulée de l'ordre de 790,3 MD, les banques pour un montant de 1.065,7 MD en 2018 et la dette envers l'Etat pour 38,3 MD au cours de la même année.

2-L'Office de l'Aviation Civile et des Aéroports (OACA):

L'OACA est établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme une entreprise publique sous la tutelle du Ministère des transports et de la logistique ,il est créé en vertu de la loi n° 1970-30 du 3 juillet 1970 avec des fonds de dotations alloués par l'État d'une valeur de 64,5 MD. l'OACA est, notamment, chargé de l'exploitation, de l'aménagement et du développement de sept aéroports (Tunis-Carthage, Djerba-Zarzis, Tozeur-Nafta, Sfax Tina, Tabarka, Gafsa- Ksar, Gabes- Matmata) et Borj El Amri.

2.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Le volume total des trafics passagers sur les vols internationaux et internes a atteint 8,4 millions de passagers en 2018 contre 7,3 millions en 2017, enregistrant un taux d'accroissement de 15,1% et ce suite à l'augmentation du trafic international organisé des passagers de 13,5% soit l'enregistrement de 6,8 millions de passagers en 2018 contre 6 millions passagers en 2017 .

De même, le trafic d'avions à travers les aéroports tunisiens a augmenté de 7,5% par rapport à 2017 où environ 74 milles voyages ont été enregistrés en 2018 contre 69 milles voyages en 2017. Par contre l'activité de fret aérien a baissé de 5,7% en 2018 sachant que le volume de fret expédié en 2018 a atteint environ 33 milles tonnes contre 35 milles tonnes en 2017.

-Il est prévu que le trafic total des passagers atteindrait une augmentation de 0,8 millions de passagers en 2019 passant de 8,4 millions passagers en 2018 à environ 9,2 millions en 2019 .

2.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-L'effectif de l'OACA a atteint 3870 agents en 2018 contre 3971 en 2017 accusant, ainsi, une baisse de 2,5%. et il est probable que cette tendance à la baisse continuerait en 2019 où le nombre d'employés serait de l'ordre de 3814 agents, enregistrant une diminution de 56 agents et un taux de régression de 1,4% en raison notamment des départs à la retraite .

-Les charges de personnel ont enregistré un accroissement de 15,9% pour atteindre 187,8 MD en 2018 contre

162 MD en 2017, alors que les charges relatives à l'année 2019 sont estimées à 203 MD contre 187,9 MD en 2018 dégageant une hausse de 15,2 MD et un taux de croissance de 8%. Cette hausse des charges pendant la période 2017-2019 est due notamment à l'augmentation des salaires dans le cadre des négociations sociales, aux recrutements et aux promotions administratives.

2.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de l'OACA a atteint 44,8 MD en 2018 contre 29 MD en 2017 enregistrant ainsi une augmentation de 15,8 MD et un rythme d'accroissement de 54,5% et ce suite notamment à l'évolution des produits d'exploitation de 24,5 % pour atteindre 513 MD soit une augmentation de 101 MD contre une évolution des charges d'exploitation de 22,2 % pour atteindre 468,2 MD soit une augmentation de 85,2 MD.

-En 2019, le résultat de l'exploitation devrait baisser de 3,1 MD, soit 6.9% par rapport à 2018 pour atteindre 41,7 MD. Cette régression est principalement due à l'augmentation des charges d'exploitation d'un montant de 54,1 MD soit un taux d'accroissement de 11,6% pour atteindre un montant de 522,3 MD contre une augmentation des produits d'exploitation de 9,9 % soit 51 MD pour atteindre 564 MD.

-Le résultat net a augmenté en 2018 de 18,7 MD par rapport à 2017 pour atteindre 45,3 MD. Cette augmentation est principalement imputable à l'accroissement du résultat financier d'un montant de 15,8 MD et des charges financières nettes de 4,4 MD et à l'augmentation du revenu des placements à raison de 5 MD.

-Il est probable que les résultats nets de l'Office connaissent en 2019 une régression de l'ordre de 17,7 MD soit 39% par rapport à 2018 et atteignent une valeur de 27,6 MD et ce suite à l'augmentation des charges de personnel .

-La valeur des capitaux propres a augmenté pour atteindre un total de 515,9 MD en 2018 par rapport à un total de 474,2 MD en 2017 soit une augmentation de 8,8%. Cette hausse est principalement attribuable au résultat net positif qu'a enregistré l'Office en 2018 et qui est de l'ordre de 45,3 MD

-Les capitaux propres de l'Office continueront à s'inscrire à la hausse en 2019. Ils enregistreront une augmentation significative de 28,3 MD et un taux d'accroissement supérieur à 5,5% pour atteindre un niveau de 544,2 MD.

2.4-Les investissements.

-La valeur totale des décaissements financiers liés à l'investissement s'élève en 2018 à un environ 46,8 MD contre 34,7 MD en 2017. L'évolution des investissements vise à améliorer l'infrastructure des aéroports tunisiens.

-Par contre l'OACA a enregistré, au cours de l'année 2019, une diminution des investissements de 17,8 MD soit une régression de 38% par rapport à l'année 2018 pour atteindre environ 29 MD.

2.5-L'endettement.

-Le total de la dette de l'OACA s'est élevé à 380,2 MD en 2018. Il a enregistré une hausse importante de 30,6

% par rapport à l'année 2017 où la dette était de l'ordre de 291,2 MD. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement des créances de l'office vis-à-vis de l'Etat de 49,2% et d'une valeur de 88 MD pour atteindre 267 MD en 2018 . Il s'agit notamment des dettes cumulées de la compagnie de Tunis Air portant sur la TVA et sur le timbre de voyage non recouvrées par l'OACA.

L'endettement de l'OACA a continué son rythme ascendant en 2019 atteignant 455,7 MD et un taux d'accroissement de 19,9 % d'une valeur de 75,5 MD par rapport à 2018 . Cela serait imputable à l'accumulation de la dette envers l'État qui s'est élevée à 332 MD contre 267 MD en 2018 due notamment aux dettes de la société Tunis air.

3-La Compagnie Tunisienne de Navigation (CTN)

-La CTN est une société anonyme créée en 1959 avec un capital de 126 MD dont 86,2% revient à l'Etat. Elle est, chargée du transport maritime en assurant des liaisons régulières entre la Tunisie et les ports de Marseille et Gênes (passagers et véhicules). Elle assure également le transport de marchandises en remorques, en conteneurs et à bord des navires roulants. Pour assurer son activité, elle se sert actuellement d'une flotte qui se compose de 6 navires en propriété et de deux navires affrétés.

3.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Il est prévu que l'activité de la Compagnie Tunisienne de Navigation connaisse une diminution significative au cours de l'année 2018 par rapport à l'année 2017. Cette régression se manifeste notamment à travers la baisse du nombre de passagers de 22900 passagers pour passer de 295107 passagers en 2017 à 272220 passagers en 2018 et la diminution du nombre de voitures transportées de 13440 voitures passant de 117383 voitures en 2017 à 103943 voitures en 2018 .Par ailleurs l'activité de transport de marchandises en remorque a légèrement augmenté au cours de la même période, d'environ 3%, tandis que l'activité de transport de marchandises par conteneurs a connu une légère diminution de 4% , pour atteindre le nombre de 25, 7 milles conteneurs en 2018 contre 26,8 milles conteneurs en 2017.

-Il est prévu que l'activité de la compagnie baissera en 2019 par rapport à 2018 , car il est prévu que les activités du transport de passagers et d'automobiles diminueraient respectivement de 3 % et de 5,4% durant la même période. Aussi il est prévu que le nombre de conteneurs affrétés atteindra 19924 conteneurs en 2019, soit une baisse de 5750 conteneurs représentant 22 % par rapport à 2018alors qu'il est attendu que la compagnie enregistrerait une croissance faible ne dépassant pas 4% dans l'activité de transport en remorques pour atteindre un nombre total d'environ 87000 remorques en 2019 .

3.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

- La CTN compte un effectif de 1195 agents en 2018 contre 1176 agents en 2017 enregistrant une augmentation de 19 agents soit 1,6 % en raison de l'achèvement du programme des recrutements de la

compagnie. Il est probable que le nombre d'employés diminue de 39 agents en 2019 pour atteindre 1156 employés par rapport à 2018 et ce à cause des départs à la retraite.

-Les charges de personnel de la CTN continuent à augmenter pour atteindre 62,5MD en 2018 contre 59,7 MD en 2017. Cela est dû, en particulier, à l'augmentation des charges des agents maritimes consécutivement à l'augmentation des salaires et de la prime spécifique et de la prime obligatoire supplémentaire.

- Au cours de l'année 2019, les charges prévisibles de l'ensemble du personnel pourront atteindre un montant de 68,8 MD, enregistrant, ainsi, une augmentation de 6,3 MD et un taux de croissance de 10%.

3.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de la CTN a baissé de 22,5 MD soit 69,6 % en 2018 par rapport à 2017 en raison de l'évolution du rythme des produits d'exploitation à un niveau inférieur à celui des charges d'exploitation. En effet le total des charges d'exploitation de 2018 a atteint 445,4 MD contre 386,2 MD en 2017 soit une augmentation de 59,2 MD représentant 15,3 % alors que le total des produits d'exploitation a atteint 455,2 MD en 2018 contre 418,5 MD en 2017 soit un accroissement de 8,8 % équivalent à 36,7 MD imputable notamment à l'augmentation des dépenses relatives aux produits et approvisionnements consommés de 30% et du compte des dotations aux amortissements et provisions de 22,7 % et des services étrangers de 9,7 % et à l'évolution de l'activité de la compagnie et du cours de change de l'euro d'autre part.

-Le résultat d'exploitation devrait augmenter en 2019 de 4,2 MD, soit un rythme de 42,9% par rapport à 2018 atteignant 14 MD suite à l'accroissement significatif des produits d'exploitation de 8,9% d'un montant de 40,5 MD par rapport à 2018 pour atteindre 495,7 MD avec une augmentation des charges d'exploitation à un rythme inférieur soit 8,1% d'une valeur de 36,2 MD au cours de la même période atteignant 481,6 MD.

-Le résultat net a accusé une grande baisse en 2018 de 158,8 % pour atteindre -48,4 MD. Cette situation est attribuable essentiellement à l'augmentation des charges financières nettes de 14,3% par rapport à 2017 pour atteindre 57,5 MD en 2018 d'une part et à la régression importante du résultat d'exploitation de 69,6 % durant la même période d'autre part.

-Le résultat net d'exploitation pourrait augmenter en 2019 de 106,2 % pour atteindre 0,3 MD par rapport à 2018 en raison de l'augmentation des résultats d'exploitation de 42,9% atteignant 14 MD en 2019 par rapport à 2018. Aussi les charges financières enregistrent une hausse de 75,9 MD évoluant de -57,9 MD en 2018 à 18,4 MD en 2019.

-En outre, la valeur des capitaux propres de la compagnie a diminué pour atteindre un total de 12 MD en 2018 contre 61,8 MD en 2017 et ce, en raison de la baisse des résultats nets négatifs enregistrés en 2018.

3.4-Les principaux indicateurs relatifs à l'investissement

-Les décaissements relatifs aux projets d'investissement s'élèvent en 2018 à 24,5 MD contre 14 MD en 2017

enregistrant, ainsi, un taux d'accroissement de l'ordre de 75 %. La majorité de ces investissements a été utilisée pour financer l'achat de matériels et l'entretien des navires.

La compagnie a également connu en 2019 une baisse au niveau de ses investissements d'un montant de 8,6 MD, soit un taux de régression de 35,1% par rapport à 2018. Compte tenu de cette baisse, l'enveloppe d'investissement a atteint 15,9 MD suite au retard de réalisation de certains projets.

3.5-L'endettement

-La dette de la compagnie s'est élevée à 346 MD en 2018. Elle a enregistré une hausse de 2,4% par rapport à l'année 2017, année au cours de laquelle la dette a atteint 338 MD. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement des dettes vis-à-vis des entreprises publiques d'un montant de 20 MD par rapport à 2017. L'endettement de la CTN pourrait s'accroître en 2019 de 4,6 % par rapport à 2018 pour atteindre 362 MD.

4-L'Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP)

L'Office de la Marine Marchande et des Ports(OMMP) (ex Office des Ports Nationaux Tunisiens « OPNT») est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique. Il a été créé en vertu de la loi N° 1965-2 du 12 Février 1965. Par la loi n ° 1998-109 du 28 décembre 1998, l'autorité maritime marchande qui était affiliée au Ministère des Transports, a été confiée à l'OMMP tout en lui donnant un nouveau nom « Office de la Marine Marchande et des Ports ». L'État lui a alloué des fonds d'un montant de 15,5 MD et lui a confié les missions de gestion, d'entretien et de développement des activités des ports maritimes commerciaux et d'assumer, en plus, les fonctions assignées à l'autorité et à l'administration maritimes.

4.1-Les principaux indicateurs d'activité

-L'activité de l'OMMP au niveau du transport de marchandises via les ports tunisiens a enregistré en 2018 un accroissement de 7,8 %. Cette activité a porté sur un volume d'environ 30,4 millions de tonnes contre 28,2 millions de tonnes en 2017. Cette hausse est principalement imputable à l'augmentation de l'activité de transport de vrac liquide via les ports tunisiens de 17% sachant que le volume a atteint fin 2018 près de 11,7 millions de tonnes. Quant au nombre de conteneurs transportés via les ports tunisiens, il a atteint 493 milles conteneurs en 2018, enregistrant une diminution de 480 conteneurs soit 2,7%.

-L'activité de transport de passagers a connu une diminution de 3% en 2018 par rapport à 2017 atteignant 717790 voyageurs. Il en est de même pour l'activité de transport des voitures via les ports tunisiens qui a enregistré une régression de 8 % par rapport à 2017 pour atteindre 271278 voitures.

-Le trafic maritime dans les ports tunisiens devrait accuser en 2019 une baisse de 11, 8% sachant qu'il est prévu que la quantité de marchandises expédiée par les ports tunisiens atteigne 26,8 millions tonnes en 2019 contre 30,4 millions tonnes en 2018. Quant au nombre de voyageurs, il devrait atteindre environ 732793

passagers en 2019, accusant une légère baisse de 2%, alors que le fret du nombre de véhicules devrait augmenter de 1% au cours de la même période, pour atteindre 275282 voitures.

4.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés de l'OMMP est estimé à 1.298 agents en 2018 enregistrant une légère baisse de 4,8% par rapport à 2017. Il est probable que le nombre d'employés atteigne 1253 agents en 2019 soit une baisse de 3,4% par rapport à 2018 en raison notamment des départs à la retraite .

-Les charges de personnel de l'OMMP ont atteint 56,7 MD en 2018 contre 54,2 MD en 2017 soit une augmentation de 2,5 MD et ce en dépit de la baisse du nombre d'agents .

-Les charges prévisionnelles de personnel en 2019 sont estimées à 60,7 MD contre 56,7 MD en 2018, enregistrant, de la sorte, un accroissement de 4 MD soit 7%. La hausse des charges de personnels pour la période 2017-2019 est due notamment à l'augmentation des salaires dans le cadre des négociations sociales et à l'effet financier des promotions et à l'institution de nouvelles primes au profit des agents et ce, à l'instar de la prime d'équilibre, la prime pour la conduite des tracteurs marins , la prime de rotation et la prime de la circulation maritime.

4.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de l'OMMP a atteint 84,5 MD en 2018 contre 38,2 MD en 2017 enregistrant, un taux d'accroissement élevé de l'ordre de 121,8 %. Cette hausse est imputable à l'augmentation remarquable des produits d'exploitation de l'OMMP de 43% soit 61,9MD pour atteindre 202,9 MD en 2018 contre 141,8 MD en 2017. Cet accroissement est imputable au développement de l'activité de l'office en 2018 suite à la hausse du cours de change de l'euro par rapport au dinar qui est la devise utilisée pour la facturation de 70 % des services de l'OMMP .En contre partie les charges d'exploitation de l'office durant la même période se sont accrues de 14,2% soit 14,7 MD pour atteindre 118,4 MD en 2018 contre 103,7 MD en 2017.

-Il est probable que le résultat d'exploitation de l'OMMP atteigne 82,5 MD en 2019 accusant une légère baisse de 2,3% soit 2 MD résultant notamment de l'augmentation éventuelle des charges d'exploitation en 2019 de 6,7 MD par rapport à 2018 pour atteindre 125,1 MD contre 118,4 MD en 2018 alors qu'il est prévu que les produits d'exploitation augmentent durant la même période de 4,7 MD pour atteindre 207,6 MD en 2019 contre 202,9 MD en 2018.

-Le résultat net s'est élevé en 2018 à 72,3 MD, enregistrant, ainsi, un accroissement important de 30,1 MD et un taux de croissance de 71,3% par rapport à l'année 2017. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation importante des résultats d'exploitation de l'Office de plus de 100% et à l'accroissement des revenus financiers des placements qui se sont élevés à 17,2 MD en 2018 contre 15,4 MD en 2017.

-Aussi , il est probable que l'OMMP continue en 2019 à enregistrer des résultats positifs atteignant 76,5 MD contre un montant de 72,3 MD en 2018 soit un taux d'accroissement de 5,8% d'une valeur de 4,2 MD et ce

en raison de l'évolution importante prévisionnelle de ses ressources financières qui peuvent atteindre 24 MD en 2019 .

-La valeur des capitaux propres de l'Office a augmenté pour atteindre un total de 486,4 MD en 2018 contre 416,5 MD en 2017. Cette augmentation est principalement dûe au résultat net positif enregistré par l'Office en 2018.

Il est prévu que les capitaux propres de l'OMMP enregistrent en 2019 un accroissement de 55,4 MD et un rythme de croissance de 11,4% par comparaison avec 2018.

4.4-L'investissement.

-La valeur totale des décaissements financiers liés à l'investissement s'élève à 27,3 MD en 2018 contre 50,6 MD en 2017 enregistrant, ainsi, une baisse importante de 23,3 MD représentant 85,3%. Les investissements réalisés visent à améliorer l'infrastructure des ports tunisiens. Les investissements de l'Office sont répartis en 2017 entre les travaux de déblayage des ports pour une enveloppe de 27 MD et les travaux de réparation des trottoirs notamment dans le port de Gabès pour un montant de 5,3 MD.

-L'Office a enregistré en 2019 une baisse importante de ses investissements d'un montant dépassant 10,6 MD, correspondant à un taux de diminution de 38,8% pour atteindre 16,7 MD. Cette baisse est notamment attribuable à la faiblesse du taux de réalisation des investissements ce qui a engendré le report de la plupart des investissements pour 2020 .

4.5-L'endettement

-Suite aux excédents importants enregistrés par L'Office, il a pu constituer des réserves financières qui lui ont permis de régler toutes ses charges et de financer les investissements par ses ressources propres.

5-Société des Transports de Tunis(STT)

La Société des Transports de Tunis (STT) a été créée par la loi 2003-33 du 28 avril 2003 après la fusion de la Société Nationale des Transports (SNT) et de la Société du Métro Léger de Tunis (SMLT). La STT est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique .Elle assure environ 80% de l'activité de Transport public collectif régulier dans la région du Grand Tunis avec une flotte composée en 2017 de 1.263 bus, 18 locomotives sur la ligne TGM et 189 voitures de métro.

5.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Le nombre de voyageurs en 2018 a diminué de 1,3 % par rapport à 2017 pour atteindre 229, 4 millions de passagers et ce, en raison de la régression du nombre de voyageurs parmi les élèves et les étudiants au taux de 6,1% et de la baisse des ventes d'abonnements scolaires et universitaires de 6 % , tandis que le nombre de voyageurs, autres que les élèves et les étudiants, a légèrement augmenté à concurrence de 1,4% en raison de

la hausse des ventes de billets à hauteur de 1,5%.

-Le nombre de passagers en 2019 devrait connaître une légère diminution de près de 6,4 millions de passagers par rapport à 2018, portant le nombre total de passagers à 223 millions de voyageurs (122 millions font partie des passagers payant leurs billets non inclus les élèves et les étudiants, 59 millions d'élèves et d'étudiants et 42 millions de passagers au titre du transport collectif).

5.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre des employés de la STT s'élève en 2018 à 7.555 agents, enregistrant une augmentation légère de 0,3 % par rapport à 2017 et ce, en raison de la réalisation du reliquat de recrutements autorisés de 2015.

-Le nombre prévisionnel d'employés de 2019 pourrait diminuer de 101 agents par rapport à 2018 pour atteindre 7454 agents en raison des départs à la retraite .

-Les charges de personnel de la STT ont enregistré une augmentation importante en 2018 de 6,6 % par rapport à 2017 soit une valeur de 15,7 MD .

-Les charges de personnel pourraient augmenter en 2019 de 3,2 % par rapport à 2018 pour atteindre 263,2 MD . Cette augmentation durant la période 2017-2019 résulte de l'augmentation des salaires des années 2018-2019.

5.3-Les principaux indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de la STT a connu en 2018 une baisse significative de 24,2 MD soit 17,4% par rapport à 2017 pour atteindre -163,3 MD contre -139,1 MD en 2017 . Cette baisse résulte essentiellement de la diminution des produits d'exploitation et de l'accroissement des charges d'exploitation. En effet, si les charges d'exploitation de la société s'élevaient en 2018 à 367,2 MD et ont enregistré par rapport à l'année 2017, un accroissement de 3,8 %, soit 13,5 MD alors que le total des produits d'exploitation de la STT en 2018 a été de 203,9 MD accusant une régression de 5% soit 10,7 MD par rapport à 2017 en raison de la détérioration du niveau de l'offre à cause du manque de pièces de rechanges et du retard d'exécution du programme de remplacement des bus .

-Le résultat d'exploitation pourrait atteindre -170,2 MD en 2019 accusant une détérioration de 4,2 % par rapport à 2018 en raison essentiellement de l'augmentation des produits d'exploitation de la STT à un rythme inférieur à celui des charges d'exploitation . En effet le total des charges d'exploitation a atteint en 2019 un montant de 375,7 MD enregistrant une augmentation de 2,3% par rapport à 2018 alors que le montant total des produits d'exploitation de la STT a atteint 205,5 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 0,8 % par rapport à 2018 .

-Le résultat net de la STT a connu une détérioration notable de 12,1% par rapport à l'année 2017 pour atteindre -187,5 MD en 2018 contre -167,3 MD en 2017. Il est probable que cette hémorragie de régression se poursuivrait en 2019 pour déboucher sur un résultat net de -192,6 MD. Ceci est principalement dû à la baisse

que la STT a enregistrée au niveau du résultat d'exploitation au cours de la même période et de l'accroissement des ratios relatifs à l'augmentation des salaires et des prix des carburants en contre partie de l'adoption du gel des tarifs du transport depuis l'année 2010. Tous ces facteurs ont impacté négativement les équilibres financiers de la STT.

-Aussi le total des capitaux propres de la STT a diminué de 24 % par rapport à l'année 2017 atteignant à fin 2018 un montant de -708,7 MD contre -571,5 MD en 2017. Cette diminution est principalement due aux pertes cumulées que l'entreprise avait enregistrées ces dernières années et qui ont atteint fin 2018 un total de 1226,7 MD.

-Il convient de noter que les fonds de dotation alloués à la STT ont augmenté de 4,5 MD pour atteindre 115,9 MD en 2018, contre 111,4 MD en 2017 et ce, suite à l'opération de transfert des tranches restantes des prêts pour financer l'acquisition d'équipements pour le métro léger parmi les fonds de dotation relatifs à l'année 2017.

5.4-L'investissement.

-La valeur des investissements réalisés par la STT a atteint 28,1 MD en 2018 soit une baisse significative de 32,6 % par rapport à 2017 attribuable notamment à la baisse des investissements matériels d'une valeur de 13,6 MD .Aussi la valeur des investissements réalisés en 2019 a atteint un montant de 59,5 MD dont 8,2 MD investissements à la charge de l'Etat et 1,4 MD investissements à la charge de la STT et 49,9 MD financement bancaire .

5.5-L'endettement.

-L'endettement de la STT en 2018 s'élevait à 969 MD contre 862 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 12,4%. Il importe de préciser que l'endettement de la STT vis-à-vis des entreprises publiques (notamment la Société Nationale de Distribution du Pétrole) a enregistré en 2018, une augmentation importante de 30 MD soit 96,7 %par rapport à 2017. A l'opposé, la dette de la STT envers les caisses sociales a baissé de 198 MD en 2017 à 197 MD en 2018 soit une régression de 1 %.

- Il est possible que la dette de la STT atteigne 1187 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 22,5 % par rapport à 2018.

-La STT bénéficie de la garantie de l'Etat d'un montant de 46,4 MD en 2017 et 51,6 MD en 2018.

6-La Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens(SNCFT)

La SNCFT est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique . Elle est créée par l'arrêté du 27 décembre 1956. Elle exploite le réseau ferroviaire national pour le transport de passagers et de marchandises. Ce réseau s'étend sur une longueur totale de 2.165 kilomètres et renferme 200 stations et lignes reliant les bus avec le chemin de fer et certaines villes du sud. Elle exploite en mai 2017 une flotte qui se compose de 138 locomotives, 30 trains électriques, 129 véhicules, 30 trains auto-remorquant,

3.455 véhicules pour le transport de marchandises et de phosphates et 1.461 conteneurs.

6.1-Les principaux indicateurs d'activité

-La SNCFT a assuré en 2018 le transport de 39,98 millions de passagers contre 40,99 millions de voyageurs en 2017.

-Le nombre prévisionnel de passagers pourrait enregistrer en 2019 une baisse des passagers de 6,2% par rapport à 2018 pour atteindre 37,5 millions de passagers en raison notamment de la détérioration de la qualité des matériels et des services et du défaut de mise à niveau de certaines lignes ce qui a eu pour effet d'orienter le choix des passagers vers d'autres moyens de transport autres que les trains.

-S'agissant de l'activité de transport de phosphate sur les lignes de chemin de fer tunisiens en 2018, elle a accusé une régression de 29% par rapport à 2017 pour atteindre 1,7 millions de tonnes en 2018 contre 2,4 millions de tonnes en 2017. Cette baisse est principalement due à la poursuite des actions de protestation dans le bassin minier. Le phosphate transporté pourrait atteindre 2 millions de tonnes en 2019 soit une hausse de 17,4 % par rapport à 2018.

6.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés de la SNCFT s'élève à 4.612 agents en 2018, enregistrant une augmentation de 2 % soit l'équivalent de 94 agents par rapport à 2017.

- Le nombre d'employés pourrait enregistrer en 2019 une augmentation légère de 0,7 % pour se situer autour de 4644 agents notamment à cause de l'achèvement du programme des recrutements.

-les charges de personnel ont accusé une régression en 2018 de 0,3 MD soit un taux de 0,3 % par rapport à l'année 2017 passant de 119,2 MD en 2017 à 118,8 MD en 2018 et ce malgré de la hausse du nombre d'agents en 2018 compte tenu du fait que le nombre des départs à la retraite est supérieur au nombre des agents nouvellement recrutés.

-Il est probable que les charges de personnel augmenteront en 2019 de 24,9% soit 148,6MD par rapport à 2018 en raison des augmentations légales salariales, des promotions et des recrutements et du calcul des charges de personnel au titre des charges d'ajustement automatique des pensions et des primes de mise à la retraite et des primes de validation de services payées à la CNRPS.

6.3-Les indicateurs financiers

-Le résultat d'exploitation de la SNCFT a accusé en 2018 une baisse de -68,4 MD contre -64,4 MD en 2017, enregistrant une régression de 6,2% qui est imputable principalement à la baisse des charges d'exploitation à un rythme inférieur à celui des produits d'exploitation. En effet, les charges d'exploitation de la SNCFT s'élevaient en 2018 à 226,2 MD, enregistrant une réduction de 1 % par rapport à l'année 2017, alors que le total des produits d'exploitation de la SNCFT a atteint en 2018 un montant de 157,8MD contre 164,1 MD en 2017, réalisant, ainsi, une baisse de 3,8 % soit 6,3MD. Cette situation est due principalement à la réduction des revenus de transport du phosphate au taux de 30% durant la période 2017-2018 passant de 22,7 MD en 2017 à 15,9 MD en 2018.

-La détérioration des résultats d'exploitation de la SNCFT pourrait continuer pour atteindre -92,6 MD au cours de l'année 2019 contre -68,4 MD en 2018 et -64,4 MD en 2017 ,cette situation est imputable essentiellement à la hausse importante des charges d'exploitation au taux de 11,3% par rapport à 2018 suite à l'augmentation des charges de personnel .En contrepartie les produits d'exploitation de la SNCFT ont enregistré durant la même période une légère augmentation de 1,4%.

-Le résultat net a atteint en 2018 un montant de -91,1 MD contre -81,3 MD en 2017 suite à la baisse du résultat d'exploitation de 4 MD et à l'augmentation des charges financières estimées à 23,5 MD en 2018, soit l'équivalent de 19 % des revenus de la société.

-Il est probable que le résultat net de l'année 2019 atteigne - 108,8 MD en raison de la baisse du résultat d'exploitation de 35,5 % durant la même période .

-Aussi , le total des capitaux propres de la société a enregistré en 2018 une augmentation importante de 51,6 % par rapport à 2017 atteignant une valeur de 802,7 MD .Il est probable que le montant des capitaux propres accuse en 2019 une régression de 14,5 % pour atteindre 686,6 MD par rapport à 2018 suite à l'accumulation des pertes au niveau du compte des résultats reportés .

6.4-L'investissement

Les décaissements financiers liés à l'investissement de la SNCFT ont atteint 125 MD fin 2018, affichant ainsi une hausse significative de 160% par rapport à l'année 2017. Ceci est principalement dû à l'augmentation des investissements matériels d'un montant de 77 MD. L'enveloppe des investissements réalisés en 2019 a atteint 163,9 MD dont 28,3 MD relatifs à des investissements dans l'infrastructure à la charge de l'Etat et 135,6 MD des investissements à la charge de la société .

6.5-L'endettement.

-L'endettement de la société en 2018 s'élevait à 1.096,3 MD contre 1326 MD en 2017, enregistrant une diminution de 17,3 %. Il importe de préciser, à ce titre, que les dettes de la société envers les banques sont estimées à 824,8 MD en 2018 représentant 75,2 % de la dette totale. En outre, la dette de la SNCFT envers les entreprises publiques a augmenté en 2018 pour atteindre 60 MD contre 28,5 MD en 2017 soit une hausse de 366,7 %.En contre partie , la dette de la SNCFT envers les caisses sociales a diminué en 2018 de 4,6 % en 2018 par rapport à 2017 . Il est probable que la dette de la société atteigne 1.314,6 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 19,9% par rapport à 2018 où la dette de la société envers l'Etat a augmenté au taux de 9,8 %. De même, la dette de la SNCFT envers les entreprises publiques a enregistré une augmentation de 67,3% pour atteindre 100,4 MD en 2019 alors que la dette de la société envers les banques a enregistré une hausse légère de 8,3% pour atteindre 894 MD en 2019 .

III-Les indicateurs financiers et d'activité les plus importants des entreprises publiques sous tutelle du Ministère de l'industrie , de l'énergie et des mines

Tableau 17 : Indicateurs d'activité et indicateurs financiers les plus importants des entreprises publiques actives dans le secteur de l'énergie :

SNDP	STIR			ETAP			Etablissement			Type d'indicateurs
	2017	2018	2019 provisoire	2017	2018	2019 provisoire	Unité	L'indicateur	Indicateurs d'activité	
2030,4	1598,2	4987,7	4716,0	3671,5	1645,7	1569,7	MD	Chiffre d' affaires	Indicateurs d'activité	
-	-	1296	869,4	-	-	-	MD	Subvention de compensation	Indicateurs d'activité	
1125	1134	606	626	811	802	785	agent	Nombre de personnels	Ressources humaines	
48,2	44,5	35,9	29,5	30,2	37,2	44,3	MD	Charges de personnels	Ressources humaines	
3570	3270	4937	3927	3103	3865	4703	Dinar	Salaire moyen	Ressources humaines	
2036,4	1603,8	6013,2	4544,1	1251,8	1712,9	1599,7	MD	Produits d' exploitation	Indicateurs financiers	
2057,9	1603,6	6750,8	4900,5	880,3	1015,5	1334,8	MD	Charges d' exploitation	Indicateurs financiers	
-21,5	0,2	-737,6	-356,4	371,6	679,4	264,9	MD	Résultat d' exploitation	Indicateurs financiers	
-4,1	3,1	61,2	-77,02	64,2	66,4	1,2	MD	Charges financières nettes	Indicateurs financiers	
-11,8	5,0	-612,3	-429,9	111,2	297,5	-48,5	MD	Résultat net	Indicateurs financiers	
135,3	142,5	-1589,4	0,01	85,1	85,1	85,1	MD	Résultats reportés	Indicateurs financiers	
340,1	343,8	-2089,6	-317,6	1900,6	2087,2	1742,0	MD	Fonds propres	Indicateurs financiers	
71,8	80,2	47	7	405,5	1292,1	319,3	MD	Valeur des investissements	Investissement	
205,2	11	93,1	90,9	0	0	76,6	MD	Envers L' ETAT	Investissement	
27,8	22,6	1298,3	658,3	815	854	693	MD	Envers les Banques	Investissement	
522,2	391,6	1117	468,7	0	62,0	19,5	MD	Envers les Entreprises publiques	Endettement	
0	0	4,3	3,3	0	0	0	MD	Envers les Caisses sociales	Endettement	
755,2	425,2	3304,5	1699,8	815	916	789,1	MD	Total endettement	Endettement	

	2019 provi soire	2246,4	-	1151	54,4	3939	2245,9	2241,0	4,9	7,6	4,7	123	335,6	33,4	241,3	82,5	485,7	0	809,5
STEG	2017	4067,8	593,2	12388	374,5	2519	4777,7	4928,8	-151,1	-1039,9	-1193,7	-703,7	-276,1	553,2	63	6337,6	406,3	13,7	8594,5
	2018	4534,3	1200	12031	399,3	2766	5810,7	6363,5	-552,8	-1543	-2093,5	-1897,3	-2341,8	1161,1	88,8	8277,1	436,9	8,4	11397,4
	2019 provi soire	5473,7	1242	13063	449,4	2867	6793	7337,1	-544,1	650,4	106,9	-3990	-2219,7	1003,3	152,3	7850,4	467	13,1	12104,5

1-L'Entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières(ETAP)

L'Entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières (ETAP) est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique, créée en vertu de la Loi N° 22-1972 du 10 Mars 1972. Sa principale mission consiste à représenter l'Etat tunisien aux différentes étapes de la recherche, de l'exploration, du développement et de l'exploitation des ressources naturelles nationales issues des carburants.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

-La production du pétrole brut des concessions de l'entreprise tunisienne des activités pétrolières s'élève en 2018 à environ 10,9 millions de barils, tandis que le volume de production en 2017 a atteint près de 11,3 millions de barils, accusant une baisse de 3,5%. Cette baisse s'explique principalement par le déclin de la production dans un nombre important de gisements de pétrole et par l'effet des problèmes techniques et sociaux apparus notamment aux champs de Tataouine et Kébili. Il importe de noter que la production du pétrole brut des concessions de la société au cours de l'année 2018 représente 78,3 % de la production nationale estimée à 13,9 millions de barils accusant une diminution de 1,6% par rapport à 2017.

- Le volume de production de l'ETAP en gaz naturel a atteint 1,398 millions de tonnes d'équivalent pétrole accusant une légère diminution de 0,4 % par rapport à 2017. Cette stabilité relative de production de gaz naturel s'explique notamment par le lancement de la production dans les champs de « Chargui » et « Oued ezzar » et « El anakid et Jebel grouz » contre une baisse de production dans les deux champs de « Asdrubal et Maamoura » pour des raisons techniques. Il convient de signaler par ailleurs que la production des concessions de l'ETAP de gaz naturel a atteint 68,6 % de la production nationale de 2018 (2,039 millions de tonnes d'équivalent pétrole) contre 65,8 % en 2017.

-La production par l'ETAP de gaz liquide a accusé en 2018 une baisse importante de 12,8 % par rapport à 2017 diminuant de 140,047 millions de tonnes métriques à 122,023 millions de tonnes métriques en 2018. Cette régression résulte essentiellement de la diminution de rentabilité de certains champs et surtout les champs « d'El baraka et Mamoura » pour des raisons techniques et ce en plus de la régression des réserves

naturelles .

-En 2019, L'ETAP pourrait accuser une baisse de sa production de pétrole de 3,6 % ,de gaz naturel de 9,9 % et de gaz liquide de 23%. Cette réduction de la production est justifiée notamment par la régression naturelle des réserves d'un grand nombre de champs de pétrole ,de gaz naturel et de gaz liquide et par des raisons techniques et ce outre le refus d'un nombre de partenaires d' investir en raison de la diminution des réserves et du non recouvrement de leurs créances vis-à-vis de la STIR et la STEG et des mouvements sociaux .

-Malgré la baisse enregistrée de la production de l'ETAP en 2018 , elle a pu réaliser une augmentation importante de son chiffre d'affaires de 34,2 % atteignant 1645,7 MD par rapport à 2017 en raison de l'augmentation des prix des produits énergétiques dans les marchés internationaux et de la baisse de la valeur du dinar par rapport à la majorité des devises étrangères. Toutefois, en 2019, Une diminution de 4,6% du chiffre d'affaires de l'ETAP est prévu par rapport à 2018 suite à une baisse de sa production des produits énergétiques.

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

-Le nombre d'employés de l'ETAP a atteint 802 agents fin 2018, enregistrant une baisse de 9 agents soit 1,1 % par rapport à 2017 dont la raison essentielle est la départ à la retraite de 9 agents tout en s'abstenant de faire des recrutements durant la même période .La régression du nombre d'agents a continué en 2019 pour atteindre 785 agents à-fin 2019 suite au départ de 19 agents à la retraite contre le recrutement de deux agents suite à concours en 2014.

-Les charges de personnel ont augmenté en 2018 de 23,2 % soit 7 MD pour atteindre 37,2 MD essentiellement suite aux augmentations salariales légales. Les charges de personnel ont continué leur ascension en 2019 atteignant 44,3 MD soit une augmentation de 7,1 MD par rapport à 2018 et ce malgré la réduction importante du nombre de personnel de l'entreprise.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

-En 2018, Le total des produits d'exploitation de l'ETAP s'est élevé à 1.712,9 MD contre 1251,8 MD en 2017, enregistrant un accroissement de 461,1 MD. Cet accroissement provient principalement de l'augmentation des revenus de la commercialisation du carburant à hauteur de 420 MD dont 263MD des revenus du pétrole brut, 152 MD des revenus du gaz naturel et 5 MD des revenus du gaz liquide. Cette augmentation des produits d'exploitation de l'ETAP malgré la régression du volume de ces ventes provient notamment de la hausse du cours moyen des carburants dans les marchés internationaux et de l'évolution positive du taux de change du dollar par rapport au dinar .

- Les charges d'exploitation totales pour l'année 2018 s'élèvent à 1015,5 MD contre 880,3 MD au cours de l'année 2017, soit une augmentation de 135,2 MD représentant 15,4% qui est principalement due à:

- L'augmentation des dotations aux amortissements d'une valeur de 86,8 MD en raison principalement

de l'augmentation des dotations aux amortissements des actifs de certains gisements comme le gisement d'Hasdrubal (+86,2 MD),

- L'augmentation des dotations de provisions de 19,7 MD résultant principalement de la baisse de la valeur des reprises sur provisions (75,8 MD en 2017 contre 45,7 MD en 2018),

- Une hausse du compte des impôts et taxes d'une valeur de 62,3 MD en raison notamment de l'augmentation de la valeur de la redevance sur la production d'environ 50 MD,

- Une augmentation des charges de personnel de 7MD,

-Le résultat d'exploitation de l'ETAP a enregistré à fin 2018 une évolution importante de +82,8% par rapport à 2017 pour atteindre 679,4MD , cette évolution s'explique par la supériorité du rythme d'évolution des produits d'exploitation +36,8% au rythme d'évolution des charges d'exploitation +15,4% et ce au cours de la période 2017 et 2018.

-Le total des charges financières nettes pour l'année 2018 s'est élevé à 66,4 MD contre 64,2 MD au cours de l'année 2017, soit une augmentation de 2,2 MD. Cette augmentation résulte notamment du rythme élevé de l'évolution des pertes de change résultant des opérations d'actualisation (+88,5 MD) Contre un rythme plus lent des gains de change issus des opérations d'actualisation (+80,6 MD), l'ETAP a enregistrée en 2018 un résultat net de 297,5 MD contre 111,2 MD en 2017, soit une augmentation de 186,3 MD Cette augmentation est principalement dûe à la hausse des prix des carburants sur les marchés internationaux et à la hausse du taux de change du dollar (devise adoptée pour l'écoulement des carburants)contre le dinar. L'ETAP a transféré le total des bénéfices enregistrés au titre de l'année 2018 au Trésor public tunisien,

-En 2019, Il est probable que l'entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières enregistre un résultat net négatif de -48,5 MD, soit une baisse significative de 116,3% par rapport à l'année 2018.La cause principale de ces pertes est la baisse significative attendue des produits d'exploitation en raison de la baisse de la production et des prix des carburants, contrairement à l'augmentation significative attendue des charges d'exploitation de l'entreprise (+242 MD) au cours de la même période qui est principalement due à l'augmentation significative des dotations aux provisions (+ 196,6 MD) résultant des coûts de l'incorporation et d'actualisation des charges de démantèlement, d'abandon et de réhabilitation des sites d'exploitation.

-Suite à l'enregistrement de résultats positifs successifs ces dernières années, les capitaux propres de l'ETAP ont augmenté à fin 2018 pour atteindre une valeur de 2087,2 MD alors qu'il est probable qu'elle enregistre au cours de l'année 2019 une diminution de ses capitaux propres pour atteindre une valeur de 1742 MD suite à l'enregistrement d'un résultat net déficitaire de 48,5 MD à la fin de la même année.

1.4-Les investissements

- La valeur des investissements réalisés en 2018 s'est élevée à 1292,1 MD enregistrant une augmentation de +886,6 MD soit +218,6% par rapport à 2017 suite à l'augmentation des prix du pétrole et du gaz naturel au cours de l'année 2018 par rapport à l'année 2017 (le prix du baril a atteint en 2018 environ 71 \$ contre 54 \$ en 2017). Cette augmentation résulte principalement de l'évolution des dépenses de développement et d'exploitation réalisées dans les concessions des champs de Nawara, Ashtart, Asdrubal et Tartre.

- Les décaissements relatifs aux projets d'investissements de l'ETAP ont atteint 319,3 MD en 2019 accusant une réduction importante par rapport à 2018 de 972,8 MD qui sont financés à concurrence de 65,6% de leur total par des crédits bancaires.

1.5-L'endettement

- A la fin de l'année 2018, la dette de l'entreprise tunisienne des activités pétrolières atteint une valeur de 916 MD, enregistrant une augmentation de 12,4% par rapport à l'année 2017. Les emprunts bancaires représentent 93,2% de cet endettement, tandis que le reste de la dette correspond à des montants non transférés par l'ETAP au profit de la Société Tunisienne d'Electricité et de Gaz,

- La valeur de la dette de l'ETAP a diminué à la fin de l'année 2019 pour atteindre une valeur de 789 MD en raison de la baisse de la valeur des emprunts bancaires de 18,9% et de la baisse de la valeur des créances de la société tunisienne d'électricité et de gaz de 68,5% par rapport à l'année 2018,

2-Société Tunisienne des Industries de Raffinage (STIR):

La société tunisienne des industries de raffinage (STIR) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique, créée en 1960 par la loi n° 1960-11 du 26 juillet 1960 dans le cadre d'une convention conclue entre l'Etat Tunisien et le groupe italien ENI. Elle a été totalement nationalisée en 1975 en procédant à l'achat des parts du capital du partenaire étranger. Depuis la STIR est devenue une entreprise publique ayant pour mission de :

- ✓ raffiner et produire les produits pétroliers afin de satisfaire tous les besoins du marché intérieur,
- ✓ vendre les produits pétroliers aux sociétés de distribution locales,
- ✓ exporter les produits non commercialisables localement,
- ✓ Importer tous les produits pétroliers pour répondre aux besoins du pays.

2.1-Les principaux indicateurs d'activité

- Les quantités produites par la STIR au cours de l'année 2018 se sont élevées à environ 1026 milles tonnes contre 878 milles tonnes au cours de l'année 2017, enregistrant une augmentation de 148 milles de tonnes soit 16,9%, principalement en raison de l'augmentation des quantités de pétrole brut raffiné suite à l'augmentation

du nombre de jours d'utilisation de l'unité de distillation aérienne de 33 jours passant de 242 jours en 2017 à 275 jours en 2018 et de la légère augmentation du débit dans l'unité de distillation aérienne de 2% par rapport à l'année 2017, pour atteindre 194 mètres cubes par heure en 2018. Ce taux reste en deçà des attentes par rapport à ce qui était programmé dans le contrat de performance de l'entreprise pour cette unité (220 mètres cubes par heure en 2018) en raison de son mauvais état. En revanche la société a enregistré en 2019 une baisse significative de sa production d'environ 87% pour atteindre 135 mille tonnes seulement notamment à cause de la baisse de production des quantités de pétrole brut raffiné suite à l'augmentation des jours d'arrêt de la raffinerie qui s'élevaient à 324 jours au cours de l'année 2019 en raison du démarrage de la société dans un travail de maintenance globale et approfondie de l'entrepôt de stockage, qui a été rendue obligatoire par le mauvais état des cuves, et suite aussi à la réalisation des travaux de remplacement de la colonne principale de l'unité de distillation aérienne à cause de sa vétusté, étant donnée que la colonne remplacée date des années 1960, et ce afin d'améliorer la rentabilité et d'assurer les conditions de sécurité dans la raffinerie.

- Dans le but d'assurer l'approvisionnement du marché local en produits pétroliers, la STIR a importé au cours de l'année 2019 près de 3,7 millions de tonnes de produits pétroliers entièrement raffinés pour couvrir les besoins de la consommation nationale de carburants qui s'élèvent à environ 3,8 millions de tonnes fin 2019.

- La STIR a enregistré à fin 2018 une augmentation significative du volume de son chiffre d'affaires (+ 35,8% par rapport à l'année 2017) pour atteindre une valeur de 4987,7 MD, cette augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement du volume de ses ventes et de l'adoption d'une politique d'ajustement automatique des prix de carburants. La société devrait enregistrer une légère baisse de son chiffre d'affaires fin 2019, de 5,4% par rapport à 2017, notamment en raison de la baisse des prix du carburant sur les marchés internationaux.

2.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

Le nombre des employés de la STIR s'élève à 622 agents fin 2018 contre 626 agents en 2017. La baisse enregistrée est attribuable au pourcentage élevé de départs à la retraite et au défaut de concrétisation du programme de recrutement de la société. Toutefois, les charges de personnels ont enregistré une hausse importante de 9,1% en 2018 et ce, en raison des augmentations légales des salaires et des primes spécifiques.

- Le nombre d'employés de la STIR a continué de baisser au cours de l'année 2019 atteignant 606 agents contre 622 agents en 2018. La baisse enregistrée résulte de la non concrétisation par la STIR de son programme de recrutement conjointement avec le départ à la retraite de 16 agents alors que les charges de personnel ont enregistré un accroissement important fin 2019 de 11,5% pour atteindre 25,9 MD en raison des augmentations légales des salaires et de l'impact financier des promotions et des nominations dans les emplois fonctionnels.

2.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le montant des produits d'exploitation de la STIR en 2018 s'est élevé à 6489,9 MD contre 4544,1MD en 2017, enregistrant un accroissement de 1945,8 MD et un taux de croissance de 42,8%. Cette augmentation est attribuable notamment aux facteurs suivants:

- Accroissement des revenus des ventes des produits pétroliers tant sur le marché local que sur le marché extérieur de 35,9% par rapport à 2017 suite à l'accroissement du volume des ventes et aux augmentations des prix suite à l'adoption de la politique d'ajustement automatique des prix ,
- Augmentation de la valeur des subventions accordées à la société au titre de la compensation des carburants qui a atteint 1500 MD en 2018 contre 869,4 MD en 2017.

- La Société Tunisienne des Industries de Raffinage a enregistré en 2018 une augmentation significative de ses charges d'exploitation de 49,2% par rapport à l'année 2017, atteignant une valeur de 7310,9 MD à fin 2018. cette augmentation est principalement imputable à l'augmentation de la valeur des achats des matières consommables (+ 1742,6 MD par rapport à l'année 2017) qui sont principalement des matières énergétiques importées, qui ont connu une augmentation importante de leurs prix sur les marchés internationaux au cours de l'année 2018 en plus de l'impact négatif de la baisse de la valeur du dinar face au dollar, et du doublement de la valeur des achats d'approvisionnement consommées (+ 740,7 MD par rapport à L'année 2017 résultant principalement de la détérioration de la valeur du dinar par rapport au dollar) qui sont notamment des matières pétrolières brutes acquises des champs pétroliers tunisiens.

- Les charges financières de la STIR ont doublé plus que 4 fois au cours de l'année 2018 par rapport à 2017, atteignant 346,7 MD soit (+ 350%) en raison principalement de la hausse vertigineuse de la valeur des pertes de change (+ 250,7 MD) dûes aux opérations d'importation et aux emprunts libellés en devises étrangères suite à la baisse de la valeur du dinar par rapport aux principales devises étrangères.

- La STIR a enregistré , fin 2018, une baisse significative de son résultat d'exploitation (-130,4%) % par rapport à l'année 2017 pour atteindre une valeur de -821,1 MD du fait du dépassement du rythme de croissance des charges d'exploitation au cours de la période 2017-2018 (+ 49,2%) le rythme de croissance des produits d'exploitation (+ 42,8%),

- La société tunisienne des industries de raffinage a enregistré des pertes significatives de 1159,5 MD en 2018 contre une perte de 429,9 MD en 2017. Cette augmentation des pertes résulte principalement de la hausse du prix des carburants sur les marchés internationaux en plus de la baisse de la valeur du dinar par rapport aux importantes devises, ce qui a entraîné une augmentation significative du cout des achats des matières et d'approvisionnements consommés et de la valeur des charges financières,

- Le résultat net prévisible de la STIR pour l'année 2019 atteindra une valeur de -612,3 MD enregistrant une augmentation de 547,2 MD. Cette amélioration notable attendue est notamment attribuable à la baisse de la valeur des achats de matières premières des champs tunisiens pour atteindre 337 MD en 2019 contre 1588 MD au cours de l'année 2018 en raison de l'arrêt de la raffinerie pour entretien et ce en plus de l'amélioration du taux de change du dinar par rapport aux devises étrangères et de la baisse des prix du carburant sur les marchés internationaux.

-Les capitaux propres de la STIR ont régressé à fin 2018 pour atteindre une valeur de -1477,4 MD suite à l'enregistrement de résultats négatifs successifs durant les années 2017-2018 .Et avec la prévision de la réalisation d'un résultat net négatif de -612,3 MD en 2019 ,la STIR devrait enregistrer une baisse de ses capitaux propres pour atteindre une valeur de -2089,6 MD.

2.4-Les investissements

-Les décaissements relatifs aux investissements de la STIR se sont élevés à 47 MD en 2019 contre 13,8 MD au cours de l'année 2018 enregistrant, une augmentation de 33,2 MD. Cette amélioration de l'exécution du programme d'investissement est imputable au démarrage de la STIR dans la réalisation d'un programme d'entretien global et approfondi du dépôt de stockage en raison du mauvais état des réservoirs et au lancement des travaux de remplacement de la colonne principale de l'unité de distillation aérienne.

2.5-L'endettement

-L'endettement de la STIR s'élève en 2018 à 2743,6 MD contre 1699,8 MD en 2017, marquant une hausse de 1043,8 MD dûe principalement à l'augmentation des créances de l'ETAP au titre des ventes locales du pétrole brut de 920,5 MD fin 2018 contre 423,3 MD en 2017. Cette situation résulte du retard enregistré par la Société Nationale de Distribution de Pétrole pour régler ses arriérés vis-à-vis de la STIR et ce suite au non recouvrement de ses créances auprès des sociétés de transport public, ce qui a entravé la STIR à honorer ses engagements vis-à-vis de l'ETAP. Il est probable que l'endettement de La STIR s'approfondisse en 2019 pour atteindre 3304,5 MD et ce suite au doublement de sa dette vis-à-vis des banques (+696,2 MD par rapport à 2018) et à la continuation de la hausse de sa dette vis-à-vis des entreprises publiques et notamment de l'ETAP et la STEG.

3-Société Nationale de Distribution de Pétrole (SNDP):

La Société Nationale de Distribution des Pétroles est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) créé par le décret n°1977-466 du 11 mai 1977 relatif à l'organisation administrative et financière de la SNDP. Sa nature juridique a été modifiée pour devenir une société anonyme sous le nom commercial de « AGIL».

3.1-Les principaux indicateurs d'activité

-L'activité de l'entreprise a été caractérisée par l'augmentation de ses ventes de produits pétroliers au cours de l'année 2018. Les ventes se sont élevées à 1,530 millions de tonnes métriques contre 1,462 millions fin 2017, soit un taux de croissance de 4,7 %. AGIL a augmenté sa part de marché de 1,3% pour accaparer une part des ventes de 39,1% du marché local. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement des ventes de kérosène de 63 milles tonnes métriques après avoir obtenu une part importante du marché de Tunis-air pour s'emparer de 76 % du marché tunisien en matière de vente de kérosène.

- Malgré l'augmentation enregistrée des ventes de l'SNDP, l'activité de ventes des carburants a connu une baisse de 7 mille tonnes métriques par rapport à 2017 en raison de la fragilité de la situation économique dans le pays et de la résurgence du phénomène de contrebande de carburant dans les régions frontalières, tandis que l'activité de vente du GPL a augmenté de 11 milles tonnes métrique au cours de la même période, atteignant 242 milles tonnes métrique en 2018 contre 231 milles tonnes métrique en 2017. Cette augmentation concerne les ventes de gaz de pétrole domestique (+ 2,7%) et les ventes de gaz industriel (+24 8%), notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. L'activité de vente des lubrifiants a enregistré un taux de croissance positif de 9,5% durant la même période et la quantité des ventes a atteint 9312 tonnes métrique en 2018 contre 8502 tonnes métrique en 2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'adoption de nouveaux distributeurs des produits de lubrifiants et d'une nouvelle politique de prix concurrentielle.

- La SNDP a enregistré une augmentation significative de son chiffre d'affaires en 2018 de près de 27%, atteignant une valeur de 2030,4 MD contre 1598,2 MD seulement en 2017. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des ventes de 4,7% et aux changements introduits dans la structure des prix au cours de l'année 2018 (31 décembre 2017, 01 avril 2018, 23 juin 2018 et 02 septembre 2018) et ce outre l'augmentation du prix du kérosène sur les marchés internationaux.

- Le chiffre d'affaires prévisionnel de la SNDP fin 2019 est de 2246,4 MD enregistrant un accroissement de 216 MD par rapport à 2018 qui est principalement imputable à la légère augmentation du volume des ventes de 1% et à l'impact financier de la hausse des prix des produits pétroliers introduite à trois reprises au cours de l'année 2019, en plus de l'augmentation de la marge bénéficiaire des distributeurs de carburant qui a été décidée le 23 décembre 2018.

3.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

-Le nombre d'employés de la SNDP en 2018 a atteint environ 1.125 agents, enregistrant une diminution de 0,8% par rapport à 2017, en raison de l'augmentation des départs (37 agents) contre le recrutement de 28 agents. En 2019, l'effectif du personnel devrait augmenter pour atteindre 1.151 agents contre 1.125 en 2018 après l'exécution du programme de recrutements approuvé des années 2015 à 2017 (+60 agents) contre 34 départs d'agents.

-durant la période 2017-2019, la SNDP a enregistré une croissance annuelle moyenne de ses charges de personnel de 10,6% pour atteindre à fin 2019 un montant de 54,4 MD contre 44,54 MD en 2017 et 48,2 MD en 2018, cet accroissement s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre d'employés de la SNDP au cours de la période 2017-2019 et l'augmentation légale des salaires et de la prise en charge par la société de 50% des tickets de restaurants et des primes festives octroyées aux employés.

3.3-Les principaux indicateurs financiers

- La SNDP a enregistré une augmentation record de ses produits d'exploitation en 2018 de 27% par rapport

à 2017, atteignant une valeur de 2036,4 MD contre 1603,8 MD en 2017, et cette augmentation est principalement due à l'évolution positive des quantités vendues (+ 4,7%) et aux ajustements des prix,

- Les charges d'exploitation se sont élevées en 2018 à 2057,9 MD enregistrant un accroissement significatif de 28,3% par rapport à 2017 en raison principalement de l'augmentation de la valeur des achats de produits pétroliers (+463,5 MD) et de la hausse des dotations aux amortissements et des provisions (+7,7 MD) et de l'augmentation des charge de personnel (+3,8 MD),

-La SNDP a enregistré fin 2018 une baisse significative de son résultat d' exploitation (-21,7 MD par rapport à 2017), pour atteindre un montant de -21,5 MD en raison du dépassement du rythme d'augmentation de ses charges d'exploitation sur la période 2017-2018 (+ 28,3%) du rythme d'augmentation de ses produits d'exploitation (+ 27%).

- La SNDP a enregistré en 2018 un résultat net négatif de 11,8 MD ,soit une baisse de 16,8 MD par rapport à 2017 principalement imputable au dépassement du rythme important de ses charges d'exploitation (+ 28,3%) du rythme de croissance de ses produits d'exploitation (+ 27%) au cours de la période 2017-2018,

- Il est prévu que l'entreprise retrouve au cours de l'année 2019 ses équilibres financiers , son résultat net devra atteindre 4,7 MD soit une augmentation de 16,5 MD par rapport à l'année 2018 résultante de l'impact financier positif de l'actualisation des prix de vente au public décidée à deux reprises au cours de l'année 2019, en plus de l'augmentation de la marge bénéficiaire des distributeurs qui a été décidée fin 2018.

-Les capitaux propres de la SNDP ont diminué fin 2018 pour atteindre un montant de 340,1 MD suite à l'enregistrement d'un résultat net négatif en 2018 , et il est prévu qu'elle enregistre une baisse de ses capitaux propres à fin de 2019 pour atteindre une valeur de 335,6 MD.

3.4-L'investissement

-En terme de décaissement, les investissements de la Société nationale de distribution des pétroles au cours de l'année 2018 se sont élevés à environ 71,8 MD. La majorité des investissements réalisés s'incère dans le cadre du renforcement du rôle économique de la société en fournissant un stock de produits pétroliers au regard des besoins du marché national et au vue du développement des points de vente. Les investissements les plus importants de la société au cours de l'année 2018 se répartissent comme suit:

- L'aménagement et la modernisation du dépôt de stockage de carburant de La Goulette, qui vise à améliorer la capacité de stockage ainsi que les conditions d'approvisionnement en carburant de la Tunisie, dont le coût s'élève à 30 MD,

- Création de huit nouvelles stations (valeur des paiements au cours de l'année 2018: 0,4 MD) et poursuite des travaux d'aménagement de 10 autres stations pour un coût total d'environ 4,4 MD,

- L'acquisition d'équipements d'une valeur de 26,5 MD dont des bouteilles de gaz pour 24 MD.
 - Acquisition d'un terrain au lac 3 dans le but de construire un siège social pour la société et paiement d'une avance de 4,5 MD.
- Les paiements financiers liés aux investissements de la SNDP au cours de l'année 2019 se sont élevés à environ 33,4 MD.

3.5.L'endettement

- Les dettes de la société en 2018 ont atteint 755,2 MD contre 425,2 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 77,6% suite à l'augmentation des créances de la société tunisienne des industries de raffinage (513,7 MD en 2018) et de l'augmentation du solde des prêts relatifs à l'ajustement géographique (129 MD en 2018) ; Cette augmentation est principalement due à l'accumulation des créances de la SNDP auprès des sociétés de transport public.
- Les dettes de la société ont continué d'augmenter en 2019 pour atteindre une valeur de 809,5 MD résultant principalement de l'augmentation du solde des prêts relatifs à l'ajustement géographique (+40 MD par rapport à l'année 2018).

4-La Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG)

La société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) est un établissement public à caractère non administratif considéré comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère de l'industrie ,de l'énergie et des mines. Elle a été créée par la loi N° 62- 8 du 3 avril 1962 portant création et organisation de la société tunisienne de l'électricité et du gaz. Elle a pour principales missions la production , le transport et la distribution de l'électricité ,du gaz naturel et du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) ainsi que la réalisation des infrastructures d'électricité et du gaz.

4.1-Les principaux indicateurs d'activité

- La production d'électricité a enregistré une augmentation de 0,8% en 2018 par rapport à 2017, pour atteindre 15687 gigawatt/heures, contre 15560 gigawatt/heures en 2017, en raison d'une augmentation de la consommation des clients du réseau moyenne tension de 190 gigawatt/heures, soit 2,9%,
- La production d'électricité devrait connaître en 2019 une augmentation de 6,3% par rapport à 2018, pour atteindre 16 669 gigawatt/heures, en raison de la hausse de la consommation des clients basse tension de 766 gigawatt/heures, soit 10,4%,
- La production de gaz a enregistré une augmentation de 3,9% en 2018 par rapport à 2017, pour atteindre 2250 (kilo tonnes équivalent pétrole) contre 2165 (kilo tonnes équivalent pétrole) en 2017 en raison de

l'augmentation de la consommation de gaz naturel par les clients de 8,7%.

- La production de gaz a accusé une baisse en 2019 de 5,9% par rapport à 2018, pour atteindre 2117 kilo tonnes équivalent pétrole.

- Le chiffre d'affaires de la STEG a enregistré en 2018 une augmentation de 11,5% par rapport à 2017, pour atteindre 4534,3 MD contre 4067,8 MD en 2017 en raison l'augmentation de la tarification de l'électricité et du gaz qui a été décidée au cours de l'année 2018.

- Le chiffre d'affaires de la société a connu en 2019 une hausse de 20,7% par rapport à l'année 2018 pour atteindre 5473,7 MD, en raison de l'augmentation de la tarification de l'électricité et du gaz décidée au cours de l'année 2018 et de l'augmentation de la consommation d'électricité de 8,2%.

4.2-Les principaux indicateurs des ressources humaines

- Le nombre d'agents a atteint 12031 au cours de l'année 2018, enregistrant une baisse de 2,9% par rapport à l'année 2017 suite au départ à la retraite de 500 agents et au recrutement de 221 agents alors que le nombre d'employés a atteint 13063 en 2019, enregistrant ainsi une augmentation de 1032 agents par rapport à l'année 2018, suite au recrutement de 1401 agents et au départ à la retraite de 320 agents,

- Les charges de personnel ont augmenté de 6,6% en 2018 par rapport à 2017 en raison de la hausse des salaires ,des primes et de l'augmentation de la valeur des avantages en nature, alors que l'augmentation relative à l'année 2019 a évolué de 12,5% par rapport à 2018 pour atteindre 449,4 MD, en raison des nouveaux recrutements et des augmentations salariales légales.

4.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de la STEG a connu en 2018 une baisse de 265,8% et d'une valeur de 401,7 MD, à cause de la hausse du prix du baril de pétrole jusqu'à 71,07 dollars en 2018 contre 54,3 dollars en 2017 et de la hausse du cours du dollar américain qui a atteint 2,64 dinars en 2018 contre 2,41 dinars en 2017 ; Cette situation a eu pour effet d'augmenter la facture d'achat du gaz naturel d'environ 1408,1 MD, ce qui a conduit à une augmentation des produits d'exploitation de la société inférieure à l'accroissement des charges d'exploitation , les charges totales d'exploitation de la société atteignant un montant de 6363,5 MD en 2018 ont enregistré une augmentation par rapport à l'année 2017 de 29,1%, soit une valeur de 1434,7 MD alors que les produits d'exploitation ont atteint 5810,7 MD en 2018 soit une augmentation par rapport à 2017 de 21,6%,

-Le résultat d'exploitation de 2019 devrait atteindre -544,1 MD tout en enregistrant une hausse de 1,6% par rapport à 2018 en raison de la baisse du prix du baril de pétrole de 71,07 dollars le baril en 2018 à 64,3 dollars le baril en 2019, ce qui a eu un impact positif sur la facture d'achat du gaz naturel, puisque les produits

d'exploitation ont augmenté de 16,9% pour atteindre 6793 MD en 2019, tandis que les charges d'exploitation ont augmenté de 15,3% durant la même période pour atteindre 7337,11 MD en 2019.

- En conséquence , le résultat net de 2018 a accusé une détérioration de -75,4% par rapport à 2017, et il est possible que le résultat net atteigne en 2019 une valeur de 106,9 MD principalement dû à l'augmentation enregistrée à travers la réalisation d'un excédent du résultat financier net de 650, 4 MD résultant principalement de l'amélioration du cours de change du dinar contre le dollar qui a impacté positivement les équilibres financiers de la société.

- Le total des capitaux propres de la société a enregistré en 2018 une baisse importante de 748,2% par rapport à l'année 2017, atteignant ainsi fin 2018 une valeur de -2341,8 MD contre -276,1 MD en 2017 à cause des pertes accusées en 2018 et estimées à -2093,5 MD. Par contre il devrait s'améliorer en 2019 pour atteindre un total de -2219,7 MD en raison de la réalisation d'un résultat net positif au cours de l'année 2019 de 106,9 MD.

4.4-Les investissements

- Les investissements réalisés par la STEG en 2018 s'élèvent à 1161,1 MD enregistrant une augmentation remarquable de 110% par rapport à 2017 qui est principalement attribuable à l'augmentation des investissements relatifs à la distribution d'électricité. Les investissements réalisés en 2019 ont atteint 1003,3 MD enregistrant ainsi une baisse de 13,6% qui est principalement financée par des prêts extérieurs pour le développement de projets relatifs à la production, au transport et à la distribution de l'électricité pour un montant de 857,6 MD en 2019,

4.5-L'endettement

-Les dettes de la STEG en 2018 ont atteint 11397,4 MD contre 8594,5 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 32,6%. L'endettement auprès des banques étrangères représente 67,9% de l'endettement total de la STEG en 2018 d'une valeur de 7745,1 MD et envers les banques locales il est de 4,7% d'une valeur de 532 MD .De plus, les dettes de la STEG envers les fournisseurs ont augmenté pour atteindre 1901,1 MD en 2018 contre 1163,5 MD en 2017, enregistrant ainsi une augmentation de 63,4%. De même les dettes de la STEG envers les entreprises publiques et notamment l'entreprise tunisienne des activités pétrolières (ETAP) ont augmenté en 2018 de 7,5 % par rapport à 2017 .

-L'endettement de la STEG devrait atteindre 12104,5 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 6,2% par rapport à 2018. En effet , l'endettement de la STEG vis-à-vis de l'État a augmenté de 71,5% et vis-à-vis des banques a diminué de 5,2% pour atteindre 7850,4 MD en 2019, alors que les dettes de la STEG envers les entreprises publiques ont augmenté de 6,9% pour atteindre 467 MD. La dette des fournisseurs ayant augmenté de 50,7% pour atteindre 2865,2 MD fin 2019.

Tableau 18 :Principaux indicateurs d'activité et indicateurs financiers de certaines entreprises publiques

Actives dans le secteur minier :

Groupe chimiqueTunisien			Compagnie des phosphates de Gafsa			Entreprise		Type d' indicateurs
2019	2018	2017	2019	2018	2017	Unité	L'indicateur	
1,4	1,3	1,7	3,7	2,8	3,9	M.Tonnes	Production	Indicateurs d' activité
1,3	1,2	1,5	3,2	3	3,4	M.Tonnes	AVentes	
1274	1186	1288	562	504,9	471,5	MD	Chiffre d' affaires	
5558	5852	6227	7421	6098	6320	agent	Nombre de personnel	Ressources humaines
295,8	268,6	256	301,8	240,5	231,2	MD	Charges de personnel	
4 435	4 081	3 426	3 389	3 286	3 048	Dinar	Salaire moyen	
1293,9	1205,8	1314	579,2	515,5	486,8	MD	Ressources d' exploitation	Indicateurs financiers
1353,1	1196,5	1276	571	563	566,8	MD	Charges d' exploitation	
-59,2	9,3	38	8,2	-47,5	-80	MD	Résultat d' exploitation	
-19,4	-49	-90	-19,8	-23,7	-11,8	MD	Charges financières nettes	Investissement
-171,4	-108,8	-122,2	-63,1	-130,8	-128,9	MD	Résultat net	
-609,2	-500	-378	-436,9	-306,1	-177,2	MD	Résultats reportés	
217,5	388,2	618	495,2	579,7	710	MD	Capitaux propres	Endettement
38,8	63,7	68,8	76,6	39,6	116,4	MD	Valeur de l' investissement	
173,7	172,5	171	349,6	331,4	333	MD	ETAT	
435,5	499,3	434	58,9	86,5	65,3	MD	Banques	Entendement
527,7	535,8	345	51,3	23,3	19	MD	Entreprises publiques	
23	24	23,1	28,6	12	12	MD	Caisses sociales	
406	264	244,4	110	57,6	59	MD	Autres fournisseurs	Total endettement
1565,9	1495,6	1217,5	598,4	510,8	488,3	MD	Total endettement	

5-La Compagnie des Phosphates de Gafsa(CPG)

La Compagnie des Phosphates de Gafsa(CPG) a été créée par décision de l'assemblée générale constituante de la société tenue le 8 février 1897 .C'est une entreprise publique sous la forme d'une société anonyme dont le capital est détenu à concurrence de 99,92% par l'Etat et placée sous tutelle du Ministère de l'industrie de l'énergie et des mines. Elle a pour mission l'exploitation, l'enrichissement et la commercialisation du phosphate.

5.1-Les principaux indicateurs d'activité :

- La production de phosphates a enregistré en 2018 une baisse de 28,2% par rapport à 2017, pour atteindre 2,8 millions de tonnes contre 3,9 millions de tonnes fin 2017, qui est dûe à l'augmentation des protestations et des sit-in des demandeurs d'emploi dans le bassin minier entraînant l'arrêt quasi total des travaux sur les sites de production. Suite à la baisse de la production, la quantité des ventes de phosphate en 2018 a diminué de 11,76% par rapport à 2017, pour atteindre 3 millions de tonnes contre 3,4 millions de tonnes à la fin de 2017.

- Les ventes de la CPG au cours de l'année 2018 ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 504,9 MD soit une évolution de 7,08% et d'un montant de 33,4 MD par rapport à l'année 2017.Cette situation est imputable notamment à l'effet prix de l'augmentation du prix de vente de la tonne de 6,3 \$ et à la hausse du taux de change du dollar par rapport au dinar et ce en dépit de la baisse de la production et des ventes.

-La production de phosphate pourrait augmenter en 2019 de 32,14%, soit 0,9 million de tonnes par rapport à 2018 pour atteindre 3,7 millions de tonnes en raison de l'amélioration relative de la situation sociale dans le bassin minier au cours de l'année 2019 après le recrutement d'un nombre important d'agents d'exécution. Cependant, l'amélioration du rythme de production n'a pas été accompagnée d'une amélioration de même niveau des ventes au cours de l'année 2019 qui étaient estimées à 3,2 millions de tonnes, soit une augmentation de 6,67% par rapport à l'année 2018.Cette situation est dûe aux difficultés et problèmes relatifs au transport du phosphate que ce soit par chemin de fer ou par camions. Par conséquent, l'effort supplémentaire de production n'a pas été valorisé et a été comptabilisé au niveau des stocks.

- Les ventes de la CPG au cours de l'année 2019 pourront atteindre un chiffre d'affaires de 562 MD soit un accroissement de 11,31% et d'un montant de 57,1 MD par rapport à l'année 2018 en raison notamment de l'augmentation du volume des ventes d'environ 0,2 million de tonnes par rapport à l'année 2018.

5.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre d'employés a atteint en 2018 environ 6098 agents enregistrant une baisse de 3,51% par rapport à 2017 en raison des départs à la retraite. Le nombre d'agents pourrait atteindre 7421 en 2019 soit une augmentation de 1323 agents par rapport à 2018 suite à la réalisation du programme de recrutement des agents d'exécution.

- Les charges de personnel ont enregistré une augmentation de 4,02% en 2018 par rapport à 2017, soit une valeur de 9,3 MD en raison des hausses générales des salaires, des promotions et de l'avancement professionnel dans la compagnie. Les charges de personnel pourraient augmenter en 2019 de 24,49% par rapport à 2018, pour atteindre 301,8 MD à la suite des recrutements importants d'agents d'exécution réalisés en 2019.

5.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de la CPG a connu en 2018 une évolution positive significative de 40,63% pour atteindre -47,5 MD contre -80 MD à fin 2017 en raison principalement de l'évolution des produits d'exploitation de la compagnie de 5,9% pour atteindre 515,5 MD, soit une augmentation de 28,7 MD alors que les charges d'exploitation ont diminué de 0,67% atteignant 563 MD soit une diminution de 3,8 MD.

- Le résultat d'exploitation pourrait atteindre 8,2 MD en l'année 2019, enregistrant une croissance de 117,26% par rapport à l'année 2018, du fait de l'évolution des produits d'exploitation de 12,35% pour atteindre 579,2 MD en 2019 et des charges d'exploitation de 1,42% durant la même période, pour atteindre 571,0 MD.

- Malgré l'amélioration du résultat de l'exploitation de la CPG au titre de l'année 2018, le résultat net négatif de la même période s'est détérioré de 1,47% par rapport à l'année 2017 en raison de la hausse du taux de change et de la prise en charge par la compagnie de charges financières de 23,7 MD. Il est probable que le résultat net négatif atteigne 63,1 MD en 2019 suite notamment à l'augmentation des produits de la compagnie à un rythme supérieur à celui de l'augmentation de ses charges d'une part, et à la baisse enregistrée au niveau des charges financières dûe principalement à la régression du taux de change du dollar et de l'euro, ce qui a eu un impact positif sur les équilibres financiers de la CPG.

- Le montant total des capitaux propres de la CPG a atteint 579,7 MD en 2018 contre 710 MD en 2017 enregistrant une baisse de 18,35% par rapport à l'année 2017. Il est attendu que les fonds propres de la CPG diminuent de 14,57% à la fin de 2019 pour atteindre 495,2 MD. La poursuite de la baisse des capitaux propres de la compagnie est imputable à l'accumulation de résultats négatifs reportés, qui ont atteint fin 2018 un montant de 306,1 MD et pouvant atteindre en 2019 un montant total de 436,9 MD.

5.4- L'investissement

-Les décaissements financiers liés à l'investissement ont atteint un montant de 39,6 MD à fin 2018 enregistrant une baisse remarquable de 65,98% par rapport à 2017 dûe principalement aux difficultés financières vécues par la compagnie pour financer ses investissements.

- Les décaissements estimatifs de 2019 liés à l'investissement s'élèvent à environ 76,6 MD en raison de la reprise de la mise en œuvre par la CPG du programme de la maintenance des équipements de production.

5.5-L'endettement

- Les dettes de la compagnie des Phosphates de Gafsa s'élevaient en 2018 à 510,8 MD contre 488,3 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 4,6%.L'endettement de la compagnie vis à vis de l'État représentant 64,86% de sa dette totale en 2018 pour une valeur totale de 331,4 MD est constitué de redevances minières et d'impôts et taxes .Les dettes vis-à-vis des fournisseurs ont représenté 11,28% de la dette totale , soit une valeur de 57,6 MD. La dette de la compagnie envers les caisses sociales s'est stabilisée à hauteur de 12 MD durant les années 2017 et 2018, alors que celle vis-à-vis des entreprises publiques (Société tunisienne de l'électricité et du gaz ,Société nationale des chemins de fer tunisiens , Société nationale de distribution des pétroles et Groupe chimique tunisien) a augmenté de 22,63% pour atteindre 23,3 MD contre 19 MD fin 2017.La dette vis-à-vis des banques s'est accrue de 32,47% pour atteindre 86,5 MD contre 65,3 MD à fin 2017.

- Il est prévu que les dettes de la CPG atteignent 598,4 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 17,15% par rapport à 2018 .En effet , l'endettement envers l'État a augmenté de 5,49% pour atteindre 349,6 MD et envers les fournisseurs privés de 90,97% atteignant 110 MD en 2019 et envers les entreprises publiques (Société tunisienne de l'électricité et du gaz ,Société nationale des chemins de fer tunisiens , Société nationale de distribution des pétroles et Groupe chimique tunisien) de 120,17% pour atteindre 51,3 MD et envers les caisses sociales de 138,33% pour atteindre 28, 6 MD, alors que l'endettement envers le secteur bancaire diminuera de 31,9%, pour atteindre 58,9MD,

6-Le Groupe Chimique Tunisien (GCT)

Le groupe chimique tunisien(GCT) est né de la fusion de plusieurs entreprises publiques opérant dans le secteur des dérivés du phosphate .C'est une entreprise publique sous forme de société anonyme sous tutelle du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines et dont la part de l'État dans son capital représente 99,99% de sa totalité .Sa mission principale consiste dans la valorisation du phosphate à travers son utilisation dans la fabrication de l'acide phosphorique concentré 54% ,le di ammoniac phosphaté DAP, le phosphate mono-ammoniac (MAP),le triple super phosphate TSP, le super phosphate simple SSP, le di phosphate de

calcium DCP qui sont des produits destinés principalement à l'exportation vers tous les marchés internationaux. Le GCT produit et commercialise tous les besoins de l'agriculture nationale en engrais agricole.

6.1-Les principaux indicateurs d'activité

- La production d'acide phosphorique et d'engrais a enregistré en 2018 une baisse de 23,53% par rapport à 2017, pour atteindre 1,3 million de tonnes, contre 1,7 million de tonnes fin 2017 en raison de la détérioration de la situation sociale dans la zone du bassin minier qui a entraîné un manque de production en plus de problèmes logistiques (transport de phosphate). En effet, la régression de la production de la compagnie des phosphates de Gafsa fin 2018 de 28,2% par rapport à l'année 2017 a amené à la poursuite du manque à gagner pour le GCT et ce à l'instar des années précédentes ; La fréquence de l'arrêt total de l'extraction, de la production et du transport du phosphate a eu un impact négatif sur l'activité du groupe chimique tunisien,

- Les ventes du GCT au cours de l'année 2018 lui ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 1186,0 MD soit une baisse de 7,92% et d'un montant de 102,0 MD par rapport à l'année 2017 du fait de la baisse significative du rythme de vente d'environ 300 mille tonnes représentant 20% et ce malgré l'augmentation des cours mondiaux de l'acide et des engrais de 16,7% au cours de l'année 2018 par rapport à 2017. Ainsi, le GCT n'a pas pu saisir l'opportunité offerte par l'évolution des prix des engrais au niveau mondial au cours de l'année 2018, si bien que le manque de revenus a atteint environ 307 MD en comparant les ventes des années 2017 et 2018 et 1800 MD en comparant les ventes de 2018 avec le niveau de production et les ventes de 2010.

- La production d'acide phosphorique et d'engrais pourrait augmenter en 2019 de 7,69%, soit 0,100 million de tonnes par rapport à 2018 pour atteindre 1,4 million de tonnes en raison de l'amélioration relative de la situation sociale dans le bassin minier au cours de l'année 2019 et de l'évolution des quantités totales de phosphate transférées au GCT d'environ 200 mille Tonnes pour atteindre 3,2 millions de tonnes contre 3 millions de tonnes à fin 2018.

- Les ventes du GCT au cours de l'année 2019 pourraient permettre la réalisation d'un chiffre d'affaires de 1274,0 MD soit une augmentation de 7,42% et d'un montant de 88,0 MD par rapport à 2018 en raison de l'évolution du rythme de production et des ventes d'environ 100 mille tonnes d'une part et de la poursuite de la stabilité des prix des acides et des engrais au cours de l'année 2019 au même niveau de prix que pendant l'année 2018 d'autre part. Ainsi le GCT a très peu saisi l'opportunité de l'évolution des prix des engrais au niveau international, il aurait pu réaliser des ressources supplémentaires de 1712 MD s'il a pu atteindre le niveau de production et de ventes de 2010,

6.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre d'agents du GCT en 2018 s'élevait à environ 5852 agents enregistrant une baisse de 6,02% par rapport à 2017 suite aux départs à la retraite ;Le nombre d'employés prévisionnels pourrait atteindre environ 5558 agents en 2019 soit une baisse de 294 agents par rapport à l'année 2018, du fait de la poursuite des départs à la retraite.

- Les charges de personnel ont augmenté de 4,92% soit 12,6 MD en 2018 par rapport à l'année 2017, en raison du coût des augmentations générales des salaires, des promotions et de l'avancement professionnel au sein du groupe , les charges de personnel pourraient s'accroître en 2019 de 10,12% par rapport à l'année 2018 pour atteindre 295,8 MD consécutivement aux augmentations des salaires et au coût des promotions et avancements effectués .

6.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation du GCT a atteint 9,3 MD en 2018 contre 38 MD en 2017 accusant une baisse de 75,53% imputable principalement à la baisse des produits d'exploitation du groupe de 8,23% pour atteindre 1205,8 MD Soit une diminution de 108,2 MD alors que les charges d'exploitation diminuaient de 6,23% pour atteindre 1196,5 MD soit une diminution de 79,5 MD.

-Le résultat d'exploitation du GCT à fin 2019 pourrait être négatif d'environ -59,2 MD enregistrant une détérioration de 736,56% par rapport à 2018, du fait de l'évolution des produits d'exploitation de 7,31% pour atteindre 1293,9 MD en 2019 et les charges d'exploitation de 13,08% pendant la même période pour atteindre 1353,1 MD.

- Malgré la détérioration du résultat d'exploitation du GCT en 2018, le résultat net négatif de la même période enregistre une baisse de 10,96% par rapport à l'année 2017 en raison d'une diminution des charges financières de 41,0 MD.

- Il est probable que le résultat net négatif du GCT atteigne en 2019 une valeur de 171,4 MD soit une détérioration de 57,53% par rapport à l'année 2018 principalement imputable à l'augmentation des charges du groupe à un rythme supérieur à celui de l'augmentation de ses produits et ce malgré la baisse continue enregistrée au niveau des charges financières qui résultent principalement de la réduction du taux de change du dollar et de l'euro.

- Le total des capitaux propres a atteint 388,2 MD en 2018 contre 618 MD en 2017 accusant une baisse de 37,18% .Il est aussi attendu que les fonds propres diminuent de 43,97% à la fin de l'année 2019 pour atteindre

217,5 MD. La baisse continue des capitaux propres du groupe est attribuable à l'accumulation de résultats négatifs reportés totalisant 500,0 MD à la fin de 2018 et pouvant atteindre en 2019 un total de 609,2 MD.

6.4-L'investissement

- Les décaissements au titre des investissements réalisés se sont élevés à 63,7 MD à la fin de 2018, enregistrant une baisse de 7,41% par rapport à 2017. Il est prévu que ces décaissements atteignent environ 38,8 MD à la fin de 2019 soit une régression de 39,08% par rapport à l'année 2018 et de 43,60% par rapport à 2017. Ce recul des investissements est dû aux difficultés financières que rencontre le groupe chimique tunisien pour trouver des sources de financement extérieures autres que ses ressources propres pour financer ses investissements compte tenu de la régression de son activité, qui ne lui a pas permis de consolider ses ressources ou de recourir aux prêts bancaires à cause de l'importance de ses engagements bancaires et des difficultés rencontrées dans les paiements.

6.5-L'endettement

- La dette du groupe chimique tunisien a atteint en 2018 un montant de 1495,9 MD contre 1217,5 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 22,86%. La dette du GCT envers l'État a représenté 11,53% de sa dette totale en 2018, pour une valeur de 172,5 MD, qui est constituée principalement des dividendes à hauteur de 160 MD datant de 2010 qui ne sont pas encore transférées au profit du trésor public. La dette vis-à-vis des fournisseurs privés a représenté 17,65%, soit une valeur de 264,0 MD. L'endettement du groupe vis à vis des caisses sociales a augmenté de 3,8% pour atteindre 24 MD à fin 2018 et celui des entreprises publiques (principalement la compagnie des phosphates de Gafsa au titre d'achat de phosphate) a augmenté de 55,3% pour atteindre 535,8 MD contre 345 MD fin 2017, et envers les banques locales et étrangères, en hausse de 15,05%, pour atteindre 499,3 MD contre 434,0 MD à fin 2017.

- L'endettement du GCT pourrait atteindre 1565,9 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 4,7% par rapport à 2018. La dette du groupe envers l'État a augmenté de 0,69% pour atteindre 173,7 MD et celle envers les fournisseurs privés s'est accrue de 53,78% pour atteindre 406 MD en 2019. En revanche, la dette du GCT envers les entreprises publiques (la compagnie des phosphates de Gafsa au titre d'achat de phosphate) a diminué de 1,51% pour atteindre 527,7 MD et envers les caisses sociales de 4,17% pour atteindre 23,0 MD. L'endettement vis-à-vis du secteur bancaire a augmenté de 12,78% pour atteindre 435,5 MD,

Tableau 19 : Les Indicateurs d'activité et indicateurs financiers les plus importants pour certaines entreprises publiques actives dans le secteur industriel

SNCPA			El Fouladh			Etablissement		
2019	2018	2017	2019	2018	2017	Unité	Indicateurs	Type d'indicateur
5858	12 624	13 631	132 619	177239	172107	Tonne	Production	Indicateurs d'activité
-	-	-	!	79479	84992	Tonne	Les ventes	
8,5	20,9	24,0	-	151,6	123,9	MD	Chiffres d'affaires	
845	873	900	993	1087	1090	Agent	Nombre d'agents	Ressources Humaines
24,6	23,6	21,4	36,5	36,7	37,1	MD	Charges de personnel	
9,1	21,6	24,9	232	147,6	127,1	MD	Produits d'exploitation	Indicateurs financiers
55,5	71,4	64,5	139,6	150,9	134,3	MD	Charges d'exploitation	
-46,4	-49,8	-39,6	12,8	-3,2	-7,1	MD	Résultat d'exploitation	
6,3	9,9	4,7	25,0	31,7	22,5	MD	Charges financières	
-55,1	-58,4	-44,4	-11,6	-33,1	-28,2	MD	Résultat Net	
-369,9	-317,6	-272,6	-301,6	-268,6	-240,6	MD	Résultat reportés	
-391,7	-336,5	-277,9	-246,8	-235,2	-202,7	MD	Capitaux propres	
0	1,4	0	6,2	1,3	2,5	MD	Valeur des investissements	Investissements
250,2	217,9	189,9	64,4	53,1	44,6	MD	L'Etat	
59,8	55,2	51,3	171,5	194,1	150,6	MD	Banques	Endettement
91,3	83,7	70,7	110,4	102,3	74	MD	Entreprises publiques	
39,6	34,1	29,9	73,5	63	57	MD	Fonds sociaux	
0	0	0	11,6	13,8	15	MD	Autres	
440,9	390,9	341,8	431,6	426,3	341,2	MD	Total des plus importantes dettes	

7-La société tunisienne de sidérurgie (EL FOULADH)

La société tunisienne de sidérurgie "El Fouladh" a été créée le 23 juillet 1962 et est entrée en production en octobre 1965. C'est une entreprise publique sous la forme d'une société anonyme sous la tutelle du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines. Sa mission principale consiste dans la fabrication de l'acier extrait de la ferraille et sa transformation en fer laminé en plus de la fabrication des produits tréfilés et des structures métalliques,

7.1-Les principaux indicateurs d'activité

- Le volume de la production a enregistré une légère augmentation en 2018 de 2,9% par rapport à 2017, pour atteindre 177239 tonnes contre 172107 tonnes en 2017. Cette hausse résulte de l'augmentation de la production du fer laminé de 3,4%, atteignant 78103 tonnes et de l'augmentation de la production des produits tréfilés de 127,6%, atteignant 6315 tonnes. L'évolution de la production de cette matière reste tributaire du succès de la campagne agricole, en plus de l'augmentation de la production de structures métalliques destinées à la Société tunisienne d'électricité et de gaz à hauteur de 36,5% atteignant 9069 tonnes. Par contre la production de billettes d'acier a baissé de 3421 tonnes atteignant 83752 tonnes en 2018,

- Le volume de production pourrait baisser en 2019 de 44620 tonnes par rapport à l'année 2018 en raison de la régression de la production des billettes d'acier qui constitue un produit semi-fini à usage interne, de 24,8% pouvant atteindre 62944 tonnes en 2019 suite principalement aux multiples arrêts au niveau du four numéro 1 résultant de pannes techniques et à l'indisponibilité de matières premières importées et ce en plus de la baisse de la production de fer laminé de 31,2% dont le volume peut atteindre 53 741 tonnes en 2019 contre 78103 tonnes en 2018.

- Le volume des ventes a diminué de 6,5% en 2018 par rapport à 2017, principalement en raison de la baisse des ventes des ronds à béton (diamètre 12 et 14), qui représentent 80% du volume total des ventes, de 13,7% correspondant à 10089 tonnes et atteignant 63 560 tonnes en 2018 contre 73649 tonnes en 2017. En revanche, les ventes ont augmenté aussi bien pour les fils tréfilés de 42,6% que pour les structures métalliques de 38,6% pendant la même période. Il est probable que le volume des ventes en 2019 connaisse une baisse de 13,7% pour atteindre 68567 Tonnes par rapport à 2018 notamment en raison de l'éventuelle régression des ventes des ronds à béton de 15,8% pour atteindre 53513 tonnes en 2019 contre 63560 tonnes en 2018. En revanche 96402 tonnes de ferraille ont été vendues au cours de l'année 2019 après que la société El Fouladh ait obtenu une licence pour exporter des quantités de

pendant la période 2019-2021 en payant une taxe de 270 dinars / tonne, taxe en vigueur lors de l'exportation de cette matière,

- Le chiffre d'affaires a enregistré une augmentation de 22,3% en 2018 par rapport à l'année 2017, pour atteindre 151,6 MD en 2018 contre 123,9 MD ; et ceci est principalement dû à l'augmentation des ventes de structures métalliques de

59% et d'une valeur de 12 MD et à l'augmentation des ventes du rond à béton qui a augmenté de 7,7 MD et ce en plus d'une augmentation des ventes de fil tréfilé de 80%, et d'une valeur de 7,1 MD.

- Le chiffre d'affaires pourrait augmenter en 2019 de 37,8% par rapport à l'année 2018 pour atteindre 209 MD principalement imputable à la hausse des revenus de l'exportation de la ferraille ,opération pour laquelle l'entreprise était agréée.

7.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre d'employés de la société El fouladh a atteint 1087 agents en 2018 contre 1090 agents en 2017 soit une légère baisse de 0,3% .Le nombre d'employés pourrait atteindre 993 agents en 2019, soit une baisse de 94 agents par rapport à 2018 en raison des départs à la retraite.

- Les charges de personnel ont enregistré une légère baisse de 1,1% en 2018 par rapport à 2017 soit d'une valeur de 0,4 MD atteignant 36,7 MD en 2018 contre 37,1 MD du fait des départs à la retraite. Les charges de personnel en 2019 pourraient diminuer de 0,2 MD par rapport à 2018, pour atteindre 36,5 MD.

- La société El fouladh et dans le cadre de la réduction continue de la masse salariale, a généralement concrétisé le programme d'assainissement social financé par l'État sous la forme de prêts du Trésor et a mis en œuvre ce qui avait été précédemment approuvé le 06 mars 2013 par la libération volontaire de 110 agents pour des raisons de santé .

7.3-Les principaux indicateurs financiers

- Malgré la baisse du volume des ventes, notamment en matière des ronds à béton , les revenus d'exploitation de l'année 2018 ont atteint 147,6 MD contre 127,1 MD en 2017 enregistrant une augmentation de 16,1% principalement dûe à la hausse des prix des ronds à béton au cours de l'année 2017 à trois reprises consécutives ainsi qu'au début de l'année 2018. En effet , l'augmentation totale des prix des ronds à béton ,des structures métalliques et des fils tréfilés a dépassé 36% entraînant des revenus d'exploitation éventuelles de 232 MD en 2019 soit une augmentation de 57,2% et ce suite à l'autorisation accordée à la société El Fouladh d'exporter des quantités de ferraille pendant la période 2019-2021 en appliquant une taxe de 270 dinars / tonne à de l'exportation de ce matériau .Ainsi la société El Fouladh a pu exporter 97 milles tonnes de ferraille qui ont rapporté 26 millions de dinars au trésor public. Aussi cette opération a permis à la société El Fouladh d'améliorer son résultat d'exploitation qui a évolué de -7,1 MD en 2017 à -3,2 MD en 2018 avec un résultat positif probable de 12,8 MD en 2019 , ce qui confirme l'efficacité d'investir dans le secteur à travers une augmentation de la capacité de production.

-En revanche , les charges d'exploitation se sont accrues de 12,4% en 2018 par rapport à 2017, atteignant 150,9 MD en 2018 contre 134,3 MD en raison principalement de l'augmentation des achats de fournitures consommées au cours de la même période de 47,9% atteignant 121,6 MD en 2018 contre 82,2 MD en 2017.Les

charges d'exploitation pourraient diminuer en 2019 de 7,5% pour atteindre 139,6 MD suite à la baisse des prix des matières premières par rapport à l'augmentation enregistrée de ces prix en 2018,

- Il s'ensuit que le résultat net de 2018 a enregistré une détérioration de 17,4%, atteignant -33,1 MD en 2018 contre -28,2 MD en 2017 en raison du déséquilibre entre les revenus et les charges et de l'augmentation de la valeur des charges financières de 40,9% atteignant 31,7 MD en 2018 contre 22,5 MD en 2017. Le résultat net pourrait atteindre -11,6 MD en 2019 du fait de la diminution des charges financières en 2019 de 21,1% soit 25MD suite à la diminution des pertes de change.

- Le montant total des capitaux propres d'El Fouladh a enregistré une baisse de 16% par rapport à 2017, puisqu'il atteignait fin 2018 une valeur de -235,2 MD contre -202,7 MD en 2017, ce qui place l'entreprise sous l'article 388 du Code des sociétés commerciales. Les capitaux propres pourraient atteindre -246,8 MD en 2019 en raison de l'accumulation de résultats reportés, qui s'élevaient à -268,6 MD en 2018 contre -240,6 MD en 2017 et ils pourraient atteindre -301,6MD en 2019.

7.4-L'investissement.

- La valeur des investissements réalisés par la société "El Fouladh" a atteint 1,3 MD à fin 2018 contre 2,5 MD en 2017, enregistrant une baisse de 48% principalement dûe au manque de sources de financement d'autant plus que l'entreprise finance ses investissements par des découverts bancaires. Cette situation a conduit à l'érosion et au vieillissement des équipements et par conséquent à la baisse de la production et au défaut de suivi des évolutions technologiques enregistrées dans le secteur comme la fabrication du rond à béton RB 500 au lieu de RB 400 contribuant ainsi à réduire la compétitivité de la société "El Fouladh". Ces facteurs ont entraîné une baisse significative de la part de l'entreprise du marché local du rond à béton qui constitue l'épine dorsale de son activité actuelle, puisqu'il dépasse 80% de son chiffre d'affaires. Cette baisse a atteint 9% fin 2018 contre 40% en 2010.

- Les investissements réalisés sont essentiellement des investissements matériels et leur valeur s'élevait à 6,2 MD en 2019 entièrement autofinancés par l'entreprise.

7.5-L'endettement

- Les dettes de la société "El Fouladh" s'élevaient en 2018 à v d 426,3 MD contre 341,2 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 24,9%. la part de la dette de l'entreprise envers l'Etat représente 12,4 % du total de sa dette en 2018 pour une valeur de 53,1 MD et la part de la dette de l'entreprise envers les banques représente 45,5 % pour une valeur 194,1 MD. La dette de la société "El Fouladh" envers les caisses sociales a évolué de 57 MD en 2017 à 63 MD en 2018 soit une augmentation de 10,5%. La dette de la société "El

Fouladh" est notamment due à la caisse nationale de sécurité sociale .L'endettement envers les entreprises publiques (notamment la Société tunisienne d'électricité et de gaz et la Société nationale de distribution du pétrole) a augmenté de 38,2% en 2018 par rapport à 2017 atteignant 102,3 MD en 2018 contre 74 MD en 2017. La dette de la société "El Fouladh" envers la Société tunisienne d'électricité et de gaz représente 74,3% de sa dette totale envers les entreprises publiques en 2018, dont 98,9% relève des banques locales en 2019.- L'endettement de la société "El Fouladh" pourrait atteindre 431,4 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 5,3 MD par rapport à 2018. En effet, l'endettement envers l'État a augmenté de 21,3%, atteignant 64,4 MD et envers les entreprises publiques a évolué de 7,9% pour atteindre 110,4 MD dont 76,8 % sont relatifs à la dette de la Société tunisienne d'électricité et de gaz . La dette envers les caisses sociales s'est accrue de 16,7% pour atteindre 73,5 MD en 2019 alors que l'endettement envers les banques a diminué de 11,6% pour atteindre 171,5 MD en 2019 contre 194,1 MD en 2018 dont 98,9% relève des banques locales en 2019..

8-Société Nationale de Cellulose et de Papier Alfa(SNCPA)

La société nationale de cellulose et de papier alfa(SNCPA) est une entreprise publique sous la forme d'une société anonyme créée en 1980 par la fusion des deux sociétés constituant le complexe industriel de Kasserine qui sont la Société nationale tunisienne de cellulose (SNTC), créée en 1956 pour fabriquer la pâte de la plante d'Alfa qui couvre une grande superficie de Kasserine et des villes voisines, et la Société tunisienne de papier alfa (STPA), créée en 1968 pour la fabrication de papier d'impression et d'écriture . La SNCPA est placée sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, et dont l'activité couvre les domaines suivants:

- La collecte de la plante d'alfa (40 000 tonnes en moyenne),
- La production de la pâte d'alfa (moyenne annuelle de 12000 tonnes),
- La fabrication de papier destiné à l'écriture et à l'impression (capacité de production estimée à 18 000 tonnes par an),
- La production de la soude et du chlore gazeux convertis en chlore liquide et acide chlorhydrique,

8.1-Les principaux indicateurs d'activité

- L'ensemble de la production de la SNCPA constitué de papier, de pates d'alfa et de produits chimiques a diminué en 2018 de 7,4% par rapport à 2017 pour atteindre 12624 tonnes en 2018 contre 13631 tonnes en 2017. La production de la société en papier représente 81,0% de la production totale en 2018 en raison de la baisse de la production de la pâte d'alfa de 67,8%, atteignant 285 tonnes en 2018 contre 885 tonnes en 2017 et ce outre la régression de la fabrication des produits chimiques de 32,5%, atteignant 2112 tonnes en 2018

contre 3129 tonnes en 2017. La diminution de la production résulte de plusieurs facteurs dont les plus importants sont la discontinuité du travail en raison du manque d'approvisionnement en vapeur d'eau, les pannes de la chaudière et l'indisponibilité de la soude pour cuire l'alfa,

- La production totale a également connu une baisse significative en 2019 de 53,6% par rapport à l'année 2018, atteignant 5858 tonnes, à cause du défaut de production de la pâte d'alfa au cours de l'année 2019 résultant du non fonctionnement de l'usine de pâte jusqu'à décembre 2019. La production de l'usine de papier a aussi diminué de 60,1% en 2019 atteignant 4079 tonnes contre 10227 tonnes en 2018. Cette baisse est due à l'arrêt de travail de la chaudière thermique en raison de son vieillissement et de l'incapacité de son utilisation. De même la production de produits chimiques a diminué de 15,8% en 2019, atteignant 1779 tonnes contre 2112 tonnes en 2018 du fait de la diminution du nombre de cellules utilisées dans l'unité électrolyse et de la dégradation de l'état du four de fabrication de l'acide chlorhydrique dans les unités électrolyse et de production du chlore liquide,

- Il s'ensuit que le chiffre d'affaires de la SNCPA a diminué en 2018 de 12,9% par rapport à 2017 atteignant 20,9 MD contre 24,0 MD en 2017, pour se détériorer davantage en 2019 et atteindre 8,5 MD.

8.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre d'agents de la SNCPA a atteint 873 en 2018 contre 900 en 2017, enregistrant une baisse de 3,0% à la suite de 20 départs à la retraite et de deux décès. Le nombre des employés a été de 845 en 2019 soit une baisse de 28 agents par rapport à 2018 en raison des départs à la retraite et de certains décès.

- En revanche, les charges de personnel ont augmenté de 10,3% d'une valeur de 2,2 MD en 2018 par rapport à 2017, atteignant 23,6 MD en 2018 contre 21,4 MD en 2017. Les charges de personnel en 2019 ont connu une augmentation de 4,2% par rapport à 2018 pour atteindre 24,6 MD. Ceci est dû à l'application de l'avancement automatique en application des prescriptions du statut de la société et des augmentations annuelles résultant des négociations sociales. Les charges de personnel ont représenté 44,3% de l'ensemble des charges d'exploitation de l'année 2019.

8.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat de l'exploitation de la SNCPA s'élève en 2018 à -49,8 MD contre -39,6 MD en 2017, enregistrant une baisse de 25,7% résultant du recul des revenus d'exploitation de 13,2%, atteignant 21,6 MD en 2018 contre 24,9 MD en 2017. Cette baisse est imputable à la diminution de l'activité de la société d'une part et à l'augmentation des charges d'exploitation de 10,7% durant la même période, atteignant 71,4 MD en 2018 contre 64,5 MD en 2017 d'autre part,

-Le résultat d'exploitation pourrait atteindre -46,4 MD en 2019, enregistrant une légère amélioration de 6,8% par rapport à l'année 2018, en raison de la possibilité d'une diminution des charges d'exploitation de 15,9 MD par rapport à une baisse inférieure des revenus d'exploitation de 12,5 MD durant la même période,

- Le déséquilibre entre les revenus et les charges consistant en une hausse des charges par rapport aux revenus est imputable à plusieurs facteurs dont les plus importants sont :

- La détérioration de la valeur du dinar, qui a engendré une augmentation des charges d'achat des besoins de la SNCPA en pâtes.

- La non couverture des charges de production du papier destiné à la fabrication du livre et du cahier scolaire par les revenus de vente du papier destiné à la fabrication du livre et du cahier scolaire .En effet , le prix de vente du papier destiné à la fabrication du livre et du cahier scolaire est fixé par le Ministère du Commerce à 1848 dinars / tonne, tandis que le coût de revient est d'environ 3000 dinars / tonne, ce qui fait supporter à la SNCPA des pertes estimées à 15,5 MD.

- L'indisponibilité des fonds nécessaires pour l'approvisionnement en pâtes de bois au début de l'année afin d'éviter des hausses de prix.

- L'incapacité de la SNCPA à réaliser les investissements nécessaires pour renouveler l'unité d'électrolyse, la société a recours chaque année à l'obtention d'un prêt de trésor pour poursuivre son activité. Au cours de l'année 2019, la société a obtenu deux prêts de trésor le premier d'une valeur de 20 MD et le second de 15 MD.

- Le résultat net réalisé en 2018 a atteint -58,4 MD contre -44,4 MD en 2017 accusant une baisse en 2018 de 31,5%. Le résultat net de 2019 pourrait atteindre -55,1 MD en raison du déséquilibre entre charges et revenus en plus de l'augmentation de la valeur des charges financières en 2018 de 110,6% par rapport à 2017 atteignant 9,9 MD en 2018 contre 4,7 MD en 2017.Cet accroissement de la valeur des charges est dû à l'augmentation des pertes de change durant la même période soit 5,5 MD en 2018 contre 1,2 MD en 2017.Les charges financières pourraient baisser de 36,4 % en 2019 par rapport à 2018 pour atteindre 6,3 MD en raison de la baisse des pertes de change en 2019 de 0,8MD.

- Le montant total des capitaux propres de la SNCPA a accusé en 2018 une détérioration de 21,1% par rapport à 2017 baissant de-277,9 MD à -336,5 MD en 2018 .Cette baisse est principalement due à l'augmentation de la valeur des résultats reportés qui a atteint - 317,6 MD en 2018 contre -272,6 MD en 2017.Il est attendu que les capitaux propres atteignent -391,7 MD en 2019, étant donné que les résultats reportés ont augmenté en

2019 pour atteindre -369,9 MD. Il convient d'indiquer que l'accumulation des pertes enregistrées place la SNCPA sous l'article 388 du code des sociétés commerciales .

8.4-L'investissement

- La valeur des investissements réalisés par la SNCPA a atteint 1,4 MD à fin 2018. Quant aux années 2017 et 2019, la société n'a pas été en mesure de dégager des ressources financières pour réaliser ses investissements.

8.5-L'endettement

- Les dettes de la SNCPA ont atteint 390,9 MD en 2018 contre 341,8 MD en 2017 enregistrant une augmentation de 14,4%. La dette de la société envers l'État a représenté 55,7% de sa dette totale en 2018, pour une valeur totale de 217,9 MD alors que celle envers les banques a représenté respectivement 14,1% et 55,2 MD. L'endettement envers les caisses sociales a augmenté pour atteindre 34,1 MD en 2018 contre 29,9 MD en 2017, enregistrant une hausse de 14,0%. Aussi l'endettement envers les entreprises publiques a augmenté de 18,4% en 2018 par rapport à 2017 atteignant 83,7 MD en 2018 contre 70,7 MD en 2017. La dette de la société tunisienne de l'électricité et du gaz représentait 98,5% de la dette totale de la SNCPA en 2018. -L'endettement de la SNCPA pourrait atteindre 440,9 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 12,8% par rapport à 2018. L'endettement envers l'État a augmenté de 14,8% pour atteindre 250,2 MD en 2019. Aussi l'endettement de la SNCPA a augmenté envers les banques de 8,3% atteignant 59,8 MD et envers les entreprises publiques de 9,1 % atteignant 91,3 MD et envers les caisses sociales de 5,5 MD atteignant 39,6 MD .

IV- les entreprises publiques sous tutelle du Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche

Tableau 20 : l'office des céréales, l'office national de l'huile ,l'office des terres domaniales et la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux

Nature de l' indicateur	indicateurs	Entreprise	OFFICE DES CEREALES			OFFICE NATIONAL DE L'HUILE			OFFICE DES TERRES DOMANIALES			SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX			
			Unité/ année	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Indicateurs D' activités	Production végétale	MD							57,6	159,3	84,4				
	Production animale	MD							42,3	43,9	51,4				
	Produits alimentaires industrielles	MD							9,4	22,8	14,3				
	Vente céréales importées	MD	594,0	680,2	602,9										
	Vente céréales locales	MD	225,8	206,2	225,6										
	Achat céréales importées	MD	1208,2	1630,5	1528,0										
	Achat céréales locales	MD	561,9	529,8	583,8										
	Achat huile végétale	MD				325,0	339,0	330,0							
	Achat huile végétale compensée	MD				113,0	109,0	99,0							
	Achat huile d'olive	MD				22,3	78,3	32,3							
	Exportation huile d'olive	MD				7,2	62,4	32,9							
	Vente eaux	MD											289,8	299,1	307,2
	Connexions nouvelles	Nombre											39,7	31,5	42,8
Ressources humaines	Nombre agents	Agent	1284,0	1223,0	1193,0	375,0	330,0	304,0	4139,0	4063,0	3892,0	6318,0	6413,0	6274,0	

	Charges personnels	MD		35,6		36,8		47,0		9,2		8,5		7,7		76,0		81,1		83,9		181,8		186,9		189,8
Indicateurs financiers	Produits d'exploitation	MD		1903,5		2343,8		2783,0		362,8		383,4		382,9		114,8		211,9		156,0		434,3		436,1		463,8
	Subvention d'exploitation	MD		999,0		1363,0		1789,0		1,7		0,1		0,1		0,3		0,7		0,4		0,0		0,0		0,0
	Charges financières	MD		86,0		146,0		250,0		16,7		21,6		19,9		9,2		10,7		11,9		13,1		27,9		33,8
	Charges d'exploitation	MD		1871,1		2266,4		2721,0		354,5		370,5		371,7		158,8		182,9		169,7		460,2		481,1		584,6
	Résultats D'exploitation	MD		32,4		77,4		63,0		8,2		12,9		11,2		-44,0		29,0		-13,7		-25,9		-45,0		-120,8
	Résultats nets	MD		-41,6		-76,0		-175,0		-6,7		-9,0		-10,1		-55,4		22,6		-27,7		-39,0		-72,9		-154,6
	Résultats reportés	MD		-877,3		-918,9		-994,9		-324,4		-331,1		-340,1		-115,6		-167,5		-144,9		-213,7		-252,7		-
	Fonds propres	MD		-896,7		-972,7		-1142,5		-272,5		-281,0		-290,9		-131,9		-109,3		-137,0		125,1,1		134,1,5		-
investissement	Valeur d'investissement	MD		5,0		10,8		48,9		5,1		3,6		6,0		15,1		12,9		10,3		243,5		199,9		197,0
Endettement	Etat	MD		318,5		318,5		318,5		163,5		213,0		284,4		29,6		29,6		29,6		5,5		10,0		60,0
	Entreprises	MD		0,0		0,0		0,0		-		-		-		-		-		-		12,6		22,1		25,8
	Caisses sociales	MD		0,0		0,0		0,0		5,0		4,3		2,7		28,3		39,5		49,4		90,0		79,8		73,8
	Banques	MD		621,0		903,0		1911,0		173,4		175,6		150,7		60,0		58,9		48,5		598,9		752,1		564,7
	Total dettes	MD		939,5		1221,5		2229,5		348,4		415,3		484,7		139,0		148,9		148,8		707,0		864,0		724,3

1-L'office des céréales

L'Office des céréales est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique créé en vertu du décret-loi n ° 1962-10- du 3 avril 1962. Il a été chargé de nombreuses tâches dont les plus importantes sont : L'approvisionnement constant et continu du pays en blé dur, blé tendre et en orge fourragère pour couvrir tous les besoins de consommation humaine et animale avec la garantie d'un stock dans le pays, couvrant une période d'au moins deux mois pour chaque produit.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

- La valeur des ventes a augmenté en 2018 de 8,4% par rapport à 2017 pour atteindre 974,9 MD en raison de l'augmentation des ventes de céréales importées de 14,5% (notamment de l'orge fourragère), tandis que la valeur des ventes sur le marché local a diminué de 19,6 MD en 2018,
- La valeur des achats de céréales importées a augmenté en 2018 de 35% par rapport à 2017, pour atteindre 1630,5 MD suite à la hausse des prix de l'orge fourragère sur le marché international , à l'augmentation des quantités de blé tendre et à la hausse des prix de l'importation en dinars tunisiens.
- La valeur des achats des céréales sur le marché local a diminué de 5,7% par rapport à 2017, pour atteindre 529,8 MD en 2018, en raison de la baisse des quantités d'achats de la production locale.

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre des employés de l'office des céréales a atteint 1223 agents en 2018, enregistrant une baisse de 4,8% par rapport à l'année 2017 en raison des départs à la retraite. L'effectif pourrait atteindre 1193 agents en 2019 soit une baisse de 30 agents par rapport à 2018.
- Les charges de personnel ont augmenté de 3,2% soit une croissance de 1,1 MD en 2018 par rapport à l'année 2017, suite à la hausse des salaires au titre de l'année 2018 .Les charges de personnel pourraient connaître en 2019 une augmentation de 27,7% par rapport à l'année 2018 pour atteindre 47 MD.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de l'office des céréales a enregistré en 2018 une augmentation de 139% et d'une valeur de 45 MD par rapport à 2017 pour atteindre 77,4 MD en 2018, en raison principalement de l'évolution

des produits d'exploitation de l'office à un rythme supérieur à celui de l'évolution de ses charges d'exploitation. Le total des charges d'exploitation de l'office a atteint 2266,4 MD en 2018, enregistrant une augmentation comparativement à l'année 2017 de 21,1%, soit une valeur de 395,26 MD alors que le montant total des produits d'exploitation de l'office en 2018 a été de 2343,8 MD enregistrant ainsi une augmentation de 23,1% soit d'une valeur de 440,3 MD par rapport à 2017 qui est notamment due à l'augmentation de la valeur de la compensation des ventes de céréales de 364,1 MD résultant de la hausse du coût d'achat des céréales importées et de l'augmentation des quantités vendues, notamment de l'orge fourragère.

- Le résultat d'exploitation pourrait atteindre 63 MD en 2019, accusant une détérioration de 18,6% par rapport à 2018, en raison de l'augmentation des prix d'importation en dinar tunisien, de la hausse des prix sur le marché mondial et de l'augmentation des prix des céréales locales à la production à partir de juin 2019.

- Les produits d'exploitation pourraient augmenter de 18,7% pour atteindre 2783 MD en 2019, et les charges d'exploitation pourraient augmenter de 20,1% au cours de la même période pour atteindre 2721 MD en 2019.

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une détérioration significative de 82,7% par rapport à 2017 pour atteindre -76 MD et il est possible que le résultat net en 2019 atteigne une valeur de -175 MD, principalement en raison de l'augmentation des charges financières de l'office qui ont atteint 250 MD en 2019 contre 146 MD et 86 MD respectivement en 2018 et 2017.

- Le montant total des capitaux propres de l'office des céréales a atteint une valeur de -972,7 MD en 2018 contre -896,7 MD en 2017 enregistrant une baisse de 8,5% par rapport à 2017 qui est principalement due au résultat net négatif enregistré par l'office. Il est probable que les capitaux propres de l'office des céréales enregistrent en 2019 une baisse de 17,5% par rapport à l'année 2018 pour atteindre -1142,5MD et ce suite à la continuation de l'enregistrement de résultats négatifs par l'office et à la détérioration de ses résultats reportés.

1.4-L'investissement

- Le montant des investissements réalisés par l'office s'est élevée à 10,8 MD fin 2018, enregistrant une augmentation remarquable de 116% par rapport à 2017 dûe principalement à la réalisation du projet de reconstruction des huit cellules démolies dans le réservoir du port de Bizerte d'une capacité de stockage de 16 mille tonnes avec une valeur de 5 MD.

- Les estimations d'investissement de l'année 2019 s'élèvent à 48,9 MD, réparties comme suit:
 - Investissements à la charge de l'Etat: 3,9 MD,
 - Investissements à la charge de l'office des céréales : 45 MD,
- La subvention d'investissement octroyée à l'office des céréales a conservé la même valeur financière de 3 MD au cours de la période 2017-2019.

1.5-L'endettement

- L'endettement de l'office des céréales a atteint 1221,5 MD en 2018 contre 939,5 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 30% dont la dette de l'office envers l'État a représenté 26% de sa dette totale en 2018, pour une valeur égale à 318,5 MD et envers les banques elle a constitué 74% de cette dette pour une valeur égale à 903 MD,
- L'endettement de l'office pourrait atteindre 2229,5 MD en 2019, enregistrant une augmentation de 82,5% comparativement à l'année 2018. la dette de l'office envers l'Etat ayant conservé la même valeur que celle enregistrée en 2018, tandis que la dette envers les banques a augmenté de 111,6% pour atteindre 1911 MD en 2019.

2-L'Office National de L'huile(ONH)

L' Office National de L'huile (ONH) est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique créé en vertu du décret- n ° 1962-24 du 30 août 1962 tel qu'approuvé par la loi N ° 1962-61 du 27 novembre 1962.

L'ONH a pour mission :

- ✓ Approvisionnement du pays en huile végétale subventionnée (de l'approvisionnement à la distribution) pour le compte de l'Etat et dans le cadre d'une concession .
- ✓ Exécution de l'ensemble des interventions au profit du secteur de l'huile d'olive relatives notamment à la réalisation des campagnes nationales de lutte contre les ravageurs nuisibles aux oliviers et au soutien des opérations de fertilisation azotée, à l'acquisition des équipements agricoles, à la formation de la main- d'œuvre spécialisée et à l'encouragement de la recherche scientifique agricole.
- ✓ Intervention pour ajuster et rationaliser le marché de l'huile d'olive afin de préserver les intérêts de toutes les parties prenantes.

2.1-Les principaux indicateurs d'activité

- Les achats d'huile végétale subventionnée ont enregistré en 2018 une diminution de 1,8% par rapport à 2017, pour atteindre 168 milles tonnes en raison de la baisse de la demande des entreprises de mise en conserves, ils pourraient enregistrer une baisse de 5,5 milles tonnes en 2019 par rapport à 2018.
- La valeur des achats d'huile végétale a enregistré en 2018 une augmentation de 4,3% par rapport à 2017, pour atteindre 339 MD en 2018 en raison de l'évolution des prix internationaux et du taux de change du dinar tunisien par rapport au dollar .La valeur des achats d'huile végétale subventionnée pourrait baisser en 2019 de 9 MD par rapport à 2018.
- Les ventes d'huile végétale subventionnée ont enregistré une baisse en 2018 de 2,8% par rapport à 2017, pour atteindre 161 milles tonnes en raison de la baisse de la demande des entreprises de mise en conserves . Il est probable que les ventes d'huile végétale subventionnée accusent en 2019 une baisse de 7,1 milles tonnes par rapport à 2018.
- La valeur des ventes d'huile végétale a enregistré en 2018 une baisse de 3,5% par rapport à 2017 pour atteindre 109 MD ;Il est attendu que la valeur des ventes d'huile végétale subventionnée en 2019 connaisse une baisse de 10 MD par rapport à l'année 2018, étant donné que les prix de vente sont déterminés par le Ministère du commerce et du développement des exportations ,
- La valeur des achats d'huile d'olive s'est élevée à 78,3 MD en 2018 contre 22,3 MD en 2017, soit une hausse de 251,1%, et il est possible qu'elle atteigne 32,3 MD en 2019, en raison de sa corrélation avec la rentabilité des oliviers et les prix de négoce des olives.
- La valeur des exportations d'huile d'olive a atteint 62,4 MD en 2018 contre 7,2 MD en 2017, soit une augmentation de 766,7%. Elle devrait atteindre 32,9 MD en décembre 2019, en raison de sa corrélation avec les prix sur le marché mondial et des effets de la règle de l'offre et de la demande.

2.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- L'effectif des employés de l'office national de l'huile a atteint 330 agents en 2018, enregistrant une baisse de 12% par rapport à 2017. Il est probable que cet effectif atteigne 304 agents en 2019, soit une baisse de 26 agents comparativement à l'année 2018 du fait des départs à la retraite et de la diminution du nombre d'agents contractuels.

- Les charges de personnel ont baissé de 7,6% en 2018 par rapport à 2017, soit une valeur de 0,7 MD du fait des départs à la retraite.

- Il est probable que les charges de personnel diminuent en 2019 de 8,9% comparativement à 2018 pour atteindre 7,7 MD.

2.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de l'office national de l'huile a connu une augmentation en 2018 de 56,7% et d'une valeur de 4,7 MD par rapport à l'année 2017 principalement en raison de l'augmentation des produits d'exploitation à un rythme supérieur à celui de l'évolution des charges d'exploitation ; En effet, les charges totales d'exploitation de l'office ont atteint 370,5 MD en 2018, enregistrant une augmentation de 4,5% et d'une valeur de 16 MD par rapport à 2017 alors que le total des produits d'exploitation de l'office s'élevait en 2018 à 383,4 MD enregistrant une augmentation comparativement à 2017 de 5,7%, soit une valeur de 20,6 MD. Cela est principalement dû à l'augmentation de la valeur des revenus de compensation au cours de la même période de 20,6 MD, évoluant de 245,3 MD en 2017 à 265,9 MD en 2018.

- Il est probable que le résultat d'exploitation atteigne 11,2 MD en 2019, enregistrant une détérioration de 13,3% par rapport à 2018. Les produits d'exploitation enregistreront une baisse de 0,13% pour atteindre 382,9 MD en 2019, et les coûts d'exploitation vont augmenter de 0,3% durant la même période, pour atteindre 371,7 MD en 2019,

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une baisse de 34% par rapport à l'année 2017 atteignant -8,9 MD en 2018 contre -6,7 MD en 2017. Cette baisse est principalement imputable aux charges financières nettes élevées résultant du financement d'une partie importante des opérations exécutées par des découverts bancaires, ce qui a eu une incidence négative sur les équilibres financiers de l'ONH.

- Le montant total des capitaux propres de l'ONH a enregistré une baisse de 3,1% par rapport à l'année 2017 puisqu'il atteignait à fin 2018 une valeur de -281 MD contre -272,5 MD en 2017. Cette baisse est principalement due au résultat net négatif enregistré par l'office. Il est attendu que les capitaux propres de l'ONH continuent de baisser pour atteindre -290,9 MD en 2019, soit une baisse de 3,5% comparativement à 2018 en raison de la continuation de la réalisation par l'office de résultats négatifs et de la détérioration de ses résultats reportés,

2.4-Les investissements

- La valeur des investissements réalisés par l'ONH a atteint 3,6 MD à fin 2018, enregistrant une baisse remarquable de 29,4% par rapport à 2017,
- Le montant des investissements réalisés en 2019 s'élève à 6 MD, divisée comme suit:
 - Investissements à la charge de l'Etat: 5 MD,
 - Investissements à la charge de l'ONH : 1 MD,
- La valeur de la subvention d'investissement octroyée à l'ONH s'est élevée à 0,9 MD en 2018, enregistrant une augmentation de 1339,7% par rapport à 2017, elle devrait atteindre 0,8 MD en 2019.

2.5-L'endettement

- La dette de l'ONH a atteint en 2018 un montant de 415,3 MD contre 348,4 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 19,2% dont 51,3% envers l'Etat d'un montant de 213,5 MD en 2018 ,42,3% envers les banques soit un montant de 175,6 MD alors que la dette envers les caisses sociales a baissé à 4,3 MD en 2018 contre 5 MD en 2017, soit une diminution de 14%.
- Il est probable que la dette de l'office atteigne 484,7MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 16,7% par rapport à 2018.La dette envers l'État a augmenté de 33,5% alors que celle envers les banques a diminué de 14,2% pour atteindre 150,7% MD en 2019 et celle envers les caisses sociales a régressé pour atteindre 2,7 MD.

3-La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux(SONEDE)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des eaux est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique .Elle a été créée en vertu de la loi n° 1968-22 du 2 juillet 1968 tel que modifiée par la loi n°1976-21 du 21 janvier 1976 pour gérer le secteur de l'eau potable. Ses activités les plus importantes portent sur la production et la distribution d'eau, la conduite des études, les travaux d'interconnexion et l'approvisionnement, tout en veillant à la qualité des services. Elle est considérée comme le seul fournisseur d'eau potable.

3.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Les ventes d'eau ont atteint 299 ,1 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 3,21% par rapport à 2017 . Il est probable que les ventes d'eau enregistrent en 2019 une augmentation de 8,1MD comparativement à2018.

-Les nouvelles connexions ont atteint 31,5 MD en 2018 enregistrant une baisse de 20,65% par rapport à 2017 .Il est attendu que les nouvelles connexions augmentent en 2019 de 11,3 MD par rapport à 2018 .

3.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre des employés de la SONEDE a atteint 6413 agents en 2018, enregistrant une augmentation de 1,5% par rapport à 2017 en raison de la supériorité du nombre des recrutements nouveaux au nombre d'agents partant à la retraite .En effet il y a eu 475 nouveaux recrutements d'agents en 2018 contre 90 en 2017, alors que le nombre d'employés mis à la retraite a été de 361 agents en 2018.Le nombre d'agents de la SONEDE pourrait atteindre 6274 agents en 2019, soit une baisse de 139 agents par rapport à 2018, en raison du recrutement de 114 agents et de la mise à la retraite de 214 agents.

- Les charges de personnel ont augmenté en 2018 de 2,8% par rapport à 2017 soit un montant de 5,1 MD pour passer de 181,8 MD à 186,9 MD en raison des augmentations salariales et des recrutements programmés au titre des années 2016, 2017 et 2018.

- Les charges de personnel pourraient augmenter en 2019 de 1,6% par rapport à 2018 pour-atteindre 189,8 MD.

3.3-Les principaux indicateurs financiers :

- Les résultats d'exploitation de la SONEDE ont enregistré une baisse importante en 2018 par rapport à l'année 2017 de 73,6% et d'une valeur de 19,1 MD notamment en raison de l'évolution des produits d'exploitation à un rythme inférieur au rythme d'évolution des charges d'exploitation ;En effet le montant total des charges d'exploitation a atteint 481,1MD en 2018 soit une augmentation de 4,5%par rapport à 2017 équivalant 20,9 MD alors que le total des produits d'exploitation de l'entreprise en 2018 s'élevait à 436,1 MD enregistrant ainsi une augmentation par rapport à 2017 de 0,4% et d'une valeur de 1,8 MD.

- Il est probable que le résultat d'exploitation atteigne -120,8 MD en 2019 soit une détérioration de 168,4% par rapport à 2018.En effet , les produits d'exploitation augmenteront en 2019de 6,4% pour atteindre 463,8 MD et les charges d'exploitation s'accroîtront de 21,5% durant la même période pour atteindre 584,6 MD,

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une baisse significative de 87% par rapport à

l'année 2017, puisqu'il a régressé de -39 MD en 2017 à -72,9 MD en 2018 et il est possible que le résultat net de 2019 atteigne un montant de -154,6 MD.

3.4-L'investissement

- Le montant des investissements réalisés par la SONEDE a atteint 199,9 MD à fin 2018, affichant une baisse remarquable de 17,9% par rapport à l'année 2017, et il est probable qu'elle atteindra 197 MD en 2019, soit une baisse de 1,5%.

- Le montant de la subvention d'investissement s'est élevée à 146 MD en 2018 (dont environ 50 MD transférés pour financer la station de dessalement d'eau de mer), faisant ressortir ainsi une augmentation de 790,2% .La valeur de la subvention au titre de 2019 pourra atteindre 119,6 MD soit une baisse de 26 ,4MD.

3.5-L'endettement

- Les dettes de la SONEDE s'élevaient en 2018 à 864 MD contre 707 MD en 2017, enregistrant un accroissement de 22,2 % dont 1,2% de la dette totale en 2018 envers l'Etat d'une valeur de 10 MD, 87% envers les banques d'une valeur de 752.1 MD alors que L'endettement envers les caisses sociales a régressé en 2018 pour atteindre 79,8 MD contre 90 MD en 2017, enregistrant une baisse de 11,3% et l'endettement envers les entreprises publiques a augmenté de 75,4 % atteignant 22,1 MD en 2018

- La dette de la SONEDE pourrait atteindre 724,3 MD en 2019, enregistrant une baisse de 16,2% par rapport à 2018.La dette de la société envers les banques a diminué de 24,9% pour atteindre 564,7 MD en 2019 et son endettement envers les caisses sociales a baissé de 7,5%, tandis que l'endettement envers l'Etat et les entreprises publiques a augmenté respectivement de 500% et 17% au cours de l'année 2019.

4-L'Office des Terres Domaniales (OTD)

L'Office des Terres Domaniales (OTD) est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique , créé en vertu du décret loi n ° 1961-15 du 30 septembre 1961 tel qu'approuvé par la loi n ° 1961-58 du 1er décembre 1961.

Les principales tâches de l'OTD consistent dans la gestion et la mise en valeur des terres domaniales à caractère agricole mises à sa disposition ainsi que la mise en place de centres de rayonnement pour diffuser et soutenir les nouvelles techniques agricoles.

Aussi l'OTD contribue à assurer la sécurité alimentaire en matière des produits de base tels que les céréales, l'huile d'olive, les œufs, la viande, le lait et la production des semences sélectionnées de céréales. Il a également pour mission l'exploitation et la gestion des terres objet de déchéance et récupérées par le Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières.

4.1-Les principaux indicateurs d'activité

- La production de l'OTD est étroitement liée aux facteurs climatiques qui déterminent les principales caractéristiques de la saison agricole et en particulier le secteur oléicole. Le total des revenus de ses produits a atteint 226 MD en 2018 contre 109,3 MD en 2017 enregistrant une augmentation de 106,7%. Les revenus éventuels de 2019 pourraient atteindre 150,1 MD .
- Le revenu de la production végétale a enregistré en 2018 une augmentation significative de 176,6% par rapport à 2017 ;Il pourra atteindre 84,4 MD en 2019, soit une baisse de 47%.
- Le revenu de production animale a enregistré une légère augmentation de 3,8% en 2018 par rapport à 2017, atteignant 43,9 MD ;Il pourra atteindre 51,4 MD en 2019, soit une hausse de 17,1%.
- Le revenu des produits alimentaires industriels a atteint 22,8 MD en 2018 enregistrant une augmentation significative de 142,6% par rapport à 2017. Il est attendu qu'il atteigne 14,3 MD en 2019 soit une baisse de 37,3%.

4.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- le nombre des employés de l'OTD a atteint 4063 agents en 2018, enregistrant une baisse de 1,8% par rapport à 2017. Il est possible que ce nombre atteigne 3892 agents en 2019, soit une baisse de 171 agents par rapport à 2018, du fait de l'interdépendance des besoins de l'office en main d'œuvre avec la variation de la production ,le besoin augmente avec l'augmentation de la production et diminue avec sa diminution .
- Les charges de personnel ont augmenté de 6,7% soit d'une valeur de 5,1 MD en 2018 par rapport à 2017, du fait de l'augmentation des salaires, de l'accélération du rythme des promotions et de l'intégration d'un grand nombre d'ouvriers agricoles parmi les ouvriers cadres.
- Les charges de personnel pourront augmenter de 3,5% en 2019 par rapport à 2018, pour atteindre 83,9 MD.

4.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de L'OTD a enregistré une augmentation significative en 2018 de 166% et d'une valeur de 73,1 MD par rapport à 2017 en raison de l'augmentation des produits d'exploitation à un rythme supérieur à celui des charges d'exploitation .En effet ,le total des charges d'exploitation a atteint 182,9 MD en 2018 ,soit une augmentation par rapport à l'année 2017 de 15,1% et d'une valeur de 24 MD, alors que le total des produits d'exploitation de l'office en 2018 s'élevait à 211,9 MD enregistrant ainsi une augmentation par rapport à l'année 2017 de 84,6% soit une valeur de 97,1 MD qui est notamment dûe à l'effet des facteurs climatiques sur la production, en particulier sur l'huile d'olive.
- Le résultat d'exploitation pourra atteindre -13,7 MD en 2019, enregistrant une détérioration de 147% par rapport à l'année 2018.Il est possible que les produits d'exploitation diminuent de 26,4% pour atteindre 156 MD en 2019 et que les charges d'exploitation régressent de 7,2% durant la même période pour atteindre 169,7 MD en 2019,
- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une augmentation remarquable de 140,8% par rapport à l'année 2017, évoluant de -55,4 MD en 2017 à 22,6 MD en 2018, et il pourrait atteindre -27,7 MD en 2019,
- Le total des capitaux propres de l'OTD a enregistré en 2018 une augmentation de 17,1% par rapport à 2017 atteignant une valeur de -109,3 MD contre -131,9 MD en 2017, et cette évolution est principalement due au résultat net positif enregistré par l'office.
- Il est probable que les capitaux propres de l'office diminuent pour atteindre -137 MD en 2019, soit une baisse de 25,4% par rapport à l'année 2018.

4.4-L'investissement

- Le montant des investissements réalisés par l'OTD a atteint 12,9 MD à fin 2018, enregistrant une baisse significative de 14,6% par rapport à l'année 2017.
- La valeur des investissements réalisés en 2019 s'est élevée à 10,3 MD, autofinancés à 100% puisque l'office n'a pas pu obtenir de subvention d'investissement pendant deux saisons consécutives.

4.5-L'endettement

- Le total de la dette de l'OTD a atteint 148,9 MD en 2018 contre 139 MD en 2017, marquant une augmentation de 7,1% dont la dette envers l'État a représenté 19,9% de la dette totale de l'office en 2018, pour une valeur totale égale à 29,6 MD et envers les banques a constitué 39,6%, soit une valeur de 58,9 MD. L'endettement de l'office envers les caisses sociales a augmenté à 39,5 MD en 2018 contre 28,3 MD en 2017, enregistrant un accroissement de 38,5%.

-Il est probable que la dette atteindra 148,8 MD en 2019 et enregistrera une légère diminution de 0,1% par rapport à 2018. En effet, la dette de l'office envers les banques a baissé de 17,8% alors que la dette envers les caisses sociales a augmenté de 48,4 % pour atteindre 49,4 MD en 2019, la dette envers l'Etat a gardé la même valeur.

v-Les entreprises publiques sous tutelle du Ministère du commerce et du développement des exportations

Tableau 21-Les principaux indicateurs financiers et d'activité de l'office du commerce de la Tunisie :

Nature de l'indicateur	Indicateurs	Entreprise	Office du commerce de la Tunisie		
			Année/unité	2017	2018
Indicateurs d'activités	Ventes OCT	MD	608,9	650,3	705,7
	Achats OCT	MD	624,6	581,5	609,2
Ressources Humaines	Nombre agents	Agent	580,0	578,0	564,0
	Charges personnels	MD	21,8	22,9	23,6
Indicateurs financiers	Ressources d'exploitation	MD	647,7	676,9	723,6
	Subvention d'exploitation	MD	9,9	15,2	24,0
	Charges financières	MD	20,6	21,9	24,0
	Charges d'exploitation	MD	673,1	663,1	709,6
	Résultats d'exploitation	MD	-25,5	13,9	13,9
	Résultats nets	MD	-43,0	6,4	-4,0
	Résultats reportés	MD	-227,5	-275	-271,9
Investissement	Valeur d'investissement	MD	2,2	9,8	1,9
Endettement	Etat	MD	150,8	150,8	150,8
	Entreprises	MD	1,0	0,8	0,3
	Caisse sociales	MD	-	-	-
	Banques	MD	220,0	220,0	220,0
	Total dettes	MD	371,8	371,6	371,1

1-L'office du commerce de la Tunisie

L'Office du commerce de la Tunisie (OCT) est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considéré comme entreprise publique, créé en vertu du décret-loi n° 1962-6 du 3 avril 1962, tel qu'approuvé par la loi n° 1962-14 du 24 mai 1962. Il a pour mission l'approvisionnement du marché intérieur en produits de base et l'ajustement du marché à travers l'importation occasionnelle de certains produits connaissant un manque au niveau de l'offre.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

- Les ventes de l'OCT ont enregistré une augmentation de 6,8% en 2018 par rapport à 2017, pour atteindre 650,3 MD en 2018, en raison de l'augmentation des ventes de sucre de 21 MD, de café pour 19 MD, de produits occasionnels d'un montant 21 MD et de riz à hauteur de 4 MD.

- Il est probable que les ventes de l'office augmentent de 55,4 MD en 2019 par rapport à 2018.

- Les achats de l'OCT en 2018 ont enregistré une baisse de 6,9% par rapport à 2017, pour atteindre 581,5 MD.

- Il est probable que les achats de l'office connaissent en 2019 une augmentation de 27,7 MD par rapport à 2018, soit une hausse de 4,7%.

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- L'effectif du personnel de l'OCT a atteint 578 agents en 2018, enregistrant une baisse de 0,3% par rapport à 2017. Le nombre d'agents pourra atteindre 564 agents en 2019, soit une diminution de 14 agents par rapport à 2018, et ce suite aux départs à la retraite et au non-achèvement du programme de recrutement relatif aux années 2015 et 2016 notamment en ce qui concerne les cadres,

- Les charges de personnel ont augmenté de 5,2% en 2018 par rapport à 2017, soit une valeur de 1,1 MD suite aux augmentations salariales et légales, aux promotions et aux avancements dans l'échelle de carrière.

- Il est probable que les charges de personnel augmentent en 2019 de 3% par rapport à 2018, pour atteindre 23,6 MD.

1.3- Les principaux indicateurs financiers :

- Le résultat d'exploitation de l'OCT a connu une augmentation en 2018 par rapport à l'année 2017 de 154,5% et d'une valeur de 39,3 MD en raison de l'augmentation des produits d'exploitation de l'office à un rythme supérieur au rythme d'évolution des charges d'exploitation. En effet ,le montant total des charges d'exploitation de l'office a atteint 663, 1 MD en 2018, enregistrant une baisse de 1,5% et d'une valeur de 10,1 MD par rapport à 2017, alors que le total des produits d'exploitation de l'office s'élevait en 2018 à 676,9 MD, enregistrant une évolution de 4,5%, soit d'une valeur de 29,3 MD par rapport à 2017 ;Cette situation résulte principalement de l'augmentation des revenus de l'office au cours de la même période de 41,2 MD, suite à l'augmentation des ventes de sucre pour 21 MD et des ventes de café de 7 MD et des produits occasionnels à concurrence de 9 MD et du riz à hauteur de 4MD,

- Le résultat d'exploitation attendu pourra atteindre 13,9 MD en 2019, enregistrant une régression de 94,2% par rapport à 2018, alors que les produits d'exploitation augmenteront de 6,9% pour atteindre 723,6 MD en 2019, et les charges d'exploitation vont s'accroître de 7% durant la même période pour atteindre 709,6 MD en 2019,

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une augmentation significative de 114,9% par rapport à l'année 2017,évoluant de -43 MD en 2017 à 6,4 MD en 2018 et il est probable que le résultat net atteigne en 2019 une valeur de -4 MD,

- Le total des capitaux propres de l'OCT a enregistré une baisse de 21,3% par rapport à 2017, atteignant à la fin de 2018 une valeur de-245,1 MD contre -202,1MD en 2017.Cette baisse est principalement due aux résultats négatifs reportés enregistrés par l'OCT,

- Il est possible que les capitaux propres de l'Office du commerce de la Tunisie augmentent pour atteindre - 242,7 MD en 2019, soit une augmentation de 1% par rapport à l'année 2018.

1.4-L'investissement

- La valeur des investissements réalisés par l'OCT a atteint 9,8 MD à fin 2018, enregistrant une évolution significative de 345,5% par rapport à l'année 2017.La valeur des investissements réalisés en 2019 peuvent atteindre 1,9 MD affichant une baisse de 80,6% par rapport à 2018, notamment en raison du report des travaux de construction du centre de stockage et de distribution d'Enfidha et des études liées à la construction d'un

nouveau centre de stockage et de distribution à Sfax et à la participation à la création de l'entreprise qui sera chargée de la gestion de la zone commerciale et logistique de Benguerdène

1.5-L'endettement

-Les dettes de l'OCT s'élevaient en 2018 à 371,6 MD contre 371,8 MD en 2017, enregistrant une baisse de 0,1%.En effet ,La dette de l'OCT envers l'État a représenté 40,6% de sa dette totale en 2018, pour une valeur totale égale à 150,8 MD et envers les banques elle a constitué 59,2%, soit une valeur de 220 MD. L'endettement de l'OCT envers les entreprises publiques a diminué de 20% en 2018 par rapport à 2017 baissant de 1MD en 2017 à 0,8 MD en 2018.

- Il est probable que la dette de l'OCT atteigne 371,1 MD en 2019, affichant une diminution de 0,1% par rapport à 2018.En effet ,la dette de l'office envers les entreprises publiques a diminué de 62,5%, alors que la dette envers l'État et les banques a conservé les même valeurs que ceux des années 2017 et 2018.

VI-Les entreprises publiques sous la tutelle du ministère des Affaires locales et de l'Environnement

Tableau 22: les principaux Indicateurs d'activité et indicateurs financiers de l'ONAS :

Nature de l'indicateur	Indicateurs	Entreprise	Office national de l'assainissement		
		Année/unité	2017	2018	2019
Indicateurs d'activités	Quantité d'eau consommée	M3	302	314	320
	Taxes d'assainissement	MD	191,3	208,7	230,9
Ressources Humaines	Nombre agents	Agent	3592	3396	3260
	Charges de personnel	MD	102,2	105,3	104,3
Indicateurs financiers	Ressources d'exploitation	MD	324,2	339,7	254,8
	Subvention d'exploitation	MD	12,5	13,8	15,2
	Charges financières	MD	5,0	7,1	7,3
	Charges d'exploitation	MD	271,0	283,4	317,9
	Résultats d'exploitation	MD	53,2	56,3	-63,1
	Résultats nets	MD	-5,7	2,65	-75,10
	Résultats reportés	MD	56,60	51,9	54,6
	Fonds propres	MD	1350,2	1449,1	1567,5
Investissement	Valeur d'investissement	MD	188,9	223,2	214,4
Endettement	Etat	MD	12,7	18,2	18,7
	Entreprises	MD	7,5	13,9	14,5
	Caisses sociales	MD	15,9	25,2	10,6
	Banques	MD	-	-	-
	Total dettes	MD	50,9	72,6	57,1

1-L'Office National de l'Assainissement (ONAS)

L'Office National de l'Assainissement(ONAS) est un établissement public à caractère non administratif

(EPNA) considéré comme entreprise publique. IL a été créé en vertu de la loi n ° 1974-73 du 3 août 1974 avec pour mission d'assurer la gestion du secteur de l'assainissement. La loi portant création de l'Office a été amendée par la loi n°1993-41 du 19 avril 1993, en vertu de laquelle l'Office est devenu le principal intervenant dans le domaine de la protection du milieu hydrique et de la lutte contre toutes les sources de pollution.

1.1-Les principaux indicateurs d'activité

-Le chiffre d'affaires de l'ONAS a atteint 210,4 MD en 2018 enregistrant une augmentation de 9% par rapport à 2017 et ce, en raison de l'évolution des tarifs d'assainissement qui a généré un montant de 17,4 MD soit un taux d'accroissement de 9,1% d'une part et de l'augmentation de la quantité des eaux usées de 302 millions de m3 en 2017 à 314 millions de m3 en 2018 soit un taux d'accroissement de 4% d'autre part .

-Il est probable que les redevances de l'assainissement augmentent en 2019 d'un montant de 22,2 MD par rapport à 2018 et que la quantité des eaux usées augmente de 6 millions de m3 suite à la reprise du secteur du tourisme en 2019 .

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

-L'effectif du personnel de l'ONAS se compose de 3396 agents en 2018 accusant une diminution de 5,5% par rapport à 2017. Il est probable que l'effectif employé en 2019 atteigne 3260, enregistrant, une baisse de 136 agents par rapport à 2018 en raison de l'augmentation du nombre des retraités.

-Les charges de personnel se sont accrues en 2018 de 3% soit 3,1MD par rapport à 2017 suite aux augmentations salariales , aux promotions et aux avancements dans l'échelle de carrière.

- Il est probable que les charges de personnel diminuent de 1% en 2019 par rapport à 2018, pour atteindre 104,3 MD, en raison de la diminution du nombre d'employés.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de l'Office National de l'Assainissement a connu en 2018 une augmentation de 5,8% d'une valeur de 3,1 MD par rapport à l'année 2017 qui est principalement due à l'accroissement des revenus d'exploitation à un rythme plus élevé que celui de l'évolution des charges d'exploitation. En effet , le montant total des charges d'exploitation de l'ONAS a atteint 283,4 MD en 2018, affichant une augmentation de 4,6% ,soit une valeur de 12,4 MD par rapport à 2017 alors que le total des produits d'exploitation a atteint en 2018 un montant de 339,7 MD enregistrant ainsi un accroissement de 4,8% d'une valeur de 15,5MD comparativement à 2017. Cet accroissement serait attribuable notamment à l'augmentation des revenus de l'office au cours de la même période de 17,6 MD, en raison de l'augmentation des redevances d'assainissement et de l'évolution du nombre d'abonnés.

- Il est probable que le résultat d'exploitation atteigne -63,1 MD en 2019 (sans tenir compte de la subvention d'équilibre qui s'élevait à 88,9 MD en 2019)

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a enregistré une augmentation significative de 146,6% par rapport à 2017 évoluant de -5,7 MD en 2017 à 2,7 MD en 2018 et il pourrait atteindre -75,1 MD en 2019 compte non tenu de la subvention d'équilibre.

- Le total des capitaux propres de l'Office National de l'Assainissement a enregistré une augmentation de 7,3% comparativement à 2017 atteignant à fin 2018 une valeur de 1449,1 MD contre 1350,2 MD en 2017. Cette augmentation est principalement imputable au résultat net positif enregistré par l'ONAS ainsi qu'à l'accroissement des fonds alloués à l'office de 89,8 MD. Il est possible que les capitaux propres de l'office connaissent une hausse de 0,98% en 2019.

1.4-L'investissement

- Les investissements réalisés par l'ONAS se sont élevés à 223,2 MD fin 2018, enregistrant un accroissement remarquable de 18,2% par rapport à 2017 alors que les subventions d'investissement ont connu une augmentation de 1,7 MD atteignant 45,7 MD en 2018,

- La valeur des investissements réalisés en 2019 a atteint 214,4 MD dont 82,6 MD à la charge de l'État et ce en plus de l'augmentation des subventions d'investissement de 80,7% pour atteindre 82,6 MD en 2019.

1.5-L'endettement

- La dette de l'ONAS a atteint en 2018 un montant de 72,6 MD contre 50,9 MD en 2017, enregistrant une augmentation de 42,6%. En effet, la dette de l'ONAS envers l'État a représenté 25,1% de sa dette totale en 2018, pour une valeur totale égale à 18,2 MD et envers les entreprises publiques elle a constitué 19,1%, soit une valeur de 13,9 MD. L'endettement de l'ONAS envers les caisses sociales a augmenté de 58,5% en 2018 par rapport à 2017 évoluant de 15,9 MD en 2017 à 25,2 MD en 2018.

- La dette de l'ONAS pourrait atteindre 57,1 MD en 2019, enregistrant une baisse de 21,3% comparativement à 2018. En effet, l'endettement de l'office envers les caisses sociales a diminué de 57,9% et en revanche, l'endettement envers l'État a légèrement augmenté de 2,7% pour atteindre 18,7 MD en 2019 et envers les entreprises publiques a augmenté de 4,3% atteignant 14,5 MD.

VII-Les entreprises publiques sous tutelle du Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'infrastructure.

Tableau23-les principaux Indicateurs d'activité et indicateurs financiers de la société Tunisie autoroutes

Nature de l'indicateur	Indicateurs	Entreprise	Société Tunisie autoroutes		
			Année/unité	2017	2018
Indicateurs d'activités	Taux quotidien de circulation des véhicules sur autoroute	véhicule			
	Autoroute Tunisie/Msaken pour toutes les variétés de véhicules dans toutes les stations	véhicule	101 484	105 391	106 179
	Autoroute est Msaken / Sfax à la sortie	véhicule	18 714	20 063	21 496
	Autoroute Tunis / Majaz al-Bab à la sortie	véhicule	15 931	16 104	17 096
	Autoroute Tunis / Bizerte à la sortie	véhicule	20 150	20 853	22 200
Ressources Humaines	Nombre agents	Agent	1438	1419	1405
	Charges personnel	MD	34,4	34,4	39,1
Indicateurs financier	Produits d'exploitation	MD	82,2	85,8	86,8
	Subvention d'exploitation	MD	-	-	-
	Charges d'exploitation	MD	74,4	83,7	88,5
	Résultats d'exploitation	MD	7,8	2,1	-1,7
	Charges financières	MD	56,7	68,6	40,3
	Résultats nets	MD	-39,8	-76,1	-41,1
	Résultats reportés	MD	-63,2	-103	-176,1
	Capitaux propres	MD	906,2	830,1	959,4
Investissement	Valeur d'investissement	MD	273,8	311,7	229,3
Endettement	Etat(impôts et sécurité sociale)	MD	51,6	28,5	30,1
	Bailleurs de fonds internationaux (BAD-BEI-FADES...)	MD	1422,5	1707,2	1633
	Banques locales	MD	16,3	11,6	7,5
	Entreprises publiques	MD	-	-	-
	Caisses sociales	MD	2,6	2,7	2,9
	Fournisseurs privés	MD	80,9	100,7	98,3
	Autres	MD	7,7	18,7	13,9
	Total dettes	MD	1581,6	1869,4	1785,7
	Total passif	MD	1617,3	1871,4	1788,1

1-La société Tunisie Autoroutes

La Société Tunisie autoroutes a été créée le 13 mai 1992 ;C'est une entreprise publique ayant la forme de société anonyme sous la tutelle du Ministère de l'Equipement, de l'habitat et de l'infrastructure .Son capital actuel est d'un montant de 1179,5 MD détenu à concurrence de 99,08% par l'Etat tunisien .

Les principales missions assignées à la société consistent dans l'exploitation du réseau d'autoroutes à travers un système de péage dans le cadre de contrats de concessions liant ladite société à l'Etat tunisien et dans l'entretien et la réparation des autoroutes qu'elle exploite ainsi que la création et l'exploitation de nouvelles parties d'autoroutes.

1.1-Les indicateurs d'activité les plus importants :

-Le débit moyen journalier de la circulation sur l'autoroute Tunis / Msaken a augmenté de 3,85% en 2018, atteignant 105391 véhicules contre 101484 véhicules en 2017. Le trafic de véhicules a continué à augmenter en 2019 pour atteindre une moyenne quotidienne de 106179 véhicules et ce, en raison notamment de l'évolution du trafic.

-les taux moyens journaliers de circulation des véhicules sur les autoroutes Msaken / Sfax et Tunis/ Medjez El-Bab ont augmenté respectivement de 7% et 1%,ce qui s'est répercuté positivement sur les revenus de la société .

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- L'effectif du personnel de la société Tunisie autoroutes a atteint 1419 agents en 2018, accusant une baisse de 1,32% par rapport à 2017 consécutivement à la mise à la retraite d'un certain nombre d'employés et à la faiblesse relative des recrutements . Les effectifs du personnel ont été de 1405 agents en 2019 soit une diminution de 14 agents par rapport à 2018 suite à la mise à la retraite de 11 agents et à l'expulsion de 3 agents.

- En dépit de la diminution du nombre d'agents, la charge du personnel a enregistré une stabilité en 2018 comparativement à 2017 en raison de la mise en œuvre des augmentations légales des salaires, des promotions

et des recrutements . Les charges de personnel se sont accrues en 2019 de 13,66% par rapport à 2018 pour atteindre 39,1 MD.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de la société Tunisie autoroutes a accusé en 2018 une régression de 71,9% d'une valeur de 5,6 MD par rapport à l'année 2017 qui est principalement dûe à l'accroissement des produits d'exploitation à un rythme inférieur à celui des charges d'exploitation. En effet , le montant total des charges d'exploitation de la société a atteint 83,7 MD en 2018, affichant une augmentation de 12,5% , soit une valeur de 9,3 MD comparativement à 2017 alors que le total des produits d'exploitation a atteint en 2018 un montant de 85,8 MD enregistrant ainsi un accroissement de 4,3 % d'une valeur de 3,6MD par rapport à 2017 qui résulte notamment de l'évolution de la circulation routière.

-Il est probable que le résultat de l'exploitation de la société Tunisie autoroutes atteigne -1,7 MD en 2019, accusant une détérioration significative de 177,2% par rapport à 2018 en raison de l'évolution des charges de personnel, alors que les produits d'exploitation ont augmenté de 1,1% pour atteindre 86,8 MD en 2019. Aussi, les charges d'exploitation ont enregistré une augmentation de 5,7% durant la même période pour atteindre 88,5 MD en 2019.

- En conséquence , le résultat net de 2018 a enregistré une détérioration remarquable de 36,3 MD correspondant à 91,2% par rapport à 2017 . Le résultat de 2018 a atteint un montant de -76,1 MD contre -39,8 MD en 2017. Cette baisse du résultat est due principalement aux facteurs suivants :

- ✓ L'augmentation des charges financières de 11,6 MD durant la même période
 - ✓ La diminution du résultat d'exploitation de 5,7 MD durant la même période,
- Cependant, il est probable que le résultat net affiche en 2019 une hausse de 35 MD pour atteindre une valeur de -41,1 MD contre -76,1 M D en 2018 .Cette amélioration du résultat s'explique notamment par la possibilité d'une diminution des charges financières durant la même période de 28,3 MD.

- Le total des capitaux propres de la société Tunisie autoroutes a atteint à fin 2018 un montant de 830,1 MD contre 906,2 MD en 2017 accusant ainsi une baisse de 8,4% comparativement à 2017 qui est principalement dûe à l'accumulation des pertes de 103 MD en 2018 .Le montant total des capitaux propres de la société pourrait atteindre en 2019 un montant de 959,4 MD.

1.4-L'investissement

- La valeur des investissements réalisés par la société Tunisie autoroutes a atteint 311,7 MD en 2018, enregistrant un accroissement de 13,9% par rapport à l'année 2017.

- La valeur des investissements réalisés en 2019 a été de 229,3 MD répartis comme suit:

- 50% des investissements financés par l'Etat,
- 50% des investissements financés par des banques étrangères et locales,

1.5-L'endettement

- La dette de la société Tunisie autoroutes a atteint en 2018 un montant de 1869,4 MD contre 1581,6 MD en 2017, affichant une augmentation de 18,2%. En effet, La dette de la société envers l'État a représenté 1,5% de sa dette totale en 2018, pour une valeur totale égale à 28,5 MD et envers les banques elle en a constitué 92%, soit une valeur de 1718,8 MD. Aussi l'endettement de la société Tunisie autoroutes envers les caisses sociales a augmenté en 2018 pour atteindre 2,7 MD contre 2,6 MD en 2017, soit une augmentation de 3,8%.

- La dette de la société Tunisie autoroutes pourrait atteindre 1785,7 MD en 2019, accusant une baisse de 4,4% comparativement à 2018. En effet, l'endettement de l'office envers les banques a diminué de 4,5% pour atteindre 1640,5 MD en 2019 alors que l'endettement envers l'État a augmenté de 5,6%. De même, l'endettement envers les caisses sociales a augmenté de 7,4% durant la même période.

VIII-Les entreprises publiques sous la tutelle du Ministère de la santé

Tableau 24: Les principaux indicateurs financiers et d'activité de la Pharmacie Centrale de Tunisie

Nature de l'indicateur	Indicateurs	Entreprise	Pharmacie centrale de Tunisie		
		Année/ Unité	2017	2018	2019(5)
Indicateur d'activité	Chiffre d'affaires	MD	1257,0	1337,3	1475,3
Ressources Humaines	Nombre agents	Agent	804	709	677
	Charges de personnel	MD	24,4	24,0	26,5
	Salaire moyen par mois/par agent	Dinars	2 529,0	2 820,9	3 261,9
Indicateurs financiers	Produits d'exploitation	MD	1249,2	1325,5	1463,5
	Subvention d'exploitation	MD	0,0	0,0	0,0
	Charges d'exploitation	MD	1242,0	1350,1	1531,5
	Résultat d'exploitation	MD	7,2	-24,5	-68,1
	Charges financières nettes	MD	162,5	211,7	-79,9
	Résultats nets	MD	-144,8	-234,6	11,9
	Résultats reportés	MD	175,4	30,3	-204,3
	Capitaux propres	MD	42,6	-176,0	-164,2
Investissement	Valeur des investissements	MD	2,4	3,3	3,2
Endettement	Etat	MD	Non disponible	314,0	300,0
	Banques	MD	Non disponible	335,0	50,0
	Caisses sociales	MD	Non disponible	0	0
	Fournisseurs privés	MD	Non disponible	362	493
	Total dettes	MD	Non disponible	1011	843

(5) Etats financiers provisoires au titre de l'année 2019.

1-La Pharmacie Centrale de Tunisie(PCT):

La pharmacie Centrale de Tunisie (PCT) est un établissement public à caractère non administratif (EPNA) considérée comme entreprise publique sous la tutelle du Ministère de la santé . Elle a été créée en vertu de la loi n ° 1990-105 du 26 novembre 1990 ;Son capital s'élève à 17,8 MD détenu totalement par l'Etat tunisien .Plusieurs missions sont assignées à la PCT dont les plus importantes sont :

- ✓ **D'approvisionner le marché en médicaments, produits chimiques et pharmaceutiques, objets de pansements, instruments, accessoires et autres fournitures nécessaires à la médecine humaine et vétérinaire.**
- ✓ **D'assurer le monopole de l'importation des médicaments et de tous autres produits déterminés par arrêté conjoint du ministre chargé du commerce et du ministre chargé de la santé publique.**
- ✓ **De ravitailler en médicaments et produits entrant dans le cadre de son objet, les formations sanitaires et hospitalières, les services techniques relevant du ministère de la santé publique, les agences pharmaceutiques, les différents services publics ainsi que les organismes d'utilité publique.**
- ✓ **De ravitailler les organismes répartiteurs, les laboratoires et les officines en tous produits en rapport avec son objet.**
- ✓ **D'informer par les moyens les plus appropriés, le corps médical et pharmaceutique de tous les produits et articles en rapport avec son objet, et ce conformément aux lois et règlements en vigueur.**

1.1-Les indicateurs d'activité les plus importants :

En termes de quantité, le volume des ventes de la Pharmacie Centrale de Tunisie de médicaments et de fournitures médicales a enregistré une baisse en 2018 de 5,8% par rapport à 2017, diminuant de 178 millions d'unités en 2017 à 167,6 millions d'unités en 2018 et à 160,2 millions d'unités en 2019.

- Le montant total du chiffre d'affaires a augmenté en 2018 comparativement à 2017 de 6,4% pour atteindre 1337,3 MD en 2018 contre 1257 MD en 2017 en raison de l'accroissement du chiffre d'affaires des médicaments de 6,1%, atteignant 1259 MD en 2018 contre 1186 MD en 2017 représentant ainsi 94,1% du chiffre d'affaires global de la PCT.

- Le chiffre d'affaires de 2019 pourrait augmenter de 10,3% pour atteindre 1475,3 MD par rapport à l'année 2018 en raison de l'accroissement du chiffre d'affaires des médicaments de 10% pour atteindre 1384,4 MD.

Il convient d'indiquer par ailleurs que les clients publics accaparent 53% du chiffre d'affaires global de la PCT et que l'évolution du chiffre d'affaires en 2019 est de 13% pour la clientèle publique et de 7,5% pour la clientèle privée comparativement aux résultats de 2018.

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- L'effectif du personnel de la PCT a atteint 709 agents en 2018, enregistrant une baisse de 11,8% par rapport à 2017 qui est dûe au gel des recrutements dans le secteur public depuis 2014 et aux départs à la retraite et aux démissions. Le nombre d'agents pourrait atteindre 677 agents en 2019, soit une diminution de 32 agents par rapport à 2018 en raison des départs à la retraite et du défaut de recrutements nouveaux .

- Les charges de personnel ont légèrement diminué de 1,6% soit 0,4 MD en 2018 par rapport à l'année 2017 suite à la diminution du nombre d'employés, et il est probable que ces charges augmentent en 2019 de 10,4% comparativement à 2018 pour atteindre 26,5 MD . Cette augmentation est imputable à l'augmentation de la valeur de l'indemnité spécifique de 20%, devant atteindre 10,8 MD en 2019 contre 9,0 MD en 2018 en plus de l'augmentation des charges sociales de 35,1% comparativement à 2018 pour atteindre 5,0 MD en 2019 contre 3,7 MD en 2018,

1.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de la Pharmacie Centrale de Tunisie a enregistré en 2018 une détérioration de 440,3% d'une valeur de 31,7 MD par rapport à 2017 , passant d'une valeur de 7,2 MD en 2017 à -24,5 MD en 2018 qui est principalement dûe à l'accroissement des produits d'exploitation de la PCT à un rythme inférieur à celui de l'évolution de ses charges d'exploitation. En effet , le montant total des charges d'exploitation de la société a atteint 1350,1 MD en 2018, affichant une augmentation de 8,7% , soit une valeur de 108,1 MD comparativement à 2017 alors que le total des produits d'exploitation a atteint en 2018 un montant de 1325,5 MD enregistrant ainsi un accroissement de 6,1 % d'une valeur de 76,3MD par rapport à 2017 .

-Il est prévu que le résultat de l'exploitation de la PCT atteigne -68,1 MD en 2019, accusant une détérioration significative de 177,9% par rapport à 2018 en raison de l'évolution des charges d'exploitation à un taux supérieur au taux d'augmentation des revenus d'exploitation durant la même période . En effet , les produits d'exploitation ont augmenté de 10,4% pour atteindre 1463,5 MD en 2019 alors que les charges d'exploitation ont enregistré une augmentation de 13,4% durant la même période pour atteindre 1531,5 MD en 2019.

- Il s'ensuit que le résultat net de 2018 a enregistré une détérioration remarquable de 62% par rapport à 2017, atteignant -234,6 MD en 2018 contre -144,8 MD en 2017 . Cette détérioration résulte notamment de l'évolution des charges financières nettes de 30,3% dûe à la poursuite de l'augmentation du taux de change du dinar par rapport aux devises étrangères et en particulier l'euro et le dollar (78% des paiements aux fournisseurs étrangers) respectivement d'environ 16% et 21% ,ce qui a engendré des pertes de change importantes de 211,7 MD en 2018, contre 162,5 MD en 2017. Le résultat net devrait s'améliorer en 2019 pour atteindre 11,9 MD représentant une évolution de 105% par rapport à 2018 qui résulte notamment de la baisse de la valeur des charges financières nettes de 137,7% au cours de la même période, diminuant de 211,7 MD en 2018 à -79,9 MD en 2019 . En effet ,cette évolution est principalement dûe à l'amélioration du taux de change du dinar vis-à-vis des devises étrangères et en particulier de l'euro et du dollar respectivement d'environ 8,2% et 11,2%, ce qui a permis à la PCT de réaliser des bénéfices nets de change au titre du règlement des fournisseurs étrangers d'une valeur de 45,2 MD, ce qui a eu un effet positif sur les équilibres financiers de la PCT,

- Le total des capitaux propres de la PCT a enregistré une baisse significative en 2018 de 218,6 MD par rapport à 2017,diminuant de 42,6 MD en 2017 à -176 MD fin 2018. Cette baisse est principalement dûe à la régression significative de 62 % enregistrée au niveau des résultats nets durant la même période, et ce en plus de la baisse de la valeur des résultats reportés de 82,7%, pour atteindre 30,3 MD en 2018 contre 175,4 MD en 2017.

- Il est probable que les capitaux propres atteignent -164,2 MD en 2019.

1.4-L'investissement

- Les décaissements financiers relatifs aux investissements de la PCT ont connu une évolution positive atteignant 3,3 MD fin 2018, enregistrant ainsi une augmentation de 37,5% par rapport à 2017.Les dépenses d'investissement sont réparties entre les projets de construction et de maintenance et les moyens de transport. Elles comprennent notamment les projets de protection contre les risques pour les différents locaux et entrepôts et ce en plus du développement de l'infrastructure de transfert des données et de la mise en œuvre de l'intégration des différentes composantes du système d'information de la PCT . Au cours de l'année 2019 ,la PCT a poursuivi la réalisation de ces mêmes projets tout en accordant un intérêt particulier à l'acquisition des moyens de transport et à l'aménagement des locaux en utilisant totalement ses ressources financières propres .La valeur des investissements réalisés pourrait atteindre 3,2 MD en 2019.

1.5-L'endettement

- La dette de la PCT a atteint en 2018 un montant de 1011MD. En effet , La dette de la société envers l'État a représenté 31,5% de sa dette totale en 2018, pour une valeur totale égale à 314 MD dont 295 MD représentant des prêts et avances du trésor .La dette envers les banques a constitué 33,13% de la dette totale , soit une valeur de 335 MD résultant du recours de la PCT à l'emprunt bancaire pour régler certaines dettes arriérés au profit de fournisseurs étrangers . L'endettement de la PCT envers les fournisseurs privés a atteint 362 MD en 2018 représentant 35,8 % de sa dette totale durant cette année .

- La dette de la PCT en 2019 pourrait baisser de 16,6%, pour atteindre 843 MD en raison notamment de la diminution de son endettement envers les banques de 85,1% en 2019 par rapport à l'année 2018 devant ainsi atteindre 50 MD, et ce en plus de la baisse de l'endettement envers l'État de 4,4% en 2019 comparativement à 2018 pour atteindre 300 MD.

-Par contre l'endettement de la PCT envers les fournisseurs privés augmentera de 36,2% en 2019 ,pouvant atteindre 493MD.

IX-Les entreprises publiques sous la tutelle du Ministère des technologies de la communication

Tableau 25: Les principaux indicateurs financiers et d'activité de la société nationale des télécommunications « Tunisie télécom »

Nature de l'indicateur	Indicateurs	Entreprise	La société Tunisie Télécoms		
		Année/ Unité	2017	2018	2019
Indicateurs d'activités	Production	Nouvelles lignes (en million)	2,659	3,442	3,403
	Ventes	Nouveaux clients (en million)	6,154	5,986	6,209
	Chiffre d'affaires	MD	1049,76	1146,25	1123,78
Ressources Humaines	Effectif	Agents	6244	6263	6205
	Charges de personnel	MD	265,8	324,1	296
Indicateurs financiers	Produits d'exploitation	MD	1117,67	1225,32	1214,9
	Charges d'exploitation	MD	1117,39	1208,01	1201,7
	Résultats D'exploitation	MD	0,277	17,039	13,25
	Charges financières	MD	16,40	0,5	45,98
	Résultats nets	MD	-42,24	9,14	-40,85
	Résultats reportés	MD	-189,6	-251,8	-242,69
	Capitaux propres	MD	1431,4	1380,4	1335,19
Investissement	Valeur d'investissement	MD	219,6	231,2	231,2
Endettement	Etat	MD	21,1	128,2	36,2
	Banques	MD	1292,4	1235,0	1065,4
	Entreprises publiques	MD	27,3	59,6	80,2
	Caisses sociales	MD	29,1	8,4	17,0
	Autres	MD	371,5	412,6	425,3
	Total principales dettes	MD	1741,2	1843,8	1624,1

1-La société nationale des télécommunications « Tunisie télécom »

L'office national des télécommunications a été créé par la loi n ° 1995-36 du 17 avril 1995. Sa forme juridique a été transformée d'un établissement public à caractère non administratif (EPNA) à une entreprise publique sous forme de société anonyme dénommée la société nationale des télécommunications identifiée par son nom commercial de « Tunisie Télécom » et ayant un capital social de 1400MD. En 2006, et dans le cadre de la recherche d'un partenaire stratégique, l'Etat Tunisien a cédé 35% du capital de la société au profit de la société Emirati internationale « EIT », filiale de Dubai Holding Company pour une enveloppe de 3052MD.

La société "Tunisie Télécom" fournit des services dans les réseaux de téléphones fixes et mobiles et toutes les activités liées au domaine des télécommunications conformément aux lois et règlements en vigueur,

1.1-Les indicateurs d'activité les plus importants

- Le nombre de nouveaux abonnés au réseau de téléphonie fixe et de téléphonie mobile de la société « Tunisie télécom » a augmenté en 2018 de 29,5% par rapport à 2017, pour atteindre 3,4 millions d'abonnés en 2018 contre 2,7 millions d'abonnés en 2017. Cette performance résulte de la politique commerciale adoptée et des investissements importants réalisés par la société et qui s'élevaient à 231,2 MD, dont 87 MD alloués au réseau de téléphonie mobile,

- Le nombre de nouveaux abonnés au réseau de la société en 2019 a atteint environ 3,4 millions de lignes nouvelles, enregistrant une légère baisse de 1,1% par rapport à 2018 en raison de la capacité limitée du marché.

- Il est à noter que compte tenu du changement d'un certain nombre de clients de leurs abonnements chez d'autres opérateurs ou de l'annulation de leurs lignes, le solde de la base d'abonnés actifs de Tunisie télécom sur les réseaux de la téléphonie mobile et de la téléphonie fixe a atteint à fin 2019 environ 6,2 millions d'abonnés, enregistrant une évolution de 3,7% par rapport à l'année 2018 et de 1% comparativement à 2017,

- En revanche, le chiffre d'affaires de la société a atteint en 2019 un montant de 1123,8 MD, contre 1146,2 MD en 2018, enregistrant une baisse limitée de 0,02%, qui provient principalement de l'activité de téléphonie fixe.

1.2-Les principaux indicateurs de ressources humaines

- Le nombre d'employés de Tunisie télécom a atteint 6263 agents en 2018, accusant une baisse de 0,3% comparativement à 2017 en raison des départs à la retraite. L'effectif du personnel a atteint 6205 agents en 2019, soit une baisse de 58 agents par rapport à 2018 du fait de la non substitution des retraités.

- Les charges de personnel ont augmenté de 22% soit d'une valeur de 58,3 MD en 2018 par rapport à 2017 en raison de l'évolution significative du volume des salaires résultant de l'augmentation des charges sociales et juridiques de 82% équivalant 112 MD contre 71 MD en 2017.

- En revanche, les charges de personnel ont accusé en 2019 une baisse de 8,67% par rapport à 2018, pour atteindre 296 MD contre 324,1 MD en 2018 et 265,8 MD en 2017.

1.3-Les principaux indicateurs financiers

- Le résultat d'exploitation de la société Tunisie Télécom a enregistré en 2018 une augmentation de 6051,3% d'une valeur de 16,76 MD par rapport à 2017, en raison de l'accroissement des produits d'exploitation à un rythme supérieur à celui de l'évolution de ses charges d'exploitation. En effet, le montant total des charges d'exploitation de la société Tunisie télécom a atteint 1208 MD fin 2018, affichant une augmentation de 8,1%, soit une valeur de 90,6 MD comparativement à 2017 alors que le total des produits d'exploitation a atteint en 2018 un montant de 1225,3 MD enregistrant ainsi un accroissement de 9,6% d'une valeur de 107,6 MD par rapport à 2017 en raison notamment de l'accroissement des revenus de l'activité du détail qui se sont élevés à 881,8 MD en 2018 contre 796,4 MD en 2017 dégagant une hausse de 9%.

- Le résultat d'exploitation a atteint 13,25 MD en 2019, accusant une baisse de 22,2% par rapport à 2018 due à la régression des revenus de 8,29%. Les produits d'exploitation ont connu une baisse de 0,8% par rapport à l'année 2018 pour atteindre 1214,9 MD, en 2019, et les charges d'exploitation ont diminué de 0,5% au cours de la même période, pour atteindre 1201,67 MD en 2019.

- Il s'ensuit que le résultat net de l'année 2018 a été positif faisant ressortir une augmentation remarquable de 121,6% comparativement à 2017, sauf qu'en 2019 le résultat net a été négatif atteignant une valeur de -

40,85 MD, en raison notamment de la baisse enregistrée au niveau du résultat d'exploitation de l'entreprise au cours de la même période et de l'augmentation de ses charges financières qui s'élevaient à 46,0 MD en 2019, contre 0,5 MD en 2018 et 16,4 MD en 2017, ce qui a eu un impact négatif sur les équilibres financiers de la société Tunisie télécom..

- Le montant total des capitaux propres de " Tunisie Télécom " a atteint 1380,4 MD en 2018 contre 1431,4 MD en 2017 accusant ainsi une baisse de 3,56% qui est principalement dûe à l'accumulation de pertes à la fin de 2019 pour un montant total de 283,5 MD et à un montant total de capitaux propres atteignant 1335,19 MD.

1.4-L'investissement

- Les investissements réalisés par " Tunisie Télécom " ont atteint 231,8 MD à fin 2018, enregistrant une augmentation remarquable de 5,5% par rapport à 2017 qui est notamment imputable à l'importance des investissements réalisés dans le réseau de la téléphonie mobile, et qui s'élevaient à 87,5 MD.

- Les investissements réalisés en 2019 s'élèvent à 231,2 MD répartis comme suit:

- Un montant de 88,7 MD destinés au réseau de téléphonie mobile,
- Un montant de 90 MD pour le réseau de télécommunications,
- Un montant de 47,8 MD alloués aux investissements liés à l'environnement et à l'innovation technologique,

1.5-L'endettement :

- La dette de la société " Tunisie Télécom " a atteint en 2018 un montant de 1843,8 MD contre 1741,2 MD en 2017 soit un accroissement de 5,9% . En effet , La dette envers l'État(dettes fiscales et un prêt rétrocédé) a représenté 6,9% de la dette totale de " Tunisie Télécom " en 2018, pour une valeur totale égale à 128,2MD. La dette envers les banques a constitué 67% de la dette totale , soit une valeur de 1235,0 MD. L'endettement envers les caisses sociales a reculé de 17,0 MD en 2017 à 8,4 MD en 2018 enregistrant une baisse de 50,6 %.

- La dette de la société " Tunisie Télécom " a atteint fin 2019 un montant de 1624,1 MD accusant une baisse de 11,9% par rapport à 2018. En effet l'endettement envers l'État a diminué de 71,7% et la dette envers les banques a régressé de 13,7% pour atteindre 1064,4MD en 2019. Par contre, l'endettement de " Tunisie Télécom " envers les caisses sociales a augmenté d'un montant de 8,6MD .Aussi l'endettement envers les entreprises publiques(et notamment la société tunisienne de l'électricité et du gaz et l'agence nationale des fréquences) a atteint 80,2 MD en 2019 contre 59,6MD en 2018.

Troisième partie-
Relation financière entre l'Etat et les entreprises publiques

Chapitre premier :

Dettes et créances entre l'Etat et les entreprises publiques

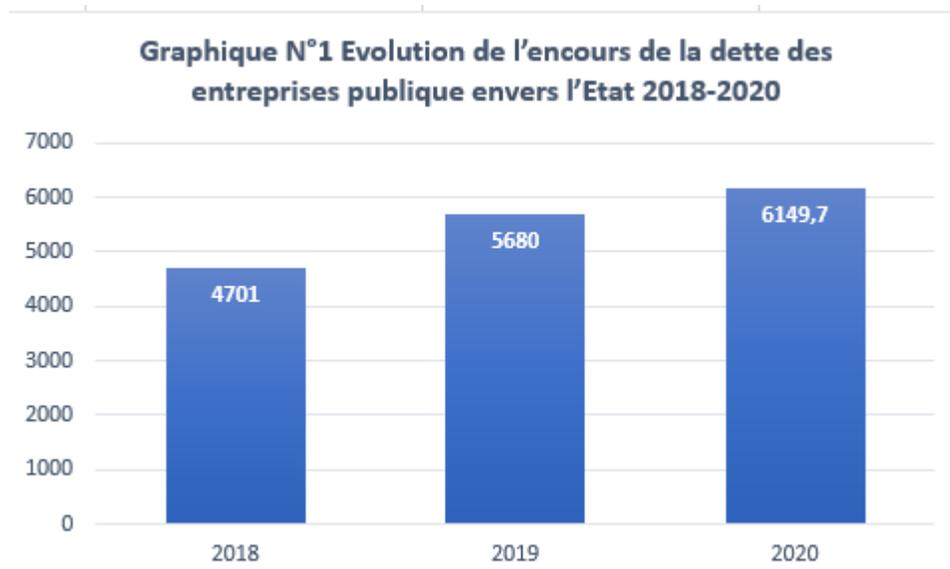
Ce chapitre va traiter dans un premier niveau des comptes débiteurs et des comptes créditeurs des entreprises publiques de manière détaillée quant à leur relation avec l'Etat, et ce en présentant l'évolution des dettes des entreprises publiques envers l'Etat, leur composition et leur ventilation suivant l'indicateur de l'échéance de décaissement d'une part et aussi des créances des entreprises publiques envers l'Etat, leur composition et leur ventilation suivant l'indicateur de l'échéance de décaissement d'autre part et ce outre le classement des entreprises publiques par ordre suivant leurs dettes et leurs créances dans la limite des entreprises constituant l'échantillon . Dans un deuxième niveau on va passer en revue l'évolution des décaissements fiscaux et non fiscaux au profit du budget de l'Etat d'une part et les subventions accordées par l'Etat au profit des entreprises publiques d'autre part,

I-Dettes des entreprises publiques envers l'Etat au cours de la période 2018-2020 :

1-Evolution du solde d'endettement des entreprises publiques envers l'Etat durant la période 2018-2020

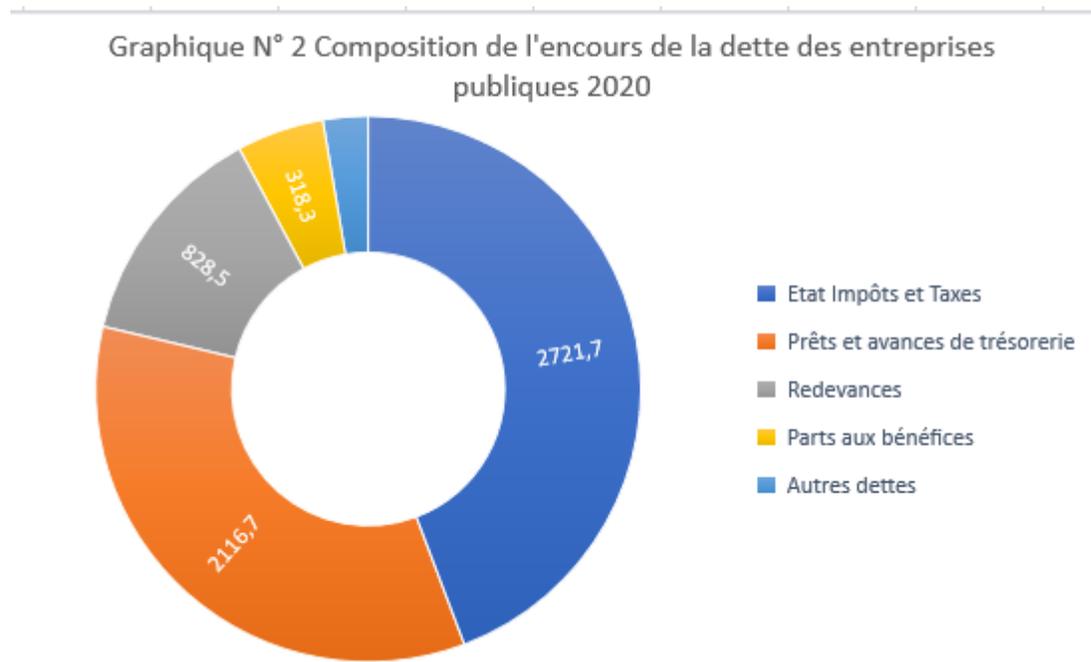
Le solde de la dette des entreprises publiques envers l'Etat n'a cessé d'augmenter continuellement au cours de la période 2018-2020, atteignant à la fin de 2019 une valeur de 5680,0 MD contre 4701,0 MD en 2018, enregistrant ainsi une augmentation remarquable de 978,9 MD soit l'équivalent de 20,8%. Le solde global de ces dettes pourrait atteindre 6149,7 MD d'ici fin 2020, soit une augmentation de 469,7 MD équivalant 8,3% comparativement à l'année 2019. Cette augmentation est principalement due à une augmentation de l'endettement de:

- ✓ La caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale pour 202,6MD(19,5%),
 - ✓ La société tunisienne de l'électricité et du gaz d'un montant de 114,4 MD(92,0%),
 - ✓ La régie nationale des tabacs et des allumettes d'un montant de 60,0MD(22,7%),
- } 377MD



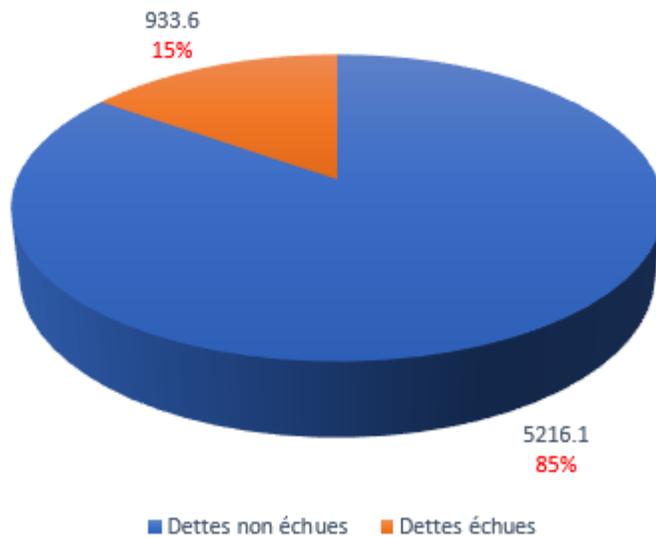
2-Composition des dettes des entreprises publiques envers l'Etat pour l'année 2020 :

Les prêts et avances du Trésor constituent la plus grande partie des dettes des entreprises publiques envers l'État pour l'année 2020 soit un taux de 44% équivalant à 2721,7 MD de leur montant global alors que les dettes fiscales constatées des entreprises publiques au titre de l'année 2020 représentent 34% soit 2116,8 de leur endettement total .



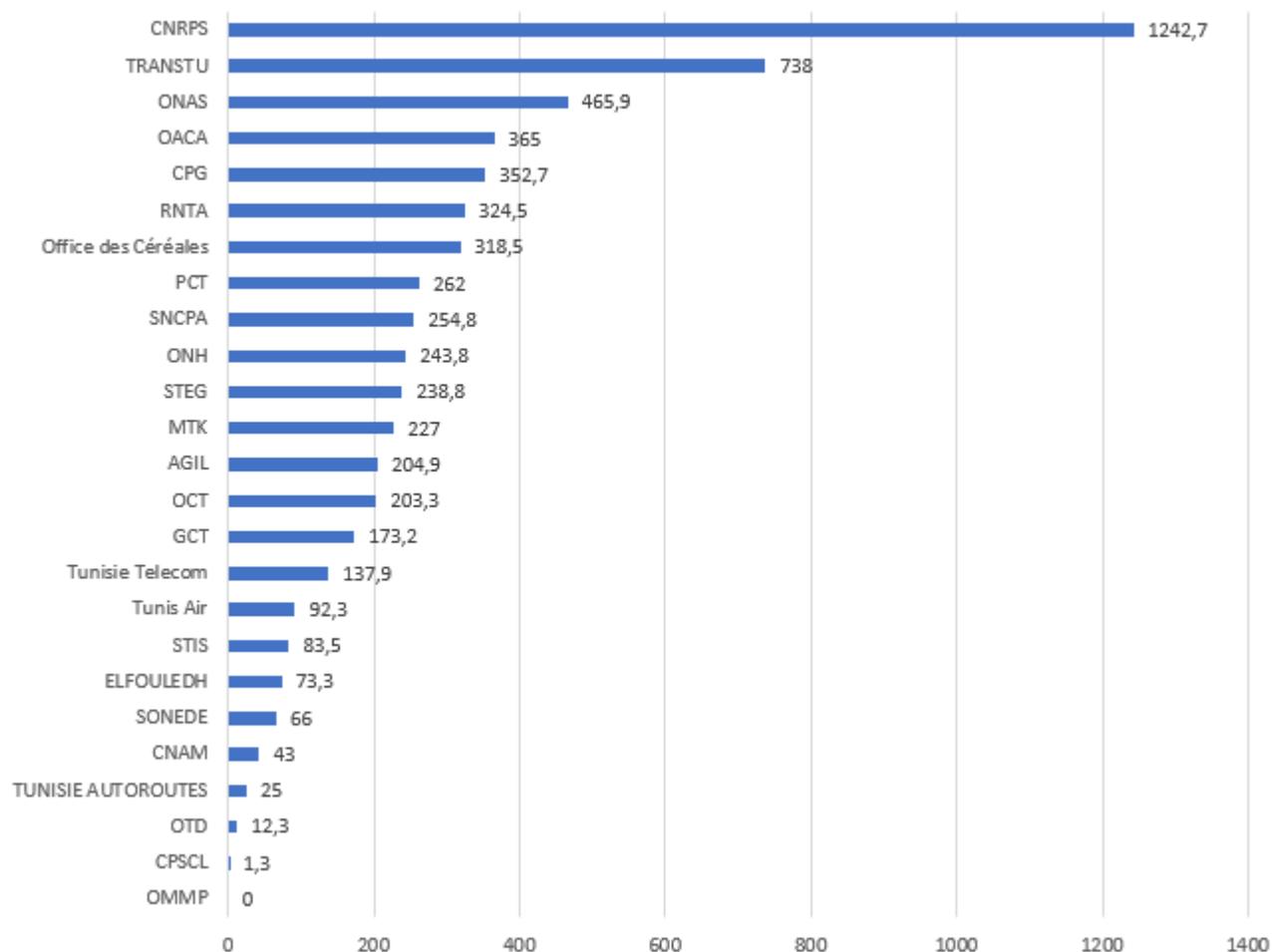
3-Répartition des dettes des entreprises publiques envers l'Etat:

Graphique N°3 Répartition de la dette des entreprises publiques



4-Classement des entreprises publiques par ordre suivant le solde d'endettement :

Graphique N°4 Classement des Entreprises publiques d'après l'encours de la dette 2020



II-Créances des entreprises publiques envers l'Etat au cours de la période 2018-2020 :

1-Evolution du solde des créances des entreprises publiques envers l'Etat au cours de la période 2018-2020 :

Le solde des créances des entreprises publiques envers l'État a enregistré une augmentation continue au cours de la période 2018-2020, atteignant à la fin de 2019 une valeur de 7561,7 MD, contre 5449,4 MD en 2018, enregistrant un accroissement significatif de 38,8%, soit 2112,3MD. Le solde global de ces créances pourra atteindre 8791,7 MD à fin 2020, soit un accroissement de 16,3% et de 1229,9 MD comparativement à l'année 2019. Cette situation est principalement imputable à l'augmentation des créances de :

- ✓ La société tunisienne de l'électricité et du gaz pour un montant de **670,5 MD (28,3%)**,
- ✓ L'office des céréales pour un montant de **430,9 MD (40,6%)**,

Graphique N°5 Evolution des créances des entreprises publiques envers l'Etat

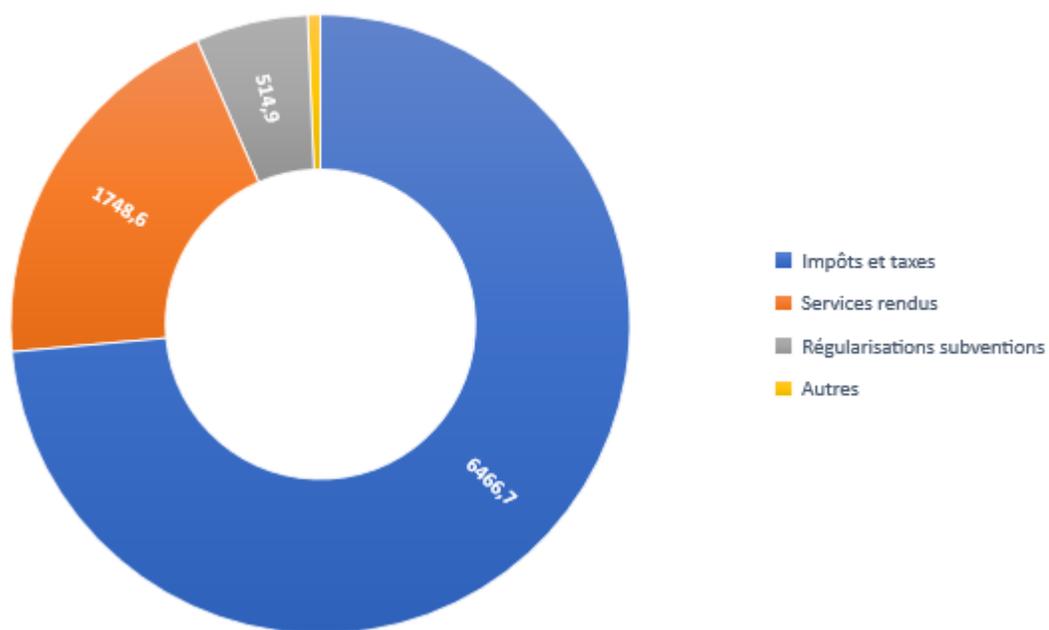


2-Composition des créances des entreprises publiques envers l'Etat :

Les subventions non régularisées représentent 73% du total des créances des entreprises publiques envers l'État pour l'année 2020 atteignant un montant de 6466,7 MD. Ces subventions concernent essentiellement les trois entreprises publiques suivantes :

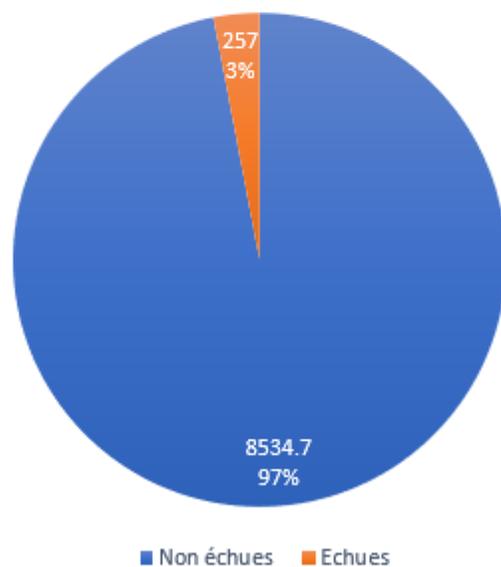
- La société tunisienne de l'électricité et du gaz pour un montant de 2629,0 MD (ce montant est ajustable et fait l'objet de discussions entre les services du Ministère de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement et la société tunisienne de l'électricité et du gaz),
- La société tunisienne des industries de raffinage à concurrence d'un montant de 2201,5 MD,
- L'office des céréales à hauteur de 1486,0 MD.

Graphique N° 6 Composition des créances des entreprises publique envers l'Etat

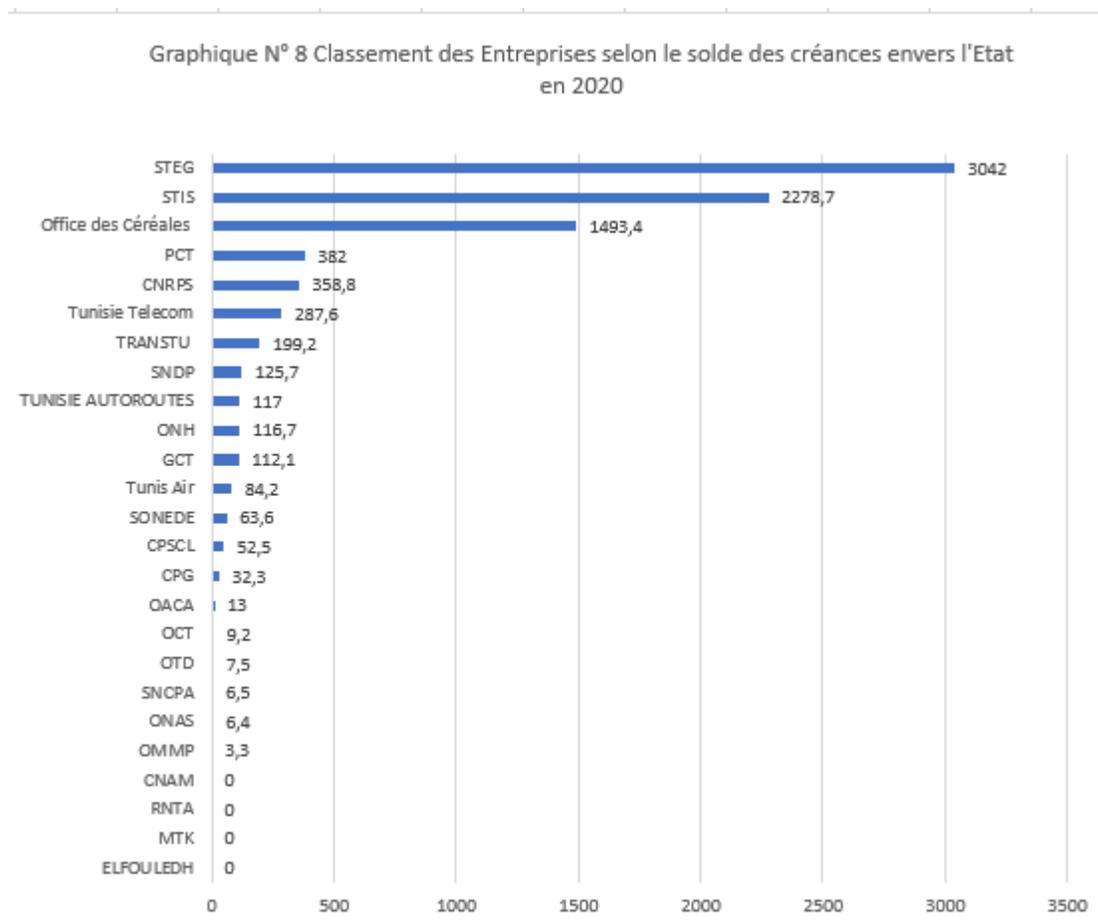


3-Répartition des créances des entreprises publiques envers l'Etat :

Graphique N° 7 Répartition des créances des entreprises publiques envers l'Etat



4-Classement des entreprises publiques par ordre suivant le solde des créances:



Dans le cadre de la liquidation des dettes et des créances des entreprises publiques envers l'Etat et les autres entreprises, certaines entreprises ont pu bénéficier des mesures d'accompagnement suivantes :

- Affectation dans le cadre du projet de la loi de finances complémentaire pour l'année 2020 de crédits d'environ 4100 MD au titre du règlement des dettes arriérées à la charge de l'Etat surtout envers l'Office des céréales, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz, la Société tunisienne des industries de raffinage et la Société nationale de distribution du pétrole.
- Création d'une commission au niveau du Ministère des Finances pour liquider les dettes et les créances des entreprises publiques envers l'Etat et les autres entreprises. Cette commission a entamé ses travaux en commençant par la préparation d'un état des dettes et des créances susceptibles d'être apurées et par la signature de procès verbaux de reconnaissance de dettes réciproques entre l'Etat et les entreprises concernées.
- Préparation de trois ordres de compensation relatives à la Société nationale des télécommunications Tunis Télécom, de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, et ils sont actuellement en cours d'approbation selon les lois et procédures en vigueur.

III-Evolution des décaissements et transferts des entreprises publiques au budget de l'Etat:

1-Les décaissements :

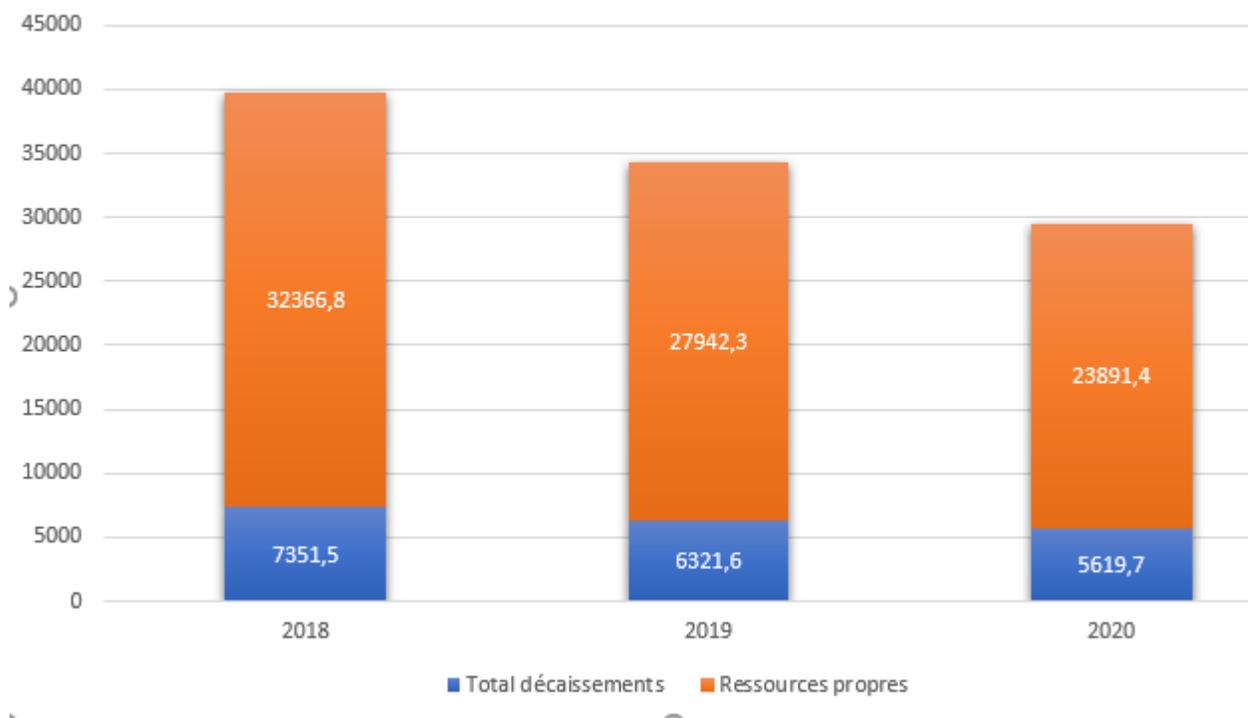
Cette partie du rapport traite de l'évolution des décaissements des 33 entreprises publiques qui composent l'échantillon des ressources propres au budget de l'État au cours de la période 2017-2020. Elle fait ressortir aussi l'importance que revêtent ces entreprises pour les ressources financières de l'État compte tenu de la diversité de leurs domaines d'activités sectorielles ainsi que l'importance de la taille des décaissements au niveau des différents indicateurs économiques et financiers tel que décrit dans la partie du rapport relative au mode de choix de l'échantillon.

Tableau 26 :Importance des décaissements des entreprises publiques :

Rubriques	2017	2018	2019		2020*
Total décaissement des 33 entreprises	5619,7	6321,6	7351,5		4868,5
Evolution des décaissements	0,0%	12,5%	16,3%		-33,78%
Total ressources propres de l'Etat	23891	27942	32367		35979
Part des excédents des entreprises publiques dans le total des ressources propres de l'Etat	23,5%	22,6%	22,7%		13,5%

*Données prévisionnelles

Graphique N° 9 Participation des entreprises publiques dans les ressources propres du budget



Les décaissements des entreprises publiques qui composent l'échantillon ont atteint 6321,6 MD en 2018 contre 5619,7 MD en 2017 enregistrant une augmentation de 12,5%. En 2019, ces décaissements se sont accrus de 16,3% pour atteindre 7351,49 MD contre 6321,6 MD en 2018.

Les décaissements de ces entreprises au cours de l'année 2019 ont représenté 22,7% du total des ressources propres de l'État, contre 22,6% en 2018 et 23,5% en 2017 ; ce qui dénote de l'importance de ces ressources et de l'influence positive ou négative de la situation financière de ces entreprises sur le budget de l'Etat.

En conséquence, les entreprises publiques qui composent l'échantillon sont considérées comme l'une des sources les plus importantes des ressources budgétaires de l'État, ce qui nécessite l'amélioration de leur capacité financière et le développement de leurs activités, sinon leur situation se répercute négativement sur les ressources du budget de l'État.

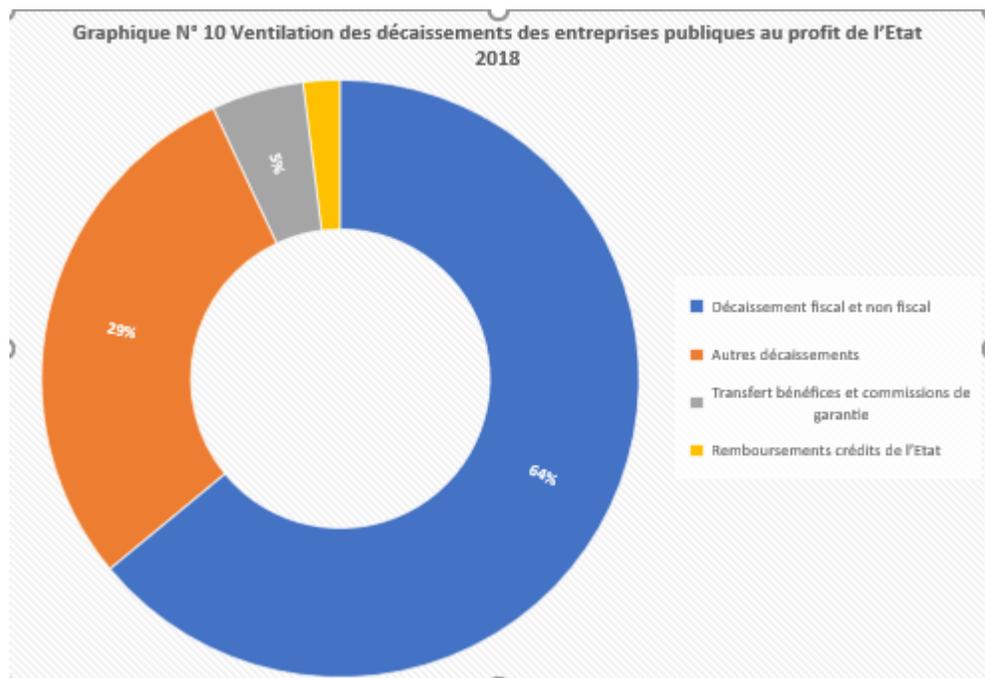
Les décaissements des entreprises publiques au budget de l'État au cours de l'année 2020 peuvent atteindre 4.868 MD, et compte tenu du manque de données pour 8 entreprises sur un total de 33, ce chiffre ne peut pas être comparé aux années précédentes.

2-Composition des décaissements des entreprises publiques au budget de l'Etat :

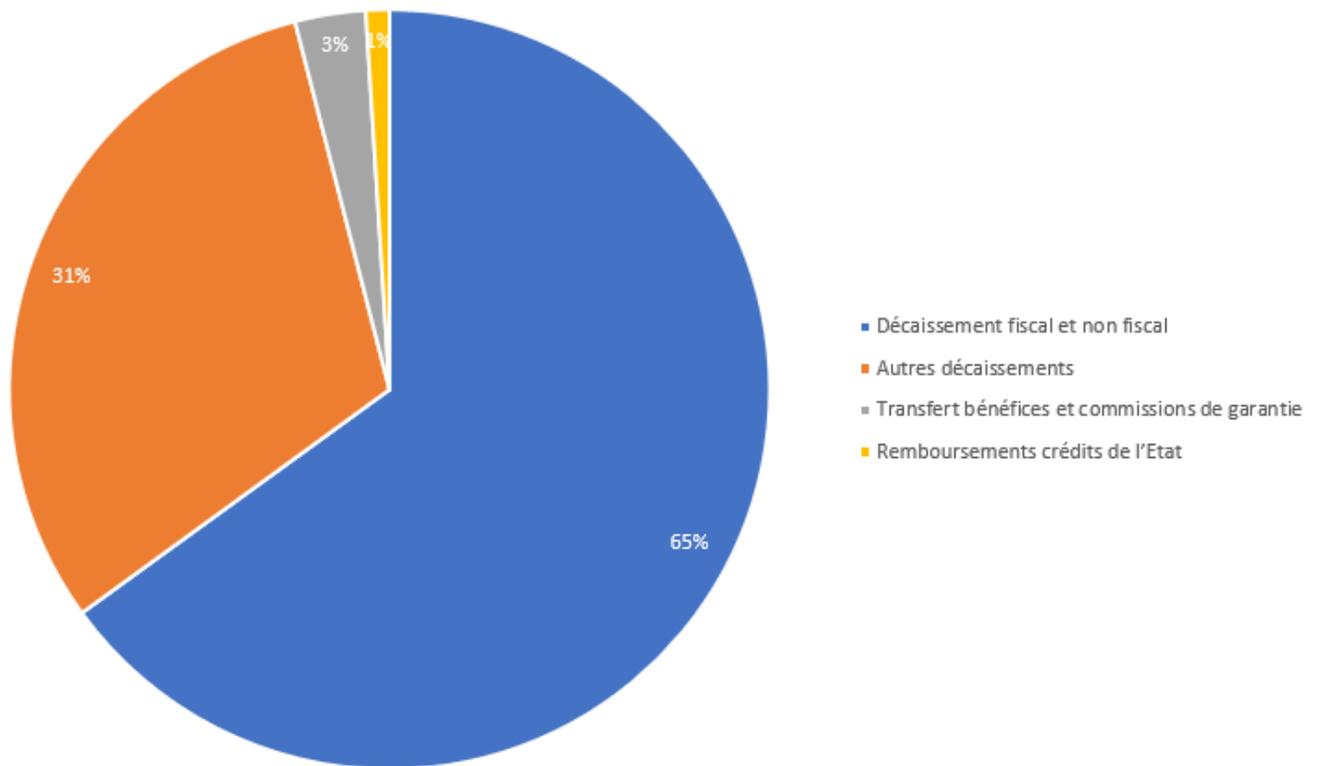
Les décaissements fiscaux et douaniers représentent la plus grande part du total des décaissements au budget de l'Etat avec un taux stable variant entre 64% et 66% au cours des années 2017, 2018 et 2019, suivis par d'autres décaissements provenant principalement de la régie nationale des tabacs et des allumettes, de la manufacture des tabacs de kairouan et de l'entreprise tunisienne des activités pétrolières avec un taux n'excédant pas 34% au cours de la même période,

Tableau 27 :Evolution de la ventilation des décaissements des entreprises publiques au budget de l'Etat :

Rubriques	2017		2018		2019		2020	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Décaissements fiscaux et douaniers	3734,09	66%	4133,52	65%	4739,55	64%	2388,27	49%
Remboursement tranches de crédits revenant à l'Etat	22,03	0%	62,2	1%	141,9	2%	255,57	5%
Transfert de bénéfices et règlement de commissions de garantie	25,62	0%	153,67	2%	349,444	5%	23,53	0%
Autres décaissements	1837,99	33%	1972,26	31%	2120,6	29%	2201,1	45%
Total 33 entreprises	5619,7	100%	6321,6	100%	7351,5	100%	4868,5	100%



Graphique N° 10 Ventilation des décaissements des entreprises publiques au profit de l'Etat
2019



Les six entreprises publiques représentant plus de 65% du total des décaissements sont:

- La société tunisienne de l'électricité et du gaz,
- L'Entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières,
- La Société Nationale de Distribution Du Pétrole,
- La manufacture des tabacs de Kairouan,
- La régie nationale des tabacs et des allumettes,
- La société nationale des télécommunications Tunisie télécom,

Tableau 28 :Participation de chaque entreprise publique dans les ressources propres de l'Etat (en MD) :

Les entreprises publiques	2017	2018	2019	2020*
Société tunisienne de banque	122,89	118,41	254,73	170,33
Banque nationale agricole	140,79	177,34	190,44	-
Banque de l'habitat	126,33	209,39	223,64	162,63
Office national des postes	0,84	0,77	1,08	0,95
Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	10,54	8,24	15,46	15,47
Société Tunisie autoroutes	118,76	22,89	24,56	20,78
Caisse nationale de solidarité sociale	171,00	214,00	254,30	137,50
Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale	349,80	99,40	347,30	-
Caisse nationale d'assurance maladie	36,25	69,55	45,26	85,10
Société tunisienne de l'électricité et du gaz	662,50	733,70	899,80	-
Entreprise tunisienne des activités pétrolières	388,60	666,51	820,34	-
Société tunisienne des industries de raffinage	38,80	46,60	53,90	-
Société tunisienne de distribution de pétrole	428,90	477,20	475,80	443,20
Société des transports de Tunis	0,00	0,00	0,00	0,00
Société nationale des chemins de fer tunisiens	17,50	18,05	40,58	36,00
Société Tunis air	49,16	49,00	57,64	51,65
Office de l'aviation civile et des aéroports	91,23	126,83	147,83	20,00
Compagnie tunisienne de navigation	-	-	-	-
Office de la marine marchande et des ports	47,00	105,10	100,10	10,00
Office des céréales	55,30	94,70	84,90	128,80
Office national de l'huile	1,90	2,18	32,50	73,59
Office des terres domaniales	3,70	6,50	3,50	3,40
Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	57,45	65,78	62,34	83,73
Office national de l'assainissement	27,50	27,20	29,65	31,60
Office du commerce de la Tunisie	79,60	87,20	104,80	-
Régie nationale des tabacs et allumettes	1407,90	1559,20	1617,20	1766,90
Manufacture des tabacs de Kairouan	558,75	566,20	624,28	757,79
Groupe chimique tunisien	36,65	41,28	53,46	43,79
Compagnie des phosphates de Gafsa	30,52	37,06	37,83	5,54
Pharmacie centrale de Tunisie	178,70	281,20	281,50	403,00
Société tunisienne de sidérurgie El fouladh	18,20	31,10	45,30	23,90
Société nationale de cellulose et de papier alfa	8,04	12,54	7,32	3,32
Société nationale des télécommunications Tunisie télécom	354,64	366,54	414,16	389,50
Total des paiements	5619,73	6321,65	7351,50	4868,46

*Données provisoires et données non disponibles concernant plusieurs entreprises

3-Les transferts de l'Etat aux entreprises publiques durant la période 2017-2020 :

La continuation de l'activité d'un certain nombre d'entreprises publiques qui composent l'échantillon est tributaire du soutien financier continu de l'État ;On affecte annuellement du budget de l'Etat des crédits au

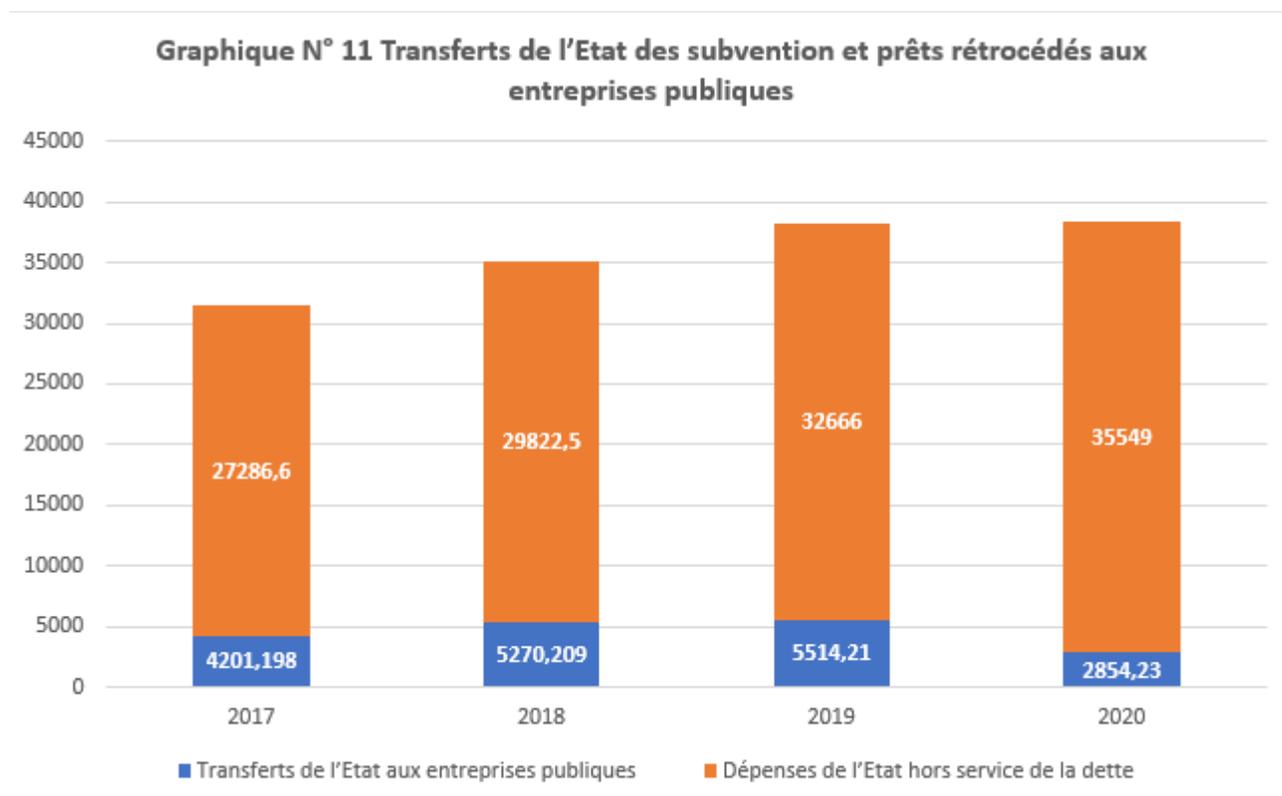
profit de ces entreprises au titre de subvention d'équilibre, de subvention d'investissement, de prêts du trésor ou de prêts rétrocédés,

Le total des transferts de l'Etat aux entreprises publiques au cours de l'année 2019 s'est élevé à 5514 MD contre 5270 MD en 2018 et 4201 MD en 2017, enregistrant une augmentation en 2019 de 4,6% comparativement à 2018.

Tableau 29 : Evolution du volume des transferts de l'Etat durant la période 2017-2020 :

Rubriques	2017	2018	2019	2020*
Total des transferts de l'Etat aux entreprises publiques(MD)	4201,2	5270,21	5514,21	2854,23
Taux d'accroissement	0,0%	25,4%	4,6%	0,0%
Total des dépenses de l'Etat ,service de la dette non compris(MD)	27286,6	29822,5	32666	35549
Taux des transferts par rapport au total des dépenses de l'Etat service de la dette non compris	15,4%	17,7%	16,9%	8,0%

*Données provisoires



Il convient d'indiquer à partir de ce qui précède que la valeur des transferts de l'Etat aux entreprises publiques représentait 16,9% en 2019 contre 17,7% en 2018 et 15,4% en 2017 des dépenses totales de l'Etat compte non tenu du service de la dette, ce qui nécessite la rationalisation des dépenses publiques des entreprises publiques

et l'amélioration de leur gouvernance pour que l'État puisse comprimer les dépenses et réduire le déficit budgétaire.

Les subventions d'exploitation et d'équilibre représentent plus de 80% du total des transferts au cours de la période 2017-2020.

Tableau 30 :Composition des transferts de l'Etat aux entreprises publiques :

Rubriques	2017	2018	2019	2020*
Subventions d'exploitation et d'équilibre	3438,88	4759,58	4859,06	2075,43
Subventions d'investissement et d'augmentation de capital	194,818	427,629	560,15	684,8
Prêts du trésor et prêts rétrocédés	567,5	83	95	94

*Données provisoires

Trois entreprises publiques représentent plus de 75% du total des transferts, à savoir:

- La Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz, où la subvention de compensation de l'électricité recouvrée s'élevait à 1242 MD en 2019 contre 1200 MD en 2018 et 914 MD en 2017.

-La Société tunisienne des industries de raffinage, où la subvention de compensation du carburant perçue a atteint 1296 MD en 2019, 1500 MD en 2018 et 869 MD en 2017 .

- L'office des céréales, où la subvention pour l'achat des céréales importées et locales s'élevait à 1324 MD en 2019 et 1321 MD en 2018 et 980 MD en 2017.

Malgré l'importance des sommes transférées, les trois entreprises publiques susmentionnées ont encore d'importantes créances au titre de complément des subventions de compensation, ce qui exige la nécessité d'accélérer la révision du système de compensation afin d'éviter les risques pour les finances publiques et les entreprises publiques qui ont des transactions avec ces entreprises,

Tableau 31 :Montants transférés du budget de l'Etat aux entreprises publiques composant l'échantillon :

Entreprises publiques	2017	2018	2019	2020*
Société tunisienne de banque	0	0	0	0
Banque nationale agricole	0	0	0	0
Banque de l'habitat	34	0	0	0
Office national des postes	0	20	0	0
Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	59,2	216,4	179,8	257,1
Société Tunisie autoroutes	0	0	180	170
Caisse nationale de solidarité sociale	0	0	0	25
Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale	500	200	450	0
Caisse nationale d'assurance maladie	0	0	0	0
Société tunisienne de l'électricité et du gaz	914,6	1200	1242	340

Entreprise tunisienne des activités pétrolières	0	0	0	0
Société tunisienne des industries de raffinage	869,4	1500	1296	940
Société tunisienne de distribution de pétrole	0	0	0	0
Société des transports de Tunis	154,4	144,2	139,2	172,4
Société nationale des chemins de fer tunisiens	104,56	96,16	93,24	141,2
Société Tunis air	0	0	0	8,8
Office de l'aviation civile et des aéroports	0	0	0	0
Compagnie tunisienne de navigation	0	0	0	22
Office de la marine marchande et des ports	0	0	0	0
Office des céréales	980,2	1320,3	1324,1	3
Office national de l'huile	286,468	305,279	273,15	323
Office des terres domaniales	0,47	1,27	0,42	0,23
Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	180,7	156	169,6	189,3
Office national de l'assainissement	58	59,4	97,7	95
Office du commerce de la Tunisie	16,9	20,2	24	5
Régie nationale des tabacs et allumettes	0	0	0	0
Manufacture des tabacs de Kairouan	12	0	0	0
Groupe chimique tunisien	0	0	0	0
Compagnie des phosphates de Gafsa	0	0	0	0
Pharmacie centrale de Tunisie	0	0	0	5
Société tunisienne de sidérurgie El fouladh	0	0	10	150
Société nationale de cellulose et de papier alfa	30,3	31	35	7,2
Société nationale des télécommunications Tunisie télécom	0	0	0	0
Total des Transferts	4201,2	5270,21	5514,21	2854,23

4-Revenus des entreprises publiques :

La part de l'Etat dans les excédents et bénéfices enregistrés par les entreprises publiques au titre de l'exercice comptable 2018 s'élève à 333 MD contre 163 MD au titre de l'exercice comptable 2017, enregistrant ainsi un accroissement de 103% qui résulte de l'augmentation des revenus issus des bénéfices de L'entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières dont les excédents distribués par elle au titre de 2018 ont atteint 295 MD contre 109 MD pour l'année 2017. Les excédents de L'entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières représentent environ 85 % de la part totale de l'État dans les excédents et bénéfices enregistrés par les entreprises publiques.

De manière générale, 7 entreprises publiques à participation directe de l'État ont distribué des bénéfices au titre de l'exercice comptable 2018 contre 9 entreprises au titre de l'exercice comptable 2017.

Les bénéfices revenant à l'État au titre de l'exercice comptable 2019 ne peuvent être définitivement délimités compte tenu du retard enregistré par les entreprises publiques concernées pour arrêter leurs états financiers.

De manière générale, l'accumulation des pertes par plusieurs entreprises publiques et la perturbation des activités des entreprises dans le secteur minier ont empêché l'amélioration de la rentabilité des revenus des participations .

Chapitre deux :Les besoins financiers des entreprises publiques et le coût de leur restructuration durant la période 2017-2020 :

Le suivi de la situation financière des entreprises publiques permet de conclure que les difficultés économiques et les transformations sociales que notre pays a vécues récemment ont entraîné une régression et une faiblesse des taux de croissance et une paralysie des facteurs stimulant la production, l'exportation, le tourisme et l'agriculture ;Ce qui n'a pas manqué d'exercer de grandes pressions sur les résultats des entreprises publiques en raison de l'augmentation des charges à un rythme qui dépasse le rythme d'évolution des produits. Il en est résulté que la plupart des entreprises ont enregistré des résultats négatifs, qui à leur tour ont eu un impact négatif sur les capitaux propres de ces entreprises.

Dans ce cadre, ce chapitre traitera de trois axes, comme suit:

- Le premier axe est consacré à la présentation et à l'analyse des besoins en capitaux propres pour :
 - Les entreprises publiques sous forme de sociétés anonymes conformément à l'article 388 du Code des sociétés commerciales,
 - Les entreprises publiques sous forme d'établissements publics à caractère non administratifs en s'inspirant de l'article 388 du Code des sociétés commerciales,
- Le deuxième axe a traité de la présentation et de l'analyse des indicateurs des équilibres financiers des entreprises publiques.
- Le troisième axe a été consacré à la présentation des crédits alloués par l'Etat dans le cadre des décisions de conseils ministériels relatifs à la restructuration de certaines entreprises publiques au cours de la période de 2017 à juin 2020.

Afin de préparer ce chapitre et prenant en considération la spécificité de certaines entreprises , les analyses vont se limiter à 80 entreprises, après suppression des entreprises suivantes :

- Les trois caisses sociales et les cinq banques publiques, compte tenu de la spécificité de leurs activités.
- 14 entreprises publiques, compte tenu du retard enregistré dans l'établissement de leurs états financiers,

- Le Centre des recherches et études aériennes, car inactif,

- 6 entreprises publiques nouvellement créées,

I-Les besoins en capitaux propres :

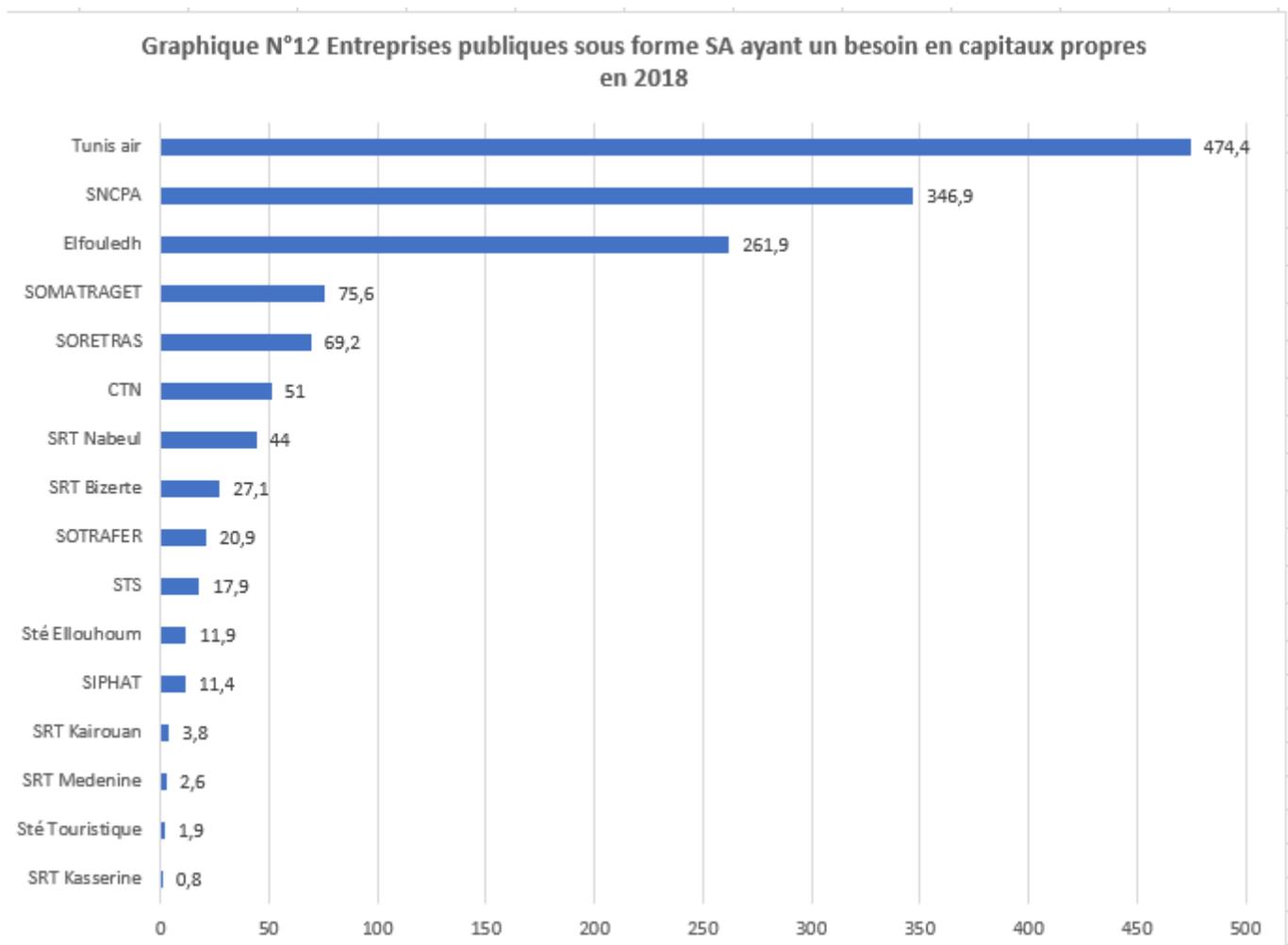
Tableau 32: Besoins minimaux en capitaux propres des entreprises publiques sous forme de sociétés anonymes en 2018 conformément à l'article 388 du code des sociétés commerciales (en million de dinars) :

Les entreprises publiques	Taux de participation au capital	Total capital social	Résultats reportés	Total capitaux propres	Besoins minimaux en capitaux propres	Parts de l'Etat des capitaux propres
Société Tunis air**	64,90%	106,00	-897,90	-421,40	474,4	307,9
Société nationale de cellulose et de papier alfa	98,60%	19,81	-317,67	-336,52	346,42	341,57
Société Tunisienne de sidérurgie el fouladh	91,70%	53,4	-268,6	-235,2	261,9	240,16
Société générale d'entreprises, de matériel et de travaux	53,20%	16,5	-121,43	-67,32	75,57	40,21
Société régionale de transport de Sfax	37,60%	1,2	-58,35	-68,6	69,2	26,02
Compagnie tunisienne de navigation*	86,20%	126	-67,5	12	51	43,96
Société régionale de transport de Nabeul	0%	3	-44,4	-42,5	44	0
Société régionale de transport de Bizerte	0%	1,5	-30,49	-26,3	27,05	0
Société des travaux ferroviaires	0%	4,1	-17,9	-18,8	20,85	0
Société de transport du Sahel	0%	0,4	-18,5	-17,7	17,9	0
Société Ellouhoum	0%	3	-31,95	-10,44	11,94	0
Société des industries pharmaceutiques de Tunisie	0%	9	-21,39	-6,93	11,43	0
Société régionale de transport de Kairouan	0%	0,15	-4,83	-3,71	3,79	0
Société régionale de transport de Médenine	0%	0,13	-2,32	-2,56	2,62	0
Société tunisienne des loisirs touristiques	0%	0,2	-1,2	-1,8	1,9	0
Société régionale de transport de Kasserine	0%	0,71	-1,45	-0,39	0,75	0
Société du Djebel djerissa	99,99%	2,29	-2,39	8,80	0,00	0
Société des marchés de production du centre de légumes et fruits	0%	5,80	0,00	4,10	0,00	0
Société tunisienne d'aviculture	0%	5,50	1,50	13,40	0,00	0
Société nationale immobilière de Tunisie centre	0%	0,95	20,30	23,00	0,00	0
Société des services nationaux et des résidences	98,10%	19,20	3,50	68,20	0,00	0
Société du réseau ferroviaire rapide de Tunis	99,99%	10,00	0,00	356,10	0,00	0
Agence Tunis Afrique presse	98,40%	0,20	0,00	0,10	0,00	0
Société d'études et de promotion de Tunis sud	0%	1,00	0,00	1,00	0,00	0
Société de la foire de Nabeul	0%	0,32	3,34	4,02	0,00	0
Société nationale immobilière de Tunisie nord	0%	0,85	4,23	5,20	0,00	0
Société nationale immobilière de Tunisie sud	0%	1,20	2,89	13,33	0,00	0
Société tunisia trade net	0%	2,00	9,25	14,08	0,00	0
Société tunisienne des marchés de gros	37,50%	13,20	0,00	23,33	0,00	0
Société les ciments d'oum el kelil	100,00%	34,00	-73,00	25,65	0,00	0
Société de promotion des logements sociaux	0%	5,00	-9,77	27,91	0,00	0

Compagnie des transports par pipe-lines au sahara	65%	7,19	2,40	32,87	0,00	0
Société les ciments de Bizerte	79,80%	44,05	-73,24	40,84	0,00	0
Société tunisienne de transport par pipes lines	0%	20,69	11,10	42,20	0,00	0
Société el bounière	99,98%	2,50	0,11	44,08	0,00	0
Compagnie tunisienne de forage	0%	10,50	28,40	49,65	0,00	0
Société nationale immobilière de Tunisie	100%	5,61	70,36	85,22	0,00	0
Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien	0%	0,20	9,09	178,50	0,00	0
Société nationale de distribution des pétroles AGIL	99,99%	96,50	135,26	340,15	0,00	0
Groupe chimique tunisien	100,00%	476,08	-500,37	388,21	0,00	0
Compagnie des phosphates de Gafsa	99,90%	267,94	-306,10	579,70	0,00	0
Société tunisie autoroutes	98,90%	999,53	-102,97	830,13	0,00	0
Société nationale des télécommunications (Tunisie télécom)	65%	1400,00	-251,84	1380,44	0,00	0
Total général		3777,59	-2918,82	3338,01	1420,7	999,8

*=Etats financiers provisoires

**=Etats financiers préparés par l'entreprise sans être présentés au conseil d'administration



- Le nombre d'entreprises publiques entrant sous les dispositions de l'article 388 du Code des sociétés commerciales est de 16 sur un total de 43 entreprises publiques , dont 10 entreprises sont sous la tutelle du Ministère des transports et de la logistique, parmi lesquelles 7 entreprises ou l'Etat ne détient pas de participations directes dans leurs capitaux .

- La valeur totale des besoins minimaux en capitaux propres pour les 16 entreprises publiques précitées a atteint en 2018 un montant de 1420,7MD sur la base des états financiers certifiés de l'année 2018.La société Tunis air occupe la première place en matière de besoins minimaux en capitaux propres évalués à 474,4MD en 2018 soit 33,4% du total de ses besoins .Cette situation est essentiellement imputable à l'accumulation de pertes qui s'élevaient en 2018 à 897,9 MD. La deuxième place est occupée par la société nationale de cellulose et de papier alfa dont les besoins minimaux en capitaux propres étaient estimés à 346,4 MD en 2018, ce qui représente 24,4 % des besoins totaux. Ces besoins sont principalement dûs aux résultats reportés négatifs qui s'élevaient à - 317,67 MD à fin 2018.La société tunisienne de sidérurgie El fouladh est classée troisième avec des besoins minimaux de capitaux propres de 261,9 MD au cours de la même année, ce qui représente 18,4% du total de ses besoins. La valeur totale des besoins minimaux des capitaux propres des entreprises publiques suivantes (la Société Tunis air, la société nationale de cellulose et de papier alfa et la société tunisienne de sidérurgie El fouladh) a été estimée à 1082,7 MD ce qui représente 76% du total des besoins minimaux en capitaux propres de ces entreprises.

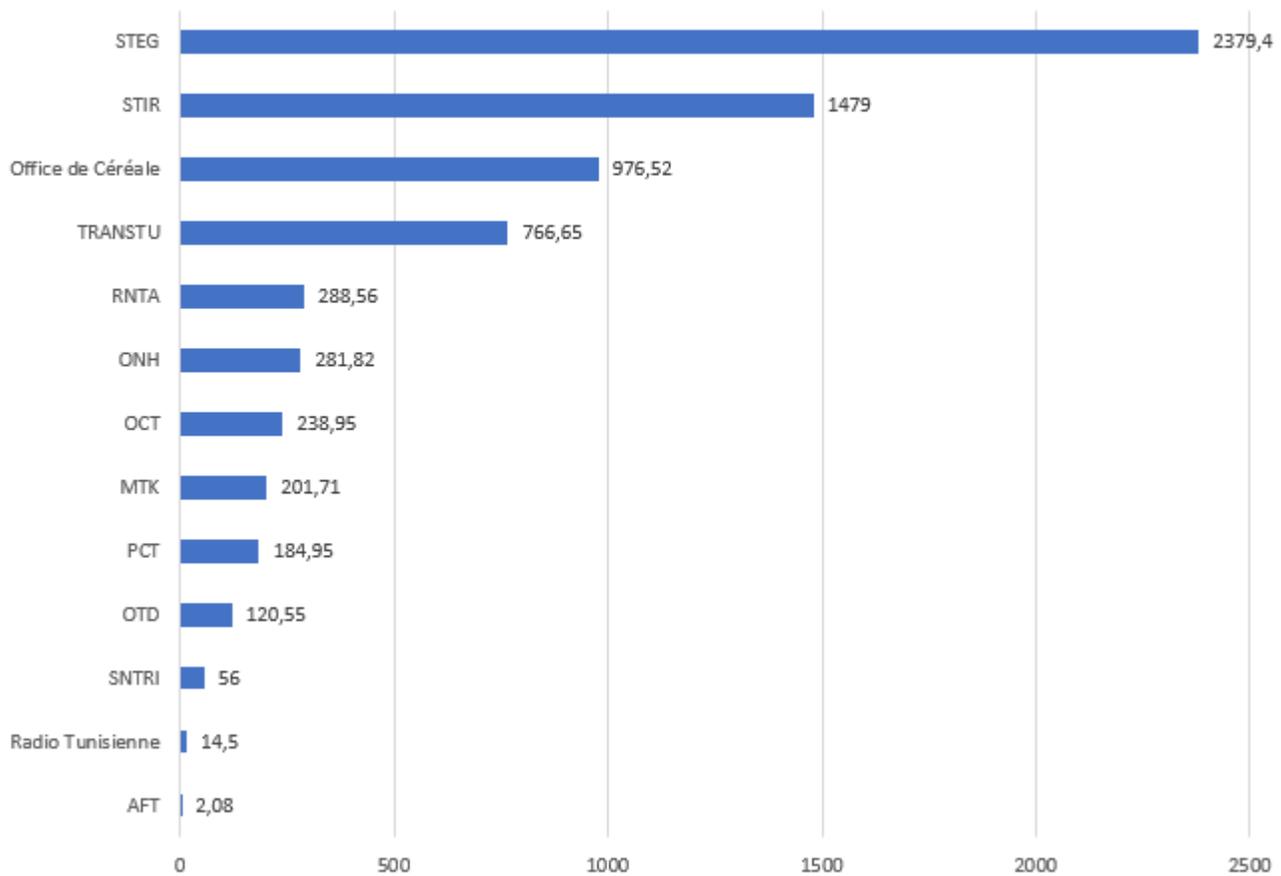
Tableau 33: Besoins minimaux en capitaux propres des entreprises publiques sous forme d'établissements publics à caractère non administratif en 2018 conformément à l'article 388 du code des sociétés commerciales en (million de dinars) :

Les entreprises publiques	Taux de la participation directe de l'Etat	Capital social /fonds de dotations 2018	Résultats reportés 2018	Total capitaux propres 2018	Besoins minimaux en capitaux propres	Parts de l'Etat des capitaux propres
Société tunisienne de l'électricité et du gaz	100 %	75,19	-1897,34	-2341,8	2379,4	2379,4
Société tunisienne des industries de raffinage *	100 %	3,2	-429,9	-1477,4	1479	1479
Office des céréales	100 %	7,65	-918,9	-972,7	976,52	976,52
Société des transports de Tunis *	100 %	115,9	-1226,7	-708,7	766,65	766,65
Régie nationale des tabacs et allumettes	100 %	42,78	-298,2	-267,17	288,56	288,56
Office national de l'huile	100 %	1,59	-331,16	-281,03	281,82	281,82
Office du commerce de la Tunisie	100 %	0,5	-275,1	-238,7	238,95	238,95

Manufacture des tabacs de Kairouan	100 %	22,99	-174,95	-190,21	201,71	201,71
Pharmacie centrale de Tunisie	100 %	17,8	30,3	-176,05	184,95	184,95
Office des terres domaniales *	100 %	23,5	-167,5	-108,8	120,55	120,55
Société nationale de transport interurbain	100 %	8,4	-51,3	-51,8	56	56
La radio tunisienne *	100 %	69	-53,6	20	14,5	14,5
Agence foncière touristique	100 %	7,1	-10,57	1,47	2,08	2,08
Office national des postes *	100 %	189,40	-93,80	204,50	0,00	0,0
Office national des postes frontaliers terrestres	100 %	0,00	0,00	2,80	0,00	0,0
Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux *	100 %	907,80	-252,70	1341,50	0,00	0,0
Centre national pédagogique	100 %	1,30	27,50	30,90	0,00	0,0
Imprimerie officielle de la république tunisienne	100 %	1,20	-2,20	86,50	0,00	0,0
Agence foncière d'habitat	100 %	7,60	13,20	205,10	0,00	0,0
Agence technique de transport terrestre	100 %	12,60	31,80	51,30	0,00	0,0
Office de la topographie et du cadastre	100 %	9,30	-31,70	35,70	0,00	0,0
Société d'exploitation du canal et des adductions des eaux du nord	100 %	3,60	15,40	3,90	0,00	0,0
Société de métro léger de Sfax	100 %	0,00	0,00	10,80	0,00	0,0
Société de promotion du sport *	100 %	0,02	31,90	30,10	0,00	0,0
Centre de promotion des exportations	100 %	0,00	-0,30	10,00	0,00	0,0
Régie des alcools	100 %	1,45	-2,23	1,36	0,00	0,0
Agence tunisienne de solidarité	100 %	0,00	0,43	7,21	0,00	0,0
Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	100 %	1,59	16,82	26,70	0,00	0,0
Agence des ports et des installations de pêche	100 %	45,35	-16,21	44,74	0,00	0,0
Office national de la télédiffusion	100 %	79,41	-68,17	49,28	0,00	0,0
Agence foncière industrielle	100 %	30,80	5,78	80,74	0,00	0,0
Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	100 %	86,20	241,37	361,84	0,00	0,0
Office de la marine marchande et des ports	100 %	15,59	40,11	486,37	0,00	0,0
Office de l'aviation civile et des aéroports	100 %	64,23	-22,43	515,95	0,00	0,0
Société nationale des chemins de fer tunisiens	100 %	162,10	-577,40	802,80	0,00	0,0
Office national de l'assainissement	100 %	1232,29	60,28	1445,29	0,00	0,0
Entreprise tunisienne des activités pétrolières	100 %	138,56	85,12	2087,18	0,00	0,0
Total général		3385,98	-6302,36	1129,66	6990,69	6990,69

*Etats financiers provisoires

Graphique N° 13 Entreprises publiques sous forme EPNA ayant un besoin en capitaux propres en 2018



- En application des dispositions de l'article 388 du Code des sociétés commerciales, le nombre d'entreprises publiques sous forme d'établissements publics à caractère non administratif dont le total de leurs capitaux propres a diminué à un niveau inférieur à celui de leurs fonds de dotation ou de leurs capitaux a atteint 13 entreprises publiques sur un total de 37 entreprises. La valeur totale de leurs besoins minimaux en capitaux propres est estimée à 6990,7MD sur la base des états financiers certifiés de l'année 2018. La Société tunisienne de l'électricité et du gaz occupe la première place en termes de besoins minimaux de capitaux propres estimés en 2018 à une valeur de 2379,4 MD, ce qui représente 34% des besoins totaux. Cette situation résulte principalement de l'augmentation des pertes cumulées qui ont atteint en 2018 un montant de 1897,34 MD. Ensuite, la Société tunisienne des industries de raffinage a des besoins de capitaux propres estimés à 1479 MD en 2018, ce qui représente 21,2% du total de ses besoins, principalement en raison des résultats reportés négatifs qui s'élevaient à -429,9 MD à la fin de 2018. La STIR est suivie par l'office des céréales qui a des besoins de capitaux propres estimés à 976,5 MD durant la même année, ce qui représente 14% du total de ses besoins. Aussi la valeur totale des besoins de capitaux propres des entreprises publiques suivantes (la Société

Tunisienne de l'Electricité et du Gaz, la Société Tunisienne des Industries de Raffinage et l'Office des Céréales) a été estimée à 4834,9 MD ce qui représente 69,2% du total de leurs besoins de capitaux propres.

II-Indicateurs des équilibres financiers

Tableau 34 :Indicateurs des équilibres financiers des entreprises publiques(en million de dinars) :

Entreprises publiques	Fonds de roulement	Besoins en fonds de roulement d' exploitation	Trésorerie nette
Entreprise tunisienne des activités pétrolières	404,0	1594,4	812,9
Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	143,0	-0,6	314,3
Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	23,0	-13,6	137,0
Office national des postes	-60,6	-480,8	100,4
Société nationale de distribution des pétroles AGIL	66,5	255,8	70,8
Groupe chimique tunisien	486,7	234,7	58,3
Société des services nationaux et des résidences	47,4	-1,0	45,5
Office de l'aviation civile et des aéroports	1062,5	1165,8	45,2
Régie nationale des tabacs et allumettes	-309,0	-122,2	33,2
Imprimerie officielle de la république tunisienne	68,7	37,8	31,5
Centre de promotion des exportations	-16,6	-1,0	25,4
Société de promotion du sport	14,3	-1,0	16,0
Office de la marine marchande et des ports	363,2	145,9	13,8
Office des céréales	-784,2	209,4	13,1
Agence foncière industrielle	167,3	87,1	12,4
Agence foncière touristique	-1,7	37,8	12,0
Office de la topographie et du cadastre	29,4	38,6	9,6
Office de la télédiffusion	55,3	30,2	9,5
Compagnie des transports par pipe-lines au sahara	20,7	27,9	8,5
Agence foncière de l'habitat	237,7	573,6	8,2
Régie des alcools	11,8	4,7	7,3
Compagnie tunisienne de forage	44,4	36,6	5,1
Société nationale immobilière de Tunisie sud	11,1	17,4	3,0
Agence tunisienne de solidarité	7,2	-0,1	2,7
Société nationale immobilière de Tunisie	90,2	193,0	2,7
Société du Djebel djerissa	0,1	3,2	2,1
Agence des ports et des installations de pêche	19,7	15,8	1,9
Société tunisienne d'aviculture	11,2	2,9	1,9
Société Tunisia trade net	13,7	2,0	1,4
Société de promotion des logements sociaux	55,4	108,9	1,4
Société tunisienne de transport par pipes line	35,9	8,4	1,1
La radio tunisienne	-15,0	0,2	1,0
Société des marchés de production du centre de légumes et fruits	2,3	0,0	0,8
Société tunisienne des marchés de gros	9,8	-0,8	0,6
Société d'études et de promotion de Tunis sud	13,3	-0,1	0,6
Société el Bouniane	3,3	8,3	0,5
Centre national pédagogique	37,5	18,2	0,5
Société du métro léger de Sfax	8,4	-2,1	0,5

Société d'exploitation du canal et des adductions des eaux du nord	0,7	-1,9	0,3
Office national des postes frontaliers terrestres	1,6	0,0	0,3
Agence Tunis Afrique presse	-0,9	2,0	0,3
Société des loisirs touristiques	-1,8	0,1	0,1
Société de la foire de Nabeul	4,0	0,0	0,1
Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien	1,4	1,8	-0,5
Société régionale de transport de Kairouan	-7,0	1,2	-1,4
Société des industries pharmaceutiques de Tunisie	-17,0	5,3	-4,4
Société régionale de transport de kasserine	-2,5	2,5	-4,8
Société régionale de transport de nabeul	-44,5	-3,3	-6,5
Société régionale de transport de medenine	-0,8	10,5	-8,1
Société nationale immobilière de Tunisie centre	25,4	47,9	-8,7
Société de transport du Sahel	-22,7	-4,6	-8,8
Société les ciments d'oum el kelil	-11,5	-14,7	-9,2
Société du réseau ferroviaire rapide de Tunis	534,9	-28,3	-9,5
Société nationale immobilière de Tunisie nord	7,6	18,9	-9,5
Société nationale du transport interurbain	-58,5	-15,9	-11,9
Société régionale de transport de bizerte	-20,0	16,5	-12,4
Compagnie des phosphates de Gafsa	583,8	1146,4	-13,8
Société Ellouhoum	-15,2	1,7	-13,9
Pharmacie centrale de Tunisie	198,9	195,6	-14,2
Société régionale de transport de sfax	-67,4	8,2	-15,9
Agence technique du transport terrestre	7,1	5,1	-18,8
Office des terres domaniales	-93,1	65,2	-23,0
Société générale d'entreprises, de matériel et de travaux	-43,1	48,8	-23,2
Société des travaux ferroviaires	-19,0	5,0	-25,7
Compagnie tunisienne de navigation	-158,8	-102,8	-67,2
Société des transport de Tunis	-473,2	49,1	-85,2
Société les ciments de Bizerte	-58,4	29,8	-88,9
Société nationale des chemins de fer tunisiens	18,4	31,4	-108,2
Société nationale des télécommunications (Tunisie télécoms)	1250,2	1026,9	-135,6
Société Tunisie autoroutes	-260,7	-95,8	-155,1
Manufacture des tabacs de Kairouan	-220,6	-8,3	-164,7
Société Tunis air	-811,4	-396,1	-173,0
Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	133,4	282,9	-192,0
Société nationale de cellulose et de papier alfa	-262,8	-19,1	-224,2
Société tunisienne de sidérurgie el Fouladh	-208,4	51,5	-228,5
Office national de l'assainissement	796,8	90,7	-242,7
Office du commerce de la Tunisie	-125,4	87,1	-246,7
Office national de l'huile	-227,0	19,7	-339,5
Société tunisienne des industries de raffinage	-1435,7	-774,3	-1227,3
Société tunisienne de l'électricité et du gaz	-376,5	233,8	-1503,5
TOTAL	898,1	6256,1	-3612,6

- Fonds de roulement = (total des capitaux propres + prêts à long terme + total des provisions pour risques et charges + Total des amortissements et provisions - autres actifs non courants) - total brut des immobilisations.

- Besoins en fonds de roulement d'exploitation = (valeur brute des stocks + valeur brute des clients et comptes associés) - la valeur brute des fournisseurs et comptes associés.

- Trésorerie nette = liquidité et équivalent de liquidité - concours bancaires et autres passifs financiers,

1-Les fonds de roulement

- Durant l'année 2018 ,le total des fonds de roulement de 80 entreprises publiques a atteint 898,1 MD. Un ensemble de 46 entreprises publiques a enregistré des fonds de roulement positifs d'une valeur totale de 7128,9 MD. La société nationale des télécommunications Tunisie Télécom occupe la première place quant à l'importance de la valeur de ses fonds propres qui ont atteint 1 250,2 MD. Elle est suivie par l'office de l'aviation civile et des aéroports, dont les fonds de roulement s'élevaient à 1062,5 MD et puis par l'Office national de l'assainissement, dont la valeur de ses fonds de roulement a été de 796,8 MD,

- En contre partie , 34 entreprises publiques ont enregistré des fonds de roulement négatifs d'une valeur totale de -6230,9 MD. La Société tunisienne des industries du raffinage occupe la première place en termes de faiblesse de la valeur de ses fonds de roulement, qui ont atteint à fin 2018 une valeur de -1435,7 MD. Elle est suivie par la société Tunis air , dont les fonds de roulement en 2018 s'élevaient à -811,4 MD, puis par l'office des céréales avec des fonds de roulement s'élevant à -784,2 MD.

2-Les besoins en fonds de roulement

- Le total des besoins en fonds de roulement d'exploitation au cours de l'année 2018 pour 80 entreprises publiques a atteint 6256,1 MD. Un ensemble de 57 entreprises publiques ont enregistré des besoins de fonds de roulement positifs d'une valeur totale de 8344,4 MD. L'entreprise tunisienne des activités pétrolières occupe le premier rang en termes de besoins de fonds de roulement qui ont atteint 1594,4 MD, suivie par l'office de l'aviation civile et des aéroports, dont les besoins en fonds de roulement s'élevaient à 1165,8 MD, puis suivie par la compagnie des phosphates de Gafsa dont les besoins en fonds de roulement ont été de 1146,4 MD.

- En contre partie, 23 entreprises publiques ont enregistré des besoins de fonds de roulement négatifs d'une valeur totale de -2088,4 MD. La Société tunisienne des industries de raffinage occupe le premier rang en termes de besoins négatifs de fonds de roulement atteignant -1435,7 MD, suivie de la société Tunis air dont les besoins en fonds de roulement s'élevaient à -811,4 MD, puis suivie par l'office des céréales avec des besoins de fonds de roulement de -784,2 MD,

3- La trésorerie nette:

- Le montant total de la trésorerie nette de 80 entreprises publiques a atteint, en 2018, une valeur de -3612,6 MD. Un ensemble de 37 entreprises publiques ont enregistré une trésorerie nette négative d'une valeur totale de -5426,4 MD. La société tunisienne de l'électricité et du gaz est classée au premier rang en termes de faiblesse de la valeur de la trésorerie nette, qui s'élevait à -1503,5 MD, suivie par la société tunisienne des industries de raffinage, dont la trésorerie nette a été de -1227,3 MD, puis suivie par l'office national de l'huile avec une trésorerie nette de -339,5 MD.

- En contre partie , 43 entreprises publiques ont enregistré une trésorerie nette positive d'une valeur totale de 1813,8 MD. L'entreprise tunisienne des activités pétrolières est classée au premier rang en termes de valeur de sa trésorerie nette qui s'élevait à 812,9 MD, Suivie par la caisse des prêts et de soutien des collectivités locales dont la trésorerie nette a atteint 314,3MD, puis suivie par l'Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine, avec une trésorerie nette de 137 MD.

III- Restructuration des entreprises publiques

Tableau 35 :Les crédits alloués par l'Etat dans le cadre des décisions des conseils ministériels ou de la commission d'assainissement et de restructuration des entreprises publiques à propos de la situation financière ou de la restructuration de certaines entreprises publiques durant la période 2017-juin 2020:

Entreprises présentant leurs dossiers à un conseil ministériel ou à la commission d'assainissement	Date de réunion des conseils de ministres ou des commissions d'assainissement	Principaux points du programme de restructuration	Réalisation	Fonds demandés de l'Etat	
				Décaissements	Engagements
Groupe Tunis air	20 mai 2019	Accord de principe pour la restructuration du groupe Tunis air , à condition que la commission technique de la privatisation à la Présidence du Gouvernement et en coordination avec la société Tunis air et le Ministère des transports et de logistique , procèdent à un examen plus approfondi des détails du programme de restructuration proposé, en son aspect financier et social, afin d'arrêter des actions chiffrées et définitives qui tiennent compte des capacités disponibles et qu'elles soient exécutables par étapes.	Non réalisé		
		Présentation du dossier dans un délai maximum d'un mois devant la commission d'assainissement et de restructuration des entreprises publiques	Non réalisé		
		Permettre à la société Tunis air de bénéficier des exceptions prévues à l'article 22 ter de la loi n ° 1989-9 du 1er février 1989 relative aux participations ,entreprises et établissements publics, telle que modifiée par la loi n ° 2006-36 du 12 juin 2006.	En cours de réalisation		

Société nationale d' exploitation et de distribution des eaux	28 février 2019	<p>-Préparation d'un projet de loi relatif à la capitalisation de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux.</p> <p>-Inscription des crédits nécessaires au programme de capitalisation de la société, estimés à 253 MD, dans le projet de loi de finances pour l'année 2020,</p> <p>-Approbation du principe de la révision de la tarification et surseoir à sa mise en œuvre jusqu'au moment opportun,</p> <p>- Demande au Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale à sensibiliser les bailleurs de fonds étrangers à la précarité de la situation financière de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux et à l'inadéquation de la conjoncture actuelle pour initier une augmentation de la tarification de l'eau</p> <p>- Invitation du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement à attribuer à la société une avance financière de 26 MD au titre du règlement d'un lot des factures de consommation d'eau par les ministères, les administrations et les établissements publics.</p> <p>-Formation d'une commission sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la Pêche marine qui comprend des représentants des Ministères des Finances et du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale pour mettre en place un programme spécial au profit de certains gouvernorats qui souffrent d'une pénurie importante d'eau potable par la programmation d'investissements extraordinaires et complémentaires pour lutter contre les points noirs, à mettre en œuvre dans le cadre du programme régional de développement et d'ingénierie agricole afin de faire face au pic de consommation de l'été 2019, et l'envoi d'une circulaire aux gouverneurs à cet effet, en vue de faire face à la pic de consommation d'eau pendant la saison estivale</p> <p>- Accélération de la présentation du projet de révision du code des eaux pour approbation par le Conseil des Ministres,</p>	<p>-Décaissement d'une première avance de 84 MD pour le programme de la capitalisation de la société-</p> <p>-Mise en œuvre de l'augmentation de la tarification à partir de juin 2020 par arrêté du 6 avril 2020.</p>	84	253
Société Tunisie autoroutes	Conseil des ministres	1- Règlement d'un montant de 48,5MD relatif à reliquat restant à payer au titre de la participation à l'augmentation du	Réalisé	89,9	170

	du 8 mai 2019	capital de la société par le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement,			
		2- Augmentation du capital de la société au cours de l'année 2020 dans des limites cohérentes avec la structuration des projets programmés en coordination avec le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement,	Réalisé		
		3- L'accélération de la publication des deux décrets gouvernementaux régissant les tarifs de circulation sur l'autoroute A1, Msaken - Gabès, et l'autoroute A3, Wad Zarga - Bousalem.	En cours de réalisation		
Banque de l' habitat	Aout 2017	- L'autorisation aux actionnaires publics de suivre l'opération d'augmentation du capital de la banque de 170 MD à 238 MD et ce dans la limite de leurs taux de participation actuelle. - L'autorisation à l'Etat ou à l'entreprise Tunisienne des Activités Pétrolières pour se substituer aux autres actionnaires publics qui ne peuvent pas participer à l'augmentation de capital en raison de leurs situations financières.	Réalisé	Sur cette base, l'effort financier des actionnaires publics est estimé à 57,6 MD, dont 34 MD sont requis de l'État lui-même.	
Banque nationale agricole		- L'autorisation à l'Etat tunisien d'accompagner l'augmentation du capital de la Banque Nationale Agricole de 176 MD à 320 MD, dans la limite des droits de préférence qui lui sont attribuables et de ceux attribuables à tous les actionnaires publics et entreprises publiques dans le capital de la banque, d'un montant de 169,74MD. Cette participation est libérée par la compensation de ses dettes financières fixes, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi de finances pour l'année 2019. - L'autorisation à l'Etat d'utiliser, le cas échéant, le montant restant du plafond autorisé dans le cadre de l'article 28 de la loi de finances pour l'année 2019 et qui est fixé à 170,872 MD, et ce, pour souscrire à des actions supplémentaires. - Appel aux parties publiques participantes au capital de la banque à renoncer aux droits de préférence dans la souscription qui leur reviennent en les cédant au profit de l'État tunisien		Cette contribution (169,74 MD) a été libérée à travers la compensation de ses dettes financières fixes, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi de finances pour l'année 2019.	

Considérant les relations financières réciproques entre l'État et les entreprises publiques, les comptes de gestion des entreprises publiques comprennent l'enregistrement de comptes créditeurs et de comptes débiteurs entre elles et l'État. Ces comptes couvrent les volets suivants :

- Les créances arriérés revenant aux entreprises publiques et qui sont à la charge de l'Etat sont enregistrées dans le compte clients au titre de prestations de services,
- Les créances fiscales à enregistrer dans les autres actifs courants sous le titre d'excédent de taxe à la valeur ajoutée ou d'impôt sur les sociétés ,,,,
- Les dettes arriérés des entreprises publiques envers l'État à enregistrer dans les rubriques de passif au titre de prêts de trésor et de dettes fiscales et douanières ,,,,.

Et en vue de donner une image plus honnête de la situation financière des entreprises publiques et fiabiliser d'avantage leurs états financiers auprès des banques et des bailleurs de fonds étrangers , il est nécessaire de prendre des mesures qui contribueront à assurer le bon fonctionnement des services publics fournis par ces entreprises publiques et à améliorer leur niveau de liquidité, ce qui leur permet d'honorer leurs engagements vis-à-vis des fournisseurs et l'Etat d'une part, et d'alléger la charge sur les finances publiques et de limiter le recours continu aux avances de trésorerie et aux garanties de l'Etat d'autre part.

A cet effet, une commission a été constituée pour liquider les dettes et les créances des entreprises publiques envers l'Etat et envers le reste des entreprises publiques par arrêté du Ministre chargé des finances. Les travaux de cette commission sont assurés par la direction générale des participations citée au chapitre premier de la présente partie. Cette commission veillera à la vérification de la crédibilité de l'exactitude des soldes financiers relatifs aux créances des entreprises publiques envers l'État d'une part et aux dettes de ces entreprises vis-à-vis de l'État d'autre part, puis œuvrera à les régulariser selon les mécanismes suivants:

1. Adoption du mécanisme de la compensation conformément à l'article 39 du Code de la comptabilité publique et établissement de décrets gouvernementaux organisant la compensation entre les créances revenant à l'Etat et les dettes à sa charge envers les entreprises publiques.

2. Assainissement de la situation financière de certaines entreprises publiques qui sont lourdement endettées vis-à-vis de l'État en convertissant les dettes arriérées en participation dans le capital après vérification de l'exactitude des montants et de l'indisponibilité de ressources pour les régler. Dans ce cadre des travaux seront menés pour préparer des projets de loi relatifs à:

- L'augmentation des fonds alloués à la Société nationale des chemins de fer tunisiens par l'Etat d'un montant de 372 MD au titre de la prise en charge des dettes arriérées à la charge de la société vis-à-vis de la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale et de la Société nationale de distribution du pétrole.

- Conversion du remboursement des prêts par l'Etat au lieu et place de l'office à concurrence de 318 MD en principal et intérêts en une participation aux fonds de dotations .

3. Poursuite du soutien financier aux entreprises publiques, et dans ce cadre un projet de loi a été élaboré pour autoriser l'Etat à accompagner l'opération d'augmentation en espèce du capital de la société Tunisie autoroutes d'un montant de 170 MD et ce afin de permettre le financement des investissements relatifs à la réalisation des autoroutes.

Chapitre trois:La Liquidité des entreprises publiques pour la période 2017-2019:

Ce chapitre traite la situation des liquidités et des placements financiers des entreprises publiques pour la période 2017-2019 étant donné que la liquidité disponible des entreprises publiques représente un indicateur important de leur solidité financière puisqu'il leur permet de s'appuyer sur leurs propres réserves financières pour financer leurs dépenses et leurs investissements.

Les fonds monétaires des entreprises publiques sont portés dans leurs états financiers dans les rubriques des placements et de la liquidité et équivalents de la liquidité pour tous les fonds monétaires déposés (en dinar tunisien ou en devises étrangères) pour une durée inférieure à un an et dans la rubrique des actifs financiers pour les fonds monétaires déposés pour une durée supérieure à un an.

Le suivi de la situation de liquidité des entreprises publiques au cours des années précédentes a permis de constater une tendance à une régression significative en raison de la baisse des revenus de ces entreprises due à la diminution du volume de leur activité économique, en plus des difficultés rencontrées par ces entreprises dans le recouvrement de leurs créances auprès de leurs clients .En effet , la lecture horizontale des états financiers des entreprises publiques pour la période 2010-2019 montre l'augmentation des chiffres et des montants dans les rubriques clients et comptes rattachés et fournisseurs et comptes rattachés, contre une régression sans précédent des rubriques de liquidité et équivalents de liquidité et des actifs financiers ainsi que des placements.

En effet , la baisse du volume d'activité des entreprises publiques et l'augmentation de leurs charges au cours de la période 2010-2019 ont entraîné la consommation de leurs réserves de trésorerie presque entièrement. La compagnie des phosphates de Gafsa est le meilleur exemple d'illustration de cette situation et sa liquidité s'est détériorée de 900MD à fin 2010 à 42 MD à la fin de l'année 2019.Cette situation a entraîné le passage des entreprises publiques du stade des transactions en espèces(cash –transaction)c'est-à-dire les transactions

avec paiement et règlement au stade des transactions avec report de paiement et règlement .Dans ce cadre on peut citer les exemples des créances de la caisse nationale d'assurance maladie auprès de la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale et de la Caisse nationale de sécurité sociale qui ont atteint un montant de 4 milliards de dinars et des créances de la compagnie des phosphates de Gafsa auprès du groupe chimique tunisien qui ont atteint un montant de 500 MD et les créances de la pharmacie centrale de Tunisie auprès de la caisse nationale d'assurance maladie et des structures hospitalières publiques d'un montant de 1 milliard de dinars et des créances de l'entreprise tunisienne des activités pétrolières auprès de la société tunisienne de l'électricité et du gaz et de la société tunisienne des industries de raffinage avec un montant de 2 milliards de dinars ainsi que les créances de l'office des céréales et de la société tunisienne des industries de raffinage auprès de l'État pour un montant de 2,5 milliards de dinars au titre des deux systèmes de compensation des céréales et des carburants,

Et si la liquidité des entreprises publiques a permis auparavant d'augmenter la valeur de l'épargne nationale et d'activer le marché monétaire et en définitive elle a fourni au secteur bancaire des ressources importantes pour financer l'économie nationale et la promotion des investissements et de l'emploi, à l'instar du financement du budget de l'Etat par la dette intérieure à travers les bons du trésor , elle est arrivée aujourd'hui à un niveau où elle peine à garantir la continuité de l'activité minimale de ces entreprises .

Il s'ensuit de ce qui précède ,que l 'accent a été mis dans ce chapitre sur trois sections :

Première Section: Liquidité des entreprises publiques pour la période 2017-2019.

Deuxième Section : Liquidité des entreprises publiques placée dans le secteur bancaire pour la période 2017-2019.

Troisième Section : Les dix premières entreprises classées selon la valeur du découvert bancaire pour la période 2017-2019

I. Liquidité des entreprises publiques pour la période 2017-2019 :

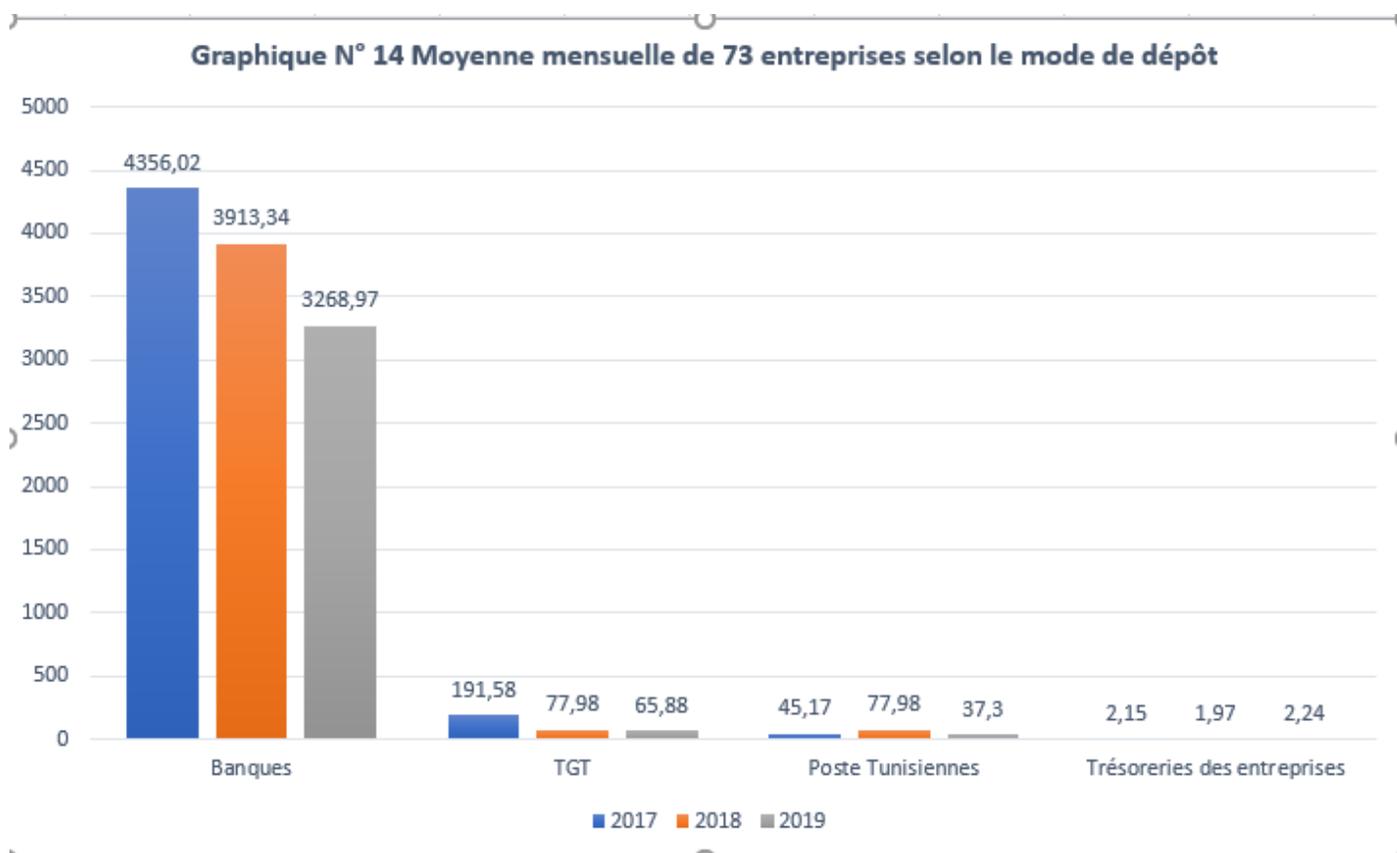
1. Liquidité de 73 entreprises publiques durant la période 2017-2019 :

Cet axe abordera la liquidité de 73entreprises publiques parmi 95 entreprises compte non tenu des établissements de crédit qui envoient des relevés mensuels de leur état de liquidité.

Tableau 36 : La liquidité des entreprises publiques en 2017-2019 selon les modalités de dépôt (en millions de dinars) :

Modes de dépôt	2017	2018	2019	2017/2018	2018/2019
Moyenne mensuelle des fonds placés dans les banques	4356,02	3913,340	3268,97	-10,16%	-16,47%
Moyenne mensuelle des fonds placés dans les banques publiques	2310,86	2041,11	1742,03	-11,67%	-14,65%
Moyenne mensuelle des fonds placés dans d'autres banques	2045,16	1872,23	1526,94	-8,46%	-18,44%
Moyenne mensuelle des fonds déposés dans la trésorerie générale	191,58	77,98	65,88	-59,29%	-15,51%
Moyenne mensuelle des fonds déposés dans les comptes PTT	45,17	45,31	37,3	0,31%	-17,67%
Moyenne mensuelle des fonds disponibles dans les caisses des- entreprises	2,15	1,97	2,24	-8,37%	13,71%
Moyenne mensuelle des 73 entreprises publiques	4594,92	4038,6	3374,39	-12,11%	-16,45%

- La moyenne mensuelle de liquidité de 73 entreprises publiques sur 95 entreprises compte non tenu des établissements de crédit au cours des années 2017, 2018 et 2019 a atteint respectivement la valeur de 4594,92 MD en 2017, 4038,6 MD en 2018 et 3374,39 MD en 2019,



- La moyenne mensuelle de liquidité des entreprises publiques a enregistré une baisse de 12,11% en 2018 par rapport à 2017, et il est prévu que la tendance à la baisse continuera jusqu'à ce que la moyenne mensuelle atteigne 3374,39 MD à la fin de 2019, soit une régression de 16,45% comparativement à l'année 2018 et de 26,56% par rapport à 2017,

II. Liquidité des entreprises publiques placée dans le secteur bancaire pour la période 2017-2019 :

La liquidité placée dans le secteur bancaire représente environ 95% de la liquidité mensuelle totale disponible dans les entreprises publiques alors que la liquidité déposée auprès de la trésorerie générale, de la poste tunisienne et disponible dans les caisses des entreprises est de 5%. Ce choix du placement de la liquidité dans le secteur bancaire est dû aux produits et outils disponibles dans le secteur bancaire et qui permettent aux entreprises publiques de mieux placer leur liquidité et de dégager des excédents au titre de ces placements. Compte tenu de l'importance du volume de liquidité placée auprès du secteur bancaire, les axes suivants font ressortir les outils de placement et le volume de liquidité placée auprès des banques et particulièrement auprès des banques publiques.

1- Politique et outils de placement adoptés par les entreprises publiques :

1.1- Politique de placement adoptée :

La méthodologie du placement adoptée par la plupart des entreprises publiques consiste dans les actions suivantes :

- Mener des consultations élargies auprès des banques,
- Le choix des meilleures offres sur la base de la rentabilité, en tenant compte de l'aspect sécurité,
- La participation aux appels d'offres des bons de Trésor émis par l'Etat,

1.2-Outils de placement adoptés par les entreprises publiques :

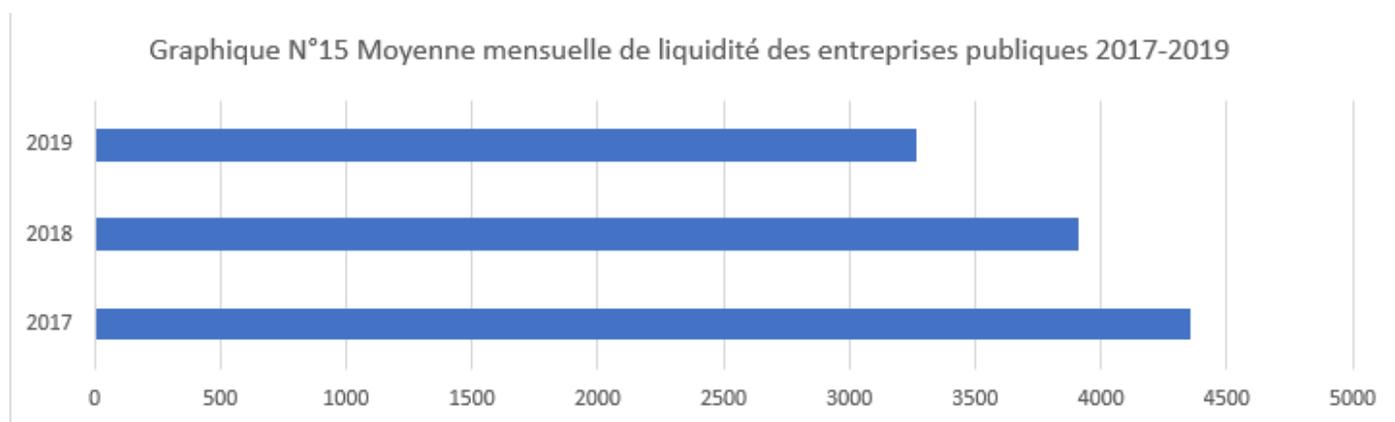
- Les bons du trésor assimilables (BTA),
- Les bons du trésor à court terme,
- Les bons du trésor zéro coupon,

- Les certificats de dépôt,
- Les comptes à long terme,
- Les bons de caisse,
- Les billets de trésorerie.

2-La Liquidité placée dans les secteurs bancaires public et privé :

Tableau 37 :La moyenne mensuelle de liquidité placée dans le secteur bancaire (en millions de dinars):

Unité (million dinars)/moyenne mensuelle	2017	2018	2019	2017/2018	2018/2019
Moyenne mensuelle de la liquidité placée dans les banques publiques	2310,86	2041,11	1742,03	-11,67%	-14,65%
Moyenne mensuelle de la liquidité placée dans les banques privées	2045,16	1872,23	1526,94	-8,46%	-18,44%
Total moyenne mensuelle de la liquidité placée dans le secteur bancaire	4356,02	3913,34	3268,97	-10,16%	-16,47%



- La moyenne mensuelle de liquidité des entreprises publiques placée dans le secteur bancaire a accusé une régression de 10,16% pour atteindre 3913,33 MD en 2018 contre 4356,01 MD en 2017 et il est prévu que la tendance à la baisse va se poursuivre pour atteindre une moyenne mensuelle de 3268,97 MD à fin 2019 soit une baisse de 16,47% comparativement à 2018 et de 24,95% par rapport à 2017,

- La liquidité mensuelle des entreprises publiques placée dans le secteur bancaire public au cours des années 2017, 2018 et 2019, a respectivement atteint 53,05%, 52,16% et 53,29% de la liquidité totale placée dans le secteur bancaire.

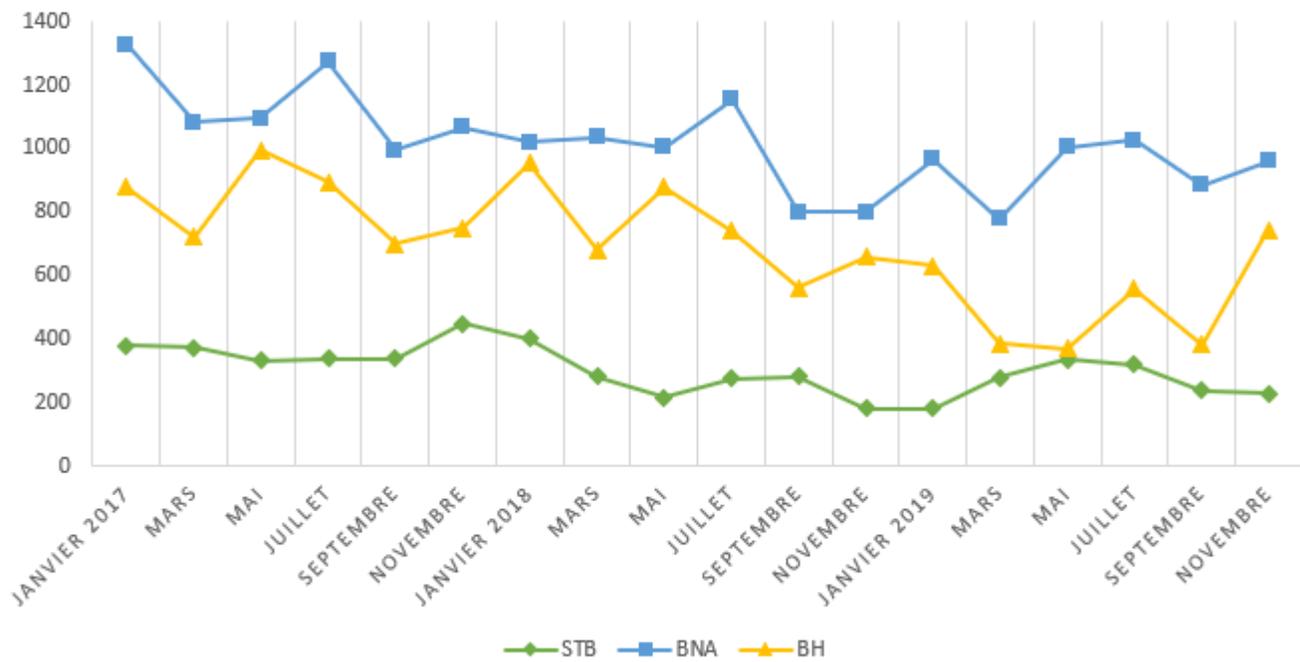
3- Liquidité placée dans les banques publiques :

L'accent a été mis sur la liquidité placée dans la banque nationale agricole, la banque de l'habitat et la société tunisienne de banque compte tenu du fait que le volume des fonds monétaires placés dans la banque tunisienne de solidarité et dans la banque de financement des petites et moyennes entreprises est très faible.

Tableau 38 : Fonds placés dans les banques publiques durant la période 2017-2019 (en millions de dinars):

année	2017				2018				2019			
	STB	BNA	BH	TOTAL	STB	BNA	BH	TOTAL	STB	BNA	BH	TOTAL
Janvier	378,83	1326,98	878,86	2584,67	400,02	1019,53	952,71	2372,26	181,82	967,17	630,51	1779,5
Février	432,91	1141,72	893,12	2467,75	456,42	1100,65	955,24	2512,31	190,5	861,28	601,61	1653,39
Mars	373,73	1083,26	721,74	2178,73	283,6	1035,44	680,67	1999,71	278,17	777,77	385,16	1441,1
Avril	345,95	1277,59	837,43	2460,97	405,71	1087,23	939,42	2432,36	292,54	899,98	509,89	1702,41
Mai	333,84	1096,67	993,47	2423,98	215,12	1005,7	879,43	2100,25	336,27	1003,78	370,58	1710,63
Juin	299,84	1087,29	698,33	2085,46	244,97	1088,88	677,02	2010,87	240,06	775,24	369,3	1384,6
Juillet	337,46	1273,95	895,66	2507,07	275,78	1156,43	740,14	2172,35	320,35	1027,27	558,6	1906,22
Aout	318,48	1049,5	769,41	2137,39	282,18	1082,11	751,68	2115,97	310,7	1031,73	543,53	1885,96
Septembre	338,23	994,33	701,23	2033,79	282,17	798,74	561,04	1641,95	238,7	886,15	382,4	1507,25
Octobre	473,88	1010,65	888,86	2373,39	199,07	1117,83	640,03	1956,93	313,2	911,24	581,62	1806,06
Novembre	447,24	1066,03	751,26	2264,53	182,63	800,91	660,21	1643,75	230,06	961,41	743,72	1935,19
Décembre	330,04	1058,74	709	2097,78	188,84	786,68	448,54	1424,06	184,82	670,3	493,07	1348,19
Moyenne mensuelle	371,48	1124,39	814,98	2310,85	287,4	1009,74	743,97	2041,11	273,27	937,67	531,09	1742,03
Taux de chaque banque	16,08%	48,66%	35,27%	-	14,08%	49,47%	36,45%	-	15,69%	53,83%	30,49%	-

GRAPHIQUE N° 16 EVOLUTION DE LA LIQUIDITÉ MENSUELLE DES BANQUES PUBLIQUES 2017-2019 (EN MD)



- La moyenne mensuelle de liquidité placée dans les banques publiques en 2018 a enregistré une baisse de 11,67%, soit un écart de 269,75 MD par rapport à l'année 2017 ainsi que la moyenne mensuelle de liquidité placée dans les banques publiques en 2019 a aussi enregistré une baisse de 14,65%, soit une diminution de 299,08 MD par rapport à l'année 2018,

- La moyenne mensuelle des liquidités placées dans les banques publiques pour l'année 2018 se répartit comme suit:

1. Une moyenne d'un montant de 1009,74 MD placés à la Banque nationale agricole, contre 1124,39 MD en 2017 et 937,67 MD en 2019
2. Une moyenne d'un montant de 743,97 MD placés à la banque de l'habitat contre 814,98 MD en 2017 et 531,09 MD en 2019
3. Une moyenne d'un montant de 287,40 MD placés à la société tunisienne de banque, contre 371,48 MD en 2017 et 273,27 MD en 2019

- Il est possible de conclure que la valeur la plus élevée des fonds déposés dans les banques publiques est placée à la Banque nationale agricole, avec une part égale à 49,47% en 2018, contre 48,66% en 2017 et 53,83% en 2019. En effet, la Banque nationale agricole propose les meilleures offres financières en rémunération des placements des entreprises publiques. Il convient d'indiquer que la Banque nationale agricole a accordé des

découverts bancaires aux comptes de l'office des céréales, de l'office national de l'huile et de l'office des terres domaniales d'environ 304,82 MD par mois au cours de l'année 2019.

-Le suivi mensuel des placements des entreprises publiques dans le secteur bancaire public durant la période 2017-2019 soit pendant une période de 36 mois permet de constater de fortes fluctuations et une instabilité des placements dûe au manque de stabilité, à l'ambiguïté de la vision et à l'importance des engagements des entreprises publiques, ce qui ne leur permet pas de tirer les meilleurs profits du placement de leur liquidité et de saisir les occasions des intérêts des placements à long terme d'une part et de financer les investissements à long terme d'autre part .

Tableau 39: Les dix premières entreprises classées selon la moyenne mensuelle de la valeur des placements dans les banques publiques pendant la période 2017-2019 en retenant l'année 2018 comme année de référence (en millions de dinars):

Ordre	Entreprises	2017	2018	2019
1	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	507,53	411,39	376,48
2	Caisse nationale de solidarité sociale	198,69	265,35	293,61
3	Compagnie des phosphates de Gafsa	441,03	204,89	41,59
4	Caisse des prêts et de soutien des collectivités locales	179,07	163,52	150,97
5	Office de la marine marchande et des ports	113,43	160,39	194,67
6	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	153,75	159,45	123,55
7	Groupe chimique tunisien	110,44	86,42	76,20
8	Office de l'aviation civile et des aéroports	77,43	85,13	83,35
9	Agence foncière industrielle	71,53	73,69	54,12
10	Office national de l'assainissement	38,07	48,11	20,30
Moyenne mensuelle des dix premières entreprises		1890,97	1658,33	1414,84
Moyenne mensuelle du restes des entreprises		419,89	382,78	327,19
Moyenne mensuelle générale		2310,86	2041,11	1742,03
Moyenne mensuelle des dix entreprises publiques/moyenne mensuelle générale %		% 81,83	%81,25	%81,22

- L'analyse du tableau ci dessus permet de constater que la moyenne mensuelle des dix premières entreprises classées suivant la moyenne mensuelle de la valeur des placements dans les banques publiques représente un taux supérieur à 80% par rapport à la moyenne mensuelle générale des entreprises publiques.

4- La liquidité déposée dans la trésorerie générale , la poste tunisienne et dans les caisses des entreprises publiques:

4.1-La liquidité déposée dans la trésorerie générale :

Tableau 40: Liquidité déposée dans la trésorerie générale au cours de la période 2017-2019 (en million de dinars):

Mois	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Janvier	159,24	66,83	45,77
Février	141,33	281,69	94,40
Mars	352,75	146,70	191,41
Avril	181,97	59,46	36,56
Mai	117,50	53,95	40,71
Juin	97,04	39,43	29,89
Juillet	132,58	74,12	44,44
Aout	112,41	43,80	62,70
Septembre	467,16	32,13	40,29
Octobre	74,20	52,85	63,57
Novembre	255,39	31,95	35,18
Décembre	82,80	51,23	60,00
Moyenne mensuelle	191,58	77,98	65,88

- La moyenne mensuelle des fonds déposés dans la trésorerie générale a atteint 77,98 MD en 2018 contre 191,58 MD en 2017, enregistrant une baisse de 59,29%, soit un écart de 113,6 MD. Cette moyenne mensuelle a aussi enregistré en 2019 une baisse estimée à 12,1 MD, soit un taux de 15,51% par rapport à 2018, pour atteindre 65,88 MD.

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans la trésorerie générale en 2017 a été enregistrée durant le mois de septembre 2017 et a atteint 467,16 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- La société tunisienne de l'électricité et du gaz pour un montant de 285,04MD,
- L'entreprise tunisienne des activités pétrolières, d'un montant de 86,017 MD,
- La régie nationale des tabacs et des allumettes à concurrence d'un montant de 17,39 MD,

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans la trésorerie générale en 2018 a été enregistrée durant le mois de Février 2018 et a atteint 281,69 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- L'entreprise tunisienne des activités pétrolières, d'un montant de 223,07 MD,
- La régie nationale des tabacs et des allumettes à concurrence d'un montant de 28,57MD,

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans la trésorerie générale en 2019 a été enregistrée durant le mois de mars 2019 et a atteint 191,4 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- La société nationale des chemins de fer tunisiens pour un montant de 84,89 MD
- La société régionale de transport du sahel à hauteur de 11,63 MD ,

- La société régionale de transport de Bizerte à concurrence d'un montant de 6,16 MD,
- La société des transports de Tunis pour un montant de 9,07 MD,

Tableau 41: Les dix premiers établissements classés en fonction de la liquidité déposée au trésor public au cours de la période 2017-2019 en adoptant 2018 comme année de référence :

Ordre	Entreprises	2017	2018	2019
1	Entreprise tunisienne des activités pétrolières	32,42	23,69	9,45
2	Régie nationale des tabacs et des allumettes	6,39	10,52	9,56
3	Manufacture des tabacs de Kairouan	11,68	8,62	12,04
4	Société des transports de Tunis	9,08	7,56	9,08
5	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	27,27	6,87	0,11
6	Caisse nationale d'assurance maladie	2,86	6,20	7,07
7	Société el Bouniane	0,26	2,94	2,58
8	Société régionale du transport du sahel	6,61	2,70	2,86
9	Société régionale du transport de Bizerte	2,91	2,35	1,07
10	Office national de l'huile	0,00	1,80	0,00
Moyenne mensuelle des dix premières entreprises		99,48	73,25	53,82
Moyenne mensuelle du reste des entreprises		92,1	4,73	12,06
Moyenne mensuelle générale		191,58	77,98	65,88
Moyenne mensuelle des dix entreprises publiques/moyenne mensuelle générale %		%51,93	% 93,93	%81,69

- L'analyse du tableau ci dessus permet de constater que la moyenne mensuelle des dix premières entreprises classées suivant la moyenne mensuelle de la valeur des dépôts dans la trésorerie générale représente un taux supérieur à 90% par rapport à la moyenne mensuelle générale des entreprises publiques en 2018 et à 52% en 2017 ainsi qu'un taux supérieur à 80% en 2019.

4.2-La liquidité déposée dans les comptes postaux:

Tableau 42:La liquidité déposée dans les comptes postaux au cours de la période 2017-2018 (en million de dinars):

Mois	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Janvier	61,39	52,31	63,06
Février	54,48	64,99	49,89
Mars	46,65	39,95	39,32
Avril	64,27	77,98	37,02
Mai	50,74	26,37	36,48
Juin	42,86	40,20	35,31
Juillet	34,12	42,65	29,07
Aout	31,21	47,75	24,41
Septembre	36,06	48,73	30,22
Octobre	44,73	39,96	19,67
Novembre	35,48	30,07	21,76
Décembre	32,56	29,65	29,96
Moyenne mensuelle	45,17	45,31	37,30

- La moyenne mensuelle des fonds déposés dans les comptes postaux en 2018 s'est stabilisée par rapport à 2017, enregistrant une valeur de 45,31 MD en 2018 contre 45,17 MD en 2017, alors que la moyenne mensuelle de 2019 a accusé une baisse de 8,01 MD soit de 17, 67% comparativement à 2018, pour atteindre une valeur de 37,30 MD.

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans les comptes postaux en 2017 a été enregistrée durant le mois de janvier 2017 et a atteint 61,39 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- L'office national de la famille et de la population pour un montant de 37,06MD,
- La société tunisienne de l'électricité et du gaz d'un montant de 7,00 MD,
- La caisse nationale de sécurité sociale à concurrence de 6,31MD,

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans les comptes postaux en 2018 a été enregistrée durant le mois d'avril 2018 et a atteint 77,98 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- L'office national de la famille et de la population pour un montant de 18,00MD,
- La caisse nationale de sécurité sociale à concurrence de 18,76MD,
- L'office de la télédiffusion à hauteur de 16,36 MD,

- La valeur la plus élevée de fonds déposés dans les comptes postaux en 2019 a été enregistrée durant le mois de janvier 2019 et a atteint 63,03 MD. La part la plus importante de ce montant provient des entreprises suivantes :

- L'office national de la famille et de la population pour un montant de 34,44 MD,
- La caisse nationale de sécurité sociale à concurrence de 6,39 MD,
- L'office de la télédiffusion à hauteur de 5,90 MD,

Tableau 43: Les dix premières entreprises classées en fonction de la liquidité déposée dans la poste tunisienne au cours de la période 2017-2019 en adoptant l'année 2018 comme année de référence (Unité: MD):

Ordre	Entreprises	2017	2018	2019
1	Office national de la famille et de la population	20,06	14,58	15,30
2	Société tunisienne de l'électricité et du gaz	6,98	6,24	3,90
3	Caisse nationale de sécurité sociale	3,88	5,96	4,10
4	Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	0,89	3,70	0,75
5	Office de la télédiffusion	5,11	3,11	2,12
6	Office des terres domaniales	1,29	1,85	1,7
7	Agence Tunis Afrique presse	0,24	1,58	0,91
8	Office des céréales	1,28	1,04	0,93
9	Caisse nationale d'assurance maladie	1,17	0,95	0,93
10	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	0,19	0,93	0,21
Moyenne mensuelle des dix premières entreprises		41,09	39,94	30,85
Moyenne mensuelle du restes des entreprises		4,08	5,37	6,45
Moyenne mensuelle générale		45,17	45,31	37,30
Moyenne mensuelle des dix entreprises publiques/moyenne mensuelle générale %		%90,97	%88,15	%82,71

- Il est constaté du tableau ci dessus que la moyenne mensuelle des dix premières entreprises classées suivant la moyenne mensuelle de la valeur de la liquidité déposée dans les comptes postaux représente un taux d'environ 90% par rapport à la moyenne mensuelle générale des entreprises publiques.

4.3- Liquidité disponible dans les caisses des entreprises publiques:

Tableau 44: Liquidité disponible dans les caisses des entreprises publiques durant la période 2017-2018 (Unité: MD)

Mois	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Janvier	3,33	1,82	2,02
Février	2,25	1,87	2,00
Mars	2,31	1,85	1,69
Avril	1,85	2,09	1,60
Mai	1,87	2,12	1,05
Juin	1,01	1,91	2,09
Juillet	1,87	2,25	2,96
Aout	2,10	2,11	2,77
Septembre	2,27	1,86	1,41
Octobre	2,11	2,39	2,21
Novembre	2,20	1,95	2,10
Décembre	0,81	1,40	2,21
Moyenne mensuelle	2,15	1,97	2,24

- La valeur des fonds disponibles dans les caisses des entreprises publiques a enregistré une quasi stabilité durant la période 2017-2019. La moyenne mensuelle a atteint 1,97 MD en 2018 contre 2,15 MD en 2017, accusant une baisse de 0,18 MD, soit d'un taux de 8,37 %, alors que la valeur des fonds disponibles dans les caisses des entreprises publiques a connu une légère augmentation en 2019 comparativement à 2018, estimée à 0,27 MD soit 13,70%, portant la moyenne mensuelle à 2,24 MD.

Tableau 45: Les dix premières entreprises classées en fonction de la liquidité disponible dans les caisses des entreprises publiques durant la période 2017-2019 en adoptant l'année 2018 comme année de référence (Unité: MD):

Ordre	Entreprises	2017	2018	2019
1	Société des transport de Tunis	0,71	0,77	1,00
2	Société Tunis air	0,07	0,17	0,14
3	Compagnie des phosphates de Gafsa	0,19	0,13	0,12
4	Société Tunisie autoroutes	0,11	0,11	0,11
5	Société nationale immobilière de Tunisie sud	0,21	0,08	0,04
6	Société nationale des chemins de fers tunisiens	0,07	0,08	0,10
7	Imprimerie officielle de la république tunisienne	0,03	0,06	0,05
8	Régie nationale des tabacs et des allumettes	0,08	0,05	0,06
9	Société les ciments de Bizerte	0,02	0,05	0,03
10	Caisse nationale de sécurité sociale	0,05	0,05	0,04
Moyenne mensuelle des dix premières entreprises		1,54	1,55	1,69
Moyenne mensuelle du reste des entreprises		0,61	0,42	0,55
Moyenne mensuelle générale		2,15	1,97	2,24
Moyenne mensuelle des dix entreprises publiques/moyenne mensuelle générale %		71,63%	%78,68	%75,45

5- Liquidité placée dans les produits de l'Etat:

Les entreprises publiques contribuent, à travers leur liquidité mensuelle, au financement du budget de l'État en participant aux appels d'offres hebdomadaires et mensuels relatifs à l'émission des bons de Trésor de diverses natures. Les bons de trésor assimilables et des bons de trésor à court terme constitue la part la plus importante des placements des entreprises publiques dans les produits de l'Etat étant donné que ces bons sont vendables et négociables en bourse ce qui leur donne la capacité de transformation en monnaie en cas de besoins. Le tableau ci-après indique le montant de la liquidité mensuelle placée dans les produits de l'Etat pendant la période 2017-2019.

Tableau 46: La liquidité placée dans les produits de l'État (en MD):

Unité (million de dinars)/moyenne mensuelle	2017	2018	2019
Bons de trésor à court terme	584,48	191,75	36,42
Bons de trésor assimilables	98 ,40	121,46	66,18
Total	682,88	313,21	102,6

III-Les dix premières entreprises classées selon—l'importance de leur découvert bancaire :

Tableau 47 :Les dix premières entreprises classées suivant la moyenne mensuelle des découverts bancaires durant la période 2017-2019 en se basant sur l'année 2018 comme année de référence (Unité: MD):

Ordre	Entreprises	2017	2018	2019	2017/2018	2018/2019
1	Office des céréales	336,79	197,55	304,82	-41,34%	54,30%
2	Office national de l'assainissement	137,10	150,20	101,73	9,56%	-32,27%
3	Société des transports de Tunis	57,76	61,28	67,76	6,09%	10,57%
4	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux	33,69	44,8	52,16	32,98%	16,43%
5	Société nationale de cellulose et de papier alfa	39,51	43,12	48,24	9,14%	11,87%
6	Office national de l'huile	39,87	42,44	20,96	6,45%	-50,61%
7	Office des terres domaniales	43,69	40,28	59,10	-7,80%	46,72%
8	Société Ellouhoum	13,59	12,79,	14,43	-5,89%	12,82%
9	Société tunisienne des industries de raffinage	15,31	9,65	3,77	-36,97%	-60,93%
10	Société nationale de distribution des pétroles	12,85	6,8	17,03	-47,08%	150,44%
Moyenne mensuelle des dix premières entreprises		730,16	608,92	690	-16,60%	13,32%
Moyenne mensuelle générale		764,91	651,67	764,38	-14,81%	17,29%
Moyenne mensuelle des dix entreprises publiques/moyenne mensuelle générale %		95,46	93,44	90,27	-2,11%	-3,40%

- La moyenne mensuelle générale de la valeur des découverts bancaires des entreprises publiques a atteint 651,6 MD en 2018 contre 764,91 MD en 2017, enregistrant une baisse de 14,81% soit un écart de 113,24 MD, alors qu'en 2019 la moyenne mensuelle générale des découverts bancaires a enregistré une augmentation de 112,71 MD, soit une progression de 17,29% comparativement à 2018, pour atteindre 764,38 MD.

-La moyenne mensuelle des dix premières entreprises publiques classées suivant la valeur des découverts bancaires a atteint 608,92 MD en 2018 contre 730,16 MD en 2017, enregistrant une baisse de 16,6% soit un écart de 121,24 MD, alors qu'en 2019 la moyenne mensuelle générale des découverts bancaires de ces

entreprises a enregistré une augmentation de 81,08 MD, soit une progression de 13,32% comparativement à 2018, pour atteindre 690 MD.

-La moyenne mensuelle des dix premières entreprises publiques représente 93,44% de la moyenne mensuelle générale des entreprises publiques selon la valeur des découverts bancaires en 2018 et 95,46% en 2017 et 90,27% en 2019.

-La moyenne mensuelle de la valeur des découverts bancaires en 2018 a atteint un montant de 409,03 MD pour les trois premières entreprises (l'office des céréales ,l'office national de l'assainissement et la société des transports de Tunis) équivalant 67,17 % par rapport à la moyenne mensuelle de la valeur des découverts bancaires des dix premières entreprises publiques et 62,76% de la moyenne mensuelle générale des entreprises publiques./.